

## CONSEIL PROVINCIAL DE NAMUR

Procès-verbal et rapport succinct de la réunion du 13 juin 2025 au Palais provincial – Séance publique

Le Président, M. Christophe GILON ouvre la séance à 9h35.

Les secrétaires sont MM. Luc DELIRE et Antonin COLLINET.

M. Denis MATHEN, Gouverneur et M. Valéry ZUINEN TILKIN, Directeur général, assistent à la réunion.

### L'ordre du jour a été établi comme suit :

- 1) Ouverture de la séance publique par Monsieur le Président ;
- 2) Appel nominal des Conseillers ;
- 3) Dépôt du procès-verbal de la réunion du 23 mai 2025 ;
- 4) Communication du Président ;
- 5) Questions posées au Collège provincial ;
- 6) Lecture des rapports des commissions des dossiers - Discussion et vote des résolutions ;
  - 1<sup>ère</sup> Commission : 2025-0145, 2025-0589, 2025-0594, 2025-0735, 2025-0965, 2025-1013, 2025-1095, 2025-1105, 2025-1271, 2025-1301, 2025-1382
  - 2<sup>ème</sup> Commission : 2025-0821, 2025-0834, 2025-1159, 2025-1205, 2025-1209, 2025-1216, 2025-1270, 2025-1302, 2025-1324
  - 3<sup>ème</sup> Commission : 2025-0183, 2025-0665, 2025-0761, 2025-0769, 2025-1052
  - 4<sup>ème</sup> Commission : 2025-0609, 2025-0865, 2025-1010, 2025-1239
- 7) Clôture de la séance publique par Monsieur le Président ;

### Liste des affaires portées à l'ordre du jour

#### Séance publique

##### 1<sup>ère</sup> commission

**2025-0145** : Secteur de la Culture – Service Lecture publique – Opérateur d'appui – Intégration de la Bibliothèque communale A. Sax de Dinant au réseau Tire-lire – Signature des conventions

**2025-0589** : ASPASC - SOPDT - Renouvellement des représentants provinciaux au sein des 20 centres culturels du territoire de la province de Namur - Législature 2024-2030

**2025-0594** : ASPASC - SOPDT - renouvellement des représentants provinciaux au sein de l'ASBL Festival International du Film Francophone de Namur - FIFF - Législature 2024 – 2030

**2025-0735** : Association Intercommunale VIVALIA SCRL-Sortie de la Province de Namur de l'actionariat

**2025-0965** : Règlement d'ordre intérieur du Conseil provincial – Modifications

**2025-1013** : ASPASC - SOPDT - Renouvellement des représentants provinciaux au sein de l'ASBL Rock About Nam, (RAN en abrégé) - Législature 2024-2030

**2025-1095** : ASPASC - SOPDT - Renouvellement de la représentation provinciale au sein de l'ASBL « Projet TreM.a »

**2025-1105** : Rapport de rémunération - Exercice 2024

**2025-1271** : SOPDT- Association Intercommunale de Santé de la Basse-Sambre (AISBS)- Assemblées générales extraordinaire et ordinaire du 25 juin 2025- Ordre du jour-Approbation

**2025-1301** : ASPASC - SOPDT - Renouvellement de la représentation provinciale au sein de l'ASBL « Namur 2030 »

**2025-1382** : SOPDT- asbl Association des Ressources Humaines Hospitalières (AR2H) - Assemblée générale du 10 juillet 2025- Désignation des représentants provinciaux / Ordre du jour-Approbation

## **2<sup>ième</sup> commission**

**2025-0821** : Rapport sur les subventions octroyées par la Province de Namur – Premier trimestre

**2025-0834** : Opérateur de Transport de Wallonie (O.T.W.) - Démission de la Province de Namur

**2025-1159** : Intercommunale « BEP » - Assemblée générale ordinaire du 17 juin 2025 - Approbation des points inscrits à l'ordre du jour

**2025-1205** : Intercommunale « BEP Expansion Economique » - Assemblée générale ordinaire du 17 juin 2025 - Approbation des points inscrits à l'ordre du jour

**2025-1209** : Intercommunale « BEP Crématorium » - Assemblée générale ordinaire du 17 juin 2025 - Approbation des points inscrits à l'ordre du jour

**2025-1216** : Intercommunale « BEP Environnement » - Assemblée générale ordinaire du 17 juin 2025 - Approbation des points inscrits à l'ordre du jour

**2225-1270** : HEPN : Règlement des Etudes - Année académique 2025-2026

**2025-1302** : EPEEG- règlement-redevance pour occupation des locaux et infrastructures scolaires

**2025-1324** : Association des Provinces Wallonnes - Désignation des administrateurs

### **3<sup>ème</sup> commission**

**2025-0183** : Vivre Mieux - Asbl Centre d'Adaptation et de Reclassement professionnel Renouvellement du contrat de gestion pour 2025-2027

**2025-0665** : Vivre Mieux - Asbl Service Provincial d'Aide Familiale - SPAF - Assemblée générale du 20 juin 2025 - Approbation des points inscrits à l'ordre du jour

**2025-0761** : Vivre Mieux - Asbl Service Provincial d'Aide Familiale de Namur (S.P.A.F) - Modification des représentants provinciaux à l'assemblée générale et au conseil d'administration pour la législature 2024-2030

**2025-0769** : Vivre Mieux - Asbl Centre d'Adaptation et de Reclassement Professionnel - CARP - Désignation des mandataires provinciaux à l'Assemblée générale et proposition de candidatures au Conseil d'administration pour la législature 2024-2030

**2025-1052** : Vivre mieux - Intercommunale des Modes d'Accueil pour Jeunes Enfants - IMAJE - Assemblée générale statutaire du 16 juin 2025 - Ordre du jour – Approbation

### **4<sup>ème</sup> commission**

**2025-0609** : GIG - ASBL Groupement d'informations géographique - Désignation des représentants provinciaux à l'Assemblée Générale et proposition de candidature au Conseil d'Administration pour la législature 2024-2030

**2025-0865** : ST<sup>3</sup>P - CE2025/25 - Marché de travaux relatif à la remise à ciel ouvert du ruisseau « Le Frizet » à Namur - Approbation de la procédure et des documents du marché

**2025-1010** : 2025/12 - Marché public de travaux visant la réalisation de deux zones d'expansion de crue à Olloy-sur-Viroin - Approbation de la procédure et des documents de marché

**2025-1239** : 2025/31 - Marché de travaux de rénovation et de mise en conformité des infrastructures sportives de l'EPEEG - Approbation de la procédure et des documents de marché

### **Appel nominal des Conseillers.**

#### **Présents :**

**Groupe LES ENGAGÉS** : Etienne BERTRAND, Antonin COLLINET, Laurence DAFPE, Gauthier de SAUVAGE, Marie DEPRAETERE, Pauline DESSAMBRE, Christophe GILON, Olivier GRAVY, Isabelle JOIRET, Dorothée KLEIN, Jean-Luc MOSSERAY, Pierre RONDIAAT, Laurie SPINEUX ;

**Groupe M.R.** : François BELLOT, Laetitia BROGNIEZ, Philippe BULTOT, Luc DELIRE, Mélanie HAVENNE, Sébastien HUMBLET, Sabine LARUELLE, Hélène LEBRUN, Valérie

LECOMTE, Arnaud MAQUILLE, Pauline TARGEZ, Julie TESSIER, Jean-Marc VAN ESPEN ;

**Groupe P.S.** : Patricia BRABANT, Carine DAFPE, Marc GILBERT, Matthieu LIESSENS, Emilie MALOSTO, Marine MONT ;

**Groupe ECOLO** : Tessa BWANDINGA, Hugues DOUMONT, Thomas NAGANT, Bénédicte ROCHET ;

**Groupe PTB** : Eline BOUILLON

*Excusés :*

*Mme Catherine COLLARD (PS), M. Stéphane COLLIGNON (MR) et M. Khalid TORY (PS).*

Mme Régine GATTEGNO (PTB) rejoint la séance à 09h37.

M. Claude BULTOT (PS) rejoint la séance à 09h40.

M. Marc GILBERT (PS) demande pour faire une communication aux membres du Conseil.

M. le Président donne la parole à M. Marc GILBERT.

M. Marc GILBERT (PS) prend la parole au nom des groupes PS, ECOLO et PTB pour rappeler qu'il avait introduit une motion relative à la reconnaissance du génocide à Gaza, à la politique d'occupation par rapport à l'Etat d'Israël et à l'exigence d'une action urgente en faveur de la paix et du respect en faveur du droit international. Il souhaite souligner que certains Conseils communaux l'ont accepté et qu'il trouve dommage que l'Institution provinciale n'y réserve pas une suite favorable en faisant preuve d'humanité plutôt que de s'en tenir au strict respect.

M. le Président demande au public de respecter le règlement et ne pas manifester de signes distinctifs et laisse poursuivre M. Marc GILBERT (PS).

M. Marc GILBERT (PS) demande de respecter l'article 25 alinéa 3 du règlement d'ordre intérieur et de justifier le pourquoi du refus.

M. le Président rappelle qu'à titre personnel nous sommes tous conscients des difficultés et que l'on comprend le vif émoi de cette tragédie. Il explique qu'il a toujours à cœur de permettre des débats démocratiques au sein de l'assemblée qu'il préside mais qu'il se doit toutefois d'en assurer une organisation cadrée et légale notamment dans le cadre des débats. De ce fait, au regard de l'article L2212-32 du CDLD et de notre ROI, il considère que cette motion n'est pas d'intérêt provincial. L'article précité précise bien que le Conseil provincial règle dans le respect du principe de la subsidiarité tout ce qui est d'intérêt provincial mais surtout son paragraphe 3 de ce même article qui précise que nonobstant le premier paragraphe le Conseil délibère sous tout autre objet qui lui est soumis par les autorités fédérales, communautaires ou régionales. Le Président explique que la motion n'est pas d'intérêt provincial et que l'assemblée n'a pas été contactée par les autorités fédérales en charge de ce dossier pour émettre un quelconque avis. C'est donc bien sur base de cette justification que la motion a été refusée. Le Président explique que la Province n'a plus de compétences au niveau international ce qui est un élément de plus. Il rappelle toutefois que nous sommes bien toutes et tous conscients des difficultés rencontrées par ces personnes actuellement

M. le Président signale que le projet de procès-verbal de la réunion du 23 mai 2025 a été transmis aux Conseillers via l'intranet et par courriel.

S'il n'y a pas de remarque ou d'observation à l'issue de cette réunion, M. le Président informera le Conseil que celui-ci est adopté.

### **Communication du Président**

Le Président a quatre communications à faire aux membres du Conseil.

#### **La première communication concerne les règles relatives à l'introduction des questions orales et les demandes de point à l'ordre du jour**

Le Président souhaite rappeler que pour introduire toutes demandes, il faut utiliser uniquement et conjointement les adresses [question.rale@province.namur.be](mailto:question.rale@province.namur.be) et [presidence.conseil@province.namur.be](mailto:presidence.conseil@province.namur.be)

Pour toute communication en lien avec la fonction de Président du Conseil, il invite les Conseillers à utiliser l'adresse [presidence.conseil@province.namur.be](mailto:presidence.conseil@province.namur.be) et à mettre sa cheffe de cabinet en copie.

#### **La deuxième communication concerne l'Amicale des Conseillers et fait suite à l'Assemblée générale du 23 mai et au Comité du 06 juin**

Le Président informe les membres du Conseil que le nouveau Président de l'Amicale des Conseillers est Monsieur Marcel DEGLIM, ancien Conseiller provincial honoraire, ancien échevin et toujours conseiller communal à Ohey.

Il signale que le nouveau comité est, outre Monsieur DEGLIM le Président, constitué par :

- Le 1er VP, Président d'Honneur : Monsieur Jacques Mazy
- Le 2ème VP et Député honoraire : Monsieur José Paulet
- Le 3ème VP : Monsieur Philippe Hubaux
- Les membres :
  - Monsieur Luc Delire -1er secrétaire et député honoraire
  - Monsieur Joseph Dethy
  - Madame Régine Gattegno, collègue
  - Monsieur Georges Lefrère
  - Monsieur Robert Mine
  - Monsieur Léonce Poncelet
  - Madame Michèle Detry - fervente secrétaire - trésorière
  - Et lui-même

Le président profite de ce moment et de la présence (pour certains dans le public) pour les remercier pour leur investissement, leur souhaiter bon vent dans cette nouvelle aventure et les féliciter chaleureusement !

#### **La troisième communication concerne l'ajout d'un point à l'ordre du jour**

Le Président informe que conformément à l'article 30 du règlement d'ordre intérieur et au paragraphe 4 de l'article L2212-22 du CDLD, il a donc inscrit la motion relative aux médias de

proximité de Monsieur Thomas NAGANT à l'ordre du jour. Il indique que ce dossier sera le premier point de la séance après les questions orales.

### **La quatrième communication concerne le décès de Monsieur Louis CLAES**

Le Président signale que c'est une note beaucoup moins prosaïque. Il a une nouvelle fois la noble, mais triste tâche d'évoquer la mémoire d'un ancien membre de leur assemblée décédé récemment. Le Président demande aux Conseillers de bien vouloir se lever pour ce faire.

Il indique que Monsieur CLAES nous a quittés le 25 mai dernier à l'âge 93 ans. Il demande qu'un trop court instant soit pris pour se souvenir de lui.

Monsieur CLAES a siégé sur les bancs du Conseil entre 1980 et 1985 comme représentant du PRL de l'époque. Il précise que cela n'a pas été son seul engagement car Monsieur CLAES était également Conseiller communal dans sa Commune de Velaine-Sur-Sambre.

Enfin, il indique qu'en tant que Médecin généraliste de profession, le docteur CLAES était extrêmement proche de ses patients et avait toujours à cœur d'aider les plus démunis, que c'était une personnalité ayant particulièrement le cœur sur la main et qu'il était là pour les autres encore et toujours.

Le Président présente au nom de l'Assemblée ses plus sincères condoléances à sa famille et à ses proches.

Il demande d'être un moment en pensée avec lui.

Le Président remercie les membres du Conseil.

Il propose ensuite de poursuivre l'ordre du jour.

### **Questions orales**

M. le Président signale avoir reçu deux questions orales recevables.

La première émane de Monsieur Matthieu LIESENS du groupe PS et concerne :

#### **L'opération « Wallonie : Ambitions Or » et le subsidé à l'Ecole provinciale d'élevage et d'équitation de Gesves.**

M. Matthieu LIESENS prend la parole pour lire la question (annexe 1).

Mme Mélanie HAVENNE répond pour le Collège.

M. Matthieu LIESENS et Mme Mélanie HAVENNE interviennent successivement.

La seconde émane de Mme Pauline DESSAMBRE du groupe LES ENGAGES et concerne :

**L'interdiction de l'usage récréatif des téléphones portables et objets connectés dans les établissements scolaires à partir de la rentrée 2025-2026.**

Mme Pauline DESSAMBRE prend la parole pour lire la question (annexe 2).

Mme Sabine LARUELLE répond pour le Collège.

Mme Pauline DESSAMBRE intervient.

Un point est proposé en urgence tel que prévu par l'article L2212-22 paragraphe 3 du CDLD et à l'article 30 du ROI.

Il s'agit de la motion relative aux médias de proximité de la Province de Namur de M. Thomas NAGANT– Ecolo (annexe 3)

Le Président rappelle la procédure :

- 1/ Prise en compte de la motion en urgence
- 2/ Présentation du point
- 3/ Vote sur le point

1/En premier lieu donc et pour la prise en compte de ce point, l'urgence doit être déclarée par les deux tiers au moins des membres présents et leurs noms insérés au procès-verbal.

Le point est demandé par Monsieur Thomas Nagant – Ecolo. Une copie a été transmise via le logiciel décision ce mardi 10 juin 2025.

Monsieur le Président passe au vote sur l'urgence

Résultats :

POUR : 39 – François BELLOT, Etienne BERTRAND, Eline BOUILLON, Patricia BRABANT, Laetitia BROGNIEZ, Philippe BULTOT, Claude BULTOT, Tessa BWANDINGA, Antonin COLLINET, Carine DAFFE, Laurence DAFFE, Gauthier de SAUVAGE, Luc DELIRE, Marie DEPRAETERE, Pauline DESSAMBRE, Hugues DOUMONT, Régine GATTEGNO, Marc GILBERT, Christophe GILON, Olivier GRAVY, Mélanie HAVENNE, Sébastien HUMBLET, Isabelle JOIRET, Dorothée KLEIN, Sabine LARUELLE , Hélène LEBRUN, Valérie LECOMTE, Matthieu LIESSENS, Emilie MALOSTO, Arnaud MAQUILLE, Marina MONT, Jean-Luc MOSSERAY, Thomas NAGANT, Bénédicte ROCHET, Pierre RONDIAT, Laurie SPINEUX, Pauline TARGEZ, Julie TESSIER, Jean-Marc VAN ESPEN.

CONTRE : 0

ABSTENTION : 0

Décision : l'urgence est acceptée à l'unanimité (39 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention)

Présentation du point : Motion du Conseil provincial de Namur relative au soutien aux médias de proximité de la Province de Namur (annexe 3).

Le Président informe que ce dossier a été examiné lors de la réunion de la 1ère commission de ce mercredi 11 juin.

Le Président passe la parole à Madame Eline BOUILLON, rapporteur de la première commission pour son rapport.

Mme Eline BOUILLON, prend la parole.

Mme Camille CASTAIGNE (LES ENGAGES) rejoint la séance à 10h18.

M. Thomas NAGANT, Mme Eline BOUILLON interviennent successivement.

Le Président demande aux chefs de groupe s'ils souhaitent intervenir.

M. François BELLOT, M. Olivier GRAVY, Mme Bénédicte ROCHET, M. Marc GILBERT et M. François BELLOT interviennent successivement.

Le Président rappelle que le dépôt des amendements peut se faire en vertu de l'article 28 de notre ROI qui précise : « Art. 28 Tout amendement à une proposition doit être présenté par écrit et signé par son auteur. Il doit être remis au président du conseil.

Il doit être remis avant que la discussion de la proposition ait été déclarée clôturée, et peut être retiré tant que le conseil n'a pas pris de résolution à son égard.

Le conseil peut ordonner qu'il soit préalablement examiné par une commission ou par le Collège. »

Les Députés Olivier Gravy et François Bellot déposent un amendement (annexe 4)

Le Président énumère les considérants et énumère les points de la motion.

M. Olivier Gravy intervient et signale deux modifications.

Le Président annonce une suspension de séance à 10h35 à la demande du groupe Ecolo.

Il invite les groupes à rejoindre leur salle pour une durée de 10 minutes.

Le Président annonce la reprise des débats à 10h50.

Le Président informe l'assemblée qu'il a reçu un sous amendement et propose à M. Thomas NAGANT d'en donner la lecture.

M. Thomas NAGANT propose de remplacer un alinéa.

M. Olivier GRAVY intervient.

Le Président annonce une suspension de séance à 10h55 à la demande du groupe Les Engagés.

Le Président annonce la reprise des débats à 11h07.

Le Président explique à l'assemblée qu'elle va devoir se prononcer sur le sous-amendement déposé par M. Thomas NAGANT (annexe 4') et qu'après s'être prononcée elle devra voter pour l'amendement c'est à dire le texte de M. Thomas NAGANT amendé par la majorité. Enfin, le vote sera proposé sur la résolution amendée.

Le Président demande aux chefs de groupe s'ils souhaitent intervenir.

M. François BELLOT, M. Olivier GRAVY, M. Thomas NAGANT et M. Marc GILBERT interviennent successivement.

Le Président propose de passer au premier vote sur le sous-amendement déposé.

#### VOTE

- Qui est POUR : PS / ECOLO / PTB - 13 – Eline BOUILLON, Patricia BRABANT, Claude BULTOT, Tessa BWANDINGA, Carine DAFPE, Hugues DOUMONT, Régine GATTEGNO, Marc GILBERT, Matthieu LIESSENS, Emilie MALOSTO, Marina MONT, Thomas NAGANT, Bénédicte ROCHET.

- Qui est CONTRE : MR/ LES ENGAGES – 27 - François BELLOT, Etienne BERTRAND, Laetitia BROGNIEZ, Philippe BULTOT, Camille CASTAIGNE, Antonin COLLINET, Laurence DAFPE, Gauthier de SAUVAGE, Luc DELIRE, Marie DEPRAETERE, Pauline DESSAMBRE, Christophe GILON, Olivier GRAVY, Mélanie HAVENNE, Sébastien HUMBLET, Isabelle JOIRET, Dorothée KLEIN, Sabine LARUELLE, Hélène LEBRUN, Valérie LECOMTE, Arnaud MAQUILLE, Jean-Luc MOSSERAY, Pierre RONDIAT, Laurie SPINEUX, Pauline TARGEZ, Julie TESSIER, Jean-Marc VAN ESPEN.

- Qui s'ABSTIENT :/

Le Conseil n'adopte pas le sous-amendement déposé à 13 voix sur 43 - voix des groupes PS/ECOLO/PTB

Le Président propose de passer au second vote sur l'amendement.

#### VOTE

- Qui est POUR : MR/ LES ENGAGES – 27 - François BELLOT, Etienne BERTRAND, Laetitia BROGNIEZ, Philippe BULTOT, Camille CASTAIGNE, Antonin COLLINET, Laurence DAFPE, Gauthier de SAUVAGE, Luc DELIRE, Marie DEPRAETERE, Pauline DESSAMBRE, Christophe GILON, Olivier GRAVY, Mélanie HAVENNE, Sébastien HUMBLET, Isabelle JOIRET, Dorothée KLEIN, Sabine LARUELLE, Hélène LEBRUN, Valérie LECOMTE, Arnaud MAQUILLE, Jean-Luc MOSSERAY, Pierre RONDIAT, Laurie SPINEUX, Pauline TARGEZ, Julie TESSIER, Jean-Marc VAN ESPEN.

- Qui est CONTRE : PS / ECOLO / PTB – 13 -Eline BOUILLON, Patricia BRABANT, Claude BULTOT, Tessa BWANDINGA, Carine DAFPE, Hugues DOUMONT, Régine GATTEGNO, Marc GILBERT, Matthieu LIESSENS, Emilie MALOSTO, Marina MONT, Thomas NAGANT, Bénédicte ROCHET.

- Qui s'ABSTIENT :/

Le Conseil adopte l'amendement à la majorité (27 voix pour MR/ LES ENGAGES, 13 voix contre PS / ECOLO / PTB et 0 abstention)

Le Président propose de passer au troisième vote sur la résolution amendée.

#### VOTE

• Qui est POUR : MR/ LES ENGAGES – 27 - François BELLOT, Etienne BERTRAND, Laetitia BROGNIEZ, Philippe BULTOT, Camille CASTAIGNE, Antonin COLLINET, Laurence DAFTE, Gauthier de SAUVAGE, Luc DELIRE, Marie DEPRAETERE, Pauline DESSAMBRE, Christophe GILON, Olivier GRAVY, Mélanie HAVENNE, Sébastien HUMBLET, Isabelle JOIRET, Dorothée KLEIN, Sabine LARUELLE, Hélène LEBRUN, Valérie LECOMTE, Arnaud MAQUILLE, Jean-Luc MOSSERAY, Pierre RONDIAT, Laurie SPINEUX, Pauline TARGEZ, Julie TESSIER, Jean-Marc VAN ESPEN.

• Qui est CONTRE : PS / ECOLO / PTB – 13 - Eline BOUILLON, Patricia BRABANT, Claude BULTOT, Tessa BWANDINGA, Carine DAFTE, Hugues DOUMONT, Régine GATTEGNO, Marc GILBERT, Matthieu LIESSENS, Emilie MALOSTO, Marina MONT, Thomas NAGANT, Bénédicte ROCHET.

• Qui s'ABSTIENT :/

Le Conseil adopte la résolution amendée à la majorité (27 voix pour MR/ LES ENGAGES, 13 voix contre PS / ECOLO / PTB et 0 abstention)

#### 1<sup>ère</sup> Commission

**2025-0145** : Secteur de la Culture – Service Lecture publique – Opérateur d'appui – Intégration de la Bibliothèque communale A. Sax de Dinant au réseau Tire-lire – Signature des conventions

Mme Eline Bouillon lit le rapport de la commission rédigé.

M. le Président met la résolution telle que présentée par la commission aux voix.

Décision : Le Conseil adopte la résolution 2025/0145, reprise en annexe 5, à l'unanimité (40 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention).

**2025-0589** : ASPASC - SOPDT - Renouvellement des représentants provinciaux au sein des 20 centres culturels du territoire de la province de Namur - Législature 2024-2030

Mme Eline Bouillon lit le rapport de la commission rédigé.

MM Matthieu LIESSENS, Etienne BERTRAND, Matthieu LIESSENS, Etienne BERTRAND, Matthieu LIESSENS et François BELLOT interviennent successivement.

Décision : Le Conseil adopte la résolution 2025/0589, reprise en annexe 6, à la majorité (33 voix pour (MR-LES ENGAGES-ECOLO-PTB), 7 voix contre (PS) et 0 abstention).

Sont désignés, en tant que représentants provinciaux à l'Assemblée générale et au Conseil d'administration, les personnes suivantes dans les centres culturels de :

**ANDENNE – ASBL CENTRE CULTUREL D’ANDENNE**

Chambre publique : Isabelle WALLET (Les Engagés)  
Jérôme ROSELEN (MR)

Conseil d’administration : Isabelle WALLET (Les Engagés)  
Jérôme ROSELEN (MR)

**BEAURAING – ASBL CENTRE CULTUREL DE BEAURAING**

Chambre publique : Thierry LAMBIOTTE (Les Engagés)  
Stéphanie DUSY (MR)

Conseil d’administration : Thierry LAMBIOTTE (Les Engagés)

**BIEVRE – ASBL CENTRE CULTUREL DE BIÈVRE**

Chambre publique : Flora ANDRE (Les Engagés)  
Yanick LOISON (MR)

Conseil d’administration : Flora ANDRE (Les Engagés)

**CINEY – ASBL CENTRE CULTUREL DE CINEY**

Chambre publique : Charlène DEMARS (Les Engagés)  
Julie TOUSSAINT (MR)

Conseil d’administration : Charlène DEMARS Les Engagés  
Julie TOUSSAINT (MR)

**COUVIN – ASBL CENTRE CULTUREL CHRISTIAN COLLE**

Chambre publique : Marie DEPRAETERE (Les Engagés)  
Jean-Paul DELHAYE (MR)

Conseil d'administration  
: Marie DEPRAETERE (Les Engagés)  
Jean-Paul DELHAYE (MR)

**DINANT – ASBL CENTRE CULTUREL DE DINANT**

Chambre publique : Laurence DAFFE (Les Engagés)  
Niel ADNET-BECKER (MR)

Conseil d'administration : Laurence DAFFE (Les Engagés)

**DOISCHE – ASBL FOYER CULTUREL DE DOISCHE**

Chambre publique : Anne-Sophie BENTZ (Les Engagés)  
Bernard ROBERT (MR)

Conseil d'administration : Anne-Sophie BENTZ (Les Engagés)  
Bernard ROBERT (MR)

**EGHÉZÉE – ASBL ECRIN CENTRE CULTUREL D'EGHEZÉE**

Chambre publique : Pierre SMITH (Les Engagés)  
Philippe RENNOTTE (MR)

Conseil d'administration : Pierre SMITH (Les Engagés)  
Philippe RENNOTTE (MR)

**FLOREFFE – ASBL CENTRE CULTUREL DE FLOREFFE**

Chambre publique : Nicolas DETANT (Les Engagés)  
Xavier WALRAEDT (MR)

Conseil d'administration  
: Nicolas DETANT (Les Engagés)  
Xavier WALRAEDT (MR)

**FLORENNES – ASBL FOYER CULTUREL DE FLORENNES**

Chambre publique : Guillaume REUMONT (Les Engagés)  
Carine VERTSTAEN (MR)

Conseil d'administration : Guillaume REUMONT (Les Engagés)  
Carine VERTSTAEN (MR)

**FOSES-LA-VILLE – ASBL CENTRE CULTUREL DE L'ENTITÉ FOSSOISE**

Chambre publique : Emine SARITAS (Les Engagés)  
Richard MIGNOT (MR)

Conseil d'administration : Emine SARITAS (Les Engagés)  
Richard MIGNOT (MR)

**GEMBOUX – ASBL ATRIUM57, CENTRE CULTUREL DE GEMBOUX :**

Chambre publique : Jean DUMOULIN (Les Engagés)  
Laurent GRANDHENRY (MR)

Conseil d'administration : Jean DUMOULIN (Les Engagés)  
Laurent GRANDHENRY (MR)

**HASTIÈRE – ASBL CENTRE CULTUREL HASTIÈRE**

Chambre publique : Marie-Pierre QUEVRIN (Les Engagés)  
Jean-Michel ROMAIN (MR)

Conseil d'administration  
: Marie-Pierre QUEVRIN (Les Engagés)  
Jean-Michel ROMAIN (MR)

**HAVELANGE – ASBL CENTRE CULTUREL DE HAVELANGE**

Chambre publique : Viviane NIVARLET (Les Engagés)  
Virginie COUSSAERT (MR)

Conseil d'administration : Viviane NIVARLET (Les Engagés)  
Virginie COUSSAERT (MR)

**NAMUR – ASBL CENTRE CULTUREL RÉGIONAL - THÉÂTRE DE NAMUR**

Chambre publique : Sylvie ROEMEN (Les Engagés)  
David FRETIN (MR)

Conseil d'administration : Sylvie ROEMEN (Les Engagés)  
David FRETIN (MR)

**NISMES – CENTRE CULTUREL ACTION-SUD ASBL**

Chambre publique : Marie DEPRAETERE (Les Engagés)  
Philippe BULTOT (MR)

Conseil d'administration : Philippe BULTOT (MR)

**PHILIPPEVILLE – ASBL CENTRE CULTUREL DE PHILIPPEVILLE**

Chambre publique : Vincent BERNARD (Les Engagés)  
Marc EVRARD (MR)

Conseil d'administration : Vincent BERNARD (Les Engagés)  
Marc EVRARD (MR)

**ROCHEFORT – ASBL CENTRE CULTUREL DES ROCHES DE ROCHEFORT**

Chambre publique : Thierry LAVIS (Les Engagés)  
Charles COLLARD (MR)

Conseil d'administration : Thierry LAVIS (Les Engagés)  
Charles COLLARD (MR)

**SAMBREVILLE – CENTRE RÉGIONAL D'ACTION CULTURELLE DE  
SAMBREVILLE**

Chambre publique : Lindsey GINEPRI (Les Engagés)  
Michel SIRIEZ (MR)

Conseil d'administration : Lindsey GINEPRI (Les Engagés)  
Michel SIRIEZ (MR)

**WALCOURT – ASBL CENTRE CULTUREL DE WALCOURT**

Chambre publique : Aurélie EVRARD (Les Engagés)  
Myriam DUBUISSON (MR)

Conseil d'administration : Aurélie EVRARD (Les Engagés)  
Myriam DUBUISSON (MR)

**2025-0594 : ASPASC - SOPDT - renouvellement des représentants provinciaux au sein de l'ASBL Festival International du Film Francophone de Namur -FIFF - Législature 2024 - 2030M. Philippe BULTOT lit le rapport de la commission rédigé.**

Mme Eline Bouillon lit le rapport de la commission rédigé.

M. le Président met la résolution telle que présentée par la commission aux voix.

Décision : Le Conseil adopte la résolution 2025/0594, reprise en annexe 7, à l'unanimité (40 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention).

Sont désignés à l'Assemblée générale comme représentants provinciaux les personnes suivantes :

- Mme Isabelle HAMBENNE (Les Engagés)
- Mme Pauline DESSAMBRE (Les Engagés)
- Mr Éric MIEVIS (MR)
- Mr Damien BAERT (MR)
- Mme Marina MONT (PS)

Sont désignés au Conseil d'Administration comme représentants provinciaux les personnes suivantes :

- Mme Isabelle HAMBENNE (Les Engagés)
- Mme Pauline DESSAMBRE (Les Engagés)
- Mr Éric MIEVIS (MR)
- Mme Marina MONT (PS)

M. Hugues DOUMONT (ECOLO) quitte la séance à 11h30.

**2025-0735** : Association Intercommunale VIVALIA SCRL-Sortie de la Province de Namur de l'actionariat

Mme Eline Bouillon lit le rapport de la commission rédigé.

M. le Président met la résolution telle que présentée par la commission aux voix.

MM Claude BULTOT, Etienne BERTRAND, Claude BULTOT et Etienne BERTRAND interviennent successivement.

Décision : Le Conseil adopte la résolution 2025/0735, reprise en annexe 8, à la majorité (37 voix pour (MR-LES ENGAGES-PS-ECOLO), 0 voix contre et 2 abstentions).

**2025-0965** : Règlement d'ordre intérieur du Conseil provincial – Modifications

Mme Eline Bouillon lit le rapport de la commission rédigé.

M. le Président met la résolution telle que présentée par la commission aux voix.

Décision : Le Conseil adopte la résolution 2025/0965, reprise en annexe 9, à l'unanimité (39 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention).

**2025-1013** : ASPASC - SOPDT - Renouvellement des représentants provinciaux au sein de l'ASBL Rock About Nam, (RAN en abrégé) - Législature 2024-2030

Mme Eline Bouillon lit le rapport de la commission rédigé.

M. le Président met la résolution telle que présentée par la commission aux voix.

Décision : Le Conseil adopte la résolution 2025/1013, reprise en annexe 10, à la majorité (32 voix pour (MR-LES ENGAGÉS-ECOLO-PTB), 0 voix contre et 7 abstentions (PS).

Sont désignés à l'Assemblée générale comme représentants provinciaux les personnes suivantes :

- Mme Julie MIGEOT (Les Engagés)
- Mme Julie TESSIER (MR)

Est désigné au Conseil d'administration en tant que représentant administratif :

- M. David Verhoeven - Inspecteur général

Sont désignés au Conseil d'Administration comme représentants provinciaux les personnes suivantes :

- Mme Christelle DAUTRIVE (Les Engagés)
- Mme Juilè TESSIEZ (MR)

**2025-1095** : ASPASC - SOPDT - Renouvellement de la représentation provinciale au sein de l'ASBL « Projet TreM.a »

Mme Eline Bouillon lit le rapport de la commission rédigé.

M. le Président met la résolution telle que présentée par la commission aux voix.

Décision : Le Conseil adopte la résolution 2025/1095, reprise en annexe 11, à l'unanimité (39 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention).

Est désigné à l'Assemblée générale comme représentant provincial la personne suivante :

- Mme Anne OGER (Les Engagés)

Est désigné au Conseil d'Administration comme représentant provincial la personne suivante :

- Mme Anne OGER (Les Engagés)

**2025-1105** : Rapport de rémunération - Exercice 2024

Mme Eline Bouillon lit le rapport de la commission rédigé.

M. le Président met la résolution telle que présentée par la commission aux voix.

M. Claude BULTOT intervient.

Décision : Le Conseil adopte la résolution 2025/1105, reprise en annexe 12, à l'unanimité (39 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention).

**2025-1271** : SOPDT- Association Intercommunale de Santé de la Basse-Sambre (AISBS)- Assemblées générales extraordinaire et ordinaire du 25 juin 2025- Ordre du jour-Approbation

Mme Eline Bouillon lit le rapport de la commission rédigé.

M. le Président met la résolution telle que présentée par la commission aux voix.

Décision : Le Conseil adopte la résolution 2025/1271, reprise en annexe 13, à l'unanimité (39 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention).

**2025-1301** : ASPASC - SOPDT - Renouvellement de la représentation provinciale au sein de l'ASBL « Namur 2030 »

Mme Eline Bouillon lit le rapport de la commission rédigé.

M. le Président met la résolution telle que présentée par la commission aux voix.

Décision : Le Conseil adopte la résolution 2025/1301, reprise en annexe 14, à l'unanimité (39 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention).

Est désigné comme représentant provincial permanent la personne suivante :

- M. Etienne BERTRAND (Les Engagés)

**2025-1382** : SOPDT- asbl Association des Ressources Humaines Hospitalières (AR2H) - Assemblée générale du 10 juillet 2025- Désignation des représentants provinciaux / Ordre du jour-Approbation

Mme Eline Bouillon lit le rapport de la commission rédigé.

M. le Président met la résolution telle que présentée par la commission aux voix.

MM Matthieu LIESSENS, Etienne BERTRAND et Matthieu LIESSENS interviennent successivement.

Décision : Le Conseil adopte la résolution 2025/1382, reprise en annexe 15, à la majorité (32 voix pour (MR-LES ENGAGES-ECOLO-PTB), 7 voix contre (PS) et 0 abstention).

Sont désignés à l'Assemblée générale comme représentants provinciaux les personnes suivantes :

- M. Olivier GRAVY (Les Engagés)

- M. Sébastien HUMBLET (MR)

Est désigné à l'Assemblée générale en tant que représentant administratif :

- M. Valéry ZUINEN TILKIN, Directeur général

Sont désignés au Conseil d'Administration comme représentants provinciaux les personnes suivantes :

- M. Olivier GRAVY (Les Engagés)
- M. Sébastien HUMBLET (MR)

Est désigné au Conseil d'administration en tant que représentant administratif :

- M. Valéry ZUINEN TILKIN, Directeur général

## 2<sup>ème</sup> Commission

**2025-0821** : Rapport sur les subventions octroyées par la Province de Namur - Premier trimestre

Mme Hélène LEBRUN lit le rapport de la commission rédigé.

Le Conseil prend acte du rapport.

**2025-0834** : Opérateur de Transport de Wallonie (O.T.W.) - Démission de la Province de Namur

Mme Hélène LEBRUN lit le rapport de la commission rédigé.

M. le Président met la résolution telle que présentée par la commission aux voix.

Mmes Patricia BRABANT, Bénédicte ROCHET, Sabine LARUELLE, Bénédicte ROCHET, Sabine LARUELLE, Patricia BRABANT, M. Matthieu LIESENS, Mmes Sabine LARUELLE, Patricia BRABANT et M. Matthieu LIESENS interviennent successivement.

Décision : Le Conseil adopte la résolution 2025/0834, reprise en annexe 16, à la majorité (27 voix pour (MR-LES ENGAGÉS), 5 voix contre (PTB-ECOLO) et 7 abstentions (PS)).

**2025-1159** : Intercommunale « BEP » - Assemblée générale ordinaire du 17 juin 2025 - Approbation des points inscrits à l'ordre du jour

Mme Hélène LEBRUN lit le rapport de la commission rédigé.

M. le Président met la résolution telle que présentée par la commission aux voix.

Décision : Le Conseil adopte la résolution 2025/1159, reprise en annexe 17, à l'unanimité (39 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention).

**2025-1205** : Intercommunale « BEP Expansion Economique » - Assemblée générale ordinaire du 17 juin 2025 - Approbation des points inscrits à l'ordre du jour

Mme Hélène LEBRUN lit le rapport de la commission rédigé.

M. le Président met la résolution telle que présentée par la commission aux voix.

Décision : Le Conseil adopte la résolution 2025/1205, reprise en annexe 18, à l'unanimité (39 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention).

**2025-1209** : Intercommunale « BEP Crématorium » - Assemblée générale ordinaire du 17 juin 2025 - Approbation des points inscrits à l'ordre du jour

Mme Hélène LEBRUN lit le rapport de la commission rédigé.

M. le Président met la résolution telle que présentée par la commission aux voix.

Décision : Le Conseil adopte la résolution 2025/1209, reprise en annexe 19, à l'unanimité (39 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention).

**2025-1216** : Intercommunale « BEP Environnement » - Assemblée générale ordinaire du 17 juin 2025 - Approbation des points inscrits à l'ordre du jour

Mme Hélène LEBRUN lit le rapport de la commission rédigé.

M. le Président met la résolution telle que présentée par la commission aux voix.

Décision : Le Conseil adopte la résolution 2025/1216, reprise en annexe 20, à l'unanimité (39 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention).

**2025-1270** : HEPN : Règlement des Etudes - Année académique 2025-2026

Mme Hélène LEBRUN lit le rapport de la commission rédigé.

M. le Président met la résolution telle que présentée par la commission aux voix.

Décision : Le Conseil adopte la résolution 2025/1270, reprise en annexe 21, à l'unanimité (39 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention).

**2025-1302** : EPEEG- règlement-redevance pour occupation des locaux et infrastructures scolaires

Mme Hélène LEBRUN lit le rapport de la commission rédigé.

M. le Président met la résolution telle que présentée par la commission aux voix.

Décision : Le Conseil adopte la résolution 2025/1302, reprise en annexe 22, à l'unanimité (39 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention).

**2025-1324** : Association des Provinces Wallonnes - Désignation des administrateurs

Mme Hélène LEBRUN lit le rapport de la commission rédigé qui propose le report du dossier.

M. le Président met la proposition de report aux voix.

Décision : Le Conseil reporte l'analyse du dossier et le renvoie vers le Collège à l'unanimité (39 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention).

**3<sup>ème</sup> Commission**

**2025-0183** : Vivre Mieux - Asbl Centre d'Adaptation et de Reclassement professionnel  
Renouvellement du contrat de gestion pour 2025-2027

Mme Laurie SPINEUX lit le rapport de la commission rédigé.

M. le Président met la résolution telle que présentée par la commission aux voix.

Mmes Bénédicte ROCHET, Isabelle JOIRET et Bénédicte ROCHET interviennent successivement.

Décision : Le Conseil adopte la résolution 2025/0183, reprise en annexe 23, à l'unanimité (39 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention).

**2025-0665** : Vivre Mieux - Asbl Service Provincial d'Aide Familiale - SPAF – Assemblée générale du 20 juin 2025 - Approbation des points inscrits à l'ordre du jour

Mme Laurie SPINEUX lit le rapport de la commission rédigé.

M. le Président met la résolution telle que présentée par la commission aux voix.

Décision : Le Conseil adopte la résolution 2025/0665, reprise en annexe 24, à l'unanimité (39 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention).

**2025-0761** : Vivre Mieux - Asbl Service Provincial d'Aide Familiale de Namur (S.P.A.F) - Modification des représentants provinciaux à l'assemblée générale et au conseil d'administration pour la législature 2024-2030

Mme Laurie SPINEUX lit le rapport de la commission rédigé.

M. le Président met la résolution telle que présentée par la commission aux voix.

Décision : Le Conseil adopte la résolution 2025/0761, reprise en annexe 25, à l'unanimité (39 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention).

Sont désignés à l'Assemblée générale comme représentants provinciaux les personnes suivantes :

- Mme Isabelle JOIRET (Les Engagés)
- Mme Pauline DESSAMBRE (Les Engagés)
- M. Pierre RONDIAT (Les Engagés)
- M. Christophe GILON (Les Engagés)
- M. Jean-Marc VAN ESPEN (MR)
- Mme Laetitia BROGNIEZ (MR)
- Mme Cécile CLEMENT (MR)
- Mme Catherine COLLARD (PS)
- M. Matthieu LIESSENS (PS)
- Mme Tessa BWANDINGA (ECOLO)

Sont désignés au Conseil d'Administration comme représentants provinciaux les personnes suivantes :

- Mme Isabelle JOIRET (Les Engagés)
- M. Pierre RONDIAT (Les Engagés)
- Mme Cécile CLEMENT (MR)
- Mme Catherine COLLARD (PS)
- Mme Tessa BWANDINGA (ECOLO)

Sont désignés au Conseil d'Administration comme observateurs les personnes suivantes :

- Mme Régine GATTEGNO (PTB)

**2025-0769** : Vivre Mieux - Asbl Centre d'Adaptation et de Reclassement Professionnel - CARP  
- Désignation des mandataires provinciaux à l'Assemblée générale et proposition de candidatures au Conseil d'administration pour la législature 2024-2030

Mme Laurie SPINEUX lit le rapport de la commission rédigé.

M. le Président met la résolution telle que présentée par la commission aux voix.

Décision : Le Conseil adopte la résolution 2025/0769, reprise en annexe 26, à l'unanimité (39 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention).

Sont désignés à l'Assemblée générale comme représentants provinciaux les personnes suivantes :

- Mme Marie DEPRAETERE (Les Engagés)
- Mme Hélène BONNIVER (Les Engagés)
- Mme Véronique CAVILLOT (Les Engagés)
- Mme Laetitia BROGNIEZ (MR)
- M. Pascal JACQUIEZ (MR)
- M. Philippe BULTOT (MR)
- M. Matthieu LIESSENS (PS)
- Mme Emilie MALOSTO (PS)
- Mme Bénédicte ROCHET (ECOLO)

Sont désignés au Conseil d'Administration comme représentants provinciaux les personnes suivantes :

- Mme Marie DEPRAETERE (Les Engagés)
- Mme Hélène BONNIVER (Les Engagés)
- Mme Véronique CAVILLOT (Les Engagés)
- Mme Laetitia BROGNIEZ (MR)
- M. Pascal JACQUIEZ (MR)
- M. Matthieu LIESSENS (PS)
- Mme Bénédicte ROCHET (ECOLO)

Sont désignés au Conseil d'Administration comme observateurs les personnes suivantes :

- Mme Eline BOUILLON (PTB)

**2025-1052** : Vivre mieux - Intercommunale des Modes d'Accueil pour Jeunes Enfants – IMAJE  
- Assemblée générale statutaire du 16 juin 2025 - Ordre du jour – Approbation

Mme Laurie SPINEUX lit le rapport de la commission rédigé.

M. le Président met la résolution telle que présentée par la commission aux voix.

Décision : Le Conseil adopte la résolution 2025/1052, reprise en annexe 27, à l'unanimité (39 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention).

#### **4<sup>ème</sup> commission**

**2025-0609** : GIG - ASBL Groupement d'informations géographique - Désignation des représentants provinciaux à l'Assemblée Générale et proposition de candidature au Conseil

M. Marc GILBERT lit le rapport de la commission rédigé.

M. le Président met la résolution telle que présentée par la commission aux voix.

Mme Bénédicte ROCHET et M. Valéry ZUINEN TILKIN interviennent successivement.

Décision : Le Conseil adopte la résolution 2025/0609, reprise en annexe 28, à l'unanimité (39 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention).

Sont désignés à l'Assemblée générale comme représentants provinciaux les personnes suivantes :

- M. Nicolas ROUARD (Les Engagés)
- M. François BELLOT (MR)
- Mme Valérie LECOMTE (MR)
- Mme Marina MONT (PS)
- M. Marc GILBERT (PS)

Sont désignés au Conseil d'Administration comme représentants provinciaux les personnes suivantes :

- M. Nicolas ROUARD (Les Engagés)
- M. François BELLOT (MR)

**2025-0865** : ST<sup>3</sup>P - CE2025/25 - Marché de travaux relatif à la remise à ciel ouvert du ruisseau « Le Frizet » à Namur - Approbation de la procédure et des documents du marché

M. Marc GILBERT lit le rapport de la commission rédigé.

M. le Président met la résolution telle que présentée par la commission aux voix.

Décision : Le Conseil adopte la résolution 2025/0865, reprise en annexe 29, à l'unanimité (39 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention).

**2025-1010** : EPASC2025/26 - Marché de fourniture relatif à l'achat de matériels agricoles pour les besoins de l'Ecole d'Agronomies et des Sciences de Ciney (EPASC) - Approbation de la procédure et des documents du marché

M. Marc GILBERT lit le rapport de la commission rédigé.

M. le Président met la résolution telle que présentée par la commission aux voix.

Décision : Le Conseil adopte la résolution 2025/1010, reprise en annexe 30, à l'unanimité (39 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention).

**2025-1239** : 2025/31 - Marché de travaux de rénovation et de mise en conformité des infrastructures sportives de l'EPEEG - Approbation de la procédure et des documents de marché

M. Marc GILBERT lit le rapport de la commission rédigé.

M. le Président met la résolution telle que présentée par la commission aux voix.

Décision : Le Conseil adopte la résolution 2025/1239, reprise en annexe 31, à l'unanimité (39 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention).

### **Clôture de la séance publique par M. le Président**

M. le Président signale, avant de clôturer la séance, que le procès-verbal de la séance du 23 mai 2025, n'ayant fait l'objet d'aucune observation, est adopté.

La séance est levée à 12h30.

Pour accord au titre de rapport succinct, le 13 juin 2025.

Valéry ZUINEN TILKIN  
Directeur général

Procès-verbal ainsi adopté à Namur, le 5 septembre 2025.

Valéry ZUINEN TILKIN,  
Directeur général

Christophe GILON,  
Président

Monsieur le Gouverneur,  
Monsieur le Président du Conseil Provincial,  
Monsieur le Député Président,  
Mesdames les Députées,  
Chères et chers Collègues,

En 2023, dans le cadre de l'opération « Wallonie : Ambitions Or », le Gouvernement wallon de l'époque (PS-Ecolo-MR) accordait un subside de quelque 1,8 millions d'euros à l'Ecole provinciale d'élevage et d'équitation de Gesves.

Des travaux d'amélioration et de développement des infrastructures d'un montant de 2 003 500 € TVAC (donc subsidiés à 90 %) étaient alors annoncés, notamment dans la presse écrite.

Ces travaux allaient permettre aux élèves de l'école (14 à 25 ans, de la 3<sup>e</sup> à la 7<sup>e</sup> professionnelle + section humaniste), et à l'élite sportive francophone de se perfectionner en équitation. Rappelons cependant que cette année de 7<sup>e</sup> professionnelle (toujours annoncée sur le site Internet de l'Ecole provinciale en date du 06 juin 2025) disparaîtra bien en août 2025, sur décision de la FWB.

En ce mois de juin 2025, je me pose les questions suivantes, liées au dossier du subside « Wallonie : Ambitions Or » et à l'Ecole provinciale de Gesves :

- Pouvez-vous nous préciser quels travaux ont à ce jour été concrètement entrepris grâce à ce subside ?
- L'aménagement des deux selleries dans des espaces sécurisés, la rénovation du Grand Manège (toiture, tribune, ...), la mise en conformité du terrain de cross, la sécurisation du site, ... évoqués à l'époque ont-ils été finalisés, afin d'améliorer les conditions de travail et d'assurer la sécurité optimale des usagers du site ?
- Quels autres investissements sont prévus dans les plans de travail du Collège provincial, afin de développer l'école gesvoise ?

Je vous remercie d'avance pour vos réponses et pour l'attention que vous porterez à ces questionnements autour de l'actualité et de l'avenir de cette école.

Monsieur le Gouverneur,  
Monsieur le Président du Conseil Provincial,  
Monsieur le Député Président,  
Mesdames les Députées,  
Chères et chers Collègues,

Le 7 février 2025, je questionnais oralement Madame la Députée Sabine Laruelle quant à l'avenir des élèves de 7<sup>e</sup> secondaire de l'enseignement qualifiant provincial et de certains enseignants, suite aux mesures édictées par la FWB.

Le 23 mai 2025, je questionnai à nouveau Madame la Députée quant à ces aspects, la rentrée scolaire du mois d'août 2025 se préparant activement.

Je questionnai alors Madame la Députée quant aux dispositions concrètes actuelles et à venir du Collège provincial quant au suivi de carrière des membres du personnel pédagogique (enseignement provincial) qui perdront des périodes de cours en 7 TQ, suite aux réformes de la FWB entrant en vigueur en août 2025.

N'ayant pas reçu de réponse quant à ce dernier questionnement fondamental pour l'avenir professionnel de ces enseignant(e)s, je formule donc cette question précise :

« Quelles sont les dispositions concrètes actuelles et à venir du Collège provincial quant au suivi de carrière des membres personnel pédagogique (enseignement provincial) enseignant cette année (2024-2025) en 7 TQ et qui perdront des périodes de cours (7 TQ) à la rentrée d'août 2025 ? »

Je vous remercie d'avance pour vos réponses et pour l'attention que vous porterez à ce questionnement important pour l'avenir de ces membres du personnel.

Annexe 3.

Version initiale déposée par le conseiller T. NAGANT

## Motion du Conseil provincial de Namur relative au soutien aux médias de proximité de la Province de Namur

Le Conseil provincial,

Considérant le rôle incontournable, original et spécifique des médias de proximité en matière d'information locale notamment dans les domaines associatif, sportif, culturel, scolaire et démocratique,

Considérant que ces questions relèvent des domaines d'action de la Province, à travers ses Métiers,

Considérant la vitalité des différents acteurs et forces vives de la Province dans ces différents domaines et l'intérêt de déployer leur visibilité sur différents canaux, notamment ceux des médias de proximité,

Considérant les missions de service public des médias de proximité pour informer les citoyennes et les citoyens des débats démocratiques intervenant au niveau communal,

Considérant l'enjeu démocratique vital de protéger, voire de promouvoir le pluralisme de la presse, y compris au niveau local,

Considérant l'impact économique positif et le rôle soutenant des médias de proximité dans le soutien de la vie associative et du lien social pour les territoires couverts,

Considérant le projet de réforme des médias de proximité présenté le 27 mai 2025 par la Ministre des médias de la Fédération Wallonie-Bruxelles,

Considérant que ce projet prévoit de "concentrer les moyens sur un nombre réduit d'acteurs" à savoir, pour la province de Namur, un seul média de proximité à l'échéance 2031 et une diminution immédiate des aides régionales et communautaires, ce qui aura inévitablement un impact sur l'existence des médias de proximité de la Province et sur la couverture médiatique de toutes les zones de la Province

Considérant que la Province de Namur comprend 38 communes et des réalités démographiques, socio-économiques, culturelles, associatives diverses et spécifiques,

Considérant que les arrondissements de la Province sont caractérisés par une forte prédominance des communes rurales ou semi-rurales.

Considérant les synergies et les complémentarités déjà à l'oeuvre entre Matélé, Canal Zoom et Bouké et la volonté des organes d'approfondir celles-ci dans le respect des spécificités de chacun de ces médias et de leur existence propre,

Sur proposition du groupe ECOLO,

Manifeste son plein soutien aux équipes des trois médias de proximité qui opèrent sur le territoire provincial;

P1

Demande au Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles de prendre en compte les particularités du territoire de la Province de Namur, de remettre en question son projet de réforme et de garantir le maintien d'une offre diversifiée, reposant sur des structures à taille humaine et proches des bassins de vie, travaillant en synergies avec les autres médias de proximité,

Demande au Collège provincial d'étudier toutes les pistes permettant de soutenir de manière structurelle les médias de proximité, eu égard aux différents métiers de la Province;

Adresse la présente, pour réponse, suivi ou relai :

- A la Ministre des médias de la Fédération Wallonie-Bruxelles,
- Aux parlementaires de la Fédération Wallonie-Bruxelles issus de la Province de Namur ou membres de la Commission Médias du Parlement de la Communauté française;
- Aux directions et aux conseils d'administration des médias de proximité opérant sur la Province de Namur.

## CONSEIL PROVINCIAL de la PROVINCE de NAMUR

### Affaire n° : Motion du Conseil provincial de Namur relative au soutien aux médias de proximité de la Province de Namur (Version consolidée)

Le Conseil provincial,

**Considérant** l'avant-projet de réforme des médias de proximité présenté le 27 mai 2025 par la Ministre des médias de la Fédération Wallonie-Bruxelles qui prévoit de repenser une Gouvernance pour plus d'efficacité, et qui s'appuyant sur la déclaration de politique communautaire via la fusion des médias actuels prévoit d'avoir un seul média de proximité à l'échéance 2031 pour le territoire de la Province de Namur,

**Considérant** la volonté du Gouvernement d'aboutir à cette réforme après une large consultation et concertation des acteurs concernés,

**Considérant** le rôle incontournable, original et spécifique des médias de proximité en matière d'information locale notamment dans les domaines associatif, sportif, culturel, scolaire et démocratique,

**Considérant** la vitalité des différents acteurs et forces vives de la Province dans ces différents domaines et l'intérêt de déployer leur visibilité sur différents canaux, notamment ceux des médias de proximité,

**Considérant** les missions de service public des médias de proximité pour informer les citoyennes et les citoyens des débats démocratiques et l'importance du pluralisme de la presse,

**Considérant** l'impact économique positif et le rôle soutenant des médias de proximité dans le soutien de la vie associative et du lien social pour les territoires couverts,

**Considérant** que la Province de Namur comprend 38 communes et des réalités démographiques, socio-économiques, culturelles, associatives diverses et spécifiques,

**Considérant** que des arrondissements de la Province sont caractérisés par une forte prédominance des communes rurales ou semi-rurales,

**Considérant** les synergies et les complémentarités déjà à l'œuvre entre les acteurs de terrain actuels afin d'utiliser les deniers publics avec responsabilité,

**Considérant** les récentes propositions émises par les médias de proximité qui s'inscrivent dans le cadre budgétaire présent et futur, à multiplier les synergies telles qu'une régie commerciale, de mutualiser leur expertise audiovisuelle et de réaliser des coproductions.

**Considérant** que les discussions sont actuellement toujours en cours et que la Province souhaite faire part de son point de vue à cet égard.



## CONSEIL PROVINCIAL de la PROVINCE de NAMUR

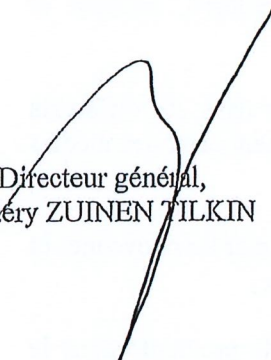
Sur proposition des groupes :

- Manifeste son plein soutien aux équipes des médias de proximité qui opèrent sur le territoire provincial.
- Demande au Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles de maintenir un réseau de médias de proximité garantissant une information locale de qualité, moderne et accessible à tous tenant compte de la diversité des territoires.

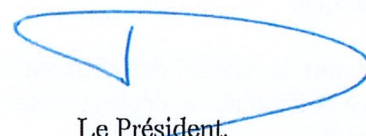
Adresse la présente, pour réponse, suivi ou relai :

- A la Ministre des médias de la Fédération Wallonie-Bruxelles,
- Aux parlementaires de la Fédération Wallonie-Bruxelles issus de la Province de Namur ou membres de la Commission Médias du Parlement de la Communauté française ;
- Aux directions et aux conseils d'administration des médias de proximité opérant sur la Province de Namur

Namur, le 13 juin 2025



Le Directeur général,  
Valéry ZUINEN TILKIN



Le Président,  
Christophe GILON

Annexe 4

## CONSEIL PROVINCIAL de la PROVINCE de NAMUR

### Formulaire d'assistance au dépôt d'amendement

Art. 29 ROI CP : Tout amendement à une proposition doit être présenté par écrit et signé par son auteur. Il doit être remis au président du conseil. Il doit être remis avant que la discussion de la proposition ait été déclarée clôturée, et peut être retiré tant que le conseil n'a pas pris de résolution à son égard. Le conseil peut ordonner qu'il soit préalablement examiné par une commission ou par le collège.

Art. 30 ROI CP : Tout amendement déposé ne peut modifier qu'un seul article à la fois. Toutefois, en matière budgétaire, un amendement peut modifier plusieurs articles budgétaires à la fois.

**Identité(s)** : Monsieur François BELLOT et Monsieur Olivier GRAVY

Conseiller(es) provincial(es).

**Date** : Le 13 juin 2025

**Affaire n°** : Motion du Conseil provincial de Namur relative au soutien aux médias de proximité de la Province de Namur

### Proposition d'amendement de la résolution :

**Il est proposé eu égard aux modifications apportées à la proposition initiale de remplacer la proposition de motion relative au soutien aux médias de proximité de la Province de Namur par la motion suivante**

Le Conseil provincial,

Considérant l'avant-projet de réforme des médias de proximité présenté le 27 mai 2025 par la Ministre des médias de la Fédération Wallonie-Bruxelles qui prévoit de repenser une Gouvernance pour plus d'efficacité, et qui s'appuyant sur la déclaration de politique communautaire via la fusion des médias actuels prévoit d'avoir un seul média de proximité à l'échéance 2031 pour le territoire de la Province de Namur,

Considérant la volonté du Gouvernement d'aboutir à cette réforme après une large consultation et concertation des acteurs concernés,

Considérant le rôle incontournable, original et spécifique des médias de proximité en matière d'information locale notamment dans les domaines associatif, sportif, culturel, scolaire et démocratique,

Considérant la vitalité des différents acteurs et forces vives de la Province dans ces différents domaines et l'intérêt de déployer leur visibilité sur différents canaux, notamment ceux des médias de proximité,

Considérant les missions de service public des médias de proximité pour informer les citoyennes et les citoyens des débats démocratiques et l'importance du pluralisme de la presse,

Considérant l'impact économique positif et le rôle soutenant des médias de proximité dans le soutien de la vie associative et du lien social pour les territoires couverts,

Considérant que la Province de Namur comprend 38 communes et des réalités démographiques, socio-économiques, culturelles, associatives diverses et spécifiques,

# CONSEIL PROVINCIAL de la PROVINCE de NAMUR

## Formulaire d'assistance au dépôt d'amendement

Art. 29 ROI CP : Tout amendement à une proposition doit être présenté par écrit et signé par son auteur. Il doit être remis au président du conseil. Il doit être remis avant que la discussion de la proposition ait été déclarée clôturée, et peut être retiré tant que le conseil n'a pas pris de résolution à son égard. Le conseil peut ordonner qu'il soit préalablement examiné par une commission ou par le collège.

Art. 30 ROI CP : Tout amendement déposé ne peut modifier qu'un seul article à la fois. Toutefois, en matière budgétaire, un amendement peut modifier plusieurs articles budgétaires à la fois.

Considérant que des arrondissements de la Province sont caractérisés par une forte prédominance des communes rurales ou semi-rurales,

Considérant les synergies et les complémentarités déjà à l'œuvre entre les acteurs de terrain actuels afin d'utiliser les deniers publics avec responsabilité,

Considérant les récentes propositions émises par les médias de proximité qui s'inscrivent dans le cadre budgétaire présent et futur, à multiplier les synergies telles qu'une régie commerciale, de mutualiser leur expertise audiovisuelle et de réaliser des coproductions.

Considérant que les discussions sont actuellement toujours en cours et que la Province souhaite faire part de son point de vue à cet égard.

Sur proposition des groupes :

- Manifeste son plein soutien aux équipes des médias de proximité qui opèrent sur le territoire provincial.
- Demande au Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles de maintenir un réseau de médias de proximité garantissant une information locale de qualité, moderne et accessible à tous tenant compte de la diversité des territoires.

Adresse la présente, pour réponse, suivi ou relai :

- A la Ministre des médias de la Fédération Wallonie-Bruxelles,
- Aux parlementaires de la Fédération Wallonie-Bruxelles issus de la Province de Namur ou membres de la Commission Médias du Parlement de la Communauté française ;
- Aux directions et aux conseils d'administration des médias de proximité opérant sur la Province de Namur

Signature(s)

Mr François BELLOT

Mr Olivier GRAVY

*Amendement adopté par le conseil provincial  
le 13/10/16*



# PROVINCE de NAMUR

Annexe 4'

## CONSEIL PROVINCIAL de la PROVINCE de NAMUR

Formulaire d'assistance au dépôt d'amendement

Art. 29 ROI CP : Tout amendement à une proposition doit être présenté par écrit et signé par son auteur. Il doit être remis au président du conseil. Il doit être remis avant que la discussion de la proposition ait été déclarée clôturée, et peut être retiré tant que le conseil n'a pas pris de résolution à son égard. Le conseil peut ordonner qu'il soit préalablement examiné par une commission ou par le collège.

Art. 30 ROI CP : Tout amendement déposé ne peut modifier qu'un seul article à la fois. Toutefois, en matière budgétaire, un amendement peut modifier plusieurs articles budgétaires à la fois.

**Identité(s) :** Groupe école .....  
..... Conseiller(es) provincial(es).

**Date :** Le .....

**Affaire n°** .....

### Proposition d'amendement de la résolution :

Compléter, modifier, ajouter (*biffer les mentions inutiles*) la résolution comme suit :

Article.....

Remplacer le dernier alinéa du dispositif  
par " Invite le Collège provincial à se mettre  
à l'écoute des médias de proximité de la  
Province en vue de les soutenir dans leurs démarches  
et leurs ambitions, notamment par la  
réflexion autour de partenariats visant à  
promouvoir les actions de la province.

*Sous-amendement  
rejeté par le Conseil  
provincial le 13/06.*

Signature(s)

**Affaire N°2025-0145 : ASPASC – SOPDT – Secteur de la Culture – Service de la Lecture publique  
– Opérateur d'appui – Convention réglant l'intégration de la Bibliothèque communale de  
Dinant au réseau Tire-lire****LE CONSEIL PROVINCIAL,**

**VU** l'article L2212-32 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ;

**VU** le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD) ;

**VU** la Loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel ;

**CONSIDÉRANT** le courrier de la Ville de Dinant daté du 26 novembre 2024, sollicitant l'adhésion au catalogue collectif, portail et réseau provincial namurois « Tire-lire » ;

**VU** la décision du Collège provincial du 13 février 2025, de marquer son accord de principe à l'adhésion de la Bibliothèque communale de Dinant au catalogue collectif, portail et réseau "Tire-lire" ;

**CONSIDÉRANT** que cette adhésion permettra un accroissement de la visibilité du portail « Tire-Lire » ainsi qu'un élargissement de son nombre d'utilisateurs ;

**CONSIDÉRANT** que la Commune de Dinant s'engage à prendre totalement en charge le coût de l'adhésion (transferts des données et achat des licences) et à payer la maintenance annuelle directement au fournisseur ;

**CONSIDÉRANT** la convention spécifique d'adhésion, rédigée en collaboration avec les services juridiques ci-jointe ;

**CONSIDÉRANT** la convention dite « RGPD » du réseau de bibliothèques publiques « Tire-lire » ci-jointe ;

**VU** la proposition du Collège provincial ;

**VU** l'avis de la 1<sup>ère</sup> Commission ;

**CONSIDÉRANT** que la présente résolution est adoptée à **40** voix pour, **0** voix contre et **0** abstention(s) ;

**CONSIDÉRANT** que la présente résolution est adoptée ~~à la majorité~~/à l'unanimité ;

**DÉCIDE :**

**Article 1er** : de marquer son accord sur l'adhésion de Dinant au réseau provincial Tire-lire (catalogue collectif et portail) et sur la convention d'adhésion reprise en annexe.

**Article 2** : de marquer son accord pour la signature de la convention relative aux données à caractère personnel dite RGPD au sein du réseau des bibliothèques « Tire-lire » avec la Ville de Dinant reprise en annexe.

**Article 3** : d'adresser une expédition de la présente :

- à la Ville de Dinant
- Copie pour information sera transmise :
- à l'Inspecteur général du Département du Vivre-Mieux et de la Culture.
  - au Directeur du Secteur de la Culture.
  - à la Bibliothécaire en Chef du Service Lecture publique.
  - aux Services juridiques - Affaires générales.

Namur, le 13 juin 2025



Le Directeur général,  
Valéry ZUINEN TILKIN



Le Président,  
Christophe GILON

Convention « Catalogue collectif namurois »

Entre

D'une part, le Collège communal de Dinant en les personnes de Monsieur Richard Fourneau, Bourgmestre, et Madame Valentine Rosier, Directrice générale, ci-après dénommé l'Opérateur direct

et

d'autre part, la Province de Namur, représentée par son Collège provincial, en les personnes de Monsieur Etienne Bertrand, Député-Président, et Monsieur Valéry Zuinen Tilkin, Directeur général, ci-après dénommé l'Opérateur d'appui

il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE :

La Province de Namur a confié à ses services la mission décrétable d'organiser, pour les opérateurs directs (ex-bibliothèque publiques locales) de son territoire, un réseau provincial informatisé baptisé Tire-lire.

La notion de réseau implique le principe de travail partagé. Toutes les bibliothèques s'engagent à participer au développement de la base de données commune.

Article 1 :

L'Opérateur d'appui utilise, pour sa gestion informatique, le système intégré de gestion de bibliothèque (SIGB) [VSm@rt](#) complété par l'interface collaborative Iguana, tous deux développés par la société Axiell (ex-Infor). La signature de la présente convention implique l'adhésion de l'Opérateur direct au SIGB utilisé par l'Opérateur d'appui.

Article 2 :

L'Opérateur direct assume le coût total de l'intégration par la société Axiell de ses données dans le réseau provincial informatisé Tire-lire. Elle acquiert les licences nécessaires à son bon fonctionnement dans le réseau Tire-lire : licences du système d'exploitation, de V-Sm@rt, de CircOffline (système de secours) et du couplage du fichier lecteur V-Sm@rt avec la carte d'identité.

L'Opérateur d'appui gère les serveurs situés dans ses locaux (sauvegarde des données, maintenance technique...).

L'Opérateur d'appui fournit à titre gratuit pour l'ensemble du réseau la licence Iguana (web opac et portail participatif) et assume sa maintenance.

Article 3 :

La signature de la présente convention entraîne l'adhésion de l'Opérateur direct, via le Catalogue collectif namurois Tire-lire, à Samarcande, portail de la Communauté française, interface d'accès aux catalogues collectifs des bibliothèques publiques de la Communauté française intégrant un système de repérage et de localisation des documents, un outil pour le prêt interbibliothèques et un système permettant la dérivation gratuite de notices bibliographiques libres de droit.

Cette adhésion implique de renoncer, entre bibliothèques publiques de la Communauté française, à la protection *sui generis* reconnue par l'article 4 de la loi du 31 août 1998 transposant en droit belge la directive européenne du 11 mars 1996 concernant la protection juridique des bases de données et ce, conformément à l'article 5 de la même loi.

Article 4 :

Chaque opérateur est propriétaire des notices qu'il crée ou auxquelles il lie un document par un numéro d'inventaire, à l'exception du contenu des zones Unimarc de notices en provenance de bases de données commerciales sur lesquelles s'exerce un droit d'auteur.

À l'expiration de la convention, l'Opérateur d'appui s'engage à fournir, sur support informatique ou en ligne, à l'Opérateur direct, les notices dont il est propriétaire.

Article 5 :

Les matériels et logiciels requis chez l'Opérateur direct pour le bon fonctionnement du réseau provincial sont les suivants :

- 1) Ordinateurs avec accès internet
- 2) Douchette(s) pour le prêt
- 3) Système d'exploitation récent Windows ou Linux
- 4) Logiciel de messagerie
- 5) Suite bureautique pour impression de listes, courriers, étiquettes, statistiques...
- 6) Imprimante
- 7) Lecteur de cartes d'identité électronique

Article 6 :

L'Opérateur direct fait part par écrit à l'Opérateur d'appui, préalablement à l'intégration, du nombre d'utilisateurs et de licences qu'il acquiert et, ultérieurement, de toute extension ou modification du nombre de licences ou du nombre d'utilisateurs.

Article 7 :

L'Opérateur direct prend en charge tous les frais de maintenance afférents aux licences, à l'exception des licences de consultation par internet (web opac) qui sont payées par l'Opérateur d'appui.

Article 8 :

Les codes à barre pour les documents sont fournis gratuitement par l'Opérateur d'appui. Les cartes pour les lecteurs (carte unique d'emprunt) sont soit (pour les 12 ans et plus) les cartes d'identité des lecteurs, soit (pour les moins de 12 ans, les personnes ne disposant pas d'une carte d'identité belge ainsi que pour toute personne ne souhaitant pas utiliser sa carte d'identité comme carte de lecteur) fournies gratuitement par l'Opérateur d'appui à concurrence de deux fois le nombre de lecteurs de moins de 12 ans renseigné dans le rapport d'activités le plus récent de l'Opérateur direct. Les cartes supplémentaires sont facturées à l'Opérateur direct au prix de 0,80 € pièce TVA comprise. Une base de données lecteurs unique se constituera au fur et à mesure des inscriptions et des prêts.

Article 9 :

L'Opérateur d'appui assure à titre gratuit les formations du personnel de l'Opérateur direct à l'utilisation du logiciel du réseau provincial.

Une aide permanente à l'utilisation du logiciel sera assurée par le personnel de l'Opérateur d'appui. Cependant ce dernier ne gère ni le matériel de l'Opérateur direct (mauvaise utilisation, pannes d'ordinateur ou d'imprimante...) ni ses connections au réseau.

Article 10 :

Un comité d'accompagnement technique, composé de bibliothécaires agents de l'Opérateur d'appui et d'un représentant de chaque opérateur direct adhérent au réseau provincial, est institué en vue d'assurer la cohérence du réseau. Ce comité fait toutes propositions utiles quant à la préservation technique ou juridique du catalogue collectif et à toute autre démarche le concernant. Il se réunit au minimum une fois l'an.

Article 11 :

L'Opérateur d'appui garantit le respect du principe de non-ingérence dans la gestion propre de chaque bibliothèque adhérent au système.

Article 12 :

Les bibliothèques du réseau sont tenues d'appliquer, pour l'encodage des documents, les règles établies par le décret du 30 avril 2009 relatif au développement des pratiques de lecture organisé par le Réseau public de la Lecture et les bibliothèques publiques :

- respect des règles de l'ISBD et du format d'échange UNIMARC dans la version française la plus récente,
- indexation sur base du répertoire RAMEAU et de la CDU (et/ou Dewey).

Elles respecteront en outre les règles de bonne pratique catalographique liées à l'adhésion à Samarcande (cf. article 3).

Article 13 :

*Assistance technique provinciale et prêt de secours :*

Une assistance téléphonique pour l'utilisation du logiciel est assurée gratuitement par le personnel de l'Opérateur d'appui du lundi au vendredi de 9 à 16 heures.

L'Opérateur direct acquiert à ses frais le prêt de secours CircOffline et prend en charge sa maintenance annuelle. Lors de tout problème technique lié au prêt, il pourra recourir à tout moment au système de prêt de secours (ainsi par ex. en dehors des plages horaires de maintenance).

*Assistance technique par Axiell :*

En cas de problème de logiciel que l'assistance technique provinciale ne peut résoudre, la société Axiell intervient via son portail interactif d'assistance. Si la résolution du problème est impossible à distance, le délai d'intervention ne peut être garanti et les frais de déplacement seront facturés à l'Opérateur direct.

Article 14 :

La convention est conclue pour 3 ans à partir de la date de la signature du présent document. Elle sera ensuite prolongée annuellement par reconduction tacite. Elle est résiliable chaque année par courrier recommandé au plus tard quatre mois avant la date d'échéance (le 31 décembre).

Article 15 :

La présente convention pourra être résiliée unilatéralement par chacune des parties en cas de non-respect de ses obligations par l'autre partie.

Cette résiliation sera notifiée à l'autre partie par courrier recommandé avec un préavis de trois mois.

Fait en deux exemplaires à Namur, le .....juin 2025

Pour la Ville de Dinant

Pour la Province de Namur

Richard FOURNAUX  
Bourgmestre

Valentine ROSIER  
Directrice générale

Etienne BERTRAND  
Député-Président

Valéry ZUINEN TILKIN  
Directeur général

**Réseau de bibliothèques publiques « Tire-Lire »  
Convention relative aux données à caractère personnel (Article 26 RGPD)  
Obligations des responsables conjoints de traitement**

**ENTRE :**

**PROVINCE DE NAMUR**, dont le siège social est établi à 5000 NAMUR, Rue du Collège, 33 et immatriculée à la BCE sous le n° 0207.656.511,  
représentée par la Collège provincial en les personnes de Monsieur Valéry ZUINEN TILKIN, Directeur général et Monsieur Etienne BERTRAND, Député-Président.  
Ci-après dénommée « le responsable conjoint du traitement ».

**ET :**

La Ville de Dinant dont le siège social est établi à 5500 Dinant, Rue Grande 112 et immatriculée à la BCE sous le n° .....  
représentée par son Collège communal en les personnes de Monsieur Richard Fournaux, Bourgmestre, et Madame Valentine Rosier, Directrice générale,  
Ci-après dénommée « le responsable conjoint »,

Les responsables conjoints de traitement sont dénommés individuellement une « partie » et ensemble les « Parties ».

**Préambule :**

La Province de Namur organise pour les opérateurs directs (ex-bibliothèques publiques locales) un réseau provincial informatisé. La notion de réseau implique le principe de travail partagé. Toutes les bibliothèques s'engagent à participer au développement de la base de données commune.

La Province de Namur gère les serveurs situés dans ses locaux (sauvegarde des données, maintenance technique...).

Dans ce cadre, les « responsables conjoints de traitement » sont amenés à déterminer conjointement les finalités et les moyens d'un traitement de données à caractère personnel régi par le **RGPD** (règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016) et ainsi que la législation belge en la matière.

Les parties seront des « responsables conjoints de traitement », au sens de l'article 26 du RGPD.

Conformément à ce dernier, le présent contrat a notamment pour objet :

- ⇒ de définir les conditions dans lesquelles elles effectueront les traitements ;
- ⇒ de modaliser les obligations des parties ;
- ⇒ de modaliser l'exercice des droits des personnes concernées.

Les responsables conjoints de traitement (ci-après dénommée les « parties ») effectuent des services au profit des « lecteurs », conformément à la « Convention Principale » (**Convention « Catalogue collectif namurois »**).

Les parties traitent les données personnelles uniquement aux seules fins prévues par la convention principale (utilisation des données des lecteurs inscrits dans le cadre des missions légales de la Lecture publique, et uniquement dans ce cadre) conformément au RGDP et à la réglementation belge applicable.

Par le biais du présent contrat de traitement de données, les parties souhaitent établir leurs accords concernant le traitement des données à caractère personnel.

### **1. Définitions :**

Les termes tels que « traiter » / « traitement », « données à caractère personnel », « responsable du traitement », « responsables conjoints de traitement » et « sous-traitant » doivent être interprétés à la lumière du Règlement européen 2016/679 («RGPD») et de la réglementation belge applicable.

### **2. Objet du contrat :**

Durant l'exécution de la Convention Principale, les parties peuvent traiter des données à caractère personnel dans le cadre des missions légales de la Lecture publique au profit des lecteurs ou en exécution d'une obligation légale (Décret du 30 avril 2009 relatif au développement des pratiques de lecture organisé par le réseau public de la lecture et les bibliothèques publiques et son arrêté d'exécution du 19 juillet 2011 ; Décret du 19 octobre 2023 modifiant ce dernier décret et son arrêté d'exécution du 7 mars 2024)

Le traitement s'inscrit dans le cadre d'un réseau de lecture entre plusieurs bibliothèques. Chaque lecteur enregistré dans le réseau peut se rendre dans n'importe quelle bibliothèque membre et prendre en prêt des ouvrages et ce, sans nécessité de procéder à une nouvelle inscription. Ce traitement est prévu pour une durée indéterminée. Chaque partie peut décider de se retirer du réseau dans les conditions prévues.

Les données traitées sont des données dites « ordinaires » au sens du RGPD (nom, prénom, sexe, date de naissance, nationalité, adresse postale, courriel, téléphone, le cas échéant, numéro de registre national, historique de prêt). Les personnes concernées sont : les lecteurs enregistrés dans le réseau ainsi que les personnes de contacts au sein des bibliothèques/administrations locales.

### **3. Les obligations des responsables conjoints de traitement :**

- 3.1. Les parties garantissent qu'elles-mêmes ainsi que toute personne agissant sous leur autorité, ne traiteront les données à caractère personnel que dans la stricte mesure du nécessaire à la réalisation des services prévus dans la Convention Principale.
- 3.2. Lorsqu'une demande d'inscription comme lecteur est soumise à une partie, cette dernière a pour charge de s'acquitter de l'obligation d'information à destination de(s) la personne(s) concernée(s) et, ce, conformément aux articles 13 et 14 du RGPD.
- 3.3. Dans la mesure où la Province de Namur gère le site internet du réseau de lecture « Tire-lire », elle centralise et consigne dans un registre les demandes d'exercice de droits des personnes concernées. Toutefois, conformément à l'article 26§3 du RGPD, les personnes concernées peuvent exercer leurs droits vis-à-vis de la partie de leur choix, à charge pour celle-ci d'y donner suite et de tenir son propre registre de demandes d'exercice de droits

- 3.4. Le registre reprenant les demandes d'accès est tenu à la disposition des parties. Ce registre ne dispense pas les parties concernées par des demandes d'exercice de droits des personnes concernées de tenir leur propre registre de documentation.
- 3.5. Les parties ne doivent divulguer des données à caractère personnel directement ou indirectement à aucun tiers, personne physique, société ou entité.
- 3.6. Une partie ne traite en aucun cas les données à caractère personnel des lecteurs pour la réalisation de ses propres finalités.
- 3.7. Si une partie enfreint la présente convention et le RGPD en déterminant des finalités et les moyens du traitement autres que ceux prévus par la présente convention, elle devra être considérée comme seul « responsable du traitement » dans le cadre de ce traitement et en assumera seule les éventuelles conséquences.
- 3.8. Les parties prennent des mesures pour veiller à ce que toute personne physique agissant sous son autorité ne les traite pas en contravention aux présentes dispositions ou avec le RGPD et la législation belge en matière de protection des données.
- 3.9. Le logiciel « V-smart »<sup>1</sup> permet de traiter les données à caractère personnel de manière traçable, correcte, soigneuse et en conformité avec toutes les lois applicables en matière de protection des données. Une partie ne doit, par aucun acte ou omission, mettre les autres parties en situation d'infraction par rapport aux lois applicables à la protection des données en relation avec le présent contrat de traitement de donnée (exemple : mauvais encodage des données).

#### **4. Sécurité du traitement des données :**

- 4.1. Les parties garantissent qu'elles mettent en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées pour assurer un niveau de sécurité approprié au risque de telle sorte que le traitement réponde aux exigences de la législation belge, du RGPD et assure une protection adéquate des droits des personnes concernées. Les mesures de sécurité minimales suivantes sont prises par les parties, conformément à l'annexe 1 : Politique (gestion des règles), Gestion des incidents et des violations de données, Gestion des personnels, Maintenance, Contrôle d'accès logique, Gestion des postes de travail, Lutte contre les codes malveillants (virus, logiciels espions, bombes logicielles...), Protection des canaux informatiques (réseaux), Contrôle d'accès physique, Sécurité des documents papier.
- 4.2. Ces mesures doivent préserver les données à caractère personnel de la perte, de la destruction, de la divulgation non autorisée, de la dégradation ou du traitement non autorisé ou illégal, et doivent garantir la disponibilité, ou la disponibilité en temps opportun, des données.

Ces mesures doivent prévoir un niveau de sécurité considéré comme approprié compte tenu des standards techniques et du type de données à caractère personnel traitées, en tenant compte :

- de l'état de la technique et des coûts de mise en œuvre ;
- de la nature, de l'étendue, du contexte et des finalités de traitement ;

---

<sup>1</sup> Infor V-smart est un système Intégré de Gestion globale de Bibliothèques (SIGB).

- mais aussi de la probabilité et de la gravité du risque encouru pour les droits et libertés des personnes physiques.
- 4.3. Les parties reconnaissent que les exigences en matière de sécurité évoluent continuellement et qu'une sécurité efficace exige une évaluation fréquente et une amélioration régulière des mesures de sécurité désuètes. Les parties devront donc continuellement évaluer et renforcer, compléter ou améliorer les mesures mises en œuvre en vue du respect continu de leurs obligations.
- 4.4. Les parties informent leur personnel des obligations qui leur incombent en ce qui concerne les données à caractère personnel des personnes concernées.

## **5. Obligations de conformité :**

- 5.1. Les parties s'engagent à respecter les prescrits du RGPD ainsi que de la législation belge en la matière. Cela implique notamment pour chaque partie :
- ⇒ de désigner un délégué à la protection des données, si ceci est requis par l'article 37 du RGPD ;
  - ⇒ le cas échéant, de coopérer pleinement à la préparation d'une analyse d'impact sur la protection des données à caractère personnel ainsi qu'aux mises à jour régulières de cette analyse et, si nécessaire, adapter sans frais les mesures techniques et organisationnelles conformément aux conclusions de l'analyse ;
  - ⇒ de coopérer, sur demande, avec l'autorité de contrôle ;
  - ⇒ le cas échéant, de répondre aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées par le traitement dans le délai légal d'un mois ;
  - ⇒ de tenir un « registre des activités de traitement » ;
  - ⇒ de mettre en place des mesures techniques et organisationnelles en vue d'assurer la confidentialité et la sécurité des données.

## **6. Localisation du traitement :**

Le traitement de données se réalise uniquement dans un lieu situé dans l'UE. Les données sont conservées dans l'UE et ne sont jamais transférées vers des pays tiers.

## **7. Gestion des violations de données à caractère personnel :**

- 7.1. Est considérée comme une « violation de données à caractère personnel » toute violation de la sécurité accidentelle ou illicite, tout accès, traitement, suppression, détérioration, perte ou toute forme de traitement illégal des données à caractère personnel, ou tout autre incident qui entraîne ou pourrait conduire à la destruction, la perte, l'altération, la divulgation non autorisée de données à caractère personnel transmises, conservées ou traitées d'une autre manière ou l'accès non autorisé à de telles données ou encore toute indication selon laquelle une violation de cette nature va se produire ou s'est produite.
- 7.2. La partie concernée devra documenter toute violation de données à caractère personnel, et notamment les faits relatifs à cette violation de données à caractère personnel, toute information utile sur l'origine, la nature, l'ampleur et les conséquences de la violation, le risque que les données aient été ou puissent être traitées illégalement, les actions correctrices qui ont été ou seront prises et toutes autres informations pertinentes.

La partie concernée mettra en œuvre sans délai tous les remèdes demandés par

les autorités compétentes pour remédier à toute violation de données ou toute autre non-conformité et / ou atténuer les risques associés à ces événements.

7.3. Si la partie concernée le juge nécessaire, elle informera les personnes concernées et les tiers, y compris l'Autorité de Protection des Données, de toute violation de données.

7.4. En cas de « violation de données à caractère personnel » nécessitant une notification à l'Autorité de Protection des Données et/ou à personnes concernées, la (les) partie(s) concernée(s) devra(ont) le notifier pour information et dans les 72 heures aux autres parties.

#### **8. Recours à un sous-traitant :**

Les parties reconnaissent que, le cadre de la présente Convention, le recours à un sous-traitant est inutile et, par conséquent, est non autorisé.

#### **9. Responsabilité :**

La partie concernée devra indemniser et garantir l'autre partie et tout tiers bénéficiaire, en principal, intérêts et frais de toute réclamation, action, réclamation de tiers ainsi que toute perte ou dommage prévisible ou non (en ce compris toute atteinte à l'image ou à la réputation) de l'autre responsable conjoint, frais, coûts et dépens de toute espèce, lésions, honoraires (en ce compris les frais d'avocat raisonnables), amendes ou pénalités (en ce compris les pénalités imposées par l'Autorité de Protection des Données) ainsi que toutes les autres responsabilités qui sont encourues ou subies par les parties ou tous tiers bénéficiaires et qui découlent directement ou surviennent en rapport avec un manquement de la part de la partie concernée. Aucune limitation de responsabilité ne s'applique dans ce cas.

#### **10. Durée et résiliation :**

La présente Convention lie les parties tant que celles-ci possèdent la qualité de membre du réseau « Tire-lire ».

#### **11. Période de stockage, retour et suppression des données personnelles :**

11.1. Les parties ne conserveront pas les données à caractère personnel plus longtemps que ce qui est strictement nécessaire et en aucun cas au-delà de la fin du présent contrat ou, si une période de stockage a été convenue entre les parties, pas au-delà de cette période.

11.2. Lorsqu'une personne concernée s'adresse à une partie en vue d'obtenir la suppression de son compte lecteur, cette partie se charge de la bonne suite de la demande dans un délai maximum de 7 jours ouvrables et en assume la responsabilité.

#### **12. Traitement des données personnelles des parties et de leur personnel éventuel :**

12.1. Les données à caractère personnel de chaque partie et de son personnel sont traitées par les autres parties conformément à la législation applicable en matière de traitement des données à caractère personnel en vertu de l'exécution du contrat :

- ⇒ Permettre l'exécution de la convention principale ;
- ⇒ Permettre aux lecteurs et au personnel d'une partie de communiquer avec le personnel des autres parties.

12.2. Les données à caractère personnel sont conservées 5 ans après la fin du contrat ou le retrait de la partie concernée du réseau de bibliothèque « Tire-Lire ».

12.3. Les données ne peuvent être transférées en dehors de l'Union européenne.

### **13. Dispositions finales :**

13.1. Ce contrat est exclusivement régi par le droit belge et par le RGPD.

13.2. Les coordonnées des délégués à la protection des données des parties sont les suivantes :

Province de Namur :	Téléphone : 081/77 58 95
	Mail : <a href="mailto:privacy@province.namur.be">privacy@province.namur.be</a>
Ville de Dinant :	Téléphone : .....
	Mail : .....

13.3. Tout conflit doit d'abord faire l'objet de discussions entre les parties, les parties s'efforçant de régler la question amiablement.

13.4. Tout litige découlant de ce contrat ou lié à celui-ci sera soumis à la juridiction exclusive des tribunaux de l'arrondissement judiciaire de Namur.

Lieu : Namur

Date : .....juin 2025

Fait en deux exemplaires originaux, chaque partie recevant le sien.

#### **Pour la Province de Namur**

Valéry ZUINEN TILKIN  
Directeur général

Etienne BERTRAND  
Député-Président

#### **Pour la Ville de Dinant**

Valentine ROSIER  
Directrice générale

Richard FOURNAUX  
Bourgmestre

### **ANNEXE 1 : Description des mesures des mesures de sécurité des sous-traitants**

Les mesures suivantes sont prises (cocher les mentions utiles et ajouter au besoin d'autres mesures prises) :

### **1. Mesures organisationnelles**

- Organisation
- Politique (gestion des règles)
- Gestion des risques
- Gestion des projets
- Gestion des incidents et des violations de données
- Gestion des personnels
- Relations avec les tiers
- Maintenance
- Supervision (audits, tableaux de bord...)
- Marquage des documents
- Archivage

### **2. Mesures de sécurité logique**

- Anonymisation
- Chiffrement
- Pseudonymisation
- Contrôle d'intégrité
- Sauvegardes
- Cloisonnement des données
- Contrôle d'accès logique
- Traçabilité
- Exploitation
- Surveillance (paramétrages, contrôles de configurations, surveillance en temps réel...)
- Gestion des postes de travail
- Lutte contre les codes malveillants (virus, logiciels espions, bombes logicielles...)
- Protection des canaux informatiques (réseaux)

### **3. Mesures de sécurité physique**

- Éloignement des sources de risques (produits dangereux, zones géographiques dangereuses...)
- Contrôle d'accès physique
- Sécurité des matériels
- Sécurité des documents papier
- Sécurité des canaux papier
- Protection contre les sources de risques non humaines (feu, eau...)
- Autres, à préciser :

Précisions éventuelles sur les mesures de sécurité et de transfert : Non applicable

Version du 25 juillet 2025 après corrections des erreurs matérielles



**PROVINCE**  
de **NAMUR**

Administration de la Santé Publique, de l'Action Sociale et Culturelle  
Service de l'Observation,  
de la Programmation et  
du Développement  
Territorial

Valéry ZUIMEN TILKIN  
DIRECTEUR GÉNÉRAL

**Affaire N°2025/0589 : ASPASC – SOPDT – Renouvellement des représentants provinciaux au sein des 20 centres culturels du territoire de la province de Namur - Législature 2024-2030.**

**LE CONSEIL PROVINCIAL,**

VU la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques et particulièrement l'article 9 ;

VU les articles 85§2,2° et 86 du Décret de la Fédération Wallonie-Bruxelles du 21 novembre 2013 tels que modifiés par le décret du 20 mars 2024 fixant les modalités de désignation des représentants provinciaux au sein des organes de gestion des centres culturels ;

L'article 85 stipule que : « *la chambre publique se compose de, si le centre culturel est situé en région de langue française, deux représentants désignés par le ou les conseils provinciaux du territoire d'implantation du centre culturel* » ;

VU l'article L2212-32 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation relatif aux attributions du Conseil provincial ;

VU les statuts des centres culturels qui prévoient, entre autres, les modalités de désignation des administrateurs comme stipulé dans l'article 86, du décret Wallonie-Bruxelles du 21 novembre 2013 ;

**CONSIDÉRANT** qu'à la suite des élections provinciales du 13 octobre 2024 et aux modifications qui en découlent dans la composition des Collège et Conseil provinciaux namurois, il convient, de procéder au renouvellement des représentants provinciaux au sein des 20 centres culturels de la province de Namur, reconnus par la Fédération Wallonie-Bruxelles, pour la durée de la législature 2024-2030 ;

**CONSIDÉRANT** qu'il convient d'appliquer la clé D'Hondt pour la désignation des représentants, qui prévoit qu'un siège revient au groupe politique Les Engagés et que le second siège revient au groupe politique MR.

VU la proposition du Collège provincial ;

VU l'avis de la 1<sup>ère</sup> Commission ;

**CONSIDÉRANT** que la présente résolution est adoptée à 33 voix pour, 7 voix contre et 0 abstention(s) ;

CONSIDÉRANT que la présente résolution est adoptée à la majorité/à l'unanimité;

DÉCIDE :

Article 1er : de désigner en tant que représentants de la Province de Namur à l'Assemblée générale et de proposer au Conseil d'administration dans les centres culturels de :

ANDENNE – ASBL CENTRE CULTUREL D'ANDENNE

Chambre publique

Membres (2) : Isabelle Wallet Les Engagés

Jérôme Rosolen MR ROSOLEN

Conseil

d'administration

Administrateurs (2) : Isabelle Wallet Les Engagés

Jérôme Rosolen MR ROSOLEN

*[Handwritten signature]*

BEAURAING – ASBL CENTRE CULTUREL DE BEAURAING

Chambre publique

Membres (2) : Thierry Lambiotte Les Engagés

Stéphanie Dury MR DURY

LAMBILOTTE

Conseil

d'administration

Administrateur (1) : Thierry Lambiotte Les Engagés

LAMBILOTTE

BIÈVRE – ASBL CENTRE CULTUREL DE BIÈVRE

Chambre publique

Membres (2) : Flora Andrieux Les Engagés

Yanick Loison MR

Conseil

d'administration

Administrateur (1) : Flora Andrieux Les Engagés

*Verscan  
à 5 juillet après  
la correction des  
erreurs matérielles.*

Valéry ZUINEN TILKIN  
DIRECTEUR GÉNÉRAL

*[Handwritten signature]*

CINEY – ASBL CENTRE CULTUREL DE CINEY

Chambre publique Membre (2) : Charlene Demaux ..... Les Engagés  
Julie Tournant ..... MR

Conseil d'administration Administrateurs (2) : Charlene Demaux ..... Les Engagés  
Julie Tournant ..... MR

COUVIN – ASBL CENTRE CULTUREL CHRISTIAN COLLE

Chambre publique Membre (2) : Marie Depaetere ..... Les Engagés  
Jan-Paul Delhaye ..... MR

Conseil d'administration Administrateurs (2) : Marie Depaetere ..... Les Engagés  
Jan-Paul Delhaye ..... MR

DINANT – ASBL CENTRE CULTUREL DE DINANT

Chambre publique Membre (2) : Laurence Daffe ..... Les Engagés  
Niel Adnet-Becker ..... MR Niels

Conseil d'administration Administrateur (1) : Laurence Daffe ..... Les Engagés

DOISCHE – ASBL FOYER CULTUREL DE DOISCHE

Chambre publique Membre (2) : Anne-Sophie Bentz ..... Les Engagés  
Bernard Robert ..... MR

Conseil d'administration Administrateurs (2) : Anne-Sophie Bentz ..... Les Engagés  
Bernard Robert ..... MR

*Version du 25 juillet  
après corrections des  
erreurs matérielles.*

EGHÉZÉE – ASBL ECRIN CENTRE CULTUREL D'EGHEZÉE

Chambre publique Membres (2) : Pierre Smith Les Engagés  
Philippe Remotte MR

Conseil d'administration Administrateurs (2) : Pierre Smith Les Engagés  
Philippe Remotte MR

FLOREFFE – ASBL CENTRE CULTUREL DE FLOREFFE

Chambre publique Membres (2) : Nicolas Detant Les Engagés  
Xavier Walraedt MR

Conseil d'administration Administrateurs (2) : Nicolas Detant Les Engagés  
Xavier Walraedt MR

FLORENNES – ASBL FOYER CULTUREL DE FLORENNES

Chambre publique Membres (2) : Guillaume Reumont Les Engagés  
Coxine Verstaen MR CAROLINE

*Handwritten mark*

Conseil d'administration Administrateurs (2) : Guillaume Reumont Les Engagés  
Coxine Verstaen MR CAROLINE

*Handwritten mark*

FOSSÉS-LA-VILLE – ASBL CENTRE CULTUREL DE L'ENTITÉ FOSSOISE

Chambre publique Membres (2) : Emine Savitas Les Engagés  
Richard Migeot MR

Conseil d'administration Administrateurs (2) : Emine Savitas Les Engagés  
Richard Migeot MR

*Handwritten signature*

*Vous en du 25 juillet après consultation des œuvres matricielles.*

Valéry ZUINEN TILKIN  
DIRECTEUR GÉNÉRAL

GEMBLoux – ASBL ATRIUM57, CENTRE CULTUREL DE GEMBLoux :

Chambre publique Membres (2) : Jean Dumoulin Les Engagés  
Laurent Grandhenry MR

Conseil d'administration Administrateurs (2) : Jean Dumoulin Les Engagés  
Laurent Grandhenry MR

HASTIERE – ASBL CENTRE CULTUREL HASTIERE

Chambre publique Membres (2) : Marie-Pierre Quevrain Les Engagés QUEVRAIN  
Jean-Michel Romain MR

Conseil d'administration Administrateurs (2) : Marie-Pierre Quevrain Les Engagés QUEVRAIN  
Jean-Michel Romain MR

HAVELANGE – ASBL CENTRE CULTUREL DE HAVELANGE

Chambre publique Membres (2) : Viviane Nivaxlet Les Engagés  
Virginie Coupaert MR

Conseil d'administration Administrateurs (2) : Viviane Nivaxlet Les Engagés  
Virginie Coupaert MR

NAMUR – ASBL CENTRE CULTUREL REGIONAL - THEATRE DE NAMUR

Chambre publique Membres (2) : Sylvie Roemen Les Engagés  
David Fretin MR

Conseil d'administration Administrateurs (2) : Sylvie Roemen Les Engagés  
David Fretin MR

Vorscan du 25  
juillet après  
caractères des  
vieux manuscrits

Valéry ZUINEN TILKIN  
DIRECTEUR GENERAL

NISMES – CENTRE CULTUREL ACTION-SUD ASBL

Chambre publique Membres (2) : Marie Deproctere Les Engagés  
Philippe Bultot MR

Conseil d'administration Administrateur (1) : Philippe Bultot MR

PHILIPPEVILLE – ASBL CENTRE CULTUREL DE PHILIPPEVILLE

Chambre publique Membres (2) : Vincent Bernard Les Engagés  
Maxe Errard MR

Conseil d'administration Administrateurs (2) : Vincent Bernard Les Engagés  
Maxe Errard MR

ROCHEFORT – ASBL CENTRE CULTUREL DES ROCHES DE ROCHEFORT

Chambre publique Membres (2) : Thierry Lavis Les Engagés  
Charles Collard MR

Conseil d'administration Administrateurs (2) : Thierry Lavis Les Engagés  
Charles Collard MR

SAMBREVILLE – CENTRE RÉGIONAL D'ACTION CULTURELLE DE SAMBREVILLE

Chambre publique Membres (2) : Lindsay Ginexi Les Engagés LINDSAY M  
Michel Siriez MR

Conseil d'administration Administrateurs (2) : Lindsay Ginexi Les Engagés LINDSAY Y  
Michel Siriez MR

Voulez vous des billets lors  
après correction de  
brevets  
matricules.

Valéry ZUINEN TILKIN  
DIRECTEUR GÉNÉRAL

WALCOURT – ASBL CENTRE CULTUREL DE WALCOURT

Chambre publique Membres (2) : Auxélie Everard Les Engagés EVERARD  
Myriam Dubuisson MR

Conseil d'administration Administrateurs (2) : Auxélie Everard Les Engagés EVERARD  
Myriam Dubuisson MR

Article 2 : Expédition de la présente résolution sera adressée :

- À la Fédération Wallonie - Bruxelles – Direction des Centres culturels
- Aux responsables des Centres culturels
- Aux intéressé(e)s

Copie pour information sera envoyée :

- À l'Inspecteur du Département Vivre-Mieux et de la Culture
- Au Service de l'Observation, de la Programmation et du Développement territorial

Namur, le 13 juin 2025

  
Le Directeur général,  
Valéry ZUINEN TILKIN

  
Le Président,  
Christophe GILON

*Version du 25 juillet après  
corrections des erreurs matérielles.*

Valéry ZUINEN TILKIN  
DIRECTEUR GÉNÉRAL  


**Affaire N°2025/0594 : ASPASC - SOPDT - Renouvellement des représentants provinciaux au sein de l'ASBL Festival International du Film Francophone de Namur - FIFF - Législature 2024-2030****LE CONSEIL PROVINCIAL,**

**VU** la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques et particulièrement l'article 9 ;

**VU** l'article L2212-32 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation relatif aux attributions du Conseil provincial ;

**VU** l'article L2223-14 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation spécifiant les missions dévolues au Conseil provincial en matière de représentation provinciale ;

**VU** les statuts de l'ASBL Festival International du Film Francophone de Namur qui prévoient, notamment, que la Province de Namur est représentée par cinq représentants ;

**VU** l'article 15 desdits statuts précisant que l'association est administrée par un Conseil d'administration composé de trois membres au moins et de 18 membres au maximum, non compris le président, nommés et révocables par l'assemblée générale, parmi les associés, que neuf membres seront désignés par le secteur public tel que prévu au paragraphe 1 de l'article 5, la Province de Namur et la Ville de Namur compteront chacune quatre administrateurs ;

**CONSIDÉRANT** qu'à la suite des élections provinciales du 13 octobre 2024 et aux modifications qui en découlent dans la composition des Collège et Conseil provinciaux namurois, il convient, d'une part, de procéder à la désignation de représentants provinciaux à l'Assemblée générale du FIFF et, d'autre part, de présenter la candidature de mandataires provinciaux à la fonction d'administrateur, proportionnellement à la composition dudit Conseil ;

**CONSIDÉRANT** dès lors, qu'en application de la clé D'Hondt, le groupe Les engagés peut prétendre à deux mandats, le groupe MR à deux mandats, et le groupe PS à un mandat au sein de l'Assemblée générale du FIFF ;

**CONSIDÉRANT** qu'au sein du Conseil d'administration du FIFF, en application de la clé D'Hondt, il convient de proposer les candidatures de deux administrateurs appartenant au groupe politique Les Engagés, d'un administrateur appartenant au groupe politique MR et d'un administrateur appartenant au groupe politique PS ;

**CONSIDÉRANT** que la Province de Namur et l'ASBL FIFF sont liées par un contrat de gestion conclu le 29 mars 2024, pour la période 2024-2026 ;

**VU** la proposition du Collège provincial ;

**VU** l'avis de la 1<sup>ère</sup> Commission ;

**CONSIDÉRANT** que la présente résolution est adoptée à **40** voix pour, **0** voix contre et **0** abstention(s) ;

**CONSIDÉRANT** que la présente résolution est adoptée ~~à la majorité~~ à l'unanimité ;

**DÉCIDE :**

Article 1<sup>er</sup> : de désigner en qualité de représentants de la Province de Namur au sein de l'Assemblée générale du FIFF :

- Mme/M *Isabelle Hambenne* ..... - (Les Engagés)
- Mme/M *Pauline Dessambree* ..... - (Les Engagés)
- Mme/M *Eric Mievie* ..... - (MR)
- Mme/M *Damien Baert* ..... - (MR)
- Mme/M *Maxima Mont* ..... - (PS)

Article 2 : de proposer la candidature des personnes suivantes pour siéger au sein du Conseil d'administration du FIFF :

- Mme/M *Isabelle Hambenne* ..... - (Les Engagés)
- Mme/M *Pauline Dessambree* ..... - (Les Engagés)
- Mme/M *Eric Mievie* ..... - (MR)
- Mme/M *Maxima Mont* ..... - (PS)

Article 3 : Expédition de la présente résolution sera adressée :

- Aux responsables de l'ASBL FIFF
- Aux représentants désignés

Copie pour information sera envoyée :

- À l'Inspecteur du Département du Vivre-Mieux et de la Culture
- Au Service de l'Observation, de la Programmation et du Développement territorial

Namur, le 13 juin 2025

  
Le Directeur général,  
Valéry ZUINEN TILKIN

  
Le Président,  
Christophe GILON



**Affaire n°2025-0735 : SOPDT – Association Intercommunale VIVALIA SCRL-Sortie de la Province de Namur de l'actionariat**

**LE CONSEIL PROVINCIAL,**

**VU** la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs;

**VU** les articles L1523-11 à 16 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation relatifs aux organes de gestion des Intercommunales;

**VU** l'article L2212-48 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation (CDLD);

**CONSIDÉRANT** que la Province de Namur est membre associé de l'Intercommunale VIVALIA;

**CONSIDÉRANT** qu'au cours de la législature 2018-2024 et particulièrement au lendemain de la réforme provinciale de 2021, les autorités provinciales se sont interrogées sur l'opportunité du maintien de la participation provinciale dans l'Intercommunale Vivalia;

**CONSIDÉRANT** qu'en suite de la réunion du 31 août 2022 de la 2<sup>ème</sup> commission du Conseil provincial et des contacts entre les Députés-Présidents des Provinces de Namur et Luxembourg, le Collège provincial a marqué son accord le 10 novembre 2022 sur la sortie de la Province de Namur de l'Intercommunale Vivalia au 30 juin 2025 ;

**VU** les statuts de l'Intercommunale Vivalia, particulièrement son article 10 précisant les conditions de retrait;

**VU** la proposition du Collège provincial;

**VU** l'avis de sa 1<sup>ère</sup> commission ;

**CONSIDÉRANT** que la présente résolution est adoptée à **37** voix pour, **0** voix contre et **2** abstention(s) ;

**CONSIDÉRANT** que la présente résolution est adoptée à la majorité / ~~à l'unanimité~~ ;

**DÉCIDE :**

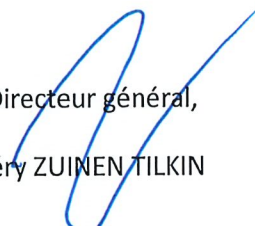
Article 1<sup>er</sup> : de confirmer l'accord de principe du Collège provincial du 10 novembre 2022 sur la sortie de la Province de Namur de l'actionnariat de l'Association Intercommunale Vivalia SCRL au 30 juin 2025.

Article 2 : de demander à l'Intercommunale si la sortie de la Province de Namur est de nature à causer un dommage et, dans l'affirmative, de préciser la valeur de celui-ci.

Article 3 : d'adresser une expédition de la présente à :

- l'Association Intercommunale Vivalia SCRL

Namur, le 13 juin 2025

  
Le Directeur général,  
Valéry ZUINEN TILKIN

  
Le Président,  
Christophe GILON



Affaire 2025 – 0965 : Règlement d'ordre intérieur du Conseil provincial – Modifications.

## LE CONSEIL PROVINCIAL

VU les décrets des 15 juillet 2021, 6 avril 2023, 1er juin 2023 et du 28 mars 2024 modifiant certaines dispositions du code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

VU les articles L2212-14, L2212-32 et L3122-2, 2° du code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

VU la résolution du 7 février 2025 par laquelle le Conseil provincial a adopté son règlement d'ordre intérieur actuellement en vigueur ;

CONSIDERANT que le Bureau du Conseil a examiné les modifications à apporter au règlement d'ordre intérieur du Conseil provincial ;

CONSIDERANT que les modifications apportées au règlement d'ordre intérieur du Conseil provincial visent à se conformer aux nouvelles dispositions du code de la démocratie locale et à optimiser le fonctionnement du Conseil ;

VU le projet de règlement d'ordre intérieur ;

VU le rapport de la 1re commission ;

CONSIDERANT que la présente résolution est adoptée à **39** voix pour, **0** voix contre et **0** abstention(s) ;

CONSIDERANT que dès lors, la présente résolution est adoptée à ~~la majorité~~/l'unanimité.

### DECIDE

Article 1er : La résolution du 7 février 2025 relatif à l'adoption du règlement d'ordre intérieur du Conseil provincial est abrogée.

Article 2 : Le règlement d'ordre intérieur du Conseil provincial de Namur dont le texte est annexé à la présente est approuvé.

Article 3 : La présente résolution entre en vigueur lors de la prochaine réunion du Conseil provincial.

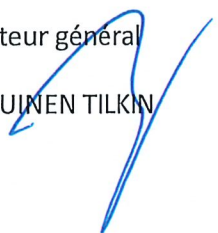
Article 4 : Conformément à l'article L3122-2, 2° du CDLD, la présente résolution est transmise à la Tutelle dans les 15 jours de son adoption.

Article 5 : La présente résolution et le règlement d'ordre intérieur du Conseil provincial seront publiés au Bulletin provincial et mis en ligne sur le site internet de la Province.

Namur, le 13 juin 2025

Le Directeur général

Valéry ZUJINEN TILKIN



Le Président du Conseil

Christophe GILON



**Affaire N° 2025-1013 : ASPASC - SOPDT - Renouvellement des représentants provinciaux au sein de l'ASBL Rock About Nam, (RAN en abrégé) - Législature 2024-2030****LE CONSEIL PROVINCIAL,**

**VU** la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques et particulièrement l'article 9 ;

**VU** l'article L2212-32 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

**VU** l'article L2223-14 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation que le Conseil provincial et notamment son §4 précisant que « Tout membre d'un conseil provincial exerçant à ce titre un mandat dans une A.S.B.L. est réputé de plein droit démissionnaire dès l'instant où il ne fait plus partie du conseil provincial. Tous les mandats dans les différents organes de l'A.S.B.L. prennent immédiatement fin après la première assemblée générale qui suit le renouvellement des conseils provinciaux. – Décret du 29 mars 2018, art. 43, 2° » ;

**VU** que la Province de Namur est membre effectif de l'ASBL Rock About Nam ;

**VU** la résolution du Conseil provincial du 17 juin 2022 désignant parmi ses membres, deux représentants pour l'Assemblée générale et proposant un représentant au Conseil d'administration de la structure ;

**VU** la résolution du Conseil provincial du 26 avril 2024 désignant deux agents provinciaux pour donner suite au souhait du Bureau de l'association d'étoffer son organe d'administration et garantir un lien avec l'administratif, à savoir M. David VERHOEVEN et Mme Sophie VUIDAR ;

**VU** l'arrêté du Collège provincial du 21 février 2013 stipulant que des agents provinciaux peuvent être désignés comme représentants de la Province de Namur dans les ASBL dont la Province est membre ;

**CONSIDÉRANT** que pour donner suite aux élections provinciales du 13 octobre 2024 et aux modifications qui en découlent dans la composition des Collège et Conseil provinciaux namurois, il convient, d'une part, de procéder à la désignation de deux représentants provinciaux à l'Assemblée générale de RAN, et d'autre part, de présenter la candidature de trois mandataires provinciaux à la fonction d'administrateur, proportionnellement à la composition dudit Conseil ;

**CONSIDÉRANT** dès lors, qu'en application de la clé D'Hondt, les groupes politiques Les Engagés et MR peuvent prétendre chacun à un mandat au sein de l'Assemblée générale de RAN ;

**CONSIDÉRANT** qu'au sein du Conseil d'administration de RAN, il est proposé de désigner deux représentants politiques et un représentant administratif ;

**CONSIDÉRANT** dès lors, sur base de la clé D'Hondt, qu'il convient de proposer le premier mandat au groupe politique Les Engagés ; et le second au groupe politique MR ;

**CONSIDÉRANT** que la Province de Namur et l'ASBL RAN sont liées par un contrat de gestion conclu le 26 avril 2024, pour la période 2024-2026 ;

**VU** la proposition du Collège provincial ;

**VU** l'avis de la 1<sup>ère</sup> Commission ;

**CONSIDÉRANT** que la présente résolution est adoptée à 31 voix pour, 0 voix contre et 7 abstention(s) ;

**CONSIDÉRANT** que la présente résolution est adoptée à la majorité/~~à l'unanimité~~ ;

**DÉCIDE :**

Article 1<sup>er</sup> : de désigner en qualité de représentants de la Province de Namur au sein de l'Assemblée générale de RAN :

- Mme/M Julie Migact ..... - (Les Engagés)
- Mme/M Julie Ternies ..... - (MR)

Article 2 : de proposer de désigner le représentant administratif suivant pour siéger au sein du Conseil d'administration de RAN : Monsieur David VERHOEVEN, Inspecteur général.

Article 3 : de proposer la candidature des personnes suivantes pour siéger au sein du Conseil d'administration de RAN :

- Mme/M Christelle Dautrive ..... - (Les Engagés)
- Mme/M Julie Ternies ..... - (MR)

Article 4 : Expédition de la présente résolution sera adressée :

- Aux responsables de l'ASBL Rock About Nam
- Aux représentants désignés

Copie pour information sera envoyée :

- À l'Inspecteur du Département du Vivre-Mieux et de la Culture
- Au Service de l'Observation, de la Programmation et du Développement territorial

Namur, le 13 juin 2025

  
Le Directeur général,  
Valéry ZUINEN TILKIN

  
Le Président,  
Christophe GILON



**PROVINCE**  
de **NAMUR**

Administration de la Santé Publique, de l'Action Sociale et Culturelle  
Service de l'Observation,  
de la Programmation et  
du Développement  
Territorial

Valéry ZUJINEN TILKIN  
DIRECTEUR GÉNÉRAL

**Affaire N° 2025-1013 : ASPASC - SOPDT - Renouvellement des représentants provinciaux au sein de l'ASBL Rock About Nam, (RAN en abrégé) - Législature 2024-2030**

**LE CONSEIL PROVINCIAL,**

VU la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques et particulièrement l'article 9 ;

VU l'article L2212-32 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

VU l'article L2223-14 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation que le Conseil provincial et notamment son §4 précisant que « Tout membre d'un conseil provincial exerçant à ce titre un mandat dans une A.S.B.L. est réputé de plein droit démissionnaire dès l'instant où il ne fait plus partie du conseil provincial. Tous les mandats dans les différents organes de l'A.S.B.L. prennent immédiatement fin après la première assemblée générale qui suit le renouvellement des conseils provinciaux. – Décret du 29 mars 2018, art. 43, 2° » ;

VU que la Province de Namur est membre effectif de l'ASBL Rock About Nam ;

VU la résolution du Conseil provincial du 17 juin 2022 désignant parmi ses membres, deux représentants pour l'Assemblée générale et proposant un représentant au Conseil d'administration de la structure ;

VU la résolution du Conseil provincial du 26 avril 2024 désignant deux agents provinciaux pour donner suite au souhait du Bureau de l'association d'étoffer son organe d'administration et garantir un lien avec l'administratif, à savoir M. David VERHOEVEN et Mme Sophie VUIDAR ;

VU l'arrêté du Collège provincial du 21 février 2013 stipulant que des agents provinciaux peuvent être désignés comme représentants de la Province de Namur dans les ASBL dont la Province est membre ;

**CONSIDÉRANT** que pour donner suite aux élections provinciales du 13 octobre 2024 et aux modifications qui en découlent dans la composition des Collège et Conseil provinciaux namurois, il convient, d'une part, de procéder à la désignation de deux représentants provinciaux à l'Assemblée générale de RAN, et d'autre part, de présenter la candidature de trois mandataires provinciaux à la fonction d'administrateur, proportionnellement à la composition dudit Conseil ;

**CONSIDÉRANT** dès lors, qu'en application de la clé D'Hondt, les groupes politiques Les Engagés et MR peuvent prétendre chacun à un mandat au sein de l'Assemblée générale de RAN ;

**CONSIDÉRANT** qu'au sein du Conseil d'administration de RAN, il est proposé de désigner deux représentants politiques et un représentant administratif ;

CONSIDÉRANT dès lors, sur base de la cié D'Hondt, qu'il convient de proposer le premier mandat au groupe politique Les Engagés ; et le second au groupe politique MR ;

CONSIDÉRANT que la Province de Namur et l'ASBL RAN sont liées par un contrat de gestion conclu le 26 avril 2024, pour la période 2024-2026 ;

VU la proposition du Collège provincial ;

VU l'avis de la 1<sup>ère</sup> Commission ;

CONSIDÉRANT que la présente résolution est adoptée à 32 voix pour, 0 voix contre et 7 abstention(s) ;

CONSIDÉRANT que la présente résolution est adoptée à la majorité/~~à l'unanimité~~;

**DÉCIDE :**

Article 1<sup>er</sup> : de désigner en qualité de représentants de la Province de Namur au sein de l'Assemblée générale de RAN :

- Mme/M Julie Mignot ..... - (Les Engagés) HIGEOT
- Mme/M Julie Ternier ..... - (MR) TESSIER

3

Article 2 : de proposer de désigner le représentant administratif suivant pour siéger au sein du Conseil d'administration de RAN : Monsieur David VERHOEVEN, Inspecteur général.

Article 3 : de proposer la candidature des personnes suivantes pour siéger au sein du Conseil d'administration de RAN :

- Mme/M Christelle Dautrive ..... - (Les Engagés)
- Mme/M Julie Ternier ..... - (MR) TESSIER

3

Article 4 : Expédition de la présente résolution sera adressée :

- Aux responsables de l'ASBL Rock About Nam
- Aux représentants désignés

Copie pour information sera envoyée :

- À l'Inspecteur du Département du Vivre-Mieux et de la Culture
- Au Service de l'Observation, de la Programmation et du Développement territorial

Namur, le 13 juin 2025

Le Directeur général  
Valéry ZUINEN TILKIN

Le Président,  
Christophe GILON

*Version du 25  
juillet 2025 après  
corrections des erreurs  
matérielles.*

**Affaire N°2025/1095 : ASPASC - SOPDT - Renouvellement de la représentation provinciale au sein de l'ASBL « Projet TreM.a ».**

**LE CONSEIL PROVINCIAL,**

**VU** la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques et particulièrement l'article 9 ;

**VU** l'article L2212-32 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

**VU** l'article L2223-14 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation que le Conseil provincial et notamment son §4 précisant que « *Tout membre d'un conseil provincial exerçant à ce titre un mandat dans une A.S.B.L. est réputé de plein droit démissionnaire dès l'instant où il ne fait plus partie du conseil provincial. Tous les mandats dans les différents organes de l'A.S.B.L. prennent immédiatement fin après la première assemblée générale qui suit le renouvellement des conseils provinciaux. – Décret du 29 mars 2018, art. 43, 2°* » ;

**VU** les statuts de l'ASBL Projet d'extension du Musée des Arts anciens du Namurois- TreM.a, en abrégé, Projet TreM.a et, plus précisément, ses articles 5 et 19 stipulant que « les membres effectifs de l'association sont illimités et la durée du mandat d'administrateur est de 3 ans » ;

**CONSIDÉRANT** que la Province de Namur est membre fondateur de l'ASBL Projet TreM.a ;

**CONSIDÉRANT** qu'à la suite des élections provinciales du 13 octobre 2024 et aux modifications qui en découlent dans la composition des nouveaux Collège et Conseil provinciaux namurois, il convient d'actualiser la représentation provinciale au sein des organes de gestion de ladite ASBL, proportionnellement à la composition dudit Conseil, et tout en respectant le principe de la clé D'Hondt ;

**VU** la proposition du Collège provincial ;

**VU** l'avis de la 1ère Commission ;

**CONSIDÉRANT** que la présente résolution est adoptée à **39** voix pour, **0** voix contre et **0** abstention(s) ;

**CONSIDÉRANT** dès lors que la présente résolution est adoptée ~~à la majorité~~ / à l'unanimité ;

**DÉCIDE :**

Article 1<sup>er</sup> : De désigner en qualité de représentant de la Province de Namur au sein de l'Assemblée générale du TreM.a :

- Mme/M *Anne Oger* ..... - (Les Engagés).

Article 2 : De proposer la candidature de la personne suivante pour siéger au sein du Conseil d'administration du TreM.a :

- Mme/M *Anne Oger* ..... - (Les Engagés).

Article 3 : Expédition de la présente résolution sera envoyée à/au(x) :

- l'ASBL « Projet TreM.a.
- représentant(s) de la Province de Namur désigné(s).

Namur, le 13 juin 2025

  
Le Directeur général,  
Valéry ZUINEN TILKIN

  
Le Président,  
Christophe GILON

**Affaire 2025-1105 : Rapport de rémunération – Exercice 2024****LES CONSEIL PROVINCIAL**

Siégeant en séance publique

**VU** l'article L6421-1, §§ 2 et 3 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

**CONSIDERANT QUE** le rapport de rémunération et ses annexes ont été établis sur base du modèle fixé par le Gouvernement wallon ;

**CONSIDERANT QUE** le Conseil provincial doit adopter pour le 30 juin au plus tard de chaque année un rapport de rémunération écrit reprenant le relevé individuel et nominatif des jetons, rémunérations et avantages en nature perçus dans le courant de l'exercice comptable précédent, par les mandataires, les personnes non élues.

**CONSIDERANT QUE** la Province de Namur doit transmettre ce rapport au Gouvernement wallon pour le 1<sup>er</sup> juillet au plus tard de chaque année ;

**CONSIDERANT QUE** ce rapport couvre deux législatures, celle de 2018 à 2024 (du 1<sup>er</sup> janvier au 5 décembre 2024) et celle de 2024-2030 (du 6 décembre au 31 décembre 2024) ;

**VU** la proposition du Collège ;

**VU** l'avis de la 1<sup>ère</sup> Commission ;

**CONSIDERANT** que la présente résolution est adoptée à **39** voix pour, **0** voix contre et **0** abstention(s) ;

**CONSIDERANT** que dès lors, la présente résolution est adoptée ~~à la majorité~~ à l'unanimité.

**DECIDE**

**Article 1<sup>er</sup>** : D'adopter le rapport de rémunération pour l'exercice comptable 2024 et ses annexes repris en attache de la présente résolution, soit le relevé individuel et nominatif des jetons de présence, rémunérations et avantages de toute nature perçus dans le courant de l'exercice comptable précédent par les mandataires et les personnes non élues ;

**Article 2** : De transmettre la présente résolution, le rapport de rémunération et ses annexes pour le 1<sup>er</sup> juillet au Servies public de Wallonie, Direction générale des Pouvoirs locaux – Action sociale ;

**Article 3** : La présente résolution, le rapport de rémunération et ses annexes seront publiés au Bulletin provincial et mis en ligne sur le site internet de la Province de Namur.

Namur, le 13 juin 2025

Valéry ZUJINEN TILKIN  
Le Directeur général

Christophe GILON  
Le Président du Conseil

Numéro d'identification (BCE)	BE0207 656 511
Type d'institution	Province LA PROVINCE DE NAMUR
Nom de l'institution	
Période de reporting	2024
Conseil provincial - Législature 18-24	Nombre de réunions 10
Conseil provincial - Législature 24-30	2
Collège provincial - Législature 18-24	53
Collège provincial - Législature 24-30	3
1 <sup>ère</sup> Commission	13
2 <sup>ème</sup> Commission	13
3 <sup>ème</sup> Commission	12
4 <sup>ème</sup> Commission	11
Commission réunie - 18-24	1

**Fonction:** Indiquer la fonction la plus élevée de l'administrateur, celles-ci étant : président, vice-président, administrateur chargé de fonctions spécifiques (membre du bureau exécutif, du comité d'audit ou d'un comité de secteur) ou administrateur

**Rémunération annuelle brute:** La rémunération comprend les avantages en nature. La rémunération comprend, le cas échéant, le montant total des jetons de présence perçus, pour l'ensemble des réunions des différents organes de gestion. Les rémunérations sont limitées aux plafonds applicables en matière de rétribution et d'avantages en nature dans le cadre de l'exercice des mandats dérivés, conformément à l'article L5311-4, § 1 du Code

**Détail de la rémunération et des avantages:** Détailler les différentes composantes de la rémunération brute annuelle et des avantages (indemnité annuelle ou montant de jetons de présence par fonction, autres avantages éventuels). L'avantage en nature est défini comme tout avantage généralement quelconque qui ne se traduit pas par le versement d'une somme et qui est consenti en contrepartie de l'exercice du mandat. Le montant des avantages en nature dont bénéficient les titulaires d'un mandat dérivé est calculé sur base des règles appliquées par l'administration fiscale en matière d'impôts sur les revenus (article L5311-2, § 1er).

**Pourcentage de participation aux réunions:** Pourcentage total de participation à l'ensemble des réunions auxquelles chaque personne renseignée est tenue de participer

Remarque : Suite aux élections provinciales du 13-10-2024, l'ensemble des mandats dérivés dans les ASBL ont nécessairement pris fin le 6 décembre 2024 (art. L2223-14 CDLD) Dans les intercommunales, les mandats des Conseillers (rières) prennent fin s'ils (elles) ne font plus parties du Conseil provincial (art. L1523-11, L1523-15, §3, al.6 CDLD)

Fonction	Nom - Prénom	Rémunération annuelle brute	Détail de la rémunération et des avantages	Montant	Justification de la rémunération si autre qu'un jeton	Liste des mandats dérivés liés à la fonction et rémunération éventuelle (oui-non)	Pourcentage de participation aux réunions
DEPUTE PROVINCIAL Non réélu - Fin de mandat le 6-12-24	ALEXANDRE AMAURY Député provincial	144.860,03 €	L'usage personnel d'un véhicule de société. (inscription) Indemnité pour frais exposés  Plan PC privé (après 2009): intervention employeur Avantages en nature Allocation de fin d'année Pécule de vacances Traitement, salaire, appointements	1.582,15 € 28.754,40 €	CDLD art L2212-45	La Cité des Couteliers SLSP (AG) (non) Canal Zoom asbl (AG) (non) Foyer Namurois SLSP (AG) (non) CLPS ASBL (AG) (non) APW ASBL (AG) (non) OPA Ciney qualité ASBL (AG) (non) IMIO intercommunale (AG) (non)	Conseil : 100% Collège : 100% Commission : 91%
	Indemnité de sortie	9.896,51 €	Règlement du 25-03-16		Groupement d'informations géographiques ASBL (AG-CA) (non)		



CONSEILLER PROVINCIAL	<b>BOGAERTS ERIC</b>	4.661,63 €	CDLD art L2212-7	Conseil : 100%
Démission actée au PV de la séance du Conseil du 6-09-24				
	Plan PC privé (après 2009): intervention employeur	59,7		Commission : 89%
	Jetons de présence	3840,15		
	Frais de déplacements	761,78		
CONSEILLERE PROVINCIALE	<b>BOUILLON ELINE</b>	786,85 €	CDLD art L2212-7	Conseil : 2/2
Installation le 6-12-24				
	Plan PC privé (après 2009): intervention employeur	6,58		Commission : 1/1
	Jetons de présence	780,27		
CONSEILLERE PROVINCIALE	<b>BRABANT PATRICIA</b>	5.517,43 €	CDLD art L2212-7	Conseil : 83%
Réélu				
	Plan PC privé (après 2009): intervention employeur	96		Commission : 87%
	Jetons de présence	5161		Commission 11-12: 1/1
	Frais de déplacements	260,43		
CONSEILLERE PROVINCIALE	<b>BROGNIEZ LAETITIA</b>	887,51 €	CDLD art L2212-7	Conseil : 2/2
Installation le 6-12-24				
	Plan PC privé (après 2009): intervention employeur	6,58		Commission : 1/1
	Jetons de présence	780,27		
	Frais de déplacements	100,66		
CONSEILLER PROVINCIAL	<b>BULTOT CLAUDE</b>	10.059,89 €	CDLD art L2212-7	Conseil : 92%
Vice-Président du Conseil jusqu'au 6-12-24				
Réélu				
	Plan PC privé (après 2009): intervention employeur	96		Commission : 77%
	Indemnités ou allocations diverses	3684,85		Commission 11-12: 1/1
	Jetons de présence	5410,89		
	Frais de déplacements	868,15		
CONSEILLER PROVINCIAL	<b>BULTOT PHILIPPE</b>		CDLD art L2212-7	Conseil : 92%
Président du Conseil				
	Frais de déplacements	51,36		Commission : 92%
	Traitement, salaire, appointements	36503,31		Commission 11-12: 1/1
Conseiller provincial				
		2.152,48 €		
	Plan PC privé (après 2009): intervention employeur	96		
	Indemnités ou allocations diverses	133,33		





CONSEILLER PROVINCIAL Installation le 6-12-24 Secrétaire du Conseil à dater du 6-12-24	COLLINET ANTONIN	1.004,96 €	Plan PC privé (après 2009): intervention employeur Indemnités ou allocations diverses Jetons de présence Frais de déplacements	6,58 133,33 780,27 84,78	CDLD art L2212-7	Conseil : 2/2 Commission : 1/1
CONSEILLERE PROVINCIALE Réélue	DAFFE CARINE	4.861,58 €	Plan PC privé (après 2009): intervention employeur Jetons de présence Frais de déplacements	96 4380,73 384,85	CDLD art L2212-7	Conseil : 67% Commission : 75% Commission 11-12: 1/1
CONSEILLERE PROVINCIALE Installation le 6-12-24	DAFFE LAURENCE	846,51 €	Jetons de présence Frais de déplacements	780,27 66,24	CDLD art L2212-7	Conseil : 2/2 Commission : 1/1
CONSEILLER PROVINCIAL Installation le 6-12-24	DE SAUVAGE GAUTHIER	786,85 €	Plan PC privé (après 2009): intervention employeur Jetons de présence	6,58 780,27	CDLD art L2212-7	Conseil : 2/2 Commission : 1/1
CONSEILLER PROVINCIAL Réélu Secrétaire du Conseil à dater du 6-12-24	DEURE LUC	6.462,60 €	Indemnités ou allocations diverses Jetons de présence Frais de déplacements	133,33 5920,87 408,4	CDLD art L2212-7	Conseil : 100% Commission : 92% Commission 11-12: 1/1
CONSEILLERE PROVINCIALE Installation le 28-06-24 Réélue	DEPRAETERE MARIE	1.960,02 €	Plan PC privé (après 2009): intervention employeur Jetons de présence Frais de déplacements	48,92 1560,54 350,56	CDLD art L2212-7	Conseil : 83% Commission : 1/3 Commission 11-12: 0/1
CONSEILLERE PROVINCIALE Installation le 6-12-24	DESSAMBRE PAULINE	801,87 €	Plan PC privé (après 2009): intervention employeur Jetons de présence Frais de déplacements	6,58 780,27 15,02	CDLD art L2212-7	Conseil : 2/2 Commission : 1/1

CONSEILLER PROVINCIAL Reélu	DOUMONT HUGUES	6.663,33 €	CDLD art L2212-7	96	Conseil : 83%
	Plan PC privé (après 2009): intervention employeur			Les Logis Andennais SISP (AG) (non) AIS Andenne-Ciney asbl (un toit pour tous) (AG) (non) LOTH-INFO SCRL (AG-CA) (non-oui) BEP Environnement Intercommunale (CA) (oui) - Sorti le 17-02-23 BEP Intercommunale (CA) (oui)	Commission : 100%
	Jetons de présence	5925,97			Commission 11-12: 1/1
	Frais de déplacements	641,36			
CONSEILLER PROVINCIAL Non réélu - Fin de mandat le 6-12-24	DURY JEAN-FRANCOIS	5.342,84 €	CDLD art L2212-7		Conseil : 100%
	Plan PC privé (après 2009): intervention employeur	89,42		INASEP Intercommunale (AG-CA) (non-oui)	Commission : 77%
	Jetons de présence	4630,62		La Dinantaise SISP (AG) (non)	
	Frais de déplacements	622,8		SPAF asbl (AG-CA) (non) CARP asbl (AG) (non)	
CONSEILLER PROVINCIAL Installation le 28-06-24 Non réélu - Fin de mandat le 6-12-14	FEVET DAVID	1.857,11 €	CDLD art L2212-7		Conseil : 100%
	Jetons de présence	1820,63			Commission : 100%
	Frais de déplacements	36,48			
DEPUTE PROVINCIAL Démission le 24-06-24	FOURNAUX RICHARD	78.560,60 €	CDLD art L2212-45		Conseil : 83%
	L'usage personnel d'un véhicule de société. (Inscriptio	850,57		BEP Environnement Intercommunale (AG) (non) INASEP Intercommunale (AG) (non)	Collège : 100%
	Indemnité pour frais exposés	14812,72		La Dinantaise SISP (AG) (non)	Commission : 100%
	Avantages en nature	69,6		APW ASBL (AG-CA) (non)	
	Allocation de fin d'année	1556,65		OPA Qualité Ciney asbl (CA) (non)	
	Pécule de vacances	8368,37		Zone de secours NAGE (CA) (non)	
	Traitement, salaire, appointements	52902,69		Zone de secours DINAPHI (CA) (non) Zone de secours Val de sambre (CA) (non)	
				Cercle Equestre Gesves ASBL (CA) (non) IMAE Intercommunale (AG) (non)	
CONSEILLERE PROVINCIALE Installation le 6-12-24	GATTEGNO REGINE	845,13 €	CDLD art L2212-7		Conseil : 2/2
	Plan PC privé (après 2009): intervention employeur	6,58			Commission : 1/1
	Jetons de présence	780,27			
	Frais de déplacements	58,28			
CONSEILLER PROVINCIAL Installation le 6-12-24	GILBERT MARC	846,90 €	CDLD art L2212-7		Conseil : 2/2
	Plan PC privé (après 2009): intervention employeur	6,58			Commission : 1/1
	Jetons de présence	780,27			
	Frais de déplacements	60,05			

<b>CONSEILLER PROVINCIAL</b> Secrétaire du Conseil à dater du 28-06-24 Réélu Président du Conseil à dater du 6-12-24	<b>GILON CHRISTOPHE</b> Conseiller provincial		7.310,97 €	Plan PC privé (après 2009): intervention employeur  Indemnités ou allocations diverses Jetons de présence Frais de déplacements	CDLD art L2212-7 96  1.753,33 4895,81 565,83	BEP Crématorium Intercommunale (AG) (non)  SPAF asbl (AG) (non) APW ASBL (AG) (oui) OPA Qualité Ciney asbl (CA) (non) CAVEMA asbl (AG-CA) (non) Festival Musical de Namur asbl (AG-CA) (non)	Conseil : 92%  Commission : 83% Commission 11-12: 1/1
	<b>Président du Conseil</b>		2.748,26 €	Traitement, salaire, appointements	2748,26		
<b>CONSEILLER PROVINCIAL</b> Installation le 6-12-24	<b>GRAVY OLIVIER</b>		806,71 €	Plan PC privé (après 2009): intervention employeur Jetons de présence Frais de déplacements	CDLD art L2212-7  6,58 780,27 19,86	Conseil : 2/2 Commission : 1/1	
<b>DEPUTE PROVINCIALE</b> Installation le 6-12-24	<b>HAVENNE MELANIE</b>		10.018,64 €	L'usage personnel d'un véhicule de société, (inscriptio Indemnité pour frais exposés Plan PC privé (après 2009): intervention employeur Avantages en nature Traitement, salaire, appointements	CDLD art L2212-45  105,55 2164,86 6,58 10 7731,65	Conseil : 2/2 Commission : 1/1 Collège : 100%	
<b>CONSEILLER PROVINCIAL</b> Non réélu - Fin de mandat le 6-12-24	<b>HELSON PIERRE</b>		5.926,40 €	Plan PC privé (après 2009): intervention employeur  Jetons de présence  Frais de déplacements	CDLD art L2212-7  89,42  5145,7  691,28	BEP Intercommunale (CA) (oui) Les Habitations de l'Eau Noire SLSP (AG) (non) BEP Expansion économique Intercommunale (CA) (oui)	Conseil : 100%  Commission : 100%
<b>CONSEILLER PROVINCIAL</b> Installation le 6-12-24	<b>HUMBLET SEBASTIEN</b>		847,78 €	Plan PC privé (après 2009): intervention employeur Jetons de présence Frais de déplacements	CDLD art L2212-7  6,58 780,27 60,93	Conseil : 2/2 Commission : 1/1	
<b>DEPUTE PROVINCIALE</b> Installation le 6-12-24	<b>JOIRET ISABELLE</b>		10.069,17 €	L'usage personnel d'un véhicule de société, (inscriptio Indemnité pour frais exposés Plan PC privé (après 2009): intervention employeur Avantages en nature Traitement, salaire, appointements	CDLD art L2212-45  156,08 2164,86 6,58 10 7731,65	Conseil : 2/2 Commission : 1/1 Collège : 100%	
<b>CONSEILLERE PROVINCIALE</b> Installation le 6-12-24	<b>KLEIN DOROTHEE</b>		794,41 €	Jetons de présence Frais de déplacements	CDLD art L2212-7  780,27 14,14	Conseil : 2/2 Commission : 1/1	

DEPUTEE PROVINCIALE Installation le 6-12-24	LARUELLE SABINE	9.913,09 €	CDLD art L2212-45	Conseil : 2/2 Commission : 1/1 Collège : 100%
	Indemnité pour frais exposés Plan PC privé (après 2009): intervention employeur Avantages en nature Traitement, salaire, appointements	21.64,86 6,58 10 7731,65		
CONSEILLER PROVINCIAL Secrétaire du Conseil jusqu'au 14-06-24 Démission le 14-06-24	LASSEAUX STEPHANE	6.155,16 €	CDLD art L2212-7	Conseil : 100% Commission : 90%
	Plan PC privé (après 2009): intervention employeur Indemnités ou allocations diverses Jetons de présence Frais de déplacements	55,5 2608,44 3070,08 421,14		
DEPUTEE PROVINCIALE Démission le 24-06-24	LAZARON GENEVIEVE	78.601,72 €	CDLD art L2212-45	Conseil : 100% Collège : 96% Commission : 100%
	L'usage personnel d'un véhicule de société, (inscriptio Indemnité pour frais exposés Avantages en nature Allocation de fin d'année Pécule de vacances Traitement, salaire, appointements	891,69 14812,72 69,6 1556,65 8368,37 52902,69		
CONSEILLERE PROVINCIALE Installation le 6-12-24	LEBRUN HELENE	879,61 €	CDLD art L2212-7	Conseil : 2/2 Commission : 1/1
	Jetons de présence Frais de déplacements	780,27 99,34		
CONSEILLERE PROVINCIALE Non réélue - Fin de mandat le 6-12-24	LECOMITE NICOLE	4.605,97 €	CDLD art L2212-7	Conseil : 70% Commission : 75%
	Plan PC privé (après 2009): intervention employeur Remboursement de frais Jetons de présence Frais de déplacements	89,42 44,4 4115,54 356,61		
	VIVALIA Intercommunale (AG) (non) Le Foyer Cinacien SLSP (AG) (non) Ardenne et Lesse SLSP (AG) (non) CLPS ASBL (AG-CA) (non) CARP ASBL (AG) (non) OPA Qualité Ciney ASBL (AG-CA) (non) Groupement d'Informations Géographiques ASBL (AG - CA) (non) BEP environnement intercommunale (AG-CA) (non-oui) BEP Crématorium Intercommunale (AG) (non)			
CONSEILLERE PROVINCIALE Réélue	LECOMITE VALERIE	6.918,91 €	CDLD art L2212-7	Conseil : 100% Commission : 92% Commission 11-12: 1/1
	Plan PC privé (après 2009): intervention employeur Jetons de présence Frais de déplacements	96 5925,97 896,94		
	Ardenne et Lesse SLSP (AG) (non) SPAF ASBL (AG) (non) APW ASBL (AG) (non) Contrat Rivière Ourthe ASBL (AG-CA) (non)			

Terrienne du crédit social SCRL (AG)  
(non)  
BEP Crématorium Intercommunale (CA)  
(oui)  
INASEP Intercommunale (CA) (oui)  
VIVALIA Intercommunale (AG) (non)

CONSEILLER PROVINCIAL Installation le 6-12-24 Vice-Président du Conseil à dater du 6-12-24	LIESSENS MATTHIEU	1.022,18 €	Plan PC privé (après 2009): intervention employeur Indemnités ou allocations diverses Jetons de présence Frais de déplacements	6,58 133,33 780,27 102	CDLD art L2212-7	Conseil : 2/2 Commission : 1/1
CONSEILLERE PROVINCIALE Installation le 6-12-24	MALOSTO EMILIE	922,84 €	Plan PC privé (après 2009): intervention employeur Jetons de présence Frais de déplacements	6,58 780,27 135,99	CDLD art L2212-7	Conseil : 2/2 Commission : 1/1
CONSEILLER PROVINCIAL Réélu	MAQUILLE ARNAUD	6.963,96 €	Plan PC privé (après 2009): intervention employeur Jetons de présence Frais de déplacements	96 61.80,96 687	CDLD art L2212-7	AISBS Intercommunale (AG-CA) (non - oui) Conseil : 100% La Cité des Couteliers SLSP (AG) (non) Commission : 100% AIS Namur ASBL (AG) (non) Commission 11-12. 1/1
CONSEILLERE PROVINCIALE Non réélue - Fin de mandat le 6-12-24	METENS Isabelle	4.775,85 €	Jetons de présence Frais de déplacements	4635,72 140,13	CDLD art L2212-7	IMAJE Intercommunale (AG) (non) Le Foyer Jambois SLSP (AG) (non) Commission : 90% INASEP Intercommunale (CA) (oui) Commission : 91%
CONSEILLER PROVINCIAL Non réélu - Fin de mandat le 6-12-24	MILCAMPS GUY	1.492,40 €	Plan PC privé (après 2009): intervention employeur Jetons de présence Frais de déplacements	89,42 1.280,05 122,93	CDLD art L2212-7	BEP Crématorium Intercommunale (AG) (non) Conseil : 40% OPA Qualité Ciney ASBL (AG-CA) (non) Commission : 15% VIVALIA Intercommunale (AG) (non) - Depuis le 13/10/23
CONSEILLERE PROVINCIALE Installation le 6-12-24	MONT MARINA	956,38 €	Plan PC privé (après 2009): intervention employeur Jetons de présence Frais de déplacements	6,58 780,27 169,53	CDLD art L2212-7	Conseil : 2/2 Commission : 1/1
CONSEILLER PROVINCIAL Installation le 6-12-24	MOSSERAY JEAN-LUC	812,07 €	Jetons de présence Frais de déplacements	780,27 31,8	CDLD art L2212-7	Conseil : 2/2 Commission : 1/1

CONSEILLER PROVINCIAL Installation le 6-12-24	NAGANT THOMAS	892,81 €	Plan PC privé (après 2009): Intervention employeur Jetons de présence Frais de déplacements	6,58 780,27 105,96	CDLD art L2212-7	Conseil : 2/2 Commission : 1/1
CONSEILLER PROVINCIAL Non réélu - Fin de mandat le 6-12-24	NOTTE DOMINIQUE	5.160,65 €	Plan PC privé (après 2009): Intervention employeur  Jetons de présence Frais de déplacements	89,42  4630,62 440,61	CDLD art L2212-7	AISBS Intercommunale (AG - CA) (non - oui) Conseil : 100%  La Cité des Couteliers SLS (AG) (non) CLPS ASBL (AG-CA) (non) Commission : 77% LOTH-INFO SCRL (AG-CA) (non-oui) APW ASBL (AG-CA) (non)
CONSEILLERE PROVINCIALE Non réélue - fin de mandat le 6-12-24	OP DE BEEK CECILE	5.408,32 €	Plan PC privé (après 2009): Intervention employeur  Jetons de présence Frais de déplacements	89,42  4890,71 428,19	CDLD art L2212-7	BEP Expansion économique (AG-CA) Conseil : 100% Le Foyer Tarninois / Sambr'Habitat (AG) (non) Commission : 91%
CONSEILLER PROVINCIAL Président de la 3ième Commission jusqu'au 6-12-24 Non réélu - Fin de mandat le 6-12-24	PAULET JOSE	8.512,67 €	Indemnités ou allocations diverses  Jetons de présence Frais de déplacements	2187,91  5660,78 663,98	CDLD art L2212-7	Le Foyer Jambois SLS (AG) (non) Conseil : 100%  Les Logis Andennais SLS (AG) (non) Terrienne du Crédit Social SCRL (AG) (non) Commission : 100% SPAF ASBL (AG-CA) (non) BEP Environnement Intercommunale (CA) (oui) INASEP Intercommunale (CA) (oui)
CONSEILLERE PROVINCIALE Non réélue - Fin de mandat le 6-12-24	PORROVECCHIO LINA	2.861,74 €	Plan PC privé (après 2009): Intervention employeur Jetons de présence Frais de déplacements	89,42 2575,4 196,92	CDLD art L2212-7	Les Habitations de l'Eau Noire SLS (AG) (non) Conseil : 50% AIS Dinant-Philippeville (AG) (non) BEP Environnement Intercommunale (CA) (oui) - Depuis le 17-02-23 Commission : 86%
CONSEILLER PROVINCIAL Président de la 1ère Commission jusqu'au 6-12-24 Non réélu - Fin de mandat le 6-12-24	PYNAERT PATRICK	7.612,32 €	Plan PC privé (après 2009): Intervention employeur  Indemnités ou allocations diverses Jetons de présence Frais de déplacements	89,42  2187,91 5145,7 189,29	CDLD art L2212-7	OPA Qualité Ciney ASBL (Obs CA) (non) Conseil : 90% BEP Environnement (AG) (non) - Depuis le 28-06-24 Commission : 92% IMAIE Intercommunale (AG) (non)

CONSEILLERE PROVINCIALE Vice-Présidente du Conseil jusqu'au 6-12-24	ROCHET BÉNÉDICTE	7.286,57 €	CDLD art L2212-7	96	Conseil : 67%
Réélu			Plan PC privé (après 2009): intervention employeur		AISBS Intercommunale (AG-CA) (non-Commission : 54% Commission 11-12: 0/1
			Indemnités ou allocations diverses	3143,73	La Cité des Couteliers SISP (AG) (non-Commission : 54% Commission 11-12: 0/1
			Jetons de présence	3600,46	SPAF ASBL (AG) (non-Commission : 54% Commission 11-12: 0/1
			Frais de déplacements	446,38	BEP Expansion Economique Intercommunale (CA) (oui) IMIO Intercommunale (AG) (non)
CONSEILLER PROVINCIAL	RONDIAT PIERRE	6.238,12 €	CDLD art L2212-7	96	Conseil : 92%
Réélu			Plan PC privé (après 2009): intervention employeur		Bureau Economique Province Intercommunale (AG-CA) (non-oui) Commission : 100%
			Jetons de présence	5665,98	INASEP Intercommunale (AG-CA) (non-Commission : 100%
			Frais de déplacements	476,24	VIVALIA Intercommunale (AG) (non-Commission 11-12: 1/1
CONSEILLERE PROVINCIALE Installation le 6-12-24	SPINEUX LAURIE	853,09 €	CDLD art L2212-7	6,58	Conseil : 2/2
			Plan PC privé (après 2009): intervention employeur		Commission : 1/1
			Jetons de présence	780,27	
			Frais de déplacements	66,24	
CONSEILLERE PROVINCIALE Installation le 6-12-24	TARGEZ PAULINE	839,83 €	CDLD art L2212-7	6,58	Conseil : 2/2
			Plan PC privé (après 2009): intervention employeur		Commission : 1/1
			Jetons de présence	780,27	
			Frais de déplacements	52,98	
CONSEILLERE PROVINCIALE Installation le 6-12-24	TESSIER JULIE	853,09 €	CDLD art L2212-7	6,58	Conseil : 2/2
			Plan PC privé (après 2009): intervention employeur		Commission : 1/1
			Jetons de présence	780,27	
			Frais de déplacements	66,24	
CONSEILLER PROVINCIAL	THERET JEAN-MARIE	6.945,29 €	CDLD art L2212-7	89,42	Conseil : 100%
Non réélu - Fin de mandat le 6-12-24			Plan PC privé (après 2009): intervention employeur		Commission : 91%
			Jetons de présence	5405,79	Bureau Economique Province Intercommunale (AG) (non-oui) Commission : 100%
			Frais de déplacements	1450,08	BEP Expansion Economique Intercommunale (AG-CA) (non - oui) Commission : 91% BEP Environnement Intercommunale (AG-CA) (non -oui) BEP Crématorium Intercommunale (AG) (non) VIVALIA Intercommunale (AG) (non) LOTH-INFO SCRL (AG-CA) (non -oui) Centre Culturel Bièvre asbl (AG) (non) IMIO Intercommunale (AG) (non)

CONSEILLER PROVINCIAL	TORY KHALID	6.752,80 €	CDLD art L2212-7	BEP Intercommunale (AG-CA) (non-oui) - Conseil : 92% Depuis le 17-11-23 BEP Expansion économique Intercommunale (AG) (non) - Depuis le 17-11-23 Commission : 81% Commission 11-12-1/1
Réélu	Plan PC privé (après 2009): Intervention employeur	96		
	Jetons de présence	6435,95		
	Frais de déplacements	220,85		

CONSEILLER PROVINCIAL	TUMERELLE CHRISTOPHE	2.063,21 €	CDLD art L2212-7	INASEP Intercommunale (AG) (non) - Commission : 100% Depuis le 28-06-24 La Dinantaise SLSP (AG) (non) - Depuis le 28-06-24
Installation le 28-06-24	Jetons de présence	1820,63		
Non réélu - Fin de mandat le 6-12-24	Frais de déplacements	242,58		


DEPUTE-PRESIDENT	VAN ESPEN JEAN-MARC	144.770,69 €	CDLD art L2212-45	APW ASBL (AG-CA) (non) Conseil : 100% Contrat Rivière Haute Meuse ASBL (AG- CA) (non) Bureau Economique Province Intercommunale (CA) (renonciation) LOTH-INFO SCRL (CA) (renonciation) Commission : 100% Namur 2030 ASBL (AG-CA) (non) - Depuis le 28-04-24 NEW ASBL (CA) (non) Commission 11-12-1/1 Form@Nam ASBL (AG - CA) (non)
Réélu	L'usage personnel d'un véhicule de société. (inscription)	1582,15		
	Indemnité pour frais exposés	28754,4		
	Avantages en nature	134		
	Allocation de fin d'année	3237,2		
	Pécule de vacances	8368,37		
	Traitement, salaire, appointements	102694,57		
	Indemnité de sortie	9.896,51 €	Règlement du 25-03-16	
	Indemnité pour frais exposés	2164,86		
	Traitement, salaire, appointements	7731,65		
	Conseiller provincial	790,86 €	CDLD art L2212-7	
	Jetons de présence	780,27		
	Frais de déplacements	10,59		

CONSEILLER PROVINCIAL	VAN IMUYLDER PATRICIA	2.031,36 €	CDLD art L2212-7	Agrobiopôle ASBL (AG) (non) Commission : 40% Centre culturel de Fosse ASBL (AG) (non) Commission : 15%
Non réélu - Fin de mandat le 6-12-24	Plan PC privé (après 2009): Intervention employeur	89,42		
	Jetons de présence	1805,33		
	Frais de déplacements	136,61		

CONSEILLERE PROVINCIALE	WATRICE ELODIE	1.538,43 €	CDLD art L2212-7	Conseil : 3/3
Installation le 6-09-24	Jetons de présence	1300,45	Bureau Economique Province Intercommunale (CA) (oui) le 18/10/24	Commission : 2/2
Non réélue - Fin de mandat le 6-12-24	Frais de déplacements	237,98	BEP Expansion économique intercommunale (CA) (oui) le 18/10/24	
		906.836,57 €		

Namur, le 13 juin 2025

  
 Le Directeur général  
 Valéry ZIJNEN TILKIN

  
 Le Président du Conseil  
 Christophe GILON



**PROVINCE**  
de **NAMUR**

Administration de la Santé Publique, de l'Action Sociale et Culturelle  
Service de l'Observation,  
de la Programmation et  
du Développement  
Territorial

**Affaire n°2025-1271 : SOPDT- Association Intercommunale de Santé de la Basse-Sambre (AISBS)-  
Assemblées générales extraordinaire et ordinaire du 25 juin 2025- Ordre du jour-Approbation**

**LE CONSEIL PROVINCIAL,**

**VU** le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, et notamment ses articles L1523-15 et L2212-32 ;

**VU** les statuts de l'association Intercommunale de Santé de la Basse-Sambre (AISBS) ;

**CONSIDÉRANT** que la Province de Namur est membre associé de l'Association Intercommunale de Santé de la Basse-Sambre (AISBS) ;

**VU** la résolution du Conseil provincial du 21 février 2025 désignant les représentants provinciaux suivants au sein de l'Assemblée générale de l'AISBS ;

Les Engagés (2) : L. SPINEUX, C. GILON

MR (2) : L. DELIRE, A. MAQUILLE

PS (1) : M. GILBERT

**CONSIDÉRANT** le courrier du 23 mai 2025 adressé par le Président du Conseil d'administration de l'Intercommunale de Santé de la Basse Sambre (A.I.S.B.S.) portant convocation à des Assemblées générales extraordinaire et ordinaire fixées le 25 juin 2025 à 20h00 sur le site de la Résidence Dejaifve à Fosses-la-Ville ;

**CONSIDÉRANT** les points portés à l'ordre du jour de ces assemblées générales :

Assemblée générale ordinaire :

Désignation et installation des délégués communaux et provinciaux à l'assemblée générale

Assemblée générale extraordinaire :

Modifications statutaires

Assemblée générale ordinaire :

1. Composition du Conseil d'administration- Désignation et installation
2. Rapport et examen des comptes annuels 2024(bilan et annexes, comptes de résultat, liste des marchés publics)
3. Rapport du Commissaire Réviseur
4. Approbation des comptes annuels 2024 de l'AISBS
5. Affectation du résultat 2024 de l'AISBS
6. Décharge aux administrateurs
7. Décharge au Commissaire Réviseur

8. Rapport spécifique sur les prises de participation
9. Rapport du Comité de rémunération pour l'exercice 2024 ;

**CONSIDÉRANT** les courriers du CRAC des 8 avril et 26 mai 2025 relatifs au budget de l'exercice 2025 et projet de vente de la Maison de repos « Le temps des cerises » et aux comptes 2024 de l' AISBS ;

**CONSIDÉRANT** que le CRAC confirme que la trésorerie au 31/12/2024 est en déficit de 1.001.953,33€ et qu'il ne peut valider les comptes 2024 en l'état et invite l' AISBS à les modifier, ce qui induira un second passage en Conseil d'Administration avant passage en Assemblée générale ;

**CONSIDÉRANT** que l'administration propose que les présentes décisions soient envoyées aux associés de l' AISBS ;

**VU** la demande d'avis adressée à la Directrice financière f.f. en date du 3 juin 2025 ;

**VU** l'avis rendu par la Directrice financière f.f. en date du 3 juin 2025 stipulant : « merci de corriger l'incidence budgétaire qui n'est plus en relation avec le rapport en cas d'avance de trésorerie et vu la situation de trésorerie de l' AISBS et le risque de non remboursement, je solliciterai l'inscription en R et D de l'avance de trésorerie, la dépense sera effective en fonction de la décision COP/conseil et la recette devrait l'être sur base de la convention. Je ne dispose pas de projection d'évolution de la trésorerie ». ;

**VU** la proposition du Collège provincial ;

**VU** l'avis de sa 1<sup>ère</sup> commission ;

**CONSIDÉRANT** que la présente résolution est adoptée à **39** voix pour, **0** voix contre et **0** Abstention(s) ;

**CONSIDÉRANT** dès lors que la présente résolution est adoptée à ~~la majorité~~ à l'unanimité;

### **DÉCIDE:**

*Assemblée générale ordinaire*

**Article 1er** : de marquer son accord sur la composition des délégations des associés à l'assemblée générale de l' AISBS comme suit :

Délégués de la Commune de Sambreville :

- Monsieur Olivier BORDON
- Madame Elodie HERBIET
- Madame Clotilde LEAL-LOPEZ
- Monsieur Vincenzo MANISCALCO

Délégués de la Commune de Jemeppe-sur-Sambre :

- Madame Caroline WAGEMANS
- Monsieur Vincent VANROSSOMME
- Madame Justine HONNAY
- Monsieur Philippe CARLIER
- Monsieur Marc OVERAL

Délégués de la Commune de Fosses-la-Ville :

- Monsieur Gaëtan de BILDERLING
- Monsieur Maxime MARA GARCIA
- Madame Céline GODENNE
- Monsieur Gilles MOUYARD
- Monsieur Thibaut JACQUET

Délégués de la Province de Namur :

- Monsieur Christophe GILON
- Madame Laurie SPINEUX
- Monsieur Luc DELIRE
- Monsieur Arnaud MAQUILLE
- Monsieur Marc GILBERT

#### *Assemblée générale extraordinaire*

Article 2 : de marquer son accord sur la modification des statuts, tels que repris en annexe du présent dossier

#### *Assemblée générale ordinaire*

Article 3 : de marquer son accord sur la composition et l'installation des sept membres des Communes et Province associées qui siègeront au sein du Conseil d'administration de l' AISBS pour la législature 2024-2030.

Article 4 : de marquer son accord sur la désignation d'un représentant ÉCOLO et d'un représentant PTB en vue de siéger au sein du Conseil d'administration, avec voix consultative.

Article 5 : de prendre connaissance des comptes annuels 2024 de l' AISBS.

Article 6 : de s'abstenir quant au rapport du Commissaire-Réviseur qui atteste les comptes annuels 2024 de l' AISBS.

Article 7 : de ne pas marquer son accord sur les comptes annuels 2024 de l' AISBS présentant un bilan total de 23.140.890,23€ et une perte de 1.017.516,85€, tant que la Province de Namur n'a pas reçu des éclaircissements sur les comptes 2023.

Article 8 : de ne pas marquer son accord sur la prise en charge du déficit 2024 de l' AISBS par les associés, soit un montant de 1.017.516,85€ réparti comme suit :

	%	Montant de la prise en charge
Sambreville	47,32	481.488,97€
Jemeppe-sur-Sambre	9,45	96.155,34€
Fosses-la-Ville	9,24	94.018,56€
Province de Namur	31,16	317.058,25€

Article 9 : d'approuver une avance de trésorerie d'un montant maximal de 310.000€ correspondant à la prise en charge du déficit de trésorerie, au prorata des parts de la Province de Namur au sein de l' AISBS (31,16%). Cette avance de trésorerie sera proposée à un taux de 0% avec une échéance le 30 décembre 2025, selon la convention reprise en annexe du présent dossier.

Article 10 : de donner mandat à la Directrice financière f.f. pour verser les avances de trésorerie à l' AISBS sur base de documents probants.

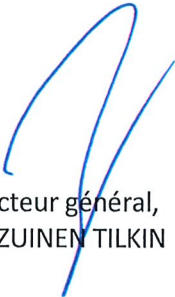
Article 11 : de marquer son accord sur la décharge de leur mandat à donner aux administrateurs pour leur gestion de l'exercice écoulé.

Article 12 : de s'abstenir sur la décharge de son mandat à donner au Commissaire-Réviseur pour le contrôle exercé durant l'année écoulée.

Article 13 : de marquer son accord sur le constat que les prises de participation restent inchangées.


Article 14 : de prendre connaissance et de marquer son accord sur l'approbation du rapport de rémunération 2024, tel que joint au présent dossier

Article 15: d'adresser une expédition conforme de la présente résolution au Président de l' AISBS, aux associés de l' AISBS, aux représentants provinciaux désignés ainsi qu'à la Directrice financière f.f. de la Province de Namur.



Le Directeur général,  
Valéry ZUINEN TILKIN

Namur, le 13 juin 2025



Le Président,  
Christophe GILON



**Affaire N°2025/1301 : ASPASC - SOPDT - Renouvellement de la représentation provinciale au sein de l'ASBL " Namur, Capitale européenne de la Culture 2030 et au-delà ", en abrégé « NAMUR 2030 ASBL » - Législature 2024-2030**

**LE CONSEIL PROVINCIAL,**

**VU** la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques et particulièrement l'article 9 ;

**VU** l'article L2212-32 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation relatif aux attributions du Conseil provincial ;

**VU** l'article L2223-14 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation spécifiant les missions dévolues au Conseil provincial en matière de représentation provinciale ;

**CONSIDÉRANT** que les statuts ne précisent pas le nombre de représentants provinciaux pouvant siéger au sein des organes de ladite ASBL ;

**CONSIDÉRANT** que la délégation provinciale sera élargie une fois le règlement d'ordre intérieur rédigé ;

**CONSIDÉRANT** dès lors, qu'à la suite des élections provinciales du 13 octobre 2024 et aux modifications qui en découlent dans la composition des nouveaux Collège et Conseil provinciaux namurois, il convient de désigner un seul représentant permanent au sein des instances de NAMUR 2030, proportionnellement à la composition dudit Conseil ;

**CONSIDÉRANT** qu'en application de la clé D'Hondt, le groupe politique Les engagés peut prétendre à un mandat au sein de l'Assemblée générale de NAMUR 2030 et proposer, dès lors, la candidature de son représentant à la fonction d'administrateur ;

**VU** la proposition du Collège provincial ;

**VU** l'avis de la 1<sup>ère</sup> Commission ;

**CONSIDÉRANT** que la présente résolution est adoptée à **39** voix pour, **0**...voix contre et **0**...abstention(s) ;

**CONSIDÉRANT** que la présente résolution est adoptée ~~à la majorité~~ à l'unanimité ;

**DÉCIDE :**

Article 1<sup>er</sup> : de désigner en qualité d'unique représentant permanent de la Province de Namur au sein de l'Assemblée générale de l'ASBL NAMUR 2030 :

- Mme/M ..... Etienne Bertrand ..... - (Les Engagés)

Article 2 : et de proposer sa candidature pour siéger au sein du Conseil d'administration de l'ASBL NAMUR 2030 :

Article 3 : Expédition de la présente résolution sera adressée :

- Aux responsables de l'ASBL NAMUR 2030
- Au représentant désigné

Copie pour information sera envoyée :

- À l'Inspecteur du Département du Vivre-Mieux et de la Culture
- Au Service de l'Observation, de la Programmation et du Développement territorial

Namur, le 13 juin 2025

  
Le Directeur général,  
Valéry ZUINEN TILKIN

  
Le Président,  
Christophe GILON



**Affaire n°2025-1382 : SOPDT- asbl Association des Ressources Humaines Hospitalières (AR2H)-  
Assemblée générale du 10 juillet 2025- Désignation des représentants provinciaux / Ordre du jour-  
Approbation.**

### LE CONSEIL PROVINCIAL,

**VU** le Code de la démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment ses articles L2212-32 et L2223-14§1 ;

**VU** les statuts de l'asbl AR2H, tels qu'approuvés lors de l'Assemblée générale du 27 mai 2025, et notamment ses articles 12§1 et 22 ;

**CONSIDÉRANT** le courrier du 28 mai 2025 du Président et du fonctionnaire dirigeant f.f. de l'asbl AR2H nous informant de la tenue d'une Assemblée générale ordinaire concernant le renouvellement des instances le 10 juillet 2025 ;

**CONSIDÉRANT** les points à l'ordre du jour de cette assemblée générale :

1. Composition de l'assemblée générale : Installation
  - Délégation de la Province de Namur
  - Délégation du CPAS de Namur
  - Délégation de l'AISBS
2. Composition du Conseil d'Administration : Désignation
  - Délégation de la Province de Namur
  - Délégation du CPAS de Namur
  - Délégation de l'AISBS

**CONSIDÉRANT** qu'en application de l'article L2223-14§1 du CDLD et en adéquation avec les statuts de l'asbl précitée, les groupes politiques Les Engagés, MR et PS peuvent prétendre chacun à un mandat au sein de l'Assemblée générale de l'asbl AR2H ;

**CONSIDÉRANT** qu'au sein du Conseil d'administration, en application de la clé d'Hondt et en adéquation avec les statuts de l'asbl précitée, il convient de proposer la candidature d'un administrateur proposé par le groupe Les Engagés, d'un administrateur proposé par le groupe MR et d'un administrateur proposé par le groupe PS ;

**CONSIDÉRANT** que, au vu des matières très spécifiques traitées par l'asbl AR2H, il serait opportun de désigner pour siéger au sein des instances de l'asbl au moins un fonctionnaire provincial et ce afin d'apporter une expertise technique dans les matières gérées par la structure et d'assurer un meilleur relais avec les services provinciaux ;

VU la proposition du Collège provincial ;

VU l'avis de sa 1<sup>ère</sup> commission ;

**CONSIDÉRANT** que la présente résolution est adoptée à 32 voix pour, 7 voix contre et 0 abstentions ;

**CONSIDÉRANT** dès lors que la présente résolution est adoptée à la majorité/~~à l'unanimité~~;

**DÉCIDE:**

Article 1er : de désigner en qualité de représentants de la Province de Namur au sein de l'Assemblée générale de l'asbl Association des Ressources Humaines Hospitalières (AR2H) :

- Mme/M. Olivier Gravy (Les Engagés)
- Mme/M. Sebastien Humblot (MR)
- Un représentant de l'administration provinciale : Mme/M. Valéry Zuinen Tilkin

Article 2 : de proposer les candidatures des personnes suivantes pour siéger au sein du Conseil d'Administration de l'asbl Association des Ressources Humaines Hospitalières (AR2H) :

- Mme/M. Olivier Gravy (Les Engagés)
- Mme/M. Sebastien Humblot (MR)
- Un représentant de l'administration provinciale : Mme/M. Valéry Zuinen Tilkin

Article 3 : Ces désignations valent pour toute la durée de la législature 2024-2030 et prendront fin à la date des élections provinciales suivantes à moins d'une démission ou d'une révocation des représentants désignés.

Article 4 : de marquer son accord sur l'installation de l'Assemblée générale de l'asbl AR2H, composée de :

- quatre délégués du CPAS de Namur
- trois délégués de la Province de Namur
- deux délégués de l'ASBS

Article 5 : de marquer son accord sur la désignation du Conseil d'administration de l'asbl AR2H, composé de :

- deux délégués du CPAS de Namur
- trois délégués de la Province de Namur
- deux délégués de l'AISBS


Article 6 : d'adresser une expédition conforme de la présente résolution au Président et au fonctionnaire dirigeant f.f. de l'asbl AR2H ainsi qu'aux représentants provinciaux désignés ou dont la candidature est proposée.

Namur, le 13 juin 2025

Le Directeur général,  
Valéry ZUJINEN TILKIN



Le Président,  
Christophe GILON





**Administration  
Service Juridique &  
Affaires Générales**

**AU CONSEIL PROVINCIAL DE NAMUR**

**Affaire n° 2025/0834 : Opérateur de Transport de Wallonie (O.T.W.) - Démission de la Province de Namur**

**LE CONSEIL PROVINCIAL,**

Siégeant en séance publique,

**VU** le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L2212-32 ;

**ATTENDU QUE** la Province de Namur est titulaire de la qualité d'actionnaire de l'Opérateur de Transport de Wallonie (O.T.W.), depuis qu'elle a acquis des parts en échange de sa participation passée dans la construction de lignes de tramways sur des routes appartenant alors à la Province ;

**ATTENDU QU'**en échange de ce financement, la Société nationale des chemins de fer vicinaux offrait effectivement des actions qui permettaient d'avoir des dividendes lorsque lesdites lignes étaient bénéficiaires ;

**VU** les statuts de l'O.T.W. approuvés par un arrêté du Gouvernement wallon du 27 septembre 2023 ;

**VU** l'article 32 des statuts de l'O.T.W., selon lequel la Province de Namur doit procéder à la désignation d'un délégué à l'assemblée générale de l'O.T.W. ;

**VU** le courrier du 12 mai 2025 par lequel le Vice-Président du Conseil d'administration de l'O.T.W. a convoqué la Province de Namur aux assemblées générales ordinaires et extraordinaires qui se tiendront le 11 juin 2025 ;

**ATTENDU QUE** les lignes de tramways pour lesquelles la Province de Namur était intervenue n'existent plus et que les voiries provinciales ont été transférées à la Région wallonne depuis une dizaine d'années ;

**CONSIDÉRANT QUE** la participation à l'O.T.W. ne correspond plus aux métiers actuels de la Province de Namur et ne s'inscrit pas dans la déclaration de politique provinciale pour la législature en cours ;

**CONSIDÉRANT QU'**il est donc opportun de sortir de l'O.T.W. ;

**VU** l'article 8 des statuts de l'O.T.W., selon lequel toute cession d'actions requiert l'accord du Gouvernement wallon ;

**VU** la proposition du Collège provincial ;

**VU** l'avis de la 2<sup>ème</sup> Commission ;

**CONSIDÉRANT QUE** la présente résolution est adoptée à : **27** voix pour, **5** voix contre et **7** abstention(s) ;

**CONSIDÉRANT QUE** dès lors, la présente résolution est adoptée à la majorité / ~~à l'unanimité~~.

## **DÉCIDE :**

### **Article 1<sup>er</sup> :**

Le Conseil provincial décide de démissionner de l'Opérateur de Transport de Wallonie (O.T.W.), conformément aux statuts de ladite société.

**Article 2 :**

Le Conseil provincial charge le Collège provincial de l'exécution de la présente résolution et d'en informer le Conseil d'administration de l'O.T.W.

Namur, le 13 juin 2025

**Le Directeur général**



**Valéry ZUINEN TILKIN**

**Le Président**



**Christophe GILON**



**Administration  
Service Juridique &  
Affaires Générales**

**AU CONSEIL PROVINCIAL DE NAMUR**

**Affaire 2025-1159 : Intercommunale « BEP » - Assemblée générale ordinaire du  
17 juin 2025 - Approbation des points inscrits à l'ordre du jour**

**LE CONSEIL PROVINCIAL,**

**VU** le Code de la démocratie et de la décentralisation, notamment l'article L2212-32 ;

**VU** le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment les articles L1523-1 à L1523-27 relatifs aux intercommunales et en particulier l'article L1523-12 selon lequel une délibération préalable du Conseil provincial sur les points inscrits à l'ordre du jour de l'assemblée générale d'une intercommunale confère aux délégués de la Province de Namur le mandat de rapporter à l'assemblée générale la volonté exprimée par le Conseil provincial ;

**VU** les statuts de l'intercommunale « Bureau Économique de la Province de Namur » (BEP) ;

**CONSIDÉRANT QUE** la Province de Namur est affiliée à l'intercommunale « BEP » ;

**VU** la résolution n° 2025-0017 du 28 mars 2025 par laquelle le Conseil provincial a procédé à la désignation des délégués à l'Assemblée générale (AG) et des candidats aux mandats d'administrateurs (CA) de l'intercommunale "BEP" ;

**ATTENDU QUE** les représentants provinciaux au sein de l'Assemblée générale de l'Intercommunale sont :

- Madame Hélène LEBRUN (MR)
- Madame Valérie LECOMTE (MR)
- Monsieur Pierre RONDIAT (LES ENGAGÉES)
- Monsieur Etienne BERTRAND (LES ENGAGÉES)
- Monsieur Khalid TORY (PS)

**ATTENDU QUE** les candidats proposés aux mandats d'administrateurs sont :

- Madame Hélène LEBRUN (MR)
- Madame Valérie LECOMTE (MR)
- Monsieur Jean-Marc VAN ESPEN (MR)
- Monsieur Pierre RONDIAT (LES ENGAGÉES)
- Monsieur Etienne BERTRAND (LES ENGAGÉES)
- Madame Pauline DESSAMBRE (Les ENGAGÉES)
- Monsieur Khalid TORY (PS)
- Madame Marina MONT (PS)

**VU** la convocation de la Province de Namur à l'Assemblée générale ordinaire du "BEP" le 17 juin 2025 par courrier du 12 mai 2025 avec communication de l'ordre du jour et de toutes les pièces qui y sont liées ;

**CONSIDÉRANT QUE** cette assemblée générale ordinaire se déroulera le mardi 17 juin à 17 heures 30 au Business Center Actibel, Avenue d'Ecolys, 2 à 5020 Namur (Parc Ecolys) ;

**CONSIDÉRANT QUE** les points inscrits à l'ordre du jour de cette assemblée générale ordinaire sont les suivants :

1. Approbation du procès-verbal de l'Assemblée générale du 26 novembre 2024 ;
2. Approbation du Rapport d'activités 2024 ;
3. Approbation des comptes 2024 ;
4. Rapport du Réviseur ;
5. Approbation du Rapport de rémunérations établi en application de l'article L6421-1 du code de la démocratie locale et de la décentralisation ;
6. Approbation du Rapport de gestion 2024 ;
7. Approbation du Rapport spécifique de prises de participations ;
8. Désignation d'un commissaire parmi les réviseurs d'entreprises pour les périodes 2025 - 2027 - Attribution ;
9. Prise de participation dans l'ASBL "Communauté d'énergie partagée by BEP" en cours de création ;
10. Approbation des cooptations à la suite des Élections communale et provinciale d'octobre 2024 :

- Remplacement de Mme Elodie WATRICE en qualité d'Administratrice représentant le groupe "Province" au sein du Conseil d'administration par Mme Marina MONT
- Remplacement de Monsieur Pierre HELSON en qualité d'Administrateur représentant le groupe "Province" au sein du Conseil d'administration par Mme Hélène LEBRUN
- Remplacement de Monsieur Jean-Marie CHEFFERT en qualité d'Administrateur représentant le groupe "Province" au sein du Conseil d'administration par Mme Pauline TARGEZ
- Remplacement de Monsieur BALON-PERIN en qualité d'Administrateur représentant le groupe "Province" au sein du Conseil d'administration par Mme Tessa BWANDINGA
- Remplacement de Monsieur José DAMILOT en qualité d'Administrateur représentant le groupe "Commune" au sein du Conseil d'administration par Mme Eliane TILLIEUX
- Remplacement de Monsieur Jérôme ANCEAU en qualité d'Administrateur représentant le groupe "Commune" au sein du Conseil d'administration par Mme Florence COLLET
- Remplacement de Mme Catherine KEIMEUL en qualité d'Administratrice représentant le groupe "Commune" au sein du Conseil d'administration par Mme Betty HAINAUT

11. Renouvellement du Conseil d'administration à la suite des Élections communale et provinciale d'octobre 2024 - Désignation des Administrateurs ;

12. Décharge aux Administrateurs ;

13. Décharge au Réviseur ;

**CONSIDÉRANT QUE** le Conseil provincial est invité à se positionner sur chacun de ces points avant la tenue de l'assemblée générale ordinaire du « BEP » ;

**VU** la proposition du Collège provincial ;

**VU** l'avis de la 2<sup>ème</sup> Commission ;

**CONSIDÉRANT QUE** la présente résolution est adoptée à : **39** voix pour, **0** voix contre et **0** abstention(s) ;

**CONSIDÉRANT QUE** dès lors, la présente résolution est adoptée ~~à la majorité~~ / à l'unanimité.

## **DÉCIDE :**

### **Article 1<sup>er</sup> :**

Le Conseil provincial approuve le procès-verbal de l'Assemblée Générale du 26 novembre 2024.

### **Article 2 :**

Le Conseil provincial approuve le rapport d'activités 2024.

### **Article 3 :**

Le Conseil provincial approuve les comptes 2024.

### **Article 4 :**

Le Conseil provincial approuve le rapport du Réviseur.

### **Article 5 :**

Le Conseil provincial approuve le rapport de rémunérations établi en application de l'article L6421-1 du code de la démocratie locale et de la décentralisation.

### **Article 6 :**

Le Conseil provincial approuve le rapport de gestion 2024.

### **Article 7 :**

Le Conseil provincial approuve le rapport spécifique de prises de participations.

### **Article 8 :**

Le Conseil provincial approuve la désignation d'un commissaire parmi les réviseurs d'entreprises pour les périodes 2025 - 2027 – Attribution.

### **Article 9 :**

Le Conseil provincial approuve la prise de participation dans l'A.S.B.L "Communauté d'énergie partagée by BEP" en cours de création.

### **Article 10 :**

Le Conseil provincial approuve les cooptations à la suite des Élections communale et provinciale d'octobre 2024 :

- Remplacement de Mme Elodie WATRICE en qualité d'Administratrice représentant le groupe "Province" au sein du Conseil d'administration par Mme Marina MONT
- Remplacement de Monsieur Pierre HELSON en qualité d'Administrateur représentant le groupe "Province" au sein du Conseil d'administration par Mme Hélène LEBRUN
- Remplacement de Monsieur Jean-Marie CHEFFERT en qualité d'Administrateur représentant le groupe "Province" au sein du Conseil d'administration par Mme Pauline TARGEZ
- Remplacement de Monsieur BALON-PERIN en qualité d'Administrateur représentant le groupe "Province" au sein du Conseil d'administration par Mme Tessa BWANDINGA
- Remplacement de Monsieur José DAMILOT en qualité d'Administrateur représentant le groupe "Commune" au sein du Conseil d'administration par Mme Eliane TILLIEUX
- Remplacement de Monsieur Jérôme ANCEAU en qualité d'Administrateur représentant le groupe "Commune" au sein du Conseil d'administration par Mme Florence COLLET
- Remplacement de Mme Catherine KEIMEUL en qualité d'Administratrice représentant le groupe "Commune" au sein du Conseil d'administration par Mme Betty HAINAUT.

**Article 11 :**

Le Conseil provincial approuve le renouvellement du Conseil d'administration à la suite des Élections communale et provinciale d'octobre 2024 - Désignation des Administrateurs.

**Article 12 :**

Le Conseil provincial approuve la décharge aux Administrateurs.

**Article 13 :**

Le Conseil provincial approuve la décharge au Réviseur.

**Article 14 :**

Expédition de la présente résolution sera adressée :

- Au Président de l'intercommunale « Bureau Économique de la Province de Namur » ;

- Aux représentants provinciaux à l'Assemblée générale de l'intercommunale « BEP », à charge pour ces derniers de rapporter cette résolution telle quelle.

Namur, le 13 juin 2025

**Le Directeur général,**

**Valéry ZUINEN TILKIN**



**Le Président,**

**Christophe GILON**





**Administration  
Service Juridique &  
Affaires Générales**

**AU CONSEIL PROVINCIAL DE NAMUR**

**Affaire 2025-1205 : Intercommunale « BEP Expansion Economique » -  
Assemblée générale ordinaire du 17 juin 2025 - Approbation des points inscrits  
à l'ordre du jour**

**LE CONSEIL PROVINCIAL,**

**VU** le Code de la démocratie et de la décentralisation, notamment l'article L2212-32 ;

**VU** le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment les articles L1523-1 à L1523-27 relatifs aux intercommunales et en particulier l'article L1523-12 selon lequel une délibération préalable du Conseil provincial sur les points inscrits à l'ordre du jour de l'assemblée générale d'une intercommunale confère aux délégués de la Province de Namur le mandat de rapporter à l'assemblée générale la volonté exprimée par le Conseil provincial ;

**VU** les statuts de l'intercommunale « BEP Expansion Économique de la Province de Namur » ;

**CONSIDÉRANT QUE** la Province de Namur est affiliée à cette Intercommunale ;

**VU** la résolution n° 2025-0018 du 28 mars 2025 par laquelle le Conseil provincial a procédé à la désignation des délégués à l'Assemblée générale (AG) et des candidats aux mandats d'administrateurs (CA) de cette Intercommunale ;

**ATTENDU QUE** les représentants provinciaux au sein de l'Assemblée générale de l'Intercommunale sont :

- Madame Julie TESSIER (MR)
- Monsieur François BELLOT (MR)
- Madame Laurence DAFFE (Les Engagés)
- Monsieur Olivier GRAVY (Les Engagés)
- Madame Patricia BRABANT (PS)

**ATTENDU QUE** les candidats proposés aux mandats d'administrateurs sont :

- Madame Julie TESSIER (MR)
- Madame Laetitia BROGNIEZ (MR)
- Monsieur François BELLOT (MR)
- Madame Laurence DAFFE (Les Engagés)
- Madame Pauline DESSAMBRE (Les Engagés)
- Monsieur Olivier GRAVY (Les Engagés)
- Madame Emilie MALOSTO (PS)
- Madame Patricia BRABANT (PS)

**VU** la convocation de la Province de Namur à l'Assemblée générale ordinaire du "BEP Expansion économique" le 17 juin 2025 par courrier du 12 mai 2025 avec communication de l'ordre du jour et de toutes les pièces qui y sont liées ;

**CONSIDÉRANT QUE** cette Assemblée générale ordinaire se déroulera le mardi 17 juin à 17 heures 30 au Business Center Actibel, Avenue d'Ecolys, 2 à 5020 Namur (Parc Ecolys) ;

**CONSIDÉRANT QUE** les points inscrits à l'ordre du jour de cette Assemblée générale ordinaire sont les suivants :

1. Approbation du procès-verbal de l'Assemblée générale du 26 novembre 2024 ;
2. Approbation du Rapport d'activités 2024 ;
3. Approbation des comptes 2024 ;
4. Rapport du Réviseur ;
5. Approbation du Rapport de rémunérations établi en application de l'article L6421-1 du code de la démocratie locale et de la décentralisation ;
6. Approbation du Rapport de gestion 2024 ;
7. Approbation du Rapport spécifique de prises de participations ;
8. Désignation d'un commissaire parmi les réviseurs d'entreprises pour les périodes 2025 - 2027 - Attribution ;
9. Approbation des cooptations à la suite des Élections communale et provinciale d'octobre 2024 :
  - Remplacement de Monsieur Ludovic HENRARD en qualité d'Administratrice représentant le groupe "Commune" au sein du Conseil d'administration par Mme Laurence DAFFE

- Remplacement de Monsieur Grégory CHINTINNE en qualité d'Administrateur représentant le groupe "Commune au sein du Conseil d'administration par Mme Vinciane ROLIN
- Remplacement de Monsieur Philippe RENNOTTE en qualité d'Administrateur représentant le groupe "Commune" au sein du Conseil d'administration par Monsieur Gaëtan DE BILDERLING
- Remplacement de Mme Chantal ELOIN en qualité d'Administrateur représentant le groupe "Commune" au sein du Conseil d'administration par Monsieur Marc LIBERT
- Remplacement de Monsieur Frédéric DUMONT en qualité d'Administrateur représentant le groupe "Commune" au sein du Conseil d'administration par Monsieur Jean-Charles LUPERTO
- Remplacement de Monsieur Gauthier COOPMANS en qualité d'Administrateur représentant le groupe "Commune" au sein du Conseil d'administration par Mme Martine DIEUDONNE
- Remplacement de Mme Myriam LAURENT en qualité d'Administratrice représentant le groupe "Commune" au sein du Conseil d'administration par Monsieur Nicolas ROUARD
- Remplacement de Monsieur Jean-Marie THERET en qualité d'Administratrice représentant le groupe "Province" au sein du Conseil d'administration par Monsieur François BELLOT
- Remplacement de Monsieur Pierre HELSON en qualité d'Administratrice représentant le groupe "Province" au sein du Conseil d'administration par Mme Valérie LECOMTE
- Remplacement de Mme Elodie WATTRICE en qualité d'Administratrice représentant le groupe "Province" au sein du Conseil d'administration par Mme Emilie MALOSTO
- Remplacement de Mme Cécile OP DE BEEK en qualité d'Administratrice représentant le groupe "Province" au sein du Conseil d'administration par Monsieur Hugues DOUMONT

10. Renouvellement du Conseil d'administration à la suite des Élections communale et provinciale d'octobre 2024 - Désignation des Administrateurs ;

11. Décharge aux Administrateurs ;

12. Décharge au Réviseur ;

**CONSIDÉRANT QUE** le Conseil provincial est invité à se positionner sur chacun de ces points avant la tenue de l'Assemblée générale ordinaire du « BEP Expansion économique » ;

**VU** la proposition du Collège provincial ;

**VU** l'avis de la 2<sup>ème</sup> Commission ;

**CONSIDÉRANT QUE** la présente résolution est adoptée à : 39 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention(s) ;

**CONSIDÉRANT QUE** dès lors, la présente résolution est adoptée ~~à la majorité~~ / à l'unanimité.

**DÉCIDE :**

**Article 1<sup>er</sup> :**

Le Conseil provincial approuve le procès-verbal de l'Assemblée Générale du 17 juin 2025.

**Article 2 :**

Le Conseil provincial approuve le rapport d'activités 2024.

**Article 3 :**

Le Conseil provincial approuve les comptes 2024.

**Article 4 :**

Le Conseil provincial approuve le rapport du Réviseur.

**Article 5 :**

Le Conseil provincial approuve le rapport de rémunérations établi en application de l'article L6421-1 du code de la démocratie locale et de la décentralisation.

**Article 6 :**

Le Conseil provincial approuve le rapport de gestion 2024.

**Article 7 :**

Le Conseil provincial approuve le rapport spécifique de prises de participations.

**Article 8 :**

Le Conseil provincial approuve la désignation d'un commissaire parmi les réviseurs d'entreprises pour les périodes 2025 - 2027 – Attribution.

## **Article 9 :**

Le Conseil provincial approuve les cooptations à la suite des Élections communale et provinciale d'octobre 2024 :

- Remplacement de Monsieur Ludovic HENRARD en qualité d'Administratrice représentant le groupe "Commune" au sein du Conseil d'administration par Mme Laurence DAFPE
- Remplacement de Monsieur Grégory CHINTINNE en qualité d'Administrateur représentant le groupe "Commune" au sein du Conseil d'administration par Mme Vinciane ROLIN
- Remplacement de Monsieur Philippe RENNOTTE en qualité d'Administrateur représentant le groupe "Commune" au sein du Conseil d'administration par Monsieur Gaëtan DE BILDERLING
- Remplacement de Mme Chantal ELOIN en qualité d'Administrateur représentant le groupe "Commune" au sein du Conseil d'administration par Monsieur Marc LIBERT
- Remplacement de Monsieur Frédéric DUMONT en qualité d'Administrateur représentant le groupe "Commune" au sein du Conseil d'administration par Monsieur Jean-Charles LUPERTO
- Remplacement de Monsieur Gauthier COOPMANS en qualité d'Administrateur représentant le groupe "Commune" au sein du Conseil d'administration par Mme Martine DIEUDONNE
- Remplacement de Mme Myriam LAURENT en qualité d'Administratrice représentant le groupe "Commune" au sein du Conseil d'administration par Monsieur Nicolas ROUARD
- Remplacement de Monsieur Jean-Marie THERET en qualité d'Administratrice représentant le groupe "Province" au sein du Conseil d'administration par Monsieur François BELLOT
- Remplacement de Monsieur Pierre HELSON en qualité d'Administratrice représentant le groupe "Province" au sein du Conseil d'administration par Mme Valérie LECOMTE
- Remplacement de Mme Elodie WATTRICE en qualité d'Administratrice représentant le groupe "Province" au sein du Conseil d'administration par Mme Emilie MALOSTO
- Remplacement de Mme Cécile OP DE BEEK en qualité d'Administratrice représentant le groupe "Province" au sein du Conseil d'administration par Monsieur Hugues DOUMONT

## **Article 10 :**

Le Conseil provincial approuve le renouvellement du Conseil d'administration à la suite des Élections communale et provinciale d'octobre 2024 - Désignation des Administrateurs.

**Article 11 :**

Le Conseil provincial approuve la décharge aux Administrateurs.

**Article 12 :**

Le Conseil provincial approuve la décharge au Réviseur.

**Article 13 :**

Expédition de la présente résolution sera adressée :

- Au Président de l'intercommunale « BEP Expansion Économique de la Province de Namur » ;
- Aux représentants provinciaux à l'Assemblée générale de l'intercommunale « BEP Expansion Économique », à charge pour ces derniers de rapporter cette résolution telle quelle.

Namur, le 13 juin 2025

**Le Directeur général,**



**Valéry ZUINEN TILKIN**

**Le Président,**



**Christophe GILON**



**Administration  
Service Juridique &  
Affaires Générales**

**AU CONSEIL PROVINCIAL DE NAMUR**

**Affaire 2025-1209 : Intercommunale « BEP Crématorium » - Assemblée générale ordinaire du 17 juin 2025 - Approbation des points inscrits à l'ordre du jour**

**LE CONSEIL PROVINCIAL,**

**VU** le Code de la démocratie et de la décentralisation, notamment l'article L2212-32 ;

**VU** le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment les articles L1523-1 à L1523-27 relatifs aux intercommunales et en particulier l'article L1523-12 selon lequel une délibération préalable du Conseil provincial sur les points inscrits à l'ordre du jour de l'assemblée générale d'une intercommunale confère aux délégués de la Province de Namur le mandat de rapporter à l'assemblée générale la volonté exprimée par le Conseil provincial ;

**VU** les statuts de l'intercommunale « BEP Crématorium de la Province de Namur » ;

**CONSIDÉRANT QUE** la Province de Namur est affiliée à cette Intercommunale ;

**VU** la résolution n° 2025-0020 du 28 mars 2025 par laquelle le Conseil provincial a procédé à la désignation des délégués à l'Assemblée générale (AG) et des candidats aux mandats d'administrateurs (CA) de cette Intercommunale ;

**ATTENDU QUE** les représentants provinciaux au sein de l'Assemblée générale de l'Intercommunale sont :

- Madame Laetitia BROGNIEZ (MR)
- Madame Valérie LECOMTE (MR)
- Madame Isabelle JOIRET (Les Engagés)
- Madame Laurie SPINEUX (Les Engagés)
- Madame Emilie MALOSTO (PS)

**ATTENDU QUE** les candidats proposés aux mandats d'administrateurs sont :

- Madame Isabelle JOIRET (Les Engagés)

**VU** la convocation de la Province de Namur à l'Assemblée générale ordinaire du « BEP Crématorium » le 17 juin 2025 par courrier du 12 mai 2025 avec communication de l'ordre du jour et de toutes les pièces qui y sont liées ;

**CONSIDÉRANT QUE** cette Assemblée générale ordinaire se déroulera le mardi 17 juin à 17 heures 30 au Business Center Actibel, Avenue d'Ecolys, 2 à 5020 Namur (Parc Ecolys) ;

**CONSIDÉRANT QUE** les points inscrits à l'ordre du jour de cette Assemblée générale ordinaire sont les suivants :

1. Approbation du procès-verbal de l'Assemblée générale du 26 novembre 2024 ;
2. Approbation du Rapport d'activités 2024 ;
3. Approbation des comptes 2024 ;
4. Rapport du Réviseur ;
5. Approbation du Rapport de rémunérations établi en application de l'article L6421-1 du code de la démocratie locale et de la décentralisation ;
6. Approbation du Rapport de gestion 2024 ;
7. Approbation du Rapport spécifique de prises de participations ;
8. Approbation des cooptations à la suite des Élections communale et provinciale d'octobre 2024 :
  - Remplacement de Monsieur Bernard GUILLITTE en qualité d'Administratrice représentant le groupe "Commune" au sein du Conseil d'administration par Monsieur Rudy DELHAISE
  - Remplacement de Monsieur Claudy LOTTIN en qualité d'Administrateur représentant le groupe "Commune" au sein du Conseil d'administration par Monsieur François BOUCHAT
9. Renouvellement du Conseil d'administration à la suite des Élections communale et provinciale d'octobre 2024 - Désignation des Administrateurs ;
10. Décharge aux Administrateurs ;

11. Décharge au Réviseur ;

**CONSIDÉRANT QUE** le Conseil provincial est invité à se positionner sur chacun de ces points avant la tenue de l'Assemblée générale ordinaire du « BEP Crématorium » ;

**VU** la proposition du Collège provincial ;

**VU** l'avis de la 2<sup>ème</sup> Commission ;

**CONSIDÉRANT QUE** la présente résolution est adoptée à : 39 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention(s) ;

**CONSIDÉRANT QUE** dès lors, la présente résolution est adoptée à la majorité / à l'unanimité.

### **DÉCIDE :**

#### **Article 1<sup>er</sup> :**

Le Conseil provincial approuve le procès-verbal de l'Assemblée Générale du 17 juin 2025.

#### **Article 2 :**

Le Conseil provincial approuve le rapport d'activités 2024.

#### **Article 3 :**

Le Conseil provincial approuve les comptes 2024.

#### **Article 4 :**

Le Conseil provincial approuve le rapport du Réviseur.

#### **Article 5 :**

Le Conseil provincial approuve le rapport de rémunérations établi en application de l'article L6421-1 du code de la démocratie locale et de la décentralisation.

#### **Article 6 :**

Le Conseil provincial approuve le rapport de gestion 2024.

**Article 7 :**

Le Conseil provincial approuve le rapport spécifique de prises de participations.

**Article 8 :**

Le Conseil provincial approuve les cooptations à la suite des Élections communale et provinciale d'octobre 2024 :

- Remplacement de Monsieur Bernard GUILLITTE en qualité d'Administratrice représentant le groupe "Commune" au sein du Conseil d'administration par Monsieur Rudy DELHAISE
- Remplacement de Monsieur Claudy LOTTIN en qualité d'Administrateur représentant le groupe "Commune" au sein du Conseil d'administration par Monsieur François BOUCHAT

**Article 9 :**

Le Conseil provincial approuve le renouvellement du Conseil d'administration à la suite des Élections communale et provinciale d'octobre 2024 - Désignation des Administrateurs.

**Article 10 :**

Le Conseil provincial approuve la décharge aux Administrateurs.

**Article 11 :**

Le Conseil provincial approuve la décharge au Réviseur.

**Article 12 :**

Expédition de la présente résolution sera adressée :

- Au Président de l'intercommunale « BEP Crématorium » ;

- Aux représentants provinciaux à l'Assemblée générale de l'intercommunale « BEP Crématorium », à charge pour ces derniers de rapporter cette résolution telle quelle.

Namur, le 13 juin 2025

**Le Directeur général,**

**Valéry ZUINEN TILKIN**



**Le Président,**

**Christophe GILON**





**Administration  
Service Juridique &  
Affaires Générales**

**AU CONSEIL PROVINCIAL DE NAMUR**

**Affaire 2025-1216 : Intercommunale « BEP Environnement » - Assemblée générale ordinaire du 17 juin 2025 - Approbation des points inscrits à l'ordre du jour**

**LE CONSEIL PROVINCIAL,**

**VU** le Code de la démocratie et de la décentralisation, notamment l'article L2212-32 ;

**VU** le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment les articles L1523-1 à L1523-27 relatifs aux intercommunales et en particulier l'article L1523-12 selon lequel une délibération préalable du Conseil provincial sur les points inscrits à l'ordre du jour de l'assemblée générale d'une intercommunale confère aux délégués de la Province de Namur le mandat de rapporter à l'assemblée générale la volonté exprimée par le Conseil provincial ;

**VU** les statuts de l'intercommunale « BEP Environnement » ;

**CONSIDÉRANT QUE** la Province de Namur est affiliée à l'intercommunale « BEP Environnement » ;

**VU** la résolution n° 2025-0019 du 28 mars 2025 par laquelle le Conseil provincial a procédé à la désignation des délégués à l'Assemblée générale (AG) et des candidats aux mandats d'administrateurs (CA) de cette Intercommunale ;

**ATTENDU QUE** les représentants provinciaux au sein de l'Assemblée générale de l'Intercommunale sont :

- Madame Pauline TARGEZ (MR)
- Monsieur Philippe BULTOT (MR)
- Madame Laurie SPINEUX (Les ENGAGÉES)
- Madame Isabelle JOIRET (Les ENGAGÉES)
- Monsieur Claude BULTOT (PS)

**ATTENDU QUE** les candidats proposés aux mandats d'administrateurs sont :

- Madame Pauline TARGEZ (MR)
- Monsieur François BELLOT (MR)
- Monsieur Luc DELIRE (MR)
- Madame Laurie SPINEUX (Les ENGAGÉES)
- Madame Isabelle JOIRET (Les ENGAGÉES)
- Monsieur Antonin COLLINET (Les ENGAGÉES)
- Monsieur Claude BULTOT (PS)
- Madame Carine DAFFE (PS)

**VU** la résolution n° 2025/0824 du 23 mai 2025 par laquelle le Conseil provincial a désigné Monsieur Philippe BULTOT (MR) comme un représentant provincial au Conseil d'administration du "BEP Environnement" en remplacement de Monsieur François BELLOT (MR) ;

**VU** la convocation de la Province de Namur à l'Assemblée générale ordinaire du "BEP Environnement" le 17 juin 2025 par courrier du 12 mai 2025 avec communication de l'ordre du jour et de toutes les pièces qui y sont liées ;

**CONSIDÉRANT QUE** cette assemblée générale ordinaire se déroulera le mardi 17 juin à 17 heures 30 au Business Center Actibel, Avenue d'Ecolys, 2 à 5020 Namur (Parc Ecolys) ;

**CONSIDÉRANT QUE** les points inscrits à l'ordre du jour de cette assemblée générale ordinaire sont les suivants :

1. Approbation du procès-verbal de l'Assemblée générale du 26 novembre 2024 ;
2. Approbation du Rapport d'activités 2024 ;
3. Approbation des comptes 2024 ;
4. Rapport du Réviseur ;
5. Approbation du Rapport de rémunérations établi en application de l'article L6421-1 du code de la démocratie locale et de la décentralisation ;
6. Approbation du Rapport de gestion 2024 ;
7. Approbation du Rapport spécifique de prises de participations ;
8. Désignation d'un commissaire parmi les réviseurs d'entreprises pour les périodes 2025 - 2027 - Attribution ;

9. Prise de participation dans l'ASBL "Communauté d'énergie partagée by BEP" en cours de création ;

10. Approbation des cooptations à la suite des Élections communale et provinciale d'octobre 2024 :

- Remplacement de Monsieur José PAULET en qualité d'Administratrice représentant le groupe "Province" au sein du Conseil d'administration par Mme Julie TESSIER
- Remplacement de Monsieur Jean-Marie THERET en qualité d'Administrateur représentant le groupe "Province" au sein du Conseil d'administration par Mme Hélène LEBRUN
- Remplacement de Monsieur Guy CARPIAUX en qualité d'Administrateur représentant le groupe "Province" au sein du Conseil d'administration par Mme Laurie SPINEUX
- Remplacement de Madame Lina PORROVECCHIO en qualité d'Administrateur représentant le groupe "Province" au sein du Conseil d'administration par Mme Bénédicte ROCHET
- Remplacement de Mme Nicole LECOMTE en qualité d'Administrateur représentant le groupe "Province" au sein du Conseil d'administration par Monsieur Thomas NAGANT
- Remplacement de Madame Charlotte DEBORSU en qualité d'Administrateur représentant le groupe "Commune" au sein du Conseil d'administration par Monsieur Pascal JACQUIEZ
- Remplacement de Monsieur Gérard COX en qualité d'Administratrice représentant le groupe "Commune" au sein du Conseil d'administration par Monsieur Stéphane COLLIGNON
- Remplacement de Monsieur Norbert VILMUS en qualité d'Administratrice représentant le groupe "Commune" au sein du Conseil d'administration par Monsieur Frédéric DEVILLE
- Remplacement de Mme Marie-Claire LEEMANS en qualité d'Administratrice représentant le groupe "Commune" au sein du Conseil d'administration par Monsieur Adelin François
- Remplacement de Mme Lara FLAMENT en qualité d'Administratrice représentant le groupe "Commune" au sein du Conseil d'administration par Monsieur Claudy NOIRET

11. Renouvellement du Conseil d'administration à la suite des Élections communale et provinciale d'octobre 2024 - Désignation des Administrateurs ;

12. Décharge aux Administrateurs ;

13. Décharge au Réviseur ;

**CONSIDÉRANT QUE** le Conseil provincial est invité à se positionner sur chacun des points avant la tenue de l'assemblée générale ordinaire du « BEP Environnement » ;

**VU** la proposition du Collège provincial ;

VU l'avis de la 2<sup>ème</sup> Commission ;

**CONSIDÉRANT QUE** la présente résolution est adoptée à : 39 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention(s) ;

**CONSIDÉRANT QUE** dès lors, la présente résolution est adoptée ~~à la majorité~~ / à l'unanimité.

## DÉCIDE :

### Article 1<sup>er</sup> :

Le Conseil provincial approuve le procès-verbal de l'Assemblée Générale du 26 novembre 2024

### Article 2 :

Le Conseil provincial approuve le rapport d'activités 2024.

### Article 3 :

Le Conseil provincial approuve les comptes 2024.

### Article 4 :

Le Conseil provincial approuve le rapport du Réviseur.

### Article 5 :

Le Conseil provincial approuve le rapport de rémunérations établi en application de l'article L6421-1 du code de la démocratie locale et de la décentralisation.

### Article 6 :

Le Conseil provincial approuve le rapport de gestion 2024.

### Article 7 :

Le Conseil provincial approuve le rapport spécifique de prises de participations.

### Article 8 :

Le Conseil provincial approuve la désignation d'un commissaire parmi les réviseurs d'entreprises pour les périodes 2025 - 2027 – Attribution.

### **Article 9 :**

Le Conseil provincial approuve la prise de participation dans l'A.S.B.L "Communauté d'énergie partagée by BEP" en cours de création.

### **Article 10 :**

Le Conseil provincial approuve les cooptations à la suite des Élections communale et provinciale d'octobre 2024 :

- Remplacement de Monsieur José PAULET en qualité d'Administratrice représentant le groupe "Province" au sein du Conseil d'administration par Mme Julie TESSIER
- Remplacement de Monsieur Jean-Marie THERET en qualité d'Administrateur représentant le groupe "Province" au sein du Conseil d'administration par Mme Hélène LEBRUN
- Remplacement de Monsieur Guy CARPIAUX en qualité d'Administrateur représentant le groupe "Province" au sein du Conseil d'administration par Mme Laurie SPINEUX
- Remplacement de Madame Lina PORROVECCHIO en qualité d'Administrateur représentant le groupe "Province" au sein du Conseil d'administration par Mme Bénédicte ROCHET
- Remplacement de Mme Nicole LECOMTE en qualité d'Administrateur représentant le groupe "Province" au sein du Conseil d'administration par Monsieur Thomas NAGANT
- Remplacement de Madame Charlotte DEBORSU en qualité d'Administrateur représentant le groupe "Commune" au sein du Conseil d'administration par Monsieur Pascal JACQUIEZ
- Remplacement de Monsieur Gérard COX en qualité d'Administratrice représentant le groupe "Commune" au sein du Conseil d'administration par Monsieur Stéphane COLLIGNON
- Remplacement de Monsieur Norbert VILMUS en qualité d'Administratrice représentant le groupe "Commune" au sein du Conseil d'administration par Monsieur Frédéric DEVILLE
- Remplacement de Mme Marie-Claire LEEMANS en qualité d'Administratrice représentant le groupe "Commune" au sein du Conseil d'administration par Monsieur Adelin François
- Remplacement de Mme Lara FLAMENT en qualité d'Administratrice représentant le groupe "Commune" au sein du Conseil d'administration par Monsieur Claudy NOIRET

### **Article 11 :**

Le Conseil provincial approuve le renouvellement du Conseil d'administration à la suite des Élections communale et provinciale d'octobre 2024 - Désignation des Administrateurs.

**Article 12 :**

Le Conseil provincial approuve la décharge aux Administrateurs.

**Article 13 :**

Le Conseil provincial approuve la décharge au Réviseur.

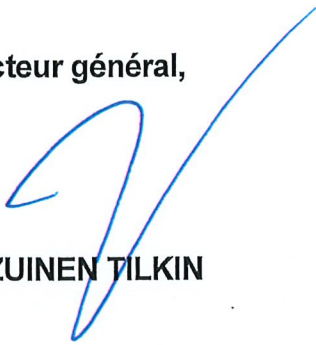
**Article 14 :**

Expédition de la présente résolution sera adressée :

- Au Président de l'intercommunale « BEP Environnement » ;
- Aux représentants provinciaux à l'Assemblée générale de l'intercommunale « BEP Environnement », à charge pour ces derniers de rapporter cette résolution telle quelle.

Namur, le 13 juin 2025

**Le Directeur général,**



**Valéry ZUINEN TILKIN**

**Le Président,**



**Christophe GILON**

**Affaire n° 2025-1270 : Haute École de la Province de Namur (HEPN) - Règlement des Études - Année académique 2025-2026**

**LE CONSEIL PROVINCIAL,**

**VU** le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L2212-32 et L2212-38;

**VU** sa résolution du 18 octobre 2024 approuvant le Règlement des Études de la Haute École de la Province de Namur (HEPN) pour l'année académique 2024-2025;

**CONSIDÉRANT** que la Direction de la HEPN a procédé à l'actualisation du texte pour l'année académique 2025-2026;

**CONSIDÉRANT** que les adaptations reflètent, d'une part, la nouvelle organisation hiérarchique de la HEPN et, d'autre part, la prise en compte, sous réserve, de dispositions issues d'un avant-projet de décret relatif à l'enseignement supérieur, dont certaines mesures pourraient entrer en vigueur à la rentrée 2025-2026;

**VU** le projet de Règlement des Études de la HEPN pour l'année académique 2025-2026;

**CONSIDÉRANT** que ce projet a été validé par le Conseil de gestion de la HEPN le 13 mai 2025 et par la Commission Paritaire Locale compétente pour le personnel subsidié des établissements provinciaux d'enseignement subventionné organisé par la Province de Namur (CoPaLoc) le 27 mai 2025;

**VU** la proposition du Collège provincial;

**VU** l'avis de sa 2<sup>ème</sup> Commission;

**CONSIDÉRANT** que la présente résolution est adoptée à **39** voix pour, **0** voix contre et **0** abstention(s);

**CONSIDÉRANT**, dès lors, que la présente résolution est adoptée à ~~la majorité~~ / l'unanimité;

**DÉCIDE**

**Article 1<sup>er</sup>** : D'approuver le Règlement des Études de la HEPN pour l'année académique 2025-2026, tel que repris en annexe.

**Article 2** : Ce règlement entrera en vigueur à dater de la présente et abrogera toutes les dispositions antérieures relatives au même objet.

**Article 3** : La présente résolution et son annexe seront publiées au Bulletin provincial et mises en ligne sur le site internet de la Province de Namur et de la HEPN.

**Article 4** : La présente résolution sera transmise à la Direction-Présidence de la HEPN qui se chargera d'assurer la diffusion du Règlement auprès des étudiants, chargés de cours et personnes fréquentant la HEPN.

**Article 5** : Copie sera transmise, pour information, aux personnes et services suivants :

- L'Inspecteur général du Département Enseignement et Formation.
- L'Attachée à la Direction de la HEPN chargée de la gestion administrative et juridique.

Namur, le 13 juin 2025.

Le Directeur général,



Valéry ZUINEN TILKIN.

Le Président,



Christophe GILON.



# RÈGLEMENT DES ÉTUDES

*Année académique 2025-2026*

*Approuvé par le Conseil provincial du XXX*

## Table des matières

Introduction.....	8
1. Remarques préliminaires .....	8
2. Glossaire .....	10
3. Bases légales.....	15
Chapitre 1 : L'organisation des études.....	17
1.1. Les programmes d'études détaillés .....	17
1.2. La langue d'enseignement et d'évaluation .....	18
Chapitre 2 : L'organisation de l'année académique.....	19
Chapitre 3 : L'inscription .....	21
3.1. Le calendrier d'inscription.....	21
3.1.1. L'inscription – règle générale .....	21
3.1.2. La demande d'inscription tardive .....	21
3.1.3. La modification d'inscription pour les étudiants de 1 <sup>ère</sup> année du 1 <sup>er</sup> cycle.....	22
3.1.3.1. Modification d'inscription .....	22
3.1.3.2. Réorientation .....	23
3.1.4. Les calendriers particuliers.....	23
3.2. Les titres d'accès .....	23
3.2.1. L'accès aux études de premier cycle .....	24
3.2.2. L'accès aux études de spécialisation .....	24
3.2.2.1. Spécialisation en pédiatrie et néonatalogie .....	25
3.2.2.2. Spécialisation interdisciplinaire en gériatrie et psychogériatrie.....	25
3.2.2.3. Spécialisation en santé mentale et psychiatrie.....	26
3.2.2.4. Spécialisation interdisciplinaire en radiothérapie .....	26
3.2.2.5. Spécialisation en agriculture biologique .....	26
3.3. La procédure d'inscription .....	27
3.3.1. Le dépôt de la demande d'inscription .....	27
3.3.2. La constitution du dossier .....	27
3.3.3. La recevabilité de la demande d'inscription .....	29
3.4. La régularité de l'inscription.....	31
3.5. Le refus d'inscription et procédure de recours.....	32
3.6. La fraude à l'inscription .....	34
3.7. L'annulation de l'inscription.....	35
3.8. Les étudiants non-finançables.....	35
3.9. Les étudiants libres.....	36

Chapitre 4 : Le coût des études .....	38
4.1. Les droits d'inscription .....	38
4.1.1. Règle générale .....	39
4.1.2. Les étudiants boursiers .....	40
4.1.3. Les étudiants de condition modeste .....	41
4.1.4. Le droit d'inscription pour les étudiants hors UE.....	42
4.1.5. Les étudiants en allègement des études.....	44
4.1.6. Les étudiants en réorientation .....	45
4.1.7. Les étudiants de 1 <sup>ère</sup> année de 1 <sup>er</sup> cycle qui modifient leur inscription entre le 1 <sup>er</sup> et le 31 octobre .....	45
4.1.8. Les étudiants en inscription tardive .....	45
4.1.9. Les étudiants libres.....	46
4.1.10. Les étudiants en année diplômante.....	46
4.2. Les modalités de remboursement .....	46
4.3. Les aides .....	47
4.4. Remarques.....	47
Chapitre 5 : Le programme de l'étudiant.....	49
5.1. Le programme annuel de l'étudiant (PAE).....	49
5.1.1. Le premier bloc d'études.....	49
5.1.2. Au-delà du premier bloc d'études.....	50
5.2. Le programme personnalisé.....	51
5.2.1. La valorisation de crédits acquis au cours d'études antérieures .....	51
5.2.2. La valorisation de crédits acquis auprès d'opérateurs publics de formation .....	52
5.2.3. La valorisation des acquis de l'expérience - VAE .....	52
5.2.4. Allègement des études.....	53
5.2.5. Equivalence .....	54
5.3. La procédure de fixation du programme annuel de l'étudiant.....	54
Chapitre 6 : Les aspects médicaux .....	57
6.1. Dispositions générales.....	57
6.2. Le Service PSE ou « Point Santé étudiant ».....	57
6.2.1. Le bilan de santé.....	58
6.2.2. Les maladies transmissibles à déclaration obligatoire .....	59
6.2.3. Le Point-Santé .....	59
6.3. Dispositions spécifiques au département des sciences de la santé publique et de la motricité .....	60
6.4. Les étudiants stagiaires .....	60

6.5. Obligations et sanctions .....	61
Chapitre 7 : Les aspects pédagogiques .....	62
7.1. Les présences aux activités d'apprentissage.....	62
7.1.1. Règle générale .....	62
7.1.2. Obligation de présence .....	62
7.2. Les méthodes d'enseignement .....	63
7.3. Les méthodes d'évaluation .....	63
7.4. La mise en ligne des supports de cours.....	64
7.5. Dispositions particulières en matière de tenues vestimentaires.....	64
7.5.1. Au sein du bachelier en Agronomie .....	64
7.5.2. Au sein du bachelier en Gestion hôtelière .....	65
7.6. Les activités d'intégration professionnelle et/ou travaux pratiques.....	65
7.6.1. Dispositions générales.....	65
7.6.1.1. Organisation .....	65
7.6.1.2. Modalités.....	66
7.6.1.3. Stage à l'étranger .....	67
7.6.1.4. Absence aux activités d'intégration professionnelle .....	67
7.6.1.5. Faute en stage .....	68
7.6.2. Dispositions spécifiques au département des sciences économique et de gestion – bachelier en gestion hôtelière .....	68
7.6.3. Dispositions spécifiques au département des sciences de la santé publique et de la motricité .....	70
7.6.3.1. Le volume des stages .....	71
7.6.3.2. Le rapport de stages.....	71
7.6.3.3. La tenue correcte en stage et l'entretien du vêtement de travail.....	71
7.7. Le Travail de Fin d'Etudes.....	72
7.7.1. Dispositions générales.....	72
7.7.2. Dispositions spécifiques au département des sciences agronomiques et ingénierie biologique.....	72
7.7.3. Dispositions spécifiques au département des sciences de la santé publique et de la motricité .....	73
Chapitre 8 : La promotion de la réussite.....	74
Chapitre 9 : La mobilité .....	75
9.1. Dispositions générales.....	75
9.2. Les programmes de mobilité.....	75
9.2.1. Erasmus+ .....	76

9.2.2. Erasmus Belgica .....	76
9.2.3. Fonds d'aide à la mobilité étudiante dans l'enseignement supérieur- FAMES .....	76
9.2.4. Etudiants entrants – Incoming students .....	76
9.2.5. Etudiants en stage à l'étranger hors Erasmus et hors FAME .....	76
Chapitre 10 : L'enseignement supérieur inclusif.....	77
Chapitre 11 : Les jurys de la Communauté française.....	80
11.1. Conditions d'accès aux jurys de la Communauté française .....	80
11.2. Inscription.....	81
11.2.1. Introduction et composition du dossier de demande d'inscription .....	81
11.2.2. Autorisation d'inscription.....	81
11.3. Règlement des examens – dispositions spécifiques .....	82
CHAPITRE 12 : Les évaluations .....	83
12.1. Les conditions d'admission et d'inscription aux épreuves.....	83
12.2. Le refus d'inscription aux épreuves .....	84
12.3. Les modalités d'organisation et de déroulement des épreuves.....	84
12.3.1. Périodes d'évaluation et horaires des examens .....	84
12.3.2. Modalités d'évaluation .....	85
12.3.3. Absence aux épreuves.....	86
12.3.4. Notifications des résultats et consultation des copies .....	87
12.4. Les conditions de réussite .....	88
CHAPITRE 13 : Les délibérations .....	89
13.1. Le jury .....	89
13.2. Les délibérations .....	90
13.3. Les critères de délibérations .....	91
13.3.1. Pour la réussite de l'UE .....	91
13.3.2. Pour l'attribution d'une mention .....	91
13.4. Grade académique, mention et diplôme .....	92
13.4.1. Grade académique .....	92
13.4.2. Mention.....	92
13.4.3. Diplôme .....	93
13.5. Publicité des décisions .....	93
13.6. Droit de recours.....	94
Chapitre 14 : Le règlement disciplinaire et les sanctions.....	95
14.1. Le règlement disciplinaire .....	95
14.1.1. Les fautes graves et les fraudes .....	95

14.1.2. Le prosélytisme – commerce .....	95
14.1.3. La tenue vestimentaire .....	95
14.1.4. Le comportement.....	96
14.1.5. Le téléphone portable ou tout autre matériel analogue .....	96
14.1.6. L'utilisation des technologies de l'information et de la communication .....	96
14.1.7. Le tabac, l'alcool, la drogue et autres substances illicites .....	96
14.1.8. Les locaux et le matériel.....	97
14.1.9. Utilisation des noms et sigles .....	97
14.1.10. Le vol .....	97
14.1.11. Les biens personnels .....	97
14.1.12. Les personnes étrangères à l'établissement.....	97
14.1.13. L'utilisation des œuvres protégées par le droit d'auteur .....	97
14.2. Les sanctions .....	98
14.2.1. Les types de sanctions.....	98
14.2.1.1. Les mesures d'ordre .....	98
14.2.1.2. Les mesures disciplinaires .....	99
14.2.2. Les situations particulières.....	100
14.2.2.1. En cas de faute grave .....	100
14.2.2.2. En cas de fraude aux évaluations.....	100
14.2.2.3. En cas de non-remise ou remise tardive d'un document requis .....	101
Chapitre 15 : Règles en matière de reconnaissance et d'octroi du statut d'étudiant sportif	102
15.1. Définitions .....	102
15.1.1. L'étudiant sportif .....	102
15.1.2. Le référent sport.....	102
15.1.3. CASHES.....	102
15.2. Modalités d'octroi du statut « étudiant sportif » .....	103
15.2.1. Procédure d'introduction des dossiers :.....	103
15.2.2. Analyse du dossier et procédure d'octroi du statut d'étudiant sportif.....	103
15.2.3. Recours .....	104
15.3. Avantages liés à un statut d'« étudiant sportif ».....	104
15.3.1. Reconnaissance du statut.....	104
15.3.2. Avantages académiques liés à l'obtention du statut .....	104
15.3.2.1. L'allègement de son année d'études .....	104
15.3.2.2. Des aménagements spécifiques quant aux activités d'enseignement et aux évaluations .....	104
15.4. Obligations liées au statut d'« étudiant sportif » .....	105

Chapitre 16 : Le statut d'étudiant entrepreneur .....	106
16.1. Dispositions générales.....	106
16.2. Octroi du statut .....	106
16.3.1. Critères d'octroi.....	106
16.3.2. Durée du statut .....	106
16.3.3. Retrait du statut .....	106
16.3. Avantages accordés à l'étudiant-entrepreneur de la HEPN .....	106
16.3.1. Reconnaissance du statut .....	107
16.3.2. Encadrement personnalisé.....	107
16.3.3. Avantages académiques liés à l'obtention du statut .....	107
Chapitre 17 : Données personnelles et protection de la vie privée.....	108
Chapitre 18 : Assurances scolaires .....	112
18.1. L'assurance en responsabilité civile et protection juridique .....	112
18.2. L'assurance des dégâts corporels.....	112
18.3. L'assurance Ethias Assistance .....	114
Les annexes .....	115
Annexe 1 : Les droits d'inscription 2024-2025.....	115
Annexe 2 : Le calendrier académique 2024-2025.....	116
Annexe 3 : Les maladies transmissibles à déclaration obligatoire.....	117
Annexe 4 : Charte relative à l'utilisation des connexions internet mises à disposition des enseignants, des étudiants et des visiteurs de l'ensemble des bâtiments provinciaux ....	118
Annexe 5 : Police protection des données.....	122
Annexe 6 : Charte d'engagement des étudiants dans le cadre des évaluations à distance .....	124
Annexe 7 : Charte d'utilisation des plateformes de la HEPN .....	125
Annexe 8 : Balises relatives à l'utilisation de l'Intelligence artificielle.....	130

# Introduction

## 1. Remarques préliminaires

Le présent règlement des études, diffusé sous toutes réserves de modifications des textes légaux en vigueur, est établi en application des lois, décrets et arrêtés du Gouvernement de la Communauté française ainsi que des circulaires ministérielles prises en application desdites législations.

Le présent règlement des études est susceptible d'adaptations. Ces dernières seront diffusées en cours d'année s'il échet. Par conséquent, la version faisant foi est celle qui figure sur le site internet [www.hepn.be](http://www.hepn.be).

Il sera automatiquement abrogé par la parution d'une nouvelle édition.

Toute situation ou question non prévue par la législation et/ou par le présent règlement sera soumise pour décision au Collège de direction.

Le présent règlement s'applique à tous les étudiants inscrits au sein de la HEPN.

*Les étudiants inscrits au sein du bachelier en psychomotricité, organisé en co-diplômation avec La Haute Ecole Albert Jacquard, sont soumis au présent règlement, la HEPN étant l'établissement référent.*

*Les étudiants inscrits au sein du bachelier accueil et éducation du jeune enfant, organisé en co-diplômation avec la Haute Ecole Albert Jacquard, la Haute école de Namur-Liège-Luxembourg et l'Institut provincial de formation sociale sont soumis au règlement des études de la Haute Ecole Albert Jacquard, celle-ci étant l'établissement référent.*

*Les étudiants inscrits dans la spécialisation interdisciplinaire en radiothérapie, organisée en co-diplômation avec La Haute Ecole Galilée, La Haute Ecole Louvain en Hainaut, La Haute Ecole Namur-Liège-Luxembourg, La Haute Ecole Léonard de Vinci et La Haute Ecole de la Province de Liège sont soumis au règlement des études de La Haute Ecole Léonard de Vinci, celle-ci étant l'établissement référent.*

*Les étudiants inscrits au sein du Master en sciences infirmières, organisé en co-diplômation avec La Haute Ecole Namur-Liège-Luxembourg, La Haute Ecole Louvain en Hainaut, l'Unamur et l'UCL sont soumis au règlement des études de La Haute Ecole Namur-Liège-Luxembourg, celle-ci étant l'établissement référent.*

Les étudiants inscrits sont censés connaître les dispositions réglementaires applicables à l'enseignement supérieur de type court, ainsi que le présent règlement des études.

Les fiches descriptives des UE, ainsi que les dispositions spécifiques à certains enseignements, font partie intégrante du présent règlement.

Tous ces documents sont disponibles sur le site internet de la HEPN et/ou sur les valves électroniques pour l'année académique en cours et jusqu'à la fin de l'année académique suivante.

L'étudiant majeur est le seul interlocuteur de la HEPN.

Toute communication officielle se fait exclusivement par voie électronique, au moyen des canaux de diffusion mis en place par la HEPN (adresse courriel, E Bac, Hyperplanning, site internet, ...).

Les étudiants sont tenus de les consulter quotidiennement et de signaler, dès son apparition, toute difficulté rencontrée dans l'utilisation de ces derniers.

Les activités d'enseignement ainsi que les évaluations peuvent être organisées à distance. Les étudiants qui réalisent leurs évaluations à distance s'engagent à respecter la charte reprise à l'annexe 6 du présent règlement.

Le non-respect de ces engagements pourra conduire à l'application de sanctions disciplinaires telles que prévues dans le chapitre 14 du présent règlement.

Chaque étudiant reçoit une adresse courriel de la forme [prénom.nom@student.hepn.province.namur.be](mailto:prénom.nom@student.hepn.province.namur.be), via laquelle toute communication officielle lui sera adressée. Tout étudiant qui n'est pas en possession de son identifiant et de son mot de passe doit en faire la demande auprès du helpdesk (<http://www.hepn.be/helpdesk>).

Il appartient à chaque étudiant de vérifier qu'il est **bien inscrit, dans la plate-forme EBac, à l'espace d'activité de chaque** Unité d'enseignement (UE) qui figure à son PAE (un tutoriel sur la manière de s'inscrire à une UE sur Ebac est disponible sur la plate-forme ou sur le site internet de la HEPN).

Les étudiants s'engagent à respecter la charte d'utilisation des plateformes de la HEPN, telle que reprise en annexe 7. Son non-respect pourra conduire à l'application de sanctions disciplinaires telles que prévues dans le chapitre 14 du présent règlement.

L'emploi des noms masculins pour les différents termes, titres, grades et fonctions est épïcène en vue d'assurer la lisibilité du texte.

Toutes les contestations relatives au présent règlement des études seront de la compétence exclusive des tribunaux de l'arrondissement judiciaire de Namur.

Les décisions prises à l'encontre des étudiants en vertu du présent règlement peuvent être contestées devant le Conseil d'Etat au moyen d'une requête en annulation adressée par envoi recommandé au Greffe du Conseil d'Etat. Le délai est de 60 jours à partir de la notification de la décision.

## 2. Glossaire

**Acquis d'apprentissage** : énoncé de ce que l'étudiant doit savoir, comprendre et être capable de réaliser au terme d'un processus d'apprentissage, d'un cursus ou d'une unité d'enseignement validée ; les acquis d'apprentissage sont définis en termes de savoirs, d'aptitudes et de compétences.

**Activités d'apprentissage** : elles comportent :

- des enseignements organisés par l'établissement, notamment des cours magistraux, exercices dirigés, travaux pratiques, travaux de laboratoire, séminaires, exercices de création et recherche en atelier, excursions, visites et stages;
- des activités individuelles ou en groupe, notamment des préparations, travaux, recherches d'information, travaux de fin d'études et projets;
- des activités d'études, d'autoformation et d'enrichissement personnel ;
- des acquisitions de compétences en entreprise dans le cadre de l'enseignement supérieur en alternance.

**Activités de remédiation** : activités d'aide à la réussite ne faisant pas partie d'un programme d'études, visant à combler des lacunes éventuelles d'étudiants ou à les aider à suivre ou à reprendre un programme d'études avec de meilleures chances de succès.

**Activités d'intégration professionnelle (AIP)** : activités d'apprentissage de certains programmes d'études constituées d'activités liées à l'application des cours, dans un cadre disciplinaire ou interdisciplinaire, qui peuvent prendre la forme notamment de stages, d'enseignement clinique, de travaux de fin d'études, de séminaires, de créations artistiques ou d'études de cas.

**Admission** : processus administratif et académique consistant à vérifier qu'un étudiant remplit les critères l'autorisant à entreprendre un cycle d'études déterminé et à en définir les conditions complémentaires éventuelles.

**Année académique** : cycle dans l'organisation des missions d'enseignement qui commence le 14 septembre et se termine le 13 septembre suivant ; les activités, décisions et actes liés à ces missions sont rattachés à une année académique, mais peuvent s'étendre en dehors de cette période.

**ARES** : l'ARES (Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur) est une fédération des établissements d'enseignement supérieur en Communauté française, chargée de garantir l'exercice des différentes missions d'enseignement supérieur, de recherche et de service à la collectivité et de susciter les collaborations entre les établissements.

**Autorités académiques** : les instances qui sont habilitées à exercer les compétences liées à l'organisation de l'enseignement.

**Bachelier (BA)** : grade académique de niveau 6 sanctionnant des études de premier cycle de 180 crédits au moins.

**Bachelier de spécialisation** : études menant à un grade académique de bachelier particulier (de niveau 6) sanctionnant des études spécifiques de premier cycle de 60 crédits au moins, complétant une formation initiale préalable.

**Campus** : infrastructure ou ensemble d'infrastructures regroupées dans lesquelles un établissement organise des activités d'enseignement ou de recherche.

**Codiplômation** : forme particulière de coorganisation d'études conjointes pour lesquelles tous les partenaires en Communauté française qui codiplômement y sont habilités ou cohabilités pour ces études, dont les activités d'apprentissage sont organisées, gérées et dispensées conjointement et dont la réussite est sanctionnée collégalement et conduit à la délivrance d'un diplôme unique ou de diplômes émis selon les législations propres à chaque partenaire.

**Compétence** : faculté évaluable pour un individu de mobiliser, combiner, transposer et mettre en œuvre des ressources individuelles ou collectives dans un contexte particulier et à un moment donné ; par ressources, il faut entendre notamment les connaissances, savoir-faire, expériences, aptitudes, savoir-être et attitudes.

**Connaissance** : ensemble cohérent de savoirs et d'expériences résultant de l'assimilation par apprentissage d'informations, de faits, de théories, de pratiques, de techniques relatifs à un ou plusieurs domaines d'étude, de travail, artistiques ou socioprofessionnels.

**Coorganisation** : partenariat entre deux ou plusieurs établissements qui choisissent, par convention, de participer effectivement à l'organisation administrative et académique des activités d'apprentissage d'une formation ou d'un programme d'études conjoint pour lequel l'un d'entre eux au moins est habilité ; une telle convention peut porter sur l'offre et l'organisation d'enseignements, l'échange de membres du personnel ou le partage d'infrastructures.

**Corequis d'une unité d'enseignement** : ensemble d'autres unités d'enseignement d'un programme d'études qui doivent avoir été suivies préalablement ou au plus tard au cours de la même année académique.

**Crédit** : unité correspondant au temps consacré, par l'étudiant, au sein d'un programme d'études, à une activité d'apprentissage.

**Cursus** : ensemble cohérent d'un ou plusieurs cycles d'études constituant une formation initiale déterminée ; au sein d'un cursus, les grades intermédiaires peuvent être « de transition », donc avoir pour finalité principale la préparation au cycle suivant, et le grade final est « professionnalisant ».

**Cycle** : études menant à l'obtention d'un grade académique ; l'enseignement supérieur est organisé en trois cycles.

**Diplôme** : document qui atteste la réussite d'études et le titre ou grade académique conféré à l'issue de ce cycle d'études.

**Domaine d'études** : branche de la connaissance qui correspond à un ou plusieurs cursus.

**Equivalence** : processus visant à assimiler, pour un étudiant, ses compétences et savoirs, certifiés par un ou plusieurs titres, certificats d'études ou diplômes étrangers, à ceux repris à l'issue d'études dans les établissements d'enseignement supérieur organisés ou subventionnés par la Communauté française.

**Etablissement référent** : dans le cadre de la coorganisation d'un programme d'études conjoint, en particulier en codiplômation, établissement chargé de la centralisation de la gestion administrative et académique du programme et des étudiants, désigné parmi ceux habilités en Communauté française pour les études visées.

**Étudiant de première génération** : à des fins statistiques, étudiant régulièrement inscrit n'ayant jamais été inscrit au cours d'une année académique antérieure à des études supérieures, en Communauté française ou hors Communauté française, ou à tout cursus préparatoire aux épreuves ou concours permettant d'entreprendre ou de poursuivre de telles études.

**Étudiant en fin de cycle** : étudiant qui a inscrit dans son programme annuel tous les crédits manquants pour être diplômé.

**Étudiant libre** : étudiant inscrit à une ou plusieurs unité(s) d'enseignement isolément en dehors d'une inscription régulière.

**Étudiant finançable** : étudiant régulièrement inscrit qui, en vertu de caractéristiques propres, de son type d'inscription ou du programme d'études auquel il s'inscrit, entre en ligne de compte pour le financement de l'établissement d'enseignement supérieur qui organise les études.

**Examen** : opération de contrôle des acquis des étudiants portant sur une partie déterminée du programme d'études d'une année d'études.

**Faute** : manquement à une norme, un règlement, une obligation contractuelle ou légale. Manière d'agir maladroite ou fâcheuse. Responsabilité de quelque chose ou quelqu'un dans un acte.

**Force majeure** : évènement imprévisible, irrésistible et indépendant de la volonté des parties.

- *Imprévisible* : la cause étrangère suppose un évènement indépendant de la volonté humaine, que l'étudiant (ou l'enseignant) n'a pu ni prévoir ni prévenir ;
- *Irrésistible* : l'étudiant (ou l'enseignant) ne doit pas être en mesure de surmonter et de résister à l'épreuve de force majeure ;
- *Absence de responsabilité/de faute de la personne concernée* : toute faute de l'étudiant (ou de l'enseignant) doit être exclue dans les évènements qui ont précédé, préparé ou accompagné la force majeure.

**Formation initiale** : cursus menant à la délivrance d'un grade académique de bachelier ou de master, à l'exclusion des grades de bachelier ou de master de spécialisation.

**Fraude** : acte malhonnête fait dans l'intention de tromper en contrevenant aux lois ou règlements.

**Grade académique** : titre sanctionnant la réussite d'un cycle d'études correspondant à un niveau de certification, reconnu par ce décret et attesté par un diplôme, et protégé par la loi du 11 septembre 1933 sur la protection des titres d'enseignement supérieur.

**Inscription régulière** : inscription pour une année académique portant sur un ensemble cohérent et validé par le jury d'unités d'enseignement d'un programme d'études pour lequel l'étudiant satisfait aux conditions d'accès et remplit ses obligations administratives et financières.

**Jour ouvrable** : tous les jours calendriers à l'exception des samedis, dimanches et jours fériés légaux.

**Jury** : instance académique chargée, à titre principal, de l'admission aux études, du suivi des étudiants, de l'évaluation des acquis d'apprentissage, de leur certification et de l'organisation des épreuves correspondantes.

**Master (MA)** : grade académique de niveau 7 sanctionnant des études de deuxième cycle de 60 crédits au moins et, si elles poursuivent une finalité particulière, de 120 crédits au moins.

**Mention** : appréciation par un jury de la qualité des travaux d'un étudiant lorsqu'il lui confère un grade académique.

**Option** : ensemble cohérent d'unités d'enseignement du programme d'un cycle d'études représentant 15 à 30 crédits.

**Orientation** : ensemble d'unités d'enseignement d'un programme d'un cycle d'études correspondant à un référentiel de compétences et un profil d'enseignement spécifiques et sanctionnés par un grade académique distinct.

**Passerelle** : processus académique admettant un étudiant en poursuite d'études dans un autre cursus.

#### **Plagiat :**

« C'est le fait de s'approprier un travail (texte ou partie de texte, image, photo, données ...) réalisé par quelqu'un d'autre. Autrement dit utiliser ce travail sans préciser qu'il provient de quelqu'un d'autre. Très concrètement on plagie quand on ne cite pas l'auteur des sources qu'on utilise. Le plagiat, c'est du vol intellectuel. » ...

- Exemples :
  - « Copier textuellement un passage d'un livre, d'une revue ou d'une page Web sans le mettre entre guillemets et/ou sans en mentionner la source »
  - « Insérer dans un travail des images, des graphiques, des données, etc. provenant de sources externes sans indiquer la provenance »
  - « Résumer l'idée originale d'un auteur en l'exprimant dans ses propres mots, mais en omettant d'en indiquer la source »
  - « Traduire partiellement ou totalement un texte sans en mentionner la provenance »
  - « Réutiliser un travail produit dans un autre cours sans avoir obtenu au préalable l'accord du professeur »
  - « Utiliser le travail d'une autre personne et le présenter comme le sien (et ce, même

si cette personne a donné son accord) »

- « Acheter un travail sur le web »

**Pôle académique** : association d'établissements d'enseignement supérieur fondée sur la proximité géographique de leurs implantations d'enseignement et de recherche, chargée principalement de susciter et fédérer leurs collaborations et activités communes ou transversales.

**Prérequis d'une unité d'enseignement** : ensemble d'autres unités d'enseignement d'un programme d'études dont les acquis d'apprentissage doivent être certifiés et les crédits correspondants octroyés par le jury avant inscription à cette unité d'enseignement, sauf dérogation accordée par le jury.

**Profil d'enseignement** : ensemble structuré des unités d'enseignement, décrites en acquis d'apprentissage, conformes au référentiel de compétences du ou des cycles d'études dont elles font partie, spécifique à un établissement d'enseignement supérieur organisant tout ou partie d'un programme d'études et délivrant les diplômes et certificats associés.

**Programme annuel de l'étudiant** : ensemble cohérent, approuvé par le jury, d'unités d'enseignement d'un programme d'études auxquelles un étudiant s'inscrit régulièrement pour une année académique durant laquelle il participe aux activités, en présente les épreuves et sera délibéré par le jury.

**Programme d'études** : ensemble des activités d'apprentissage, regroupées en unités d'enseignement, certaines obligatoires, d'autres au choix individuel de chaque inscrit, conforme au référentiel de compétences d'un cycle d'études ; le programme précise les crédits associés et l'organisation temporelle et en prérequis ou corequis des diverses unités d'enseignement.

**Quadrimestre** : division organisationnelle des activités d'apprentissage d'une année académique couvrant approximativement quatre mois ; l'année académique est divisée en trois quadrimestres.

**Référentiel de compétences** : ensemble structuré de compétences spécifiques à un grade académique, un titre ou une certification.

**Stages** : activités d'intégration professionnelle particulières réalisées en collaboration avec les milieux socioprofessionnels en relation avec le domaine d'études, reconnues et évaluées par le jury concerné.

**Type** : caractéristique d'études supérieures liée à sa finalité professionnelle, ses méthodes pédagogiques et le nombre de cycles de formation initiale ; l'enseignement supérieur de type court comprend un seul cycle, celui de type long comprend deux cycles de base.

**Unité d'enseignement (UE)** : activité d'apprentissage ou ensemble d'activités d'apprentissage qui sont groupées parce qu'elles poursuivent des objectifs communs et constituent un ensemble pédagogique au niveau des acquis d'apprentissage attendus.

**Valorisation des acquis (VAE)** : processus d'évaluation et de reconnaissance des acquis d'apprentissage issus de l'expérience ou de la formation et des compétences d'un candidat dans le contexte d'une admission aux études.

### 3. Bases légales

- Décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles (M.B. 1er septembre 1999)
- Décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française (M.B. 15 octobre 1996)
- Décret du 2 juin 2006 établissant les grades académiques délivrés par les Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française et fixant les grilles d'horaires minimales (M.B. 21 septembre 2006)
- Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 mai 2007 définissant ce qu'il y a lieu d'entendre par étudiant de condition modeste dans l'enseignement supérieur hors universités (M.B. 5 juin 2007)
- Décret du 18 juillet 2008 démocratisant l'enseignement supérieur, œuvrant à la promotion de la réussite des étudiants et créant l'Observatoire de l'enseignement supérieur (M.B. 1er septembre 2008)
- Décret du 18 juillet 2008 fixant des conditions d'obtention des diplômes de bachelier sage-femme et de bachelier infirmier responsable de soins généraux, renforçant la mobilité étudiante et portant diverses mesures en matière d'enseignement supérieur (M.B. 10 septembre 2008)
- Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 14 mai 2009 réglant l'organisation et le fonctionnement des jurys d'enseignement supérieur de la Communauté française chargés d'octroyer les grades visés aux articles 15 et 18 du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles (M.B. 25 août 2009)
- Décret du 19 juillet 2010 relatif à la gratuité et à la démocratisation de l'enseignement supérieur (M.B. 31 août 2010)
- Décret du 6 octobre 2011 relatif aux supports de cours (M.B. 24 octobre 2011)
- Décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études (M.B. 18 décembre 2013)
- Décret du 30 janvier 2014 relatif à l'enseignement supérieur inclusif pour les étudiants en situation de handicap (M.B. 9 avril 2014)
- Décret du 11 avril 2014 adaptant le financement des établissements d'enseignement supérieur à la nouvelle organisation des études (M.B. 10 juin 2014)
- Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 septembre 2015 fixant la procédure applicable aux recours visés aux articles 95 et 102 et à l'avis visé à l'article 97 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation des études (M.B. 23 septembre 2015)
- Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juin 2016 déterminant les modèles des diplômes et des suppléments aux diplômes délivrés par les établissements d'enseignement supérieur et les jurys d'enseignement supérieur de la Communauté française (M.B. du 13 septembre 2016)
- Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 30 août 2017 pris en application de l'article 111, §2, 1° du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études (M.B. du 6 octobre 2017)

- Décret du 21 février 2019 fixant l'organisation de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles (M.B. 14 mars 2019)
- Décret du 14 mars 2019 relatif à la promotion de la santé à l'école et dans l'enseignement supérieur hors université (M.B. 17 avril 2019)
- Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 avril 2019 fixant la procédure d'introduction des demandes d'allocations d'études supérieures ainsi que les conditions de leur octroi (M.B. du 12 juin 2019)
- Décret déterminant la finançabilité des étudiants pour l'année académique 2020-2021 (M.B. du 28 juillet 2020)
- Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 24 septembre 2020 fixant la liste des grades qui donnent accès aux bacheliers de spécialisation (M.B. du 2 octobre 2020).
- Décret du 2 décembre 2021 modifiant le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études et d'autres législations en matière d'enseignement supérieur (M.B. du 17 décembre 2021)

Circulaires ministérielles en application des lois et arrêtés susmentionnés.

Ces documents sont consultables sur le site internet suivant : <http://www.gallilex.cfwb.be>

# Chapitre 1 : L'organisation des études

## 1.1. Les programmes d'études détaillés

### Article 1

Les programmes d'études détaillés font partie intégrante du présent règlement et sont disponibles sur le site [www.hepn.be](http://www.hepn.be), pour l'année académique en cours et jusqu'à la fin de l'année académique suivante.

Ils comportent le profil d'enseignement, la liste détaillée des activités d'apprentissage regroupées en unités d'enseignement ainsi que les modalités d'organisation et d'évaluation de celles-ci.

Chaque unité d'enseignement se caractérise par les éléments suivants (repris dans une fiche descriptive)<sup>1</sup> :

- 1° son identification, son intitulé particulier, sa discipline ;
- 2° le nombre de crédits associés ;
- 3° sa contribution au profil d'enseignement du programme, ainsi que les acquis d'apprentissage spécifiques sanctionnés par l'évaluation ;
- 4° la description des objectifs, du contenu et des sources, références et supports éventuels, avec l'indication de ceux qui sont indispensables pour acquérir les compétences requises ;
- 5° le cycle et niveau du cadre francophone des certifications auxquels il se rattache et, si c'est pertinent, la position chronologique dans le programme du cycle ;
- 6° son caractère obligatoire ou au choix individuel de l'étudiant au sein du programme ou des options ;
- 7° la liste des unités d'enseignement prérequis ou corequis au sein du programme et si d'autres connaissances et compétences particulières préalables sont requises ;
- 8° les coordonnées du service du ou des enseignants responsables de son organisation et de son évaluation ;
- 9° son organisation, notamment le volume horaire, l'implantation et la période de l'année académique ;
- 10° la description des diverses activités d'apprentissage qui la composent et la cohérence pédagogique en cas de regroupement d'activités d'enseignement menant à des évaluations distinctes, les méthodes d'enseignement et d'apprentissage mises en œuvre ;

---

<sup>1</sup> Article 77 du décret du 07/11/2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, tel que modifié.

11° le mode d'évaluation et, s'il échet, la méthode d'intégration des diverses activités d'apprentissage ;

12° la ou les langues d'enseignement et d'évaluation.

Au sein d'un programme d'études, lorsqu'une unité d'enseignement est composée de plusieurs activités d'apprentissage relevant de plusieurs enseignants et donnant lieu à des évaluations distinctes, ceux-ci décident collégalement de la méthode d'intégration des évaluations des activités d'apprentissage correspondant à l'évaluation finale de cette unité.

Cette description des unités d'enseignement ne peut être modifiée durant l'année académique sur laquelle elle porte, sauf cas de force majeure touchant les enseignants responsables.

Toute modification éventuelle est soumise à l'accord de la Direction administrative et sera notifiée par mail aux étudiants concernés.

## **1.2. La langue d'enseignement et d'évaluation<sup>2</sup>**

### **Article 2**

La langue d'enseignement et d'évaluation des activités d'apprentissage est le français.

Toutefois des activités – et c'est notamment le cas des cours de langues - peuvent être dispensées et évaluées dans une autre langue :

- dans le premier cycle d'études, à raison d'au plus un quart des crédits ;
- pour les études de spécialisation ;
- pour les études de formation continue et autres formations.

De manière générale, toute activité d'apprentissage d'un cursus de premier cycle peut être organisée et évaluée dans une autre langue si elle est organisée également en français ; cette obligation est satisfaite pour les options ou pour les activités au choix individuel de l'étudiant s'il existe au moins un autre choix possible d'options ou d'activités organisées en français.

---

<sup>2</sup>Article 75 §2 du décret du 07/11/2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, tel que modifié.

## Chapitre 2 : L'organisation de l'année académique<sup>3</sup>

### Article 3

L'organisation de l'année académique est fixée annuellement par le Conseil provincial, sur proposition du Conseil de gestion de La HEPN.

L'année académique est divisée en trois quadrimestres comprenant des périodes d'évaluation et de congés.

L'ensemble des activités d'apprentissage de chaque unité d'enseignement se répartit sur un des deux premiers quadrimestres de l'année académique, à l'exception de certaines évaluations, stages, projets ou activités d'intégration professionnelle. Pour des raisons pédagogiques motivées, sur avis du Conseil pédagogique, certaines unités d'enseignement peuvent se répartir sur les deux premiers quadrimestres de l'année académique ; dans ce cas une épreuve partielle est organisée en fin de premier quadrimestre sauf exception.

Le premier quadrimestre débute le 14 septembre, le deuxième débute le 1er février et le troisième débute le 1<sup>er</sup> juillet. Les deux premiers quadrimestres comportent au minimum 12 semaines d'activités d'apprentissage.

Une période d'évaluation permettant l'acquisition de crédits est organisée à l'issue de chacun de ces quadrimestres. Elle porte au minimum sur l'ensemble des activités d'apprentissage organisées durant le quadrimestre. Des évaluations peuvent être organisées en cours de quadrimestre moyennant l'aval du Collège de direction et mention dans la fiche descriptive de l'unité d'enseignement, dans le respect des dispositions décrétales en vigueur.

Un troisième quadrimestre comprend des périodes d'évaluation, ainsi que des activités d'intégration professionnelle ou de travaux personnels.

Par exception au paragraphe précédent, pour des raisons de force majeure et dûment motivées, les autorités de la HEPN peuvent prolonger une période d'évaluation d'un étudiant au quadrimestre suivant, sans toutefois pouvoir dépasser une période de deux mois et demi au-delà de la fin du quadrimestre.

Les cours se donnent habituellement, du lundi au samedi inclus, de 8h à 18h30. Toutefois, certaines activités d'apprentissage (activités d'intégration professionnelle, activités pratiques, excursions, visites et stages) peuvent être organisées en dehors de ces périodes (les étudiants en sont prévenus à l'avance).

Les horaires de cours sont consultables sur Hyperplanning.

Les activités d'apprentissage se déroulent en principe dans les locaux de la Haute Ecole. Elles peuvent aussi se dérouler dans les locaux d'autres établissements.

---

<sup>3</sup>Article 79 du décret du 07/11/2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, tel que modifié.

Des activités d'apprentissage peuvent être organisées en e-learning.  
Pour ces dernières, bien que n'étant pas toutes organisées en présentiel, les dispositions relatives à l'assiduité restent d'application.

Les étudiants sont également tenus de respecter les consignes d'utilisation émises par les enseignants dans ce cadre précis.

Le calendrier académique figure à l'annexe 2 du présent règlement.

## Chapitre 3 : L'inscription<sup>4</sup>

L'étudiant choisit librement l'établissement d'enseignement supérieur auquel il souhaite s'inscrire. L'inscription au sein de la HEPN implique le respect du présent règlement des études et l'adhésion à son projet pédagogique, social et culturel.

### **3.1. Le calendrier d'inscription**

#### **3.1.1. L'inscription – règle générale**

##### **Article 4**

La date limite des demandes d'inscription est fixée au 30 septembre de l'année académique en cours.

Cette limite est portée au 30 novembre pour les étudiants autorisés par les jurys à prolonger leur période d'évaluation au quadrimestre suivant, pour des raisons de force majeure dûment motivées.

La procédure de demande d'inscription ainsi que le contenu du dossier à constituer sont repris au point 3.3 ci-dessous.

Les étudiants en attente de satisfaire certaines conditions d'accès peuvent bénéficier d'une inscription provisoire qui devra être régularisée au plus tard pour le 30 novembre, sauf si le retard dans la délivrance des documents ou attestations manquants n'est pas de la responsabilité de l'étudiant.

#### **3.1.2. La demande d'inscription tardive**

##### **Article 5**

Exceptionnellement, la HEPN peut inscrire un étudiant qui fait sa demande au-delà des dates mentionnées au point 3.1.1 ci-dessus lorsque les circonstances invoquées le justifient, sans que cette demande ne puisse être postérieure au 15 février.

L'étudiant doit introduire sa demande d'inscription tardive auprès du secrétariat du bachelier dans lequel il souhaite s'inscrire, par mail ou par remise en main propre contre accusé de réception.

---

<sup>4</sup> Article 101 du décret du 07/11/2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, tel que modifié.

Le dossier de demande est composé, outre des documents repris au point 3.3.2 ci-dessous; d'un document dans lequel le candidat mentionne s'il a déjà été inscrit au cours de l'année académique dans un établissement d'enseignement supérieur de la FWB même si cette inscription a été annulée ; ainsi que d'une lettre faisant état des motivations du candidat et expliquant le caractère tardif de la demande.

L'inscription tardive n'est pas permise notamment dans les cas suivants :

- Pour les étudiants Hors UE non finançables qui ont déjà introduit une demande d'admission/d'inscription conformément au calendrier académique et qui essuient un refus,
- Pour les étudiants non finançables ayant reçu un refus d'inscription (sauf réorientation permettant d'être considéré comme finançable),
- Pour les étudiants dont l'inscription provisoire n'aurait pas été rendue définitive suite à une négligence de leur part,
- Pour les étudiants déjà régulièrement inscrits dans un cursus,
- Pour les étudiants non comptabilisés au 31 octobre pour non-paiement de l'acompte.

Dans le cas où l'inscription tardive est refusée à l'étudiant, les voies de recours lui sont communiquées.

### **3.1.3. La modification d'inscription pour les étudiants de 1<sup>ère</sup> année du 1<sup>er</sup> cycle**

#### **3.1.3.1. Modification d'inscription**

##### **Article 6**

Entre le 1<sup>er</sup> et le 31 octobre de l'année académique en cours, un étudiant de 1<sup>ère</sup> année du 1<sup>er</sup> cycle peut demander de modifier son inscription, avec ou sans changement d'établissement, sans que cette demande ne soit considérée comme une réorientation (voir point 3.1.3.2. ci-dessous).

L'étudiant doit formaliser sa demande au moyen d'un courrier motivé, adressé au secrétariat du bachelier qu'il souhaite intégrer, par mail ou par dépôt en main propre contre accusé de réception.

En cas de modification d'inscription impliquant une entrée à la HEPN, l'étudiant doit joindre à son courrier :

- ✓ les éléments constitutifs d'un dossier de demande d'inscription tels que repris au point 3.3.2. ci-dessous
- ✓ la preuve d'une inscription régulière dans l'établissement d'origine
- ✓ un document faisant état des droits d'inscription payés dans l'établissement d'origine

### 3.1.3.2. Réorientation

#### Article 7

Entre le 1<sup>er</sup> novembre et le 15 février, l'étudiant de 1<sup>re</sup> année du 1<sup>er</sup> cycle peut modifier son inscription et ainsi se **réorienter**, sans minerval de la Communauté française complémentaire, afin de poursuivre son année académique au sein d'un autre cursus, avec ou sans changement d'établissement.

L'étudiant qui souhaite se réorienter en fait la demande motivée, via le formulaire de demande de réorientation, qu'il adresse au secrétariat de bachelier. Celui-ci doit être adressé par mail ou déposé en main propre contre accusé de réception. Il doit être accompagné :

- d'une copie d'un document d'identité ;
- du titre d'accès aux études ;
- de la justification des activités depuis la fin des études secondaires (sauf interruption de 5 années dûment attestée) ;
- d'une copie des relevés des notes obtenues au cours de cette période ;
- d'un document de son établissement d'origine attestant l'absence de dette envers lui ou une preuve de demande d'allocations d'études.

La demande de réorientation ne sera traitée qu'à la réception du **dossier complet**.

Dans les 10 jours ouvrables de la prise de décision par le Président du jury, la réponse motivée est communiquée à l'étudiant par le secrétariat de bachelier.

En cas de refus, l'étudiant peut introduire un recours conformément à la procédure reprise au point 3.5 ci-dessous (article 16).

Tant que la demande de réorientation n'est pas acceptée, l'étudiant est tenu de passer sa session d'examen de janvier dans son établissement d'origine.

### 3.1.4. Les calendriers particuliers

#### Article 8

Une procédure et des délais particuliers sont prévus pour les étudiants non-finançables. Ces dispositions sont disponibles sur le site [www.hepn.be](http://www.hepn.be).

## 3.2. Les titres d'accès<sup>5</sup>

---

<sup>5</sup> Article 107 du décret du 07/11/2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, tel que modifié.

### 3.2.1. L'accès aux études de premier cycle

#### Article 9

Sous réserve d'autres dispositions légales particulières et en vue de l'obtention du grade académique qui les sanctionne, ont **accès à des études de 1er premier cycle** les étudiants qui justifient :

1° soit du certificat d'enseignement secondaire supérieur délivré à partir de l'année scolaire 1993 -1994 par un établissement d'enseignement secondaire de plein exercice ou de promotion sociale de la Communauté française le cas échéant homologué s'il a été délivré par un établissement scolaire avant le 1er janvier 2008 ou revêtu du sceau de la Communauté française s'il a été délivré après cette date, ainsi que les titulaires du même certificat délivré, à partir de l'année civile 1994, par le jury de la Communauté française;

2° soit d'un diplôme délivré par un établissement d'enseignement supérieur en Communauté française sanctionnant un grade académique délivré en application du présent décret, soit d'un diplôme délivré par une institution universitaire ou un établissement organisant l'enseignement supérieur de plein exercice en vertu d'une législation antérieure ;

3° soit d'un diplôme d'enseignement supérieur délivré par un établissement d'enseignement de promotion sociale ;

4° soit d'une attestation de succès à un des examens d'admission organisés par les établissements d'enseignement supérieur ou par un jury de la Communauté française ; cette attestation donne accès aux études des secteurs, des domaines ou des cursus qu'elle indique ;

5° soit d'un diplôme, titre ou certificat d'études similaire à ceux mentionnés aux littéras précédents délivré par la Communauté flamande, par la Communauté germanophone ou par l'Ecole royale militaire ;

6° soit d'un diplôme, titre ou certificat d'études étranger reconnu équivalent à ceux mentionnés aux littéras 1° à 4° en application d'une législation fédérale, communautaire, européenne ou d'une convention internationale ;

7° soit du diplôme d'aptitude à accéder à l'enseignement supérieur (DAES) conféré par le jury de la Communauté française ;

8° soit d'une décision d'équivalence de niveau d'études délivrée par le Gouvernement.

### 3.2.2. L'accès aux études de spécialisation<sup>67</sup>

---

<sup>6</sup> Article 107 al 2 du décret du 07/11/2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, tel que modifié.

<sup>7</sup> AGCF du 24/09/2020 fixant la liste des grades qui donnent accès aux bacheliers de spécialisation.

## Article 10

Ont accès aux études de spécialisation les titulaires :

1. d'un diplôme de bachelier ou de master repris dans la liste ci-dessous ;
2. d'un diplôme délivré en communauté flamande ou germanophone ou par l'Ecole royale militaire dont la similarité aux diplômes repris dans la liste ci-dessous est appréciée par les autorités de la HEPN ;
3. d'un diplôme étranger reconnu équivalent aux diplômes repris dans la liste ci-dessous par le Gouvernement de la Communauté française ;
4. d'un diplôme étranger ayant fait l'objet d'une reconnaissance professionnelle, en application de la directive 2005/36/CE du parlement européen et du conseil du 7 septembre 2005, qui confère une qualification professionnelle correspondant à celle d'un diplôme repris dans la liste ci-dessous.

L'accès aux études de spécialisation visées à l'article 1er de l'arrêté royal du 27 septembre 2006 établissant la liste des titres professionnels particuliers et des qualifications professionnelles particulières pour les praticiens de l'art infirmier est réservé aux titulaires d'un diplôme de bachelier infirmier responsable de soins généraux, ou d'un diplôme similaire, ou reconnu équivalent, ou ayant fait l'objet d'une décision de reconnaissance professionnelle. La similarité, l'équivalence et la reconnaissance professionnelle sont celles visées respectivement à l'alinéa 2, 2°, à l'alinéa 2, 3° et à l'alinéa 2, 4°.

Ont également accès aux bacheliers de spécialisation les étudiants pour lesquels les jurys ont valorisé les savoirs et compétences acquis par les étudiants par leur expérience professionnelle ou personnelle à concurrence de 180 crédits au moins.

### 3.2.2.1. Spécialisation en pédiatrie et néonatalogie

La spécialisation est accessible aux titulaires d'un diplôme de Bachelier en soins infirmiers / Bachelier infirmier responsable de soins généraux.

### 3.2.2.2. Spécialisation interdisciplinaire en gériatrie et psychogériatrie

La spécialisation est accessible aux titulaires d'un diplôme de :

- Bachelier en soins infirmiers / Bachelier infirmier responsable de soins généraux
- Bachelier en audiologie
- Bachelier en diététique
- Bachelier en ergothérapie
- Bachelier en logopédie
- Bachelier en podologie-podothérapie
- Bachelier en bandagisterie – orthésiologie – prothésiologie
- Bachelier en psychomotricité,

- Bachelier : assistant(e) en psychologie
- Bachelier : assistant social
- Bachelier : éducateur spécialisé en accompagnement psycho-éducatif
- Bachelier : éducateur spécialisé en activités socio-sportives
- Bachelier : conseiller conjugal et familial
- Bachelier en orthoptie
- Bachelier : hygiéniste bucco-dentaire
- Master en logopédie
- Master en sciences psychologiques
- Master en kinésithérapie
- Master en kinésithérapie et réadaptation

### **3.2.2.3. Spécialisation en santé mentale et psychiatrie**

La spécialisation est accessible aux titulaires d'un diplôme de Bachelier en soins infirmiers / Bachelier infirmier responsable de soins généraux.

### **3.2.2.4. Spécialisation interdisciplinaire en radiothérapie**

La spécialisation est accessible aux titulaires d'un diplôme de :

- Bachelier en soins infirmiers / Bachelier infirmier responsable de soins généraux
- Bachelier – Technologue en imagerie médicale

### **3.2.2.5. Spécialisation en agriculture biologique**

La spécialisation est accessible aux titulaires d'un diplôme de bachelier de type court et/ou de master du domaine « Sciences agronomiques et ingénierie biologique » (domaine 18), dont :

- Bachelier en agronomie, orientation agro-industries et biotechnologies
- Bachelier en agronomie, orientation agronomie des régions chaudes
- Bachelier en agronomie, orientation environnement
- Bachelier en agronomie, orientation forêt et nature
- Bachelier en agronomie, orientation techniques et gestion agricoles
- Bachelier en agronomie, orientation techniques et gestion horticoles
- Bachelier en agronomie, orientation technologie animale
- Master en sciences agronomiques et industries du vivant
- Master en Sciences de l'ingénieur industriel en agronomie, orientation agronomie
- Master en Sciences de l'ingénieur industriel en agronomie, orientation bio-industries
- Master en Sciences de l'ingénieur industriel en agronomie, orientation environnement

- Master : bioingénieur en chimie et bioindustries
- Master : bioingénieur en gestion des forêts et des espaces naturels
- Master : bioingénieur en sciences agronomiques
- Master : bioingénieur en sciences et technologies de l'environnement

### **3.3. La procédure d'inscription**

Il appartient à l'étudiant d'indiquer, dès sa demande d'inscription, s'il renonce à sa qualité d'étudiant potentiellement finançable parce qu'il aurait entrepris une démarche similaire auprès d'un autre établissement d'enseignement supérieur de plein exercice de la Communauté française.

La preuve que l'étudiant satisfait aux conditions d'accès aux études lui incombe. Elle peut être apportée par tout document officiel probant ou, en l'absence de document dûment justifiée pour des raisons de force majeure, par une déclaration sur l'honneur de l'étudiant témoignant de l'impossibilité matérielle de fournir un tel document.

#### **3.3.1. Le dépôt de la demande d'inscription**

##### **Article 11**

L'étudiant introduit sa demande d'inscription via la plateforme MyHEPN ou en se présentant en personne, sur rendez-vous, au secrétariat du bachelier concerné afin d'y remettre son dossier d'inscription et de signer un formulaire de demande d'inscription.

#### **3.3.2. La constitution du dossier**

##### **Article 12**

L'étudiant doit fournir au secrétariat de son bachelier, pour la rentrée académique ou au plus tard pour le 30 septembre de l'année académique en cours :

- Une photocopie recto-verso d'un document d'identité belge ou étranger (titre de séjour), en ordre de validité ;

(Pour les étudiants « sans-papiers », en attente de régularisation et non porteurs d'un document d'identité, un document (accusé de réception de la demande de régularisation ou autre) attestant de la démarche)

- Une photo d'identité récente ;
- Le titre d'accès à l'enseignement supérieur :

- En cas d'études secondaires effectuées en Belgique :
  - Terminées en 2025 : la copie de la formule provisoire originale du CESS
  - Terminées avant 2025 : la copie du CESS définitif
- En cas d'études secondaires non-effectuées en Belgique :
  - La copie du titre de l'enseignement secondaire obtenu (baccalauréat, ...) A défaut, une attestation de non-délivrance du Baccalauréat valable pour l'année 2025-2026
  - La copie du relevé de notes du Baccalauréat
  - La copie de l'équivalence définitive (ou dans certains cas provisoire) de ce titre du secondaire délivré par le service des équivalences de la FWB, valable au 14 septembre 2025.  
Si la demande est en cours :  
fournir la preuve de l'introduction de la demande d'équivalence (preuve de réception d'un dossier par la FWB dans les délais (avant le 15 juillet 2025) et preuve du paiement des frais)
- **Uniquement pour les étudiants qui s'inscrivent au sein des bacheliers infirmier responsable de soins généraux et sage-femme :**
  - un extrait de casier judiciaire de modèle 2 daté de maximum 3 mois avant l'inscription ;
  - un certificat d'aptitude physique à la profession (document type délivré par la HEPN à compléter) daté au plus tôt du 15/06/2025 ;
- L'étudiant transmet les preuves de ses activités passées académiques et non académiques depuis l'année d'obtention de son diplôme de l'enseignement secondaire (CESS ou équivalent) jusqu'à l'année 2024-2025.  
En cas d'interruption des activités académiques durant au moins cinq années académiques consécutives, l'étudiant n'est pas tenu de fournir les preuves d'activités antérieures à ces cinq années.  
L'étudiant ayant obtenu son CESS (ou équivalent) en 2025 n'est pas soumis à cette obligation.
  - En cas d'études supérieures :
    - Une attestation de fréquentation (et pas d'inscription), accompagnée des résultats obtenus et du nombre de crédits inscrits/acquis (relevés de notes, diplôme le cas échéant, ...)
    - La preuve de la réalisation d'un bilan de santé
    - Un document attestant que l'étudiant a apuré toutes ses dettes à l'égard du dernier établissement d'enseignement supérieur en Communauté française fréquenté
  - Pour toutes autres activités non - académiques :

Activité non académique	Documents à fournir
Travail salarié	Tout document probant : attestation de l'employeur, contrat, fiches de paie, C4... Dans l'impossibilité d'obtenir une attestation et en cas de travail à mi-temps ou moins : déclaration sur l'honneur.

Travail indépendant	Déclaration sur l'honneur accompagnée de tout document probant : cotisations sociales INASTI, statuts de la société, n° Banque Carrefour des Entreprises, etc...
Chômage, Stage d'insertion, CPAS	Document probant de l'ONEM, du FOREM, ACTIRIS, ... ou du CPAS.
Problèmes de santé, Maladie-invalidité de longue durée, ...	Attestation de la mutuelle, certificat médical (respect de la vie privée : ne pas mentionner le type de pathologie).
Congé de maternité / parental	Attestation de la mutuelle. En cas de prolongation volontaire : déclaration sur l'honneur
Séjour à l'étranger	Passeport ou visa. Voyage linguistique : attestation de l'organisme compétent (EF, WEP, etc...). A défaut, déclaration sur l'honneur.
Bénévolat/ONG/ASBL...	Attestation de l'organisme ou déclaration sur l'honneur.
Année(s) sabbatique(s)	Déclaration sur l'honneur.

Tout changement d'adresse et/ou d'état civil doit être immédiatement communiqué au secrétariat de la Haute Ecole et confirmé par la remise d'une copie de la carte d'identité mentionnant le nouveau domicile. Tout changement de numéro de téléphone, d'adresse mail ou d'adresse de kot doit être également signalé dans les plus brefs délais.

### 3.3.3. La recevabilité de la demande d'inscription<sup>8</sup>

#### Article 13

Pour qu'un dossier de demande d'inscription soit recevable, l'étudiant est tenu de remplir les conditions d'accès aux études visées et de respecter les procédures et les délais fixés dans le présent règlement.

A défaut, la demande d'inscription est irrecevable.

<sup>8</sup> Article 95 du décret du 07/11/2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, tel que modifié.

Dans ce cas, l'étudiant en est informé directement par le secrétariat du bachelier et par courriel, contenant les raisons justifiant l'irrecevabilité ainsi que les modalités d'exercice des droits de recours.

#### Article 14

- ✓ L'étudiant peut introduire un recours contre cette décision auprès du Commissaire du Gouvernement désigné auprès de la HEPN.  
Le recours doit être introduit : **Prioritairement** par courrier électronique (michel.chojnowski@comdelcfwb.be) (la date de réception par le client de messagerie électronique faisant foi) ;
- ✓ A défaut :
  - soit en main propre contre accusé de réception signé par un membre de la cellule du Commissaire-Délégué faisant foi ;
  - soit par courrier recommandé avec accusé de réception à l'adresse suivante :  
Cellule du Commissaire du Gouvernement  
Monsieur Michel CHOJNOWSKI  
120, rue de Bruxelles  
1000 Namur ;

Sous peine d'irrecevabilité, le recours doit être introduit dans les 15 jours ouvrables à partir du premier jour ouvrable qui suit la notification de la décision querellée. Ce délai est suspendu entre le 24 décembre et le 1<sup>er</sup> janvier ainsi qu'entre le 15 juillet et le 15 août.

Il doit impérativement reprendre les éléments suivants :

- sous peine d'irrecevabilité : l'identité de l'étudiant, son domicile, ses coordonnées téléphoniques, son adresse électronique et sa nationalité ;
- sous peine d'irrecevabilité : l'objet précis du recours et ses motivations ;
- la dénomination légale de l'établissement d'enseignement supérieur à l'origine de la décision querellée ;
- les études qui ont fait l'objet de la demande d'admission ou d'inscription ;
- sous peine d'irrecevabilité, la copie de la décision querellée, le cas échéant.

Par ailleurs, le recours peut être complété de tout document jugé utile et mentionne l'inventaire des pièces annexées.

Les étudiants n'ayant pas reçu de décision de la part de la HEPN à leur demande d'inscription à la date du 31 octobre peuvent introduire un recours auprès du Commissaire du Gouvernement (voir modalités d'envoi ci-dessus), dans un délai de 15 jours ouvrables à dater du premier jour ouvrable qui suit le 15 novembre. L'étudiant apporte la preuve qu'il a introduit une demande auprès de la HEPN. Dans l'attente de l'issue de ce recours, l'introduction de ce recours vaut inscription provisoire<sup>9</sup>.

---

<sup>9</sup> Article 95/1 du décret du 07/11/2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, tel que modifié.

Le Commissaire juge de la recevabilité du recours dans le respect des formes et délais définis ci-dessus.

S'il estime le recours non recevable, le Commissaire en informe le requérant soit par courrier recommandé avec accusé de réception, soit par courrier électronique, la procédure s'arrêtant à ce stade. Concomitamment, le Commissaire informe par écrit la HEPN de sa décision. La décision de la HEPN est définitive.

S'il estime le recours recevable, le Commissaire envoie aux autorités de la HEPN un document type sur lequel sont mentionnés le nom du requérant et la décision querellée, document que ces autorités doivent lui renvoyer dûment complété dans un délai de 7 jours ouvrables à partir de la réception du transmis de ce document type.

Le Commissaire prend position 7 jours ouvrables après la réception du document type dûment complété. Un courrier est adressé soit par courrier recommandé avec accusé de réception, soit par courrier électronique, au requérant reprenant la décision motivée qui :

- soit confirme la décision d'irrecevabilité de la demande d'inscription ;
- soit invalide celle-ci et confirme la recevabilité de la demande d'inscription du requérant.

Une copie de la décision envoyée au requérant est signifiée simultanément aux autorités de la Haute Ecole.

Ceci ne constitue pas un refus d'inscription au sens de l'article 96 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études.

### **3.4. La régularité de l'inscription**

#### **Article 15**

Une inscription est régulière pour une année académique lorsque :

- l'étudiant satisfait aux conditions administratives (cfr. infra) et financières (acompte visé à l'article 24) ;
- elle porte sur un programme d'études validé par la Commission d'admission (voir chapitre 5 ci-dessous).

### **3.5. Le refus d'inscription et procédure de recours**<sup>10</sup>

#### **Article 16**

Le Collège de direction de la HEPN, par décision motivée :

- refuse l'inscription d'un étudiant qui a fait l'objet, dans les 3 années académiques précédentes, d'une mesure d'exclusion d'un établissement d'enseignement supérieur pour des raisons de fraude à l'inscription ou de fraude aux évaluations, soit d'une décision de refus d'inscription prononcée par l'ARES dans le cadre d'une inscription à une épreuve ou à un examen d'admission organisé par l'ARES ;
- peut refuser l'inscription d'un étudiant lorsque cet étudiant n'est pas finançable au sens du décret du 11 avril 2014 adaptant le financement des établissements d'enseignement supérieur à la nouvelle organisation des études ;
- peut refuser l'inscription d'un étudiant lorsque la demande d'inscription vise des études qui ne donnent pas lieu à un financement ;
- peut refuser l'inscription d'un étudiant qui a fait l'objet, dans les 3 années académiques précédentes, d'une mesure d'exclusion d'un établissement d'enseignement supérieur pour faute grave.

La décision du refus d'inscription est notifiée à l'étudiant par pli recommandé, contre reçu ou par courriel à l'adresse électronique fournie par l'étudiant (ou, en cas de réinscription, à celle fournie par l'établissement), au plus tard 15 jours après réception de sa demande finale d'inscription effective et recevable. Ce délai est suspendu durant les périodes de vacances et de congés scolaires. Le recommandé est considéré reçu le 3e jour ouvrable qui suit son envoi.

#### **Article 17**

Cette décision de refus est susceptible d'un recours interne devant la Commission d'appel de refus d'inscription, constituée au sein de l'Administration Provinciale de l'Enseignement et de la Formation, chargée de recevoir les plaintes.

Cette Commission est composée du Député provincial et de l'Inspecteur général ayant l'enseignement dans leurs attributions, du Directeur des Services Juridiques de la Province de Namur et d'un membre du Conseil des Etudiants.

Le recours doit être introduit par courrier recommandé et être adressé, dans les 10 jours calendrier suivant la date d'envoi de la notification du refus d'inscription, à l'adresse suivante :

*APEF  
Commission d'appel de refus d'inscription*

---

<sup>10</sup> Articles 96 et 97 du décret du 07/11/2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, tel que modifié.

rue Henri-Blès 188  
5000 NAMUR.

Simultanément, l'étudiant adresse une copie de son recours par courriel au Directeur administratif.

Le recours mentionne expressément si l'étudiant conteste le fait qu'il est non-finançable ou s'il désire obtenir une inscription malgré ce caractère non-finançable en raison de circonstances exceptionnelles. Il est accompagné de preuves écrites de nature à prouver ces circonstances. Tout recours ne respectant pas strictement ces formes ou non signé sera irrecevable.

En cas de contestation de la finançabilité de l'étudiant, un avis du Commissaire du Gouvernement auprès de la Haute Ecole est requis.

Cette procédure est écrite. Aucune audition n'est accordée et aucune information sur le contenu de la décision n'est donnée par téléphone. La Commission se prononce dans les 30 jours de la réception du recours et adresse la notification de sa décision à l'étudiant par pli recommandé ou par courriel à l'adresse électronique fournie par l'étudiant.

Si, passé le délai de 30 jours à dater de l'introduction de son recours, l'étudiant n'a pas reçu de notification de décision de la Commission d'appel, il peut mettre en demeure la Haute Ecole de notifier cette décision. Cette mise en demeure doit être adressée sous peine de nullité au Président de la commission de recours. A dater de la réception de la mise en demeure, la Haute Ecole dispose de 15 jours pour notifier sa décision. A défaut d'une décision intervenue au terme de ces 15 jours, la décision de la Haute Ecole est réputée positive. A cette même date, la décision est réputée avoir été notifiée à l'étudiant. L'étudiant qui ne veut pas s'exposer à des frais d'une mise en demeure inutile est préalablement invité à indiquer qu'il n'a pas reçu la décision à la personne de contact renseignée sur les recommandés envoyés par la Haute École pour que la date de l'envoi éventuel lui soit communiquée.

En cas de recours accueilli par la Commission d'appel, l'étudiant est tenu de prendre contact avec le secrétariat du bachelier afin de prendre connaissance des suites de la procédure d'inscription.

**Article 18 – [Sous réserve de l'adoption de l'avant-projet de décret portant diverses mesures relatives à l'enseignement supérieur, cet article est abrogé.]**

~~En cas de rejet du recours interne, l'étudiant a 15 jours ouvrables à partir de la notification de ce dernier pour contester la décision prise à l'issue de cette procédure devant la commission (CEPERI) créée à cet effet au sein de l'ARES<sup>11</sup>. Sous peine d'irrecevabilité, la requête est introduite sur l'application GRIC (<https://routingauth.cfwb.be/cama-no-access/?service=CEPERI>) ou par pli recommandé à l'adresse suivante :~~

ARES  
Secrétaire de la CEPERI

*rue Royale 180, 5<sup>e</sup> étage  
1000 Bruxelles*

~~Cette requête indique clairement l'identité, le domicile, les coordonnées téléphoniques, l'adresse électronique de l'étudiant et l'objet précis de son recours; elle est revêtue de sa signature et elle contient en annexe copie du recours interne, de la décision qui en a résulté, de sa notification à l'étudiant, ainsi que tous les éléments et toutes les pièces que l'étudiant estime nécessaires pour motiver son recours.~~

~~La CEPERI vérifie le caractère adéquat de la motivation formelle de la décision et se prononce dans les 15 jours ouvrables à dater de la réception de la plainte. Si des éléments de nature à influencer favorablement la demande d'inscription n'ont pas été pris en compte lors du recours interne, elle invalide la décision.~~

### **3.6. La fraude à l'inscription**<sup>12</sup>

#### **Article 19**

Toute fausse déclaration ou falsification dans la constitution d'un dossier d'admission ou d'inscription est constitutive de fraude à l'inscription et entraîne automatiquement, à l'encontre de la personne concernée, un refus d'inscription pour une durée de 3 années académiques dans tout établissement d'enseignement supérieur de la Communauté française.

La suspicion de fraude est notifiée à la personne concernée par pli recommandé, par mail à l'adresse fournie ou en main propre contre accusé de réception. Il reprend les faits qui motivent l'action de la HEPN.

Dans les 15 jours de cette notification, la personne concernée peut contester les faits allégués auprès du Directeur-Président, par pli recommandé, par mail à l'adresse [directeur.president@province.namur.be](mailto:directeur.president@province.namur.be) ou en main propre contre accusé de réception.

En cas de contestation dans les délais impartis, la personne concernée sera convoquée pour une audition devant le Collège de direction afin que celle-ci s'explique sur les faits qui lui sont reprochés. En cas d'absence lors de l'audition, un procès-verbal de carence est rédigé en présence de deux témoins.

Les personnes en demande d'admission qui habitent à l'étranger ne seront pas convoquées à une audition. Elles recevront un courrier ou un mail reprenant les faits qui motivent l'action de la HEPN et mentionnant la possibilité pour elles d'apporter par écrit les éléments susceptibles de prouver leur bonne foi.

A l'issue de la procédure, le Collège de direction confirme ou non la fraude à l'inscription et communique sa décision motivée à la personne concernée par pli recommandé ou en main propre contre accusé de réception. Ce même courrier apporte, le cas échéant, une réponse

---

<sup>12</sup> Article 95/2 du décret du 07/11/2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, tel que modifié.

aux éléments avancés par l'étudiant lors de l'audition, son inscription dans la liste des fraudeurs ainsi que les modalités d'exercice des droits de recours.

Les noms des fraudeurs sont transmis au Commissaire du gouvernement près la HEPN. Après vérification du respect de la procédure et de la réalité de la fraude, le Commissaire transmet ces noms à l'ARES, chargée d'établir une base de données reprenant le nom des fraudeurs et gérée dans le respect de la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel. L'effacement des fraudeurs de la liste se fait automatiquement après une période de trois années académiques.

Si la personne concernée est en demande d'inscription, cette fraude entraîne le refus d'inscription au sein de la HEPN.

Si la personne concernée est déjà inscrite comme étudiant, cette fraude entraîne une peine disciplinaire d'exclusion, prononcée en application du chapitre 14 du présent règlement.

L'exclusion implique automatiquement un refus d'inscription pour une durée de 3 années académiques de tout établissement d'enseignement supérieur de la Communauté française. Le délai de trois ans prend cours le premier jour de l'année académique durant laquelle la fraude est sanctionnée.

En cas de fraude à l'inscription, l'étudiant perd immédiatement sa qualité d'étudiant régulièrement inscrit, ainsi que tous les droits liés à cette qualité et les effets de droit liés à la réussite d'épreuves durant l'année académique concernée. Les droits d'inscription versés à la HEPN sont définitivement acquis à celle-ci.

### **3.7. L'annulation de l'inscription**

#### **Article 20**

L'étudiant qui abandonne ses études est tenu de se présenter au secrétariat de son bachelier afin de signer le document d'abandon de ses études.

A défaut, l'étudiant reste considéré comme inscrit.

En cas d'annulation de l'inscription avant le 1<sup>er</sup> décembre, seul l'acompte de 50€ reste dû. Si l'abandon intervient après le 1<sup>er</sup> décembre, l'inscription de l'étudiant est comptabilisée dans son cursus académique et il reste redevable de la totalité des droits d'inscription.

### **3.8. Les étudiants non-finançables**

#### **Article 21**

Le Collège de direction peut admettre l'inscription d'étudiants non-finançables.  
Pour ce faire, un dossier de demande d'inscription doit être constitué et transmis :

- pour les étudiants ressortissants d'un pays hors UE : selon les modalités indiquées sur le site [www.hepn.be](http://www.hepn.be);
- pour les autres étudiants, par envoi postal au secrétariat du bachelier concerné d'un dossier complet comprenant une lettre de motivation.

Toute demande d'inscription établie selon une autre procédure ou tout dossier incomplet ne sera pas prise en considération.

Les éléments constitutifs du dossier sont indiqués sur le site [www.hepn.be](http://www.hepn.be).

La décision de refus du Collège de direction intervient dans les 15 jours ouvrables suivant la réception de la demande, et au plus tôt le 1er juin. Ce délai est suspendu pendant la période du 15 juillet au 15 août.

### **3.9. Les étudiants libres**<sup>13</sup>

#### **Article 22**

*En dehors d'une inscription régulière telle que définie ci-dessus, des personnes qui en font la demande peuvent être autorisées, par le secrétariat de bachelier, à suivre isolément des unités d'enseignement et à en présenter les évaluations.*

Ces personnes, appelées étudiants libres, déposent leur demande d'inscription en main propre ou par mail auprès du secrétariat du bachelier dans lequel elles souhaitent suivre des unités d'enseignement, au plus tard le 15 février de l'année académique en cours.

Cette demande écrite est motivée et contient :

- un résumé du passé scolaire et/ou académique et/ou professionnel ;
- en cas d'études ou parties d'études supérieures réalisées, les relevés de note détaillés ;
- un document d'identité, valable pour toute l'année académique en cours ;
- la liste des unités d'enseignement souhaitées.

Le nombre maximum de crédits associés à ces unités d'enseignement ne peut être supérieur à 20 par année académique, et ce dans l'ensemble des établissements d'enseignement supérieur en Fédération Wallonie Bruxelles.

Lors de sa demande d'inscription, l'étudiant libre est tenu de déclarer toute autre inscription sous le même statut en FWB.

La décision est communiquée par mail au demandeur dans les 15 jours ouvrables de la réception de la demande.

---

<sup>13</sup> Article 68/1 du décret du 07/11/2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, tel que modifié.

Les étudiants libres peuvent passer les évaluations mais ne se voient pas octroyer les crédits. Néanmoins, ces unités d'enseignement pourront être valorisées au moment de la validation du programme annuel de l'étudiant lors d'une inscription régulière, pour autant que le seuil de réussite (10/20) soit atteint.

Une attestation reprenant les unités d'enseignement suivies ainsi que les résultats des évaluations le cas échéant, sera délivrée à l'étudiant libre au terme de l'année académique.

Les étudiants libres sont redevables d'un droit d'inscription tel que défini au chapitre 4, point 4.1.9, du présent règlement.

## Chapitre 4 : Le coût des études<sup>14</sup>

### 4.1. Les droits d'inscription

#### Article 23

Les droits d'inscription dus par l'étudiant régulièrement inscrit comprennent l'inscription à l'année académique et l'inscription aux épreuves et examens organisés durant cette année académique.

Ils reprennent :

- Le droit d'inscription (minerval) imposé par la Communauté française.
- Les frais d'études.  
Ils sont arrêtés annuellement sur base d'une liste établie par une Commission de concertation interne à la HEPN.  
Ces frais appréciés au coût réel se composent :
  - des frais administratifs : frais liés à la gestion administrative des dossiers des étudiants ;
  - des frais spécifiques : frais propres à chaque bachelier ;
  - des frais d'infrastructures et d'équipement.
- Eventuellement, pour les étudiants hors UE non assimilés et non exemptés, la contribution supplémentaire visée à l'art. 105 §3bis du décret du 07 novembre 2013 ou un droit d'inscription spécifique pour les étudiants concernés par les dispositions transitoires visées à l'article 66 du décret-programme du 11 décembre 2024.

Les montants des droits d'inscription sont repris en annexe 1 du présent document.

Un terminal électronique Bancontact est disponible pour les possesseurs d'un compte bancaire belge. Les paiements par carte de crédit (VISA, Mastercard, ...) ne sont pas acceptés.

Certaines opérations par virement international sont éventuellement soumises à des frais supplémentaires en raison de l'origine du paiement. Ces frais ne sont pas pris en charge par la HEPN ; il faut en tenir compte lors du paiement des droits d'inscription.

Le paiement seul des droits d'inscription n'entraîne pas l'acceptation définitive de l'inscription.

---

<sup>14</sup> Articles 102 et 105 du décret du 07/11/2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, tel que modifié.

L'inscription reste provisoire tant que l'étudiant n'a pas également fourni tous les documents requis. Son inscription n'est par ailleurs pas régulière tant que son programme d'études n'a pas été validé par la Commission d'admission et par lui-même.

#### **4.1.1. Règle générale**

##### **Article 24**

Pour qu'une inscription puisse être prise en considération, l'étudiant est tenu d'avoir payé un acompte de 50€ le jour de sa demande d'inscription ou au plus tard le 31 octobre<sup>15</sup>.

L'étudiant est, en outre, tenu de ne pas être en dette vis-à-vis de tout autre établissement d'enseignement supérieur en Communauté française. A défaut, l'établissement notifie à l'étudiant que son inscription ne peut pas être prise en compte.

Le solde du montant des droits d'inscription est à payer au plus tard pour le 1<sup>er</sup> février ou dès l'inscription si celle-ci est postérieure.

L'étudiant, lors du paiement des droits d'inscription, doit tenir compte des dates valeurs bancaires, afin que le montant demandé arrive dans les délais prescrits.

Sauf cas de force majeure, à défaut de paiement pour cette date, l'étudiant n'aura plus accès aux activités d'apprentissage à partir de cette date, ne pourra être délibéré ni bénéficier d'aucun report ou de validation de crédits mais restera considéré comme ayant été inscrit aux études pour l'année académique. S'il a participé à des épreuves, celles-ci sont nulles de plein droit.

Le Collège de direction constate le non-paiement du solde des droits d'inscription au plus tard le 15 février de l'année académique en cours. L'étudiant est ainsi informé dans les 10 jours ouvrables de la décision du Collège de direction qu'à partir de cette date il n'a plus accès aux activités d'apprentissage, qu'il ne peut être délibéré ni bénéficier d'aucun report ou valorisation de crédits mais qu'il reste considéré comme ayant été inscrit aux études pour l'année académique.

L'étudiant dispose d'un délai de 15 jours ouvrables à dater du 1<sup>e</sup> jour ouvrable qui suit la notification pour introduire son recours.

Le Commissaire du gouvernement auprès de la HEPN est habilité à recevoir les recours contre ce type de décision et peut, pour des raisons motivées, invalider cette décision et confirmer l'inscription de l'étudiant.

La HEPN est tenue de communiquer le dossier complet et ses remarques dans un délai de 7 jours ouvrables à partir de la demande d'information formulée par le Commissaire.

---

<sup>15</sup> Article 102 §1<sup>e</sup> du décret du 07/11/2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, tel que modifié.

Celui-ci statue sur pièces ainsi que sur les arguments éventuels de la HEPN dans les 7 jours ouvrables à dater de la réception du dossier complet transmis par la HEPN.

Si ce recours est irrecevable, la décision de la HEPN est définitive. Lorsque le recours est recevable, l'étudiant reste inscrit.

*Voir procédure de recours reprise au point 3.5 ci-dessus (article 14).*

#### **4.1.2. Les étudiants boursiers**

##### **Article 25**

Les étudiants qui fournissent la preuve de leur qualité d'étudiant boursier ou de présumé boursier bénéficient de la **gratuité** de l'accès aux études.

Les étudiants boursiers sont ceux qui bénéficient d'une allocation d'études octroyée par le service d'allocations d'études de la Fédération Wallonie Bruxelles ou délivrée par l'administration générale de la Coopération au développement.

**L'étudiant boursier ou qui a introduit une demande de bourse (étudiant présumé boursier) présente la preuve de l'introduction de sa demande ou de l'octroi de celle-ci. Dès notification de la décision, il doit en informer l'établissement.**

La preuve de la qualité d'étudiant boursier peut être apportée par la notification annuelle de l'octroi d'une allocation d'études par l'Administration générale de la Coopération au Développement et par le Service des Prêts et Allocations d'études. Ce document doit être remis au comptable de la HEPN le plus rapidement possible.

L'étudiant bénéficiant d'une allocation d'études bénéficie, en outre, à sa demande, de l'impression sur papier, à titre gratuit, des supports de cours repris dans la liste établie par le Conseil pédagogique.

L'étudiant présumé boursier qui, au 1<sup>er</sup> février, n'a pas encore perçu son allocation d'études, continue à avoir accès aux activités d'apprentissage, à être délibéré et à bénéficier de report ou valorisation de crédit. Il est considéré comme en ordre de paiement jusqu'à la notification de la décision de l'octroi de l'allocation. Si celle-ci lui est refusée, il dispose d'un délai de 30 jours à dater de la notification de la décision de refus du service d'allocations d'études de la Communauté française pour payer le solde du montant de son inscription. A défaut, l'étudiant est notifié qu'il n'a plus accès aux activités d'apprentissage et ne peut être délibéré ni bénéficier d'aucun report ou valorisation de crédits mais reste considéré comme ayant été inscrit aux études pour l'année académique<sup>16</sup>.

L'étudiant dispose d'un délai de 15 jours ouvrables à dater du 1<sup>e</sup> jour ouvrable qui suit la notification pour introduire son recours.

---

<sup>16</sup> Article 102 §1<sup>e</sup> du décret du 07/11/2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, tel que modifié.

Le Commissaire du gouvernement auprès de la HEPN est habilité à recevoir les recours contre ce type de décision et peut, pour des raisons motivées, invalider cette décision et confirmer l'inscription de l'étudiant.

La HEPN est tenue de communiquer le dossier complet et ses remarques dans un délai de 7 jours ouvrables à partir de la demande d'information formulée par le Commissaire.

Celui-ci statue sur pièces ainsi que sur les arguments éventuels de la HEPN dans les 7 jours ouvrables à dater de la réception du dossier complet transmis par la HEPN.

Si ce recours est irrecevable, la décision de la HEPN est définitive. Lorsque le recours est recevable, l'étudiant reste inscrit.

*Voir procédure de recours reprise au point 3.5 ci-dessus (article 14).*

### 4.1.3. Les étudiants de condition modeste<sup>17</sup>

#### Article 26

Les étudiants qui ne peuvent bénéficier d'une allocation d'études en raison du plafond de revenu imposable peuvent cependant, à certaines conditions, être considérés comme étudiants de condition modeste et prétendre à une réduction des droits d'inscription.

Cette réduction s'élève à 111 €, sauf pour les étudiants en année diplômante pour lesquels la réduction est de 111.01€.

Est considéré comme étudiant de condition modeste, celui dont le plafond de revenus imposables permettant l'octroi d'une allocation d'études est majoré de 4.437 € eu égard au nombre de personnes à charge.

[Les montants présentés ci-dessous sont les montants applicables pour l'année 2024-2025.]

Personnes à charge*	Revenus maximums pour bénéficier d'une allocation d'études	Revenus maximums pour bénéficier du statut d'étudiant de condition modeste
0	26.708,93 €	31.145,93 €
1	34.925,48 €	39.362,48 €
2	42.631,35 €	47.068,35 €

<sup>17</sup> AGCF du 25 mai 2007 définissant ce qu'il y a lieu d'entendre par étudiant de condition modeste dans l'enseignement supérieur hors universités.

3	49.818,21 €	54.255,21 €
4	56.494,40 €	60.931,40 €
5	63.170,59 €	67.607,59 €
Par supplémentaire	personne + 6.676,19 €	+ 6.676,19 €

Pour bénéficier de cette limitation en regard du statut d'étudiant de condition modeste, l'étudiant doit fournir la preuve des revenus concernés auprès du service social de la HEPN. Le document pressenti peut être :

- une copie complète de l'Avertissement-Extrait de rôle relatif à l'exercice fiscal 2023, revenus de l'année 2022, du représentant légal de l'étudiant(e) (père, mère, tuteur, ...) si les revenus sont déclarés en Belgique.
- si les revenus sont déclarés à l'étranger : une attestation délivrée par le Ministère des Finances du pays où travaille le représentant légal mentionnant le montant des revenus de l'année civile 2022 ainsi que le nombre de personne(s) fiscalement à charge.
- les documents rédigés dans une langue étrangère doivent être accompagnés d'une traduction en français établie par un traducteur juré.

Peuvent également bénéficier du statut d'étudiant de condition modeste, les étudiants ayant reçu un refus d'allocation d'études sur lequel la Direction des allocations d'études a mentionné que l'étudiant répondait aux conditions de reconnaissance du statut d'étudiant de condition modeste. Dans ce cas, l'apport du document de refus d'allocation d'études auprès du service social de la HEPN fait office de document probant.

Les étudiants doivent dès que possible fournir la preuve qu'ils peuvent bénéficier du statut d'étudiant de condition modeste. Si ces étudiants ne peuvent fournir cette preuve, ceux-ci doivent verser le montant total des droits d'inscription pour le 1<sup>er</sup> février de l'année académique en cours.

#### 4.1.4. La contribution pour les étudiants hors UE<sup>18</sup>

##### Article 27

Une contribution pour les étudiants hors UE est exigée pour les étudiants hors UE non finançables qui ne répondent pas aux conditions d'exemption ou d'assimilation détaillées ci-dessous.

<sup>18</sup> Article 105 §1<sup>er</sup> alinéa 3 du décret du 07/11/2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, tel que modifié.

Cette contribution s'élève à 4175 €. Par dérogation, pour les étudiants concernés par la période transitoire visée à l'art. 66 du décret-programme du 11 décembre 2024, le montant du droit d'inscription spécifique est fixé à 992€.

Les étudiants exemptés de cette contribution sont :

1° Les étudiants issus d'un pays repris sur la liste des Least Developed Countries (LDC) de l'ONU ;

2° Les étudiants titulaires d'un certificat de l'enseignement secondaire supérieur délivré par un établissement d'enseignement secondaire de plein exercice ou de promotion sociale organisé ou subventionné par la Communauté française au terme de deux années de scolarité au sein de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française ;

3° Les étudiants bénéficiaires d'une bourse délivrée par Wallonie-Bruxelles International.

Les étudiants appartenant au moment de l'inscription à l'une des catégories suivantes sont assimilés aux étudiants de nationalité d'un Etat membre de l'UE et, par voie de conséquence, exemptés de cette contribution supplémentaire. Il s'agit des étudiants :

1. de nationalité étrangère admis à séjourner plus de trois mois ou autorisés à s'établir en Belgique en application des articles 10 et 15 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (les étudiants étrangers qui ont obtenu un visa d'études n'entrent pas dans cette catégorie et ne sont donc pas exemptés);

2. ressortissants des Etats membres des Communautés européennes ;

3. mariés (ou cohabitants légaux au sens des articles 1475 et suivants du Code civil) dont le conjoint (ou le cohabitant légal) résidant en Belgique, y exerce une activité professionnelle ou y bénéficie de revenus de remplacement (c'est une attestation émanant de l'administration communale constatant cette situation qui permet de justifier de la cohabitation légale) ;

4. qui résident en Belgique et y ont obtenu les avantages liés au statut de réfugié ou de candidat réfugié, accordé par la Délégation en Belgique du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés ainsi que ceux dont le père ou la mère ou le tuteur légal se trouve dans la même situation et ce, en application de la Convention internationale relative au statut des Réfugiés et les Annexes, signées à Genève le 28 juillet 1951 et approuvées par la loi du 26 juin 1953 ;

5. qui résident en Belgique et ont introduit une demande de régularisation dans le cadre de la loi du 22 décembre 1999 relative à la régularisation de séjour de certaines catégories d'étrangers séjournant sur le territoire du Royaume ainsi que ceux dont le père ou la mère ou le tuteur légal se trouve dans la même situation ;

6. pris en charge et/ou entretenus par les Centres Publics d'Action Sociale ;

7. qui résident en Belgique, y exercent effectivement une activité professionnelle ou bénéficient de revenus de remplacement<sup>19</sup>;

8. de l'enseignement supérieur non universitaire qui ont obtenu une bourse d'études du Ministre qui a l'Administration générale de la Coopération au développement dans ses attributions à condition que celle-ci paie le droit d'inscription spécifique ;

9. de l'enseignement supérieur non universitaire qui ont obtenu une bourse d'études dans le cadre et dans les limites d'un accord culturel conclu avant le 1er janvier 1989 par l'autorité compétente de la Communauté française, de la Communauté flamande ou de la Communauté germanophone ou d'un accord culturel conclu à partir du 1er janvier 1989 par l'autorité compétente de la Communauté française ;

10. qui sont placés par le juge de la jeunesse dans un établissement de la Communauté, dans une institution privée ou dans une famille d'accueil ;

11. qui ne sont pas ressortissants d'un Etat membre de l'Union européenne et dont le père ou la mère fait partie du personnel des institutions européennes, d'une ambassade, d'un consulat, de l'OTAN... ;

12. bénéficiant de la tutelle officieuse en application de l'article 475bis du Code civil ("lorsqu'une personne âgée d'au moins 25 ans s'engage à entretenir un enfant mineur non émancipé, à l'élever et à le mettre en état de gagner sa vie, elle peut devenir son tuteur officieux, moyennant l'accord de ceux dont le consentement est requis pour l'adoption des mineurs").

Remarque : Le candidat réfugié politique qui introduit un recours au CGRA ou au Conseil du Contentieux des Étrangers suite à un refus d'obtention du statut est exempté de la contribution. Par contre, si le recours est introduit auprès du Conseil d'Etat, le paiement est requis.

L'étudiant qui satisfait à l'une de ces conditions est réputé y satisfaire pour le reste du cycle d'études qu'il a entrepris. Cette décision est valable quel que soit l'établissement d'enseignement supérieur de la Fédération Wallonie-Bruxelles dans lequel l'étudiant s'était inscrit. Elle s'applique à l'exception des étudiants admis en vertu d'une demande d'asile qui a été définitivement rejetée et dont le recours éventuel en cassation administrative a été rejeté.

#### **4.1.5. Les étudiants en allègement des études<sup>20</sup>**

##### **Article 28**

---

<sup>19</sup> Est considérée comme activité professionnelle réelle et effective celle dont la rémunération correspond et a correspondu, sur 6 des 12 mois précédant l'inscription, à la moitié de la rémunération mensuelle moyenne minimum garantie fixée par le Conseil National du Travail.

<sup>20</sup> Articles 151 et 176 du décret du 07/11/2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, tel que modifié.

L'étudiant qui bénéficie d'un allègement de programme en application de l'article 151 du décret du 07/11/13 dès son inscription s'acquitte des droits d'inscription établis proportionnellement au nombre de crédits de son programme annuel.  
Cette réduction des droits d'inscription s'applique uniquement à l'année académique au cours de laquelle l'allègement a été acté.

#### **4.1.6. Les étudiants en réorientation**

##### **Article 29**

L'étudiant de première année du premier cycle peut modifier son inscription entre le 1<sup>er</sup> novembre et le 15 février.

L'étudiant qui intègre la HEPN en réorientation sera redevable de l'entièreté des frais d'études mais pas du minerval CF.

L'étudiant qui quitte la HEPN pour se réorienter vers un autre établissement reste redevable de l'entièreté des droits d'inscription (minerval CF + frais d'études).

#### **4.1.7. Les étudiants de 1<sup>ère</sup> année de 1<sup>er</sup> cycle qui modifient leur inscription entre le 1<sup>er</sup> et le 31 octobre**

##### **Article 30**

Dans le cas d'une modification de l'inscription sans changement d'établissement :

L'étudiant sera redevable des frais d'études applicables au nouveau cursus entamé.

Dans le cas d'une modification de l'inscription visant un changement d'établissement :

Si l'étudiant a payé totalement ou partiellement les droits d'inscription dans son établissement d'origine, l'acompte de 50 € reste acquis à l'établissement d'origine et l'étudiant est redevable auprès de la HEPN du solde des droits d'inscription.

#### **4.1.8. Les étudiants en inscription tardive**

##### **Article 31**

- Inscription tardive entre le 1<sup>er</sup> et le 31 octobre :  
Cfr règle générale, point 4.1.1 ci-dessus.
- Inscription tardive entre le 31 octobre et le 1<sup>er</sup> février :  
Paiement de l'acompte de 50€ au moment de l'inscription et paiement du solde des

droits d'inscription au 1<sup>er</sup> février au plus tard.

- Inscription tardive entre le 2 et le 15 février :  
Paielement de l'intégralité des droits d'inscription au moment de l'inscription.

#### 4.1.9. Les étudiants libres

##### Article 32

Dès son inscription, l'étudiant libre est redevable d'un montant établi proportionnellement au nombre de crédits suivis, avec un minimum correspondant à dix crédits et ne pouvant être supérieur au tiers des montants visés à l'annexe 1.

#### 4.1.10. Les étudiants en année diplômante

##### Article 33

L'étudiant qui est inscrit, **pour la deuxième année consécutive**, en année diplômante, et qui compte à son PAE un maximum de 15 crédits ou uniquement des UE relatives aux activités d'intégration professionnelle ou au TFE, sera redevable du minerval CF ainsi que de 50 % des frais d'études.

### 4.2. Les modalités de remboursement

##### Article 34

L'étudiant qui annule son inscription **avant le 1er décembre** de l'année académique sera remboursé des sommes déjà versées, hormis l'acompte de 50€ qui reste dû.

**Ce remboursement ne sera effectué que si l'étudiant a notifié par écrit sa décision de quitter la HEPN, au moyen du document disponible auprès du secrétariat du bachelier concerné.**

**Après la date du 1er décembre**, les droits d'inscription ne seront plus remboursés et les montants restent dus.

La contribution supplémentaire n'est pas remboursée en cas d'abandon des études ou de départ de l'étudiant(e) en cours d'année académique, excepté dans le cas où ce départ ou cet abandon fait suite à une décision administrative (exemple : refus d'équivalence, non obtention de visa, ...) qui ne peut être imputée au fait de l'étudiant.

Tout remboursement effectué par la HEPN, le sera toujours sur le compte émetteur du versement initial sauf demande écrite et motivée de l'étudiant avec l'accord du titulaire du compte émetteur.

### **4.3. Les aides**

#### **Article 35**

Tout étudiant peut échelonner le paiement des droits d'inscription selon les échéances et modalités qu'il souhaite. Il communique à l'adresse [comptabilite.etudiant@hepn.province.namur.be](mailto:comptabilite.etudiant@hepn.province.namur.be) son plan d'échelonnement.

Toutefois, dans tous les cas, la facture devra être entièrement payée pour le 1<sup>er</sup> février. Aucune demande de délai ne sera acceptée après cette date.

Cette possibilité d'échelonnement selon les modalités précitées s'applique également à la contribution supplémentaire pour les étudiants hors UE.

La HEPN dispose de subsides sociaux versés par la Communauté française et destinés à venir en aide aux étudiants sous certaines conditions.

Les étudiants peuvent introduire une demande d'aide auprès du Conseil social de la HEPN. Les formulaires à compléter ainsi que les renseignements indispensables à la constitution du dossier sont à la disposition des étudiants auprès du service social de la HEPN.

Des aides pour le paiement des droits d'inscription peuvent être accordées aux étudiants, à titre individuel, par le Conseil social. Elles sont à charge des allocations ou subsides sociaux. En cas de désinscription de l'étudiant, ces montants sont rétrocédés au budget social de la Haute Ecole. L'introduction d'un dossier au Conseil social ne modifie pas les délais de paiement évoqués (voir ci-dessus).

### **4.4. Remarques**

#### **Article 36**

- Des activités pédagogiques non-obligatoires sont organisées au sein de chaque département et n'ont pas été reprises dans le calcul des frais réels vu leur caractère aléatoire. Ces frais sont à charge de l'étudiant.
- L'étudiant doit personnellement faire face aux dépenses inhérentes aux besoins de la formation dans laquelle il est inscrit :
  - Livres

- Syllabus (exception : les étudiants boursiers bénéficient de la gratuité pour les syllabus repris dans la liste fixée par le Conseil pédagogique), frais de photocopies, selon les besoins
  - Vêtements et matériels spécifiques à la formation suivie
  - Frais liés à l'élaboration du travail de fin d'études.
- Sont à charge des étudiants :
- Les déplacements vers les sites où sont organisés les cours et les activités d'apprentissage ;
  - Les déplacements vers les lieux de stages.

## Chapitre 5 : Le programme de l'étudiant

### 5.1. Le programme annuel de l'étudiant (PAE)<sup>21</sup>

#### Article 37

Une inscription porte sur un ensemble cohérent d'unités d'enseignement d'un cursus particulier. Cette liste d'unités d'enseignement constitue le programme annuel de l'étudiant (PAE) pour l'année académique.

Le programme propose une découpe chronologique de tout cycle d'études en blocs annuels de 60 crédits et indique les interdépendances entre unités d'enseignement, notamment en fonction de leurs prérequis et corequis.

Les 60 premiers crédits d'un cursus constituent le 1<sup>er</sup> bloc annuel. Les 120 ou 180 crédits suivants constituent la poursuite des études.

#### 5.1.1. Le premier bloc d'études

#### Article 38

Le programme annuel d'un étudiant qui s'inscrit pour la 1<sup>ère</sup> fois à un programme d'un premier cycle correspond obligatoirement aux 60 premiers crédits de ce programme d'études, sauf allègement des études (voir point 5.2. ci-dessous – articles 36-40).

L'étudiant qui bénéficie de crédits acquis ou valorisés pour des unités d'enseignement de ce programme, peut compléter son inscription d'unités d'enseignement de la suite du programme du cycle, selon les modalités et dans le respect des conditions visées aux alinéas suivants.

Au terme de cette 1<sup>ère</sup> inscription :

1. L'acquisition, le cas échéant, après valorisation, des 60 premiers crédits (le 1er bloc annuel) entraîne la réussite de la première année de premier cycle ;
2. La non-acquisition, le cas échéant, après valorisation, des 60 premiers crédits (le 1er bloc annuel) entraîne l'échec de la première année de premier cycle.
  - Si l'étudiant a acquis ou valorisé au moins 45 crédits, il inscrit à son programme annuel les unités d'enseignement du 1er bloc annuel non acquises et peut le compléter, moyennant validation du jury, par des

---

<sup>21</sup> Articles 99 et 100 du décret du 07/11/2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, tel que modifié.

unités d'enseignement de la suite du programme du cycle, pour lesquelles il remplit les conditions prérequisées et pour autant que le nombre total de crédits de son programme n'excède pas 60 crédits. Le programme annuel d'un étudiant qui a acquis ou valorisé au moins 55 crédits peut toutefois, moyennant accord du jury, comporter un maximum de 65 crédits.

- Si l'étudiant a acquis ou valorisé de 30 à 44 crédits, il inscrit à son programme annuel les unités d'enseignement du 1er bloc annuel non acquises. À sa demande, l'étudiant peut, moyennant accord du jury, le compléter par des unités d'enseignement de la suite du programme de cycle pour lesquelles il remplit les conditions prérequisées et pour autant que le nombre total de crédits de son programme n'excède pas 60 crédits. Par ailleurs, il peut compléter son inscription d'activités d'aide à la réussite prévues à l'article 148.
- Si l'étudiant a acquis ou valorisé moins de 30 crédits, il inscrit à son programme annuel les unités d'enseignement du 1er bloc annuel non acquises et complète son inscription d'activités d'aide à la réussite prévues à l'article 148.

## 5.1.2. Au-delà du premier bloc d'études

### Article 39

Au-delà des 60 premiers crédits du programme d'études, le programme annuel d'un étudiant comprend :

1° des unités d'enseignement de la suite du programme du cycle auxquelles il avait déjà été inscrit et dont il n'aurait pas encore acquis les crédits correspondants, à l'exception des unités optionnelles du programme qui avaient été choisies par l'étudiant qu'il peut délaisser ;

2° des unités d'enseignement de la suite du programme du cycle pour lesquelles il remplit les conditions prérequisées ;

3° En fin de cycle, l'étudiant qui doit encore acquérir ou valoriser 15 crédits maximum du programme d'études du 1<sup>e</sup> cycle peut compléter son programme annuel avec des unités d'enseignement du cycle d'études suivant pour lesquelles il remplit les conditions prérequisées.

Il reste inscrit dans le 1<sup>er</sup> cycle d'études. Toutefois, aux fins de l'acquisition ou de la valorisation des unités d'enseignement du 2<sup>e</sup> cycle, il est réputé être inscrit dans le 2<sup>e</sup> cycle. L'étudiant paie les droits d'inscription du 1<sup>er</sup> cycle et est dispensé des droits d'inscription du 2<sup>e</sup> cycle. Le programme annuel de l'étudiant est validé par chacun des jurys pour ce qui le concerne sans que l'ensemble des crédits ne puisse dépasser 60 crédits.

L'étudiant qui n'a pas acquis son grade de 1<sup>er</sup> cycle ne peut inscrire à son programme annuel les unités d'enseignement du 2<sup>e</sup> cycle qui correspondent à son mémoire ou travail de fin

d'études sauf pour les grades de master en 60 crédits.

Pour cet étudiant, les unités d'enseignement du 1<sup>e</sup> cycle sont délibérées par le jury du 1<sup>e</sup> cycle et les unités d'enseignement du 2<sup>e</sup> cycle sont délibérées par le jury du 2<sup>e</sup> cycle.

#### Article 40

Le programme annuel de tout étudiant est soumis à l'accord de la Commission d'admission qui veille notamment à l'équilibre du PAE et au respect des prérequis et corequis.

En fin de cycle, sur décision individuelle fondée sur le parcours de l'étudiant, un prérequis peut être transformé en corequis par la Commission d'admission.

La Commission d'admission s'assure que la charge annuelle de l'étudiant soit au moins de 60 crédits, sauf en fin de cycle, en cas d'allègement prévu au point 5.2 ci-dessous, ou sous réserve de ce qui suit.

Par décision individuelle et motivée, la Commission d'admission peut proposer et valider un programme annuel inférieur à 60 crédits dans les cas suivants :

- a) En cas de coorganisation avec des établissements d'enseignement supérieur hors communauté française ou de mobilité ;
- b) Lorsque, pour atteindre le minimum de 60 crédits, il faudrait inscrire au programme annuel de l'étudiant des unités d'enseignement pour lesquelles il n'a pas encore acquis des prérequis ;
- c) Pour des raisons pédagogiques ou organisationnelles dûment motivées, sans que ce programme ne puisse être inférieur à 55 crédits ;
- d) À la demande de l'étudiant, afin d'équilibrer les crédits restants dans la poursuite des études.

Le programme annuel de l'étudiant est fixé par la Commission d'admission (voir point 5.3 ci-dessous – articles 41-43).

## **5.2. Le programme personnalisé**

### **5.2.1. La valorisation de crédits acquis au cours d'études antérieures<sup>22</sup>**

#### Article 41

§1<sup>er</sup>. En vue de l'admission aux études, la Commission d'admission valorise des crédits acquis par les étudiants au cours d'études supérieures ou parties d'études supérieures qu'ils auraient déjà suivies avec fruit. Les étudiants qui bénéficient de ces crédits sont dispensés des parties correspondantes du programme d'études.

---

<sup>22</sup> Articles 67 et 117 du décret du 07/11/2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, tel que modifié.

Si au minimum 60 crédits sont valorisés par la commission, l'étudiant aura accès au 1<sup>e</sup> cycle même s'il ne dispose pas d'un titre d'accès (voir chapitre 3, point 3.2).

**§2.** En vue de la réalisation du PAE de l'étudiant, la Commission d'admission valorise les crédits acquis par les étudiants au cours d'études supérieures ou parties d'études supérieures qu'ils auraient déjà suivies avec fruit. Pour ce faire, l'étudiant introduit une demande de valorisation conformément aux dispositions qui lui sont communiquées par le secrétariat étudiant. Cette valorisation permet de dispenser l'étudiant des activités d'apprentissage correspondantes et, le cas échéant, de valoriser les crédits des unités d'enseignement concernées.

### **5.2.2. La valorisation de crédits acquis auprès d'opérateurs publics de formation<sup>23</sup>**

#### **Article 42**

Le Gouvernement peut établir, sur avis conforme de l'ARES, des conventions avec des opérateurs publics de formation en vue de valoriser les acquis de telles formations lors du processus d'admission aux études de type court. Dans ce cas, aux conditions fixées par le Gouvernement et sur avis conforme de l'ARES, ces acquis sont valorisés pour au plus deux tiers des crédits du cycle d'études visés.

### **5.2.3. La valorisation des acquis de l'expérience - VAE<sup>24</sup>**

#### **Article 43**

**§1<sup>er</sup>.** En vue de l'admission aux études, la Commission d'admission valorise les savoirs et compétences des étudiants acquis par leur expérience professionnelle et/ou personnelle. Cette expérience doit correspondre à au moins 5 années d'activités, des années d'études supérieures ne pouvant pas être prises en compte qu'à concurrence d'une année par 60 crédits acquis, sans pouvoir dépasser 2 ans. La Commission d'admission juge si les aptitudes et connaissances de l'étudiant sont suffisantes pour suivre les études avec succès et détermine les enseignements supplémentaires et les dispenses éventuelles qui constituent les conditions complémentaires d'accès aux études pour l'étudiant.

La Commission d'admission peut également considérer un (des) crédit(s) comme acquis en raison de la valorisation de l'expérience professionnelle et/ou personnelle de l'étudiant.

---

<sup>23</sup> Article 118 du décret du 07/11/2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, tel que modifié.

<sup>24</sup> Article 119 du décret du 07/11/2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, tel que modifié.

L'une et l'autre de ces expériences doivent être en rapport avec les études concernées et attestées par des documents probants.

L'étudiant doit pour ce faire introduire un dossier (VAE – Admission / VAE – Dispense) auprès du secrétariat du bachelier concerné, avant le 30 septembre.

Le dossier à compléter est disponible auprès de la Coordination du bachelier et, s'il le souhaite, l'étudiant pourra se faire accompagner par le conseiller VAE de la HEPN.

L'étudiant fait valoir dans ledit dossier, outre ses acquis d'expérience personnelle et professionnelle dûment analysés et accompagnés de preuve, toutes activités d'enseignement déclarées validées par le jury de délibération de l'année d'études dans laquelle elles ont été suivies.

**§2.** En vue de la réalisation du PAE de l'étudiant, la Commission d'admission valorise, pour des raisons motivées, des savoirs et compétences acquis par l'étudiant dans le cadre d'une expérience professionnelle ou personnelle. Pour ce faire, l'étudiant introduit une demande de valorisation conformément aux dispositions qui lui sont communiquées par le secrétariat étudiant. Cette valorisation permet de dispenser l'étudiant des activités d'apprentissage correspondantes et, le cas échéant, de valoriser les crédits des unités d'enseignement concernées.

#### **5.2.4. Allègement des études<sup>25</sup>**

##### **Article 44**

La Commission d'admission, par décision individuelle et motivée, peut exceptionnellement accorder à un étudiant un allègement de programme :

- au moment de son inscription, uniquement pour des motifs professionnels, académiques, sociaux ou médicaux dûment attestés ;
- en cours d'année académique, uniquement pour des motifs sociaux ou médicaux graves dûment attestés.

Sont considérés comme bénéficiant de droit d'un tel allègement les étudiants bénéficiaires au sens de l'article 1<sup>er</sup> litt.4°/1 du décret du 30/1/2014 relatif à l'enseignement supérieur inclusif pour lesquels la participation aux activités d'apprentissage est rendue difficile ou ceux dont la qualité de sportif de haut niveau, d'espoir sportif ou de partenaire d'entraînement est reconnue conformément au chapitre III du décret du 8 décembre 2006 visant l'organisation et le subventionnement du sport en Communauté française.

Après les évaluations organisées à l'issue du premier quadrimestre et avant le 15 février de l'année académique, les étudiants du 1<sup>er</sup> bloc d'études peuvent demander d'alléger leur programme d'activités du deuxième quadrimestre. Ce programme modifié est établi en

---

<sup>25</sup> Article 151 du décret du 07/11/2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, tel que modifié.

concertation avec la Commission d'admission et peut comprendre des activités spécifiques de remédiation<sup>26</sup>.

Les étudiants de première année du premier cycle en réorientation peuvent choisir, jusqu'au 15 février, d'alléger leur programme d'activité de premier et deuxième quadrimestres. Ce programme est établi en concertation avec le jury.

### **5.2.5. Equivalence<sup>27</sup>**

#### **Article 45**

Le Gouvernement, par voie de mesures générales ou individuelles, peut reconnaître l'équivalence entre un titre, diplôme ou certificat d'études délivré à l'étranger et l'un des grades académiques conféré en vertu des dispositions du décret du 07/11/2013.

Par voie de mesure individuelle, le Gouvernement statue sur l'octroi de l'équivalence d'études faites hors Belgique aux différents grades académiques de brevet d'enseignement supérieur, de bachelier pour les études de type court et de master, médecin et médecin vétérinaire pour les études de type long. L'octroi de l'équivalence peut être subordonné à la réussite d'une épreuve particulière dans les cas et limites fixés par le Gouvernement.

## **5.3. La procédure de fixation du programme annuel de l'étudiant**

#### **Article 46**

Le programme annuel de l'étudiant est fixé par la Commission d'admission.

Celle-ci est constituée au sein du jury du bachelier concerné et a reçu délégation de celui-ci pour ses missions d'approbation et de suivi du programme de l'étudiant, d'admission, d'équivalence ou de valorisation des acquis.

La Commission d'admission est formée de trois membres au moins, dont le Président et le secrétaire du jury. Ces commissions sont constituées pour une année académique au moins. La composition de cette Commission est reprise sur les programmes d'études détaillés.

#### **Article 47**

Lors de la première année d'inscription à un premier cycle d'études, l'étudiant est inscrit d'office aux 60 premiers crédits du bloc 1 (validation automatique). L'étudiant qui souhaite

---

<sup>26</sup> Article 150, §1<sup>er</sup>, al. 3 du décret du 07/11/2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, tel que modifié.

<sup>27</sup> Articles 92 et 93 du décret du 07/11/2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, tel que modifié.

personnaliser son programme annuel du 1<sup>er</sup> bloc d'études doit en faire la demande à la Commission d'admission.

A l'issue de la première année d'inscription au premier cycle :

- L'étudiant a acquis moins de 30 crédits : il est réinscrit automatiquement au bloc 1, le programme annuel de l'étudiant étant constitué des unités d'enseignement du bloc 1 encore non-acquises.
- L'étudiant a acquis entre 30 et 44 crédits : il est réinscrit automatiquement au bloc 1, le programme de l'étudiant étant constitué des unités d'enseignement encore non-acquises. L'étudiant peut compléter son programme annuel par des unités d'enseignement de la suite du cursus pour lesquelles il remplit les conditions prérequis, sans dépasser 60 crédits. Il doit en faire la demande à la Commission d'admission.
- L'étudiant a acquis au moins 45 crédits : il est réinscrit automatiquement au bloc 1, le programme de l'étudiant étant constitué des unités d'enseignement encore non-acquises. L'étudiant peut compléter son programme annuel par des unités d'enseignement de la suite du cursus pour lesquelles il remplit les conditions prérequis, sans dépasser 60 crédits. Le programme annuel de l'étudiant qui a acquis au moins 55 crédits peut toutefois comporter un maximum de 65 crédits. Il doit en faire la demande à la Commission d'admission.
- L'étudiant a acquis les 60 premiers crédits et a réussi son 1<sup>er</sup> bloc d'études annuel : il est inscrit automatiquement en poursuite d'études. L'étudiant indique à la Commission d'admission les unités d'enseignement de la suite du cursus qu'il souhaite faire figurer à son programme annuel, jusqu'à un minimum de 60 crédits (sauf dispositions prévues à l'article 40).

#### Article 48

Une proposition de PAE est soumise à ou par l'étudiant par l'intermédiaire de son compte MyHEPN. Par dérogation, l'étudiant dont la situation le nécessite peut obtenir un rendez-vous auprès de la Coordination de bachelier afin de réaliser une proposition de PAE. Dans tous les cas, cette proposition sera soumise à la Commission d'admission qui fixe le PAE de l'étudiant.

Pour que son inscription soit régulière, l'étudiant est tenu de valider son PAE fixé par la Commission d'admission au plus tard le 31 octobre. Par dérogation, l'étudiant de BAC 1 qui dispose d'un PAE comprenant les 60 premiers crédits du cycle sans unité d'enseignement optionnelle n'est pas tenu de valider son PAE.

Pour rappel, la validation du programme annuel de l'étudiant n'entraîne pas obligatoirement la validation de l'inscription de l'étudiant. Celui-ci doit également satisfaire aux conditions administratives et financières liées à sa demande d'admission.

Toute plainte relative à une quelconque irrégularité dans le traitement des dossiers par la Commission d'admission doit être adressée au Collège de direction

([directeur.president@hepn.province.namur.be](mailto:directeur.president@hepn.province.namur.be)) de la HEPN, par courriel ou en lui remettant un écrit moyennant accusé de réception, dans les trois jours ouvrables qui suivent la notification de la décision. Le samedi n'est pas considéré comme un jour ouvrable.

Le Collège de direction est uniquement habilité à constater des irrégularités éventuelles dans le traitement des dossiers d'inscription. Sa décision formellement motivée est notifiée à l'étudiant dans les deux jours ouvrables, par courriel.

Lorsqu'une irrégularité est constatée par le Collège de direction, il appartient à la Commission d'admission de réexaminer le dossier dans les meilleurs délais et au plus tard dans les cinq jours ouvrables, après avoir corrigé l'irrégularité retenue par le Collège de direction. La nouvelle décision est notifiée à l'étudiant dans les deux jours ouvrables, par courriel.

Au terme de cette procédure de recours, la décision du Collège de direction ou la nouvelle décision prise par la Commission d'admission est susceptible d'un recours en annulation, dans les 60 jours de la notification, devant le Conseil d'Etat, rue de la Science 33 à 1040 Bruxelles.

## Chapitre 6 : Les aspects médicaux

### 6.1. Dispositions générales

#### Article 49

Lors de l'inscription, les étudiants doivent être affiliés à une caisse de maladie invalidité (mutuelle). Toute médication est du domaine personnel ou familial.

Toute étudiante enceinte est invitée à en informer le secrétariat de son bachelier le plus rapidement possible, et ce par mesure de protection de la santé de la mère et de l'enfant. Un écartement de certaines activités d'apprentissage et/ou des lieux de stage est possible. Un aménagement du programme d'études peut également être envisagé, en concertation avec le Président de la Commission d'admission et dans le respect des dispositions légales prévues en la matière.

Par mesure de prévention et de protection de l'étudiant, de ses condisciples et de toute personne fréquentant le même environnement de travail, un professeur peut interpellier l'étudiant quant à sa capacité physique de suivre une activité d'enseignement et/ou d'évaluation. Un écartement de certaines activités d'apprentissage et/ou d'évaluation et/ou des lieux de stage est possible, tout comme l'obligation pour l'étudiant de devoir fournir une attestation médicale attestant de son aptitude à la fonction requise.

Les étudiants sont tenus de respecter les éventuelles consignes sanitaires qui pourraient être mises en place au sein des différents sites de la HEPN.

Le non-respect de ces consignes pourrait engendrer l'application de sanctions telles que reprises au chapitre 14 du présent RDE.

En cas de besoin, l'étudiant est tenu de s'informer auprès de la personne mandatée par le Collège de direction pour la gestion des dossiers d'accident et de maladie professionnelle.

En cas d'accident de travail, la déclaration dûment complétée doit être adressée à l'organisme assureur dans les 48 heures.

### 6.2. Le Service PSE ou « Point Santé étudiant »

#### Article 50

Dans la continuité de ce qui est proposé pendant la scolarité, les étudiants inscrits dans l'enseignement supérieur non universitaire sont attachés à un service de Promotion de la Santé de l'Etudiant<sup>28</sup>.

---

<sup>28</sup> Décret du 14 mars 2019 relatif à la promotion de la santé à l'école et dans l'enseignement supérieur hors universités.

La promotion de la santé dans l'enseignement supérieur, obligatoire et gratuite, consiste en :

- A. Le développement de programmes de promotion de la santé et de promotion d'un environnement scolaire favorable à la santé dont l'organisation d'un point santé pour les étudiants ;
- B. La réalisation d'un bilan de santé individuel des étudiants avec vérification des vaccinations ;
- C. La prophylaxie et le dépistage des maladies transmissibles ;
- D. L'établissement d'un recueil standardisé de données sanitaires.

### 6.2.1. Le bilan de santé

#### Article 51

Un bilan de santé individuel et obligatoire est organisé pour chaque étudiant qui s'inscrit pour la première fois dans l'enseignement supérieur.

Il est réalisé dans les locaux du PSE par son équipe médicale :

- Pour les étudiants du bachelier en agronomie :  
Rue Walter Sœur, 66 à 5590 Ciney  
Tél. : 081/77.68.26
- Pour tous les autres étudiants :  
Rue Château des Balances, 3bis à 5000 Namur  
Tél. : 081/77.67.64

Les étudiants sont censés adhérer au choix de cette équipe sauf opposition formulée par un écrit, daté, signé et transmis par lettre recommandée, au plus tard le quinzième jour suivant la rentrée académique aux services PSE mentionnés ci-dessus. Dans ce cas, l'étudiant sera tenu de réaliser son bilan de santé dans un autre service PSE agréé.

L'étudiant sera convoqué au bilan de santé par l'intermédiaire du secrétariat étudiant de la HEPN.

Les étudiants l'ayant déjà réalisé dans une autre Haute Ecole en sont dispensés **à condition de** fournir l'attestation de réalisation de ce bilan de santé.

Préalablement à son bilan de santé, l'étudiant recevra un questionnaire médical à compléter et à remettre personnellement à l'infirmière ou à transmettre par courriel ([pointsante@province.namur.be](mailto:pointsante@province.namur.be)). Il est également recommandé de présenter son carnet de vaccination au PSE.

Les étudiants sont tenus de respecter le rendez-vous prévu pour réaliser le bilan de santé. **Aucune dispense n'est admise.**

La liste des étudiants concernés et l'horaire de ces examens et tests seront fixés et affichés préalablement aux valves électroniques de l'école. Ces informations seront également disponibles sur les valves électroniques.

## 6.2.2. Les maladies transmissibles à déclaration obligatoire<sup>29</sup>

### Article 52

Voir annexe 3 du présent règlement – document du PSE intitulé SP5.

Dans le cadre de la prophylaxie des maladies à déclaration obligatoire, toutes les mesures individuelles ou générales d'ordre prophylactique à l'égard des étudiants sont prises par un médecin du service PSE.

En fonction du bilan de santé réalisé au PSE, un dépistage de la **tuberculose** est obligatoire uniquement pour les étudiants considérés comme « primo-arrivants ». Ce terme désigne tout étudiant qui :

- ❖ est originaire d'un pays à haute prévalence :
  - toute l'Asie sauf le Japon
  - toute l'Amérique sauf les USA et le Canada
  - toute l'Océanie sauf l'Australie et la Nouvelle-Zélande
  - toute l'Afrique
  - toute l'Europe Centrale et de l'Est.
- ❖ et qui arrive pour la 1ère fois en Belgique (demandeur d'Asile, illégal, apatride, autre personne résidant chez nous depuis moins de 6 mois) dans le courant de l'année scolaire.
- ❖ et qui est inscrit pour la 1ère fois dans une école belge.

## 6.2.3. Le Point-Santé

### Article 53

Le service Promotion de la Santé dans l'Enseignement Supérieur (PSE) organise également un Point-Santé.

La mission de ce point-santé est d'écouter les étudiants, de leur apporter des informations et des conseils en santé, de leur proposer éventuellement une consultation complémentaire et de les orienter, si nécessaire, vers les structures de santé existantes.

Le service Point-santé est joignable au PSE :

- de Namur : 081/77.67.64 ou [pointsante@province.namur.be](mailto:pointsante@province.namur.be)
- de Ciney : 081/77.68.26

L'étudiant souhaitant un entretien peut également se présenter au PSE aux heures de bureau.

---

<sup>29</sup>

### **6.3. Dispositions spécifiques au département des sciences de la santé publique et de la motricité**

#### **Article 54**

Les étudiants inscrits pour la première fois au sein des bacheliers sage-femme et infirmier responsable de soins généraux sont invités à réaliser une prise de sang, postérieure au 1er juin de l'année en cours, reprenant l'étude de l'immunité en ce qui concerne :

- la rubéole : dosage des IgM et IgG
- l'hépatite B : dosage des Ag HBs, Ac HBc et Ac HBs

Les résultats des dosages sanguins précités ainsi que la carte de vaccination devront obligatoirement être transmis au médecin du travail (COHEZIO) lors de l'examen médical obligatoire avant la réalisation du premier stage.

Il est obligatoire d'avoir reçu au minimum la première dose du vaccin contre l'hépatite B et la rubéole avant d'entamer les premiers stages (1ère année de fréquentation des bacheliers concernés).

Il est recommandé d'être **vacciné contre la coqueluche et les oreillons**.

### **6.4. Les étudiants stagiaires<sup>30</sup>**

#### **Article 55**

Chaque étudiant stagiaire, soumis à des risques liés à son travail, devra par ailleurs se présenter au Service de Médecine du Travail (COHEZIO), sur base d'une convocation remise par la HEPN.

Les étudiants stagiaires étant assimilés dans le cas présent à des travailleurs, cette visite est obligatoire. Toutes les mesures prophylactiques (vaccinations, écartement,...) jugées nécessaires à la protection de la santé de l'étudiant stagiaire par le médecin du travail (COHEZIO) devront obligatoirement être suivies par l'étudiant.

En cas de stage réalisé à l'étranger, il est recommandé aux étudiants de vérifier si leurs vaccinations de base sont en ordre et d'adapter les recommandations de santé en fonction du pays d'accueil.

Hormis les cas relevant des accidents de travail et des maladies professionnelles, toute altération de l'état de santé d'un étudiant lors d'un stage ne peut impliquer la responsabilité de la Province de Namur.

---

<sup>30</sup> Arrêté royal du 21 septembre 2004 relatif à la protection des stagiaires, tel que modifié.

En cas d'aggravation de l'état de santé d'un étudiant lors d'un stage, la responsabilité de la Province de Namur ne peut être engagée.

## **6.5. Obligations et sanctions**

### **Article 56**

Ces mesures sont rendues indispensables, principalement parce que les risques de contamination lors de stages ne sont pas négligeables.

Parallèlement, il est à souligner que certains pays qui accueillent des stagiaires exigent leur vaccination également ; pour rappel, le médecin du travail pourra recommander et, avec l'accord de l'étudiant, administrer certaines vaccinations spécifiques au pays d'accueil.

Tout comme l'absence injustifiée au bilan de santé du PSE et/ou le non-respect des mesures prophylactiques énoncées précédemment, un dossier médical incomplet et/ou l'absence à la convocation de la médecine du travail (COHEZIO) peuvent entraîner l'exclusion des activités d'apprentissage ainsi que la non-admissibilité aux examens.

## Chapitre 7 : Les aspects pédagogiques

### 7.1. Les présences aux activités d'apprentissage

#### 7.1.1. Règle générale

##### Article 57

Considérant que l'assiduité est un facteur essentiel de la promotion de la réussite, les autorités de la HEPN sont particulièrement attentives à la présence des étudiants aux activités d'apprentissage.

L'étudiant inscrit à la HEPN est donc tenu de suivre régulièrement les activités pédagogiques faisant partie de son cursus.

Le contrôle des présences aux activités d'apprentissage peut être fait à tout moment par les professeurs ou par toute autre personne mandatée par le Collège de direction.

Les retards répétitifs peuvent être convertis par la Coordination du bachelier, en un certain volume d'absence.

#### 7.1.2. Obligation de présence

##### Article 58

Certaines activités d'apprentissage font l'objet d'une prise de présence systématique par le professeur ou son délégué.

L'étudiant est tenu de justifier toute absence à ces activités.

Toute absence « prévisible » doit être préalablement signalée par écrit au secrétariat du bachelier.

En cas d'absence "non prévisible", les étudiants sont tenus de :

- prévenir ou faire prévenir le secrétariat de l'école ET le lieu de stage **au plus tard pour 8h30**;
- faire parvenir à l'école, le plus rapidement possible et au plus tard dans les trois jours ouvrables, un justificatif écrit.

L'absence est justifiée par un certificat médical ou tout document attestant d'une cause de force majeure dont la légitimité est appréciée par le Secrétariat étudiant.

**Un certain volume d'absence à ces activités d'apprentissage peut avoir des conséquences sur les modalités d'évaluation de l'unité d'enseignement.**

**Les dispositions particulières en termes d'obligation de présence et des sanctions qui en découlent en cas de non-respect de celle-ci sont, le cas échéant, mentionnées sur la fiche descriptive de l'unité d'enseignement.**

## **7.2. Les méthodes d'enseignement**

### **Article 59**

Les méthodes d'apprentissages utilisées consisteront d'une part à organiser logiquement les séquences d'apprentissage en respectant les relations entre cours théorique et formation pratique et d'autre part à occuper l'horaire par des cours théoriques complétés de cours « pratiques » et laboratoires lorsque la matière enseignée le requiert.

Les styles méthodologiques (induction déduction, opérationnel, ...) sont adaptés aux matières enseignées et aux objectifs poursuivis : exposés oraux des enseignants et des étudiants, travaux de groupes, manipulation de matériel, exercices de simulation, utilisation de moyens audiovisuels, rapports de visites, rapports de stages, recherches bibliographiques, analyses de cas, ... Les groupes cours théoriques et cours pratiques sont composés en tenant compte de l'intérêt pédagogique et des contraintes liées à l'encadrement et aux moyens en infrastructure et équipement dont la HEPN dispose.

Des activités d'apprentissage peuvent être organisées en e-learning.

La pratique professionnelle est organisée en situation réelle (stages), ce qui implique :

- de définir les objectifs du stage, de les appliquer dans les activités d'apprentissage, de les communiquer aux lieux de stages et d'obtenir leur collaboration pour les atteindre et les évaluer ;
- d'encadrer les étudiants par des référents sur le lieu de stage et par les professeurs responsables de l'insertion professionnelle ;
- d'élaborer une convention de stage.

Des systèmes d'évaluation continue sont développés.

## **7.3. Les méthodes d'évaluation**

### **Article 60**

Les méthodes d'évaluation sont reprises dans les fiches descriptives de chaque unité d'enseignement.

Dans le cadre des évaluations à distance, les étudiants doivent respecter la charte d'engagement reprise à l'annexe 6 du présent règlement.

Son non-respect peut donner lieu à l'application de sanctions disciplinaires, conformément au chapitre 14 du présent règlement.

## **7.4. La mise en ligne des supports de cours**<sup>31</sup>

### **Article 61**

La Haute Ecole met à disposition des étudiants régulièrement inscrits, sur sa plate-forme E-bac Connect, les supports de cours tels que déterminés par le Conseil pédagogique au plus tard un mois après le début des activités d'apprentissage visées.

Ces supports de cours peuvent être modifiés suivant l'évolution du contenu précis et de la forme des activités d'apprentissage. Ils doivent être mis en ligne au plus tard 6 semaines avant l'épreuve d'évaluation correspondante.

L'étudiant jouissant d'une allocation d'études bénéficie à sa demande de l'impression sur papier, à titre gratuit, des supports de cours repris dans la liste établie par le Conseil pédagogique.

## **7.5. Dispositions particulières en matière de tenues vestimentaires**

### **7.5.1. Au sein des bacheliers en Agronomie**

#### **Article 62**

Dans les trois bacheliers, les étudiants ont des heures de pratique dans les laboratoires de l'école<sup>32</sup>. Pour ces exercices, individuels ou en groupes, les étudiants sont encadrés par un ou des enseignants.

Tenue vestimentaire – Equipement et protection :

- Il est obligatoire de porter un tablier arrivant aux genoux, en coton (ce n'est pas la matière qui importe, le tablier doit être anti-feu et anti-acide). Ce tablier doit être fermé, mais pas par des boutons, car il doit pouvoir être « arraché » en cas de sinistre.
- Les cheveux doivent être attachés. Il est interdit de porter foulard, écharpe ou couvre-chef.
- L'étudiant portera des souliers recouvrant complètement les pieds. Il évitera les sandales, les souliers ouverts et les souliers à talon.

---

<sup>31</sup>Article 78 du décret du 07/11/2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, tel que modifié.

<sup>32</sup> Chaque étudiant reçoit une charte d'utilisation des laboratoires, qu'il s'engage à respecter.

- Les bijoux doivent être ôtés.
- Des lunettes de protection doivent être utilisées si la manipulation le nécessite. Le port des lentilles de contact est vivement déconseillé.
- Pour certaines manipulations, des gants appropriés doivent être utilisés.

## 7.5.2. Au sein du bachelier en Gestion hôtelière

### Article 63

Sur le campus hôtelier, une tenue classique ou réglementée (tailleur ou costume-cravate) est exigée. Le maquillage doit être discret. Aucun piercing ou tatouage ne doit être visible. La barbe doit être soignée.

Un « dress code » est communiqué aux étudiants en début d'année académique.

En outre, pour les cours liés à la maîtrise de la Cuisine et de la Salle, le port de la tenue pratique réglementaire est obligatoire (le contenu de cette tenue est communiqué aux étudiants en début d'année académique).

**Le non-respect des dispositions ci-dessus est passible de l'application d'une / de sanction(s) disciplinaire(s) reprise(s) au chapitre 14 (articles 107-109) du présent règlement (éloignement d'une activité d'enseignement, renvoi du stage, annulation des heures prestées en stage, ...).**

## 7.6. Les activités d'intégration professionnelle et/ou travaux pratiques<sup>33</sup>

### 7.6.1. Dispositions générales

#### 7.6.1.1. Organisation

### Article 64

Les stages ont pour objectif d'impliquer l'étudiant(e) dans les réalités de la vie professionnelle. L'étudiant pourra mettre en application les données abordées aux cours théoriques et pratiques.

Le choix du stage est approuvé par la Coordination de stage .

Un document reprenant les périodes de stage est distribué aux étudiants en début d'année académique (périodes fixées en fonction du calendrier académique).

---

<sup>33</sup> Les règlements de stage propre à chaque bachelier, disponibles sur la plateforme e-bac, sont considérés comme des annexes au présent règlement.

D'autres activités telles que séminaires, visites, recherche documentaire, assistance à des conférences et colloques, ... peuvent être comptabilisées dans les heures de cours ou d'activités d'intégration professionnelle prévues moyennant accord de la Coordination du bachelier.

### 7.6.1.2. Modalités

#### Article 65

Les stages sont régis par un contrat ou une convention, rédigés conformément aux dispositions légales et réglementaires prévues en la matière.

Les stages sont supervisés par les enseignants.

Les maîtres de stages participent à l'évaluation du stage. Une grille d'évaluation détaillée leur est remise. La grille d'évaluation est communiquée aux étudiants.

Les heures prestées en stage et les activités seront traduites dans un relevé de stage fourni à l'étudiant en début d'année.

Les règles de cotation éventuelles et la pondération du rapport de stage sont communiquées aux étudiants dans les mêmes délais que pour les autres activités d'apprentissage.

Tous les frais sont à charge de l'étudiant.

Tout manquement à la déontologie générale et particulière observé pendant ces stages sera sanctionné (discrétion, rapports interpersonnels, ...) comme prévu dans la convention de stage.

Les couvertures pour les dommages que les étudiants pourraient causer aux biens appartenant au maître de stage sont les suivantes, sachant que seuls sont couverts les sinistres pour lesquels une faute peut être reprochée à l'étudiant :

- Dommages aux biens confiés (uniquement les biens faisant l'objet d'un travail ou d'un service entrant dans le cadre des attributions de l'étudiant) : le contrat garantit les dommages à la double condition qu'ils soient la conséquence d'un accident et que leur cause soit extérieure au bien endommagé. Restent donc exclus le vol et la détérioration volontaire.
- Dommages causés à un bien appartenant au maître de stage non considéré comme un objet confié: la responsabilité personnelle de l'étudiant sera couverte via les conditions générales de la police, au même titre que s'il cause un dommage à un tiers lors d'une activité scolaire.
- Dommages causés aux véhicules du maître de stage: la responsabilité personnelle de l'étudiant conducteur pour les dommages causés aux véhicules-tiers et aux véhicules du maître de stage ne sont pas couverts. En cas de dommages causés aux véhicules lorsque l'étudiant les conduit, l'assurance provinciale ne pourra intervenir, Ethias refusant de suppléer à l'assurance responsabilité civile obligatoire pour les véhicules et à une éventuelle assurance dégâts matériels que le propriétaire du véhicule peut

décider de souscrire. Si par contre le véhicule est endommagé par une faute de l'étudiant alors qu'il n'est pas en circulation, on se trouve dans le cas de figure susmentionné, impliquant une intervention de l'assurance responsabilité civile générale.

### 7.6.1.3. Stage à l'étranger

#### Article 66

Les étudiants peuvent réaliser un stage à l'étranger. La proposition sera motivée et les objectifs du stage seront définis.

La HEPN ne peut être tenue pour responsable des frais en cas de dépenses non prévues par l'étudiant. Tous les frais sont à charge de l'étudiant.

Les étudiants partant en stage à l'étranger sont couverts par les assurances provinciales, pour autant qu'ils soient déclarés au service des assurances avant leur départ, en responsabilité civile et en Ethias assistance.

### 7.6.1.4. Absence aux activités d'intégration professionnelle<sup>34</sup>

#### Article 67

Les présences en stage sont contrôlées par les enseignants responsables des stages ou le maître de stage.

Toute absence en stage doit être signalée par l'étudiant au lieu de stage, à l'enseignant chargé de son encadrement et au Secrétariat étudiant de la HEPN le plus tôt possible.

La période d'absence devra nécessairement être récupérée le plus rapidement possible, à une période approuvée par les 3 parties. Cette récupération se fera obligatoirement en une fois et en jour(s) complet(s).

Un certificat médical couvrira toute absence pour raison de santé. Celui-ci sera remis au Secrétariat étudiant de la HEPN endéans les 24h.

Lorsque les étudiants n'ont pas effectué toutes les activités d'apprentissage prévues au programme, ils peuvent être amenés à les accomplir pendant les vacances scolaires ou les week-ends.

Chacun de ces cas est l'objet d'une décision individualisée.

---

<sup>34</sup> L'article 67 ne s'applique pas au département des sciences de la santé publique et de la motricité. L'étudiant doit se référer au règlement de stage en vigueur pour chaque bachelier de ce département.

La Coordination de stage , après avoir pris l'avis des enseignants responsables et/ou du maître de stage et/ou du promoteur, se réserve le droit d'imposer la récupération d'absences aux activités d'intégration professionnelle ou d'heures indûment portées en compte.

#### **7.6.1.5. Faute en stage**

##### **Article 68**

La faute en stage est celle qui pourrait porter préjudice (physique, psychologique et/ou moral) à autrui ou à tout membre du personnel.

Il peut également s'agir d'un manquement grave de savoir et/ou de savoir-faire et/ou de savoir-être dans des domaines vus aux cours théoriques et/ou pratiques, soit des manquements légers mais répétitifs dont l'étudiant ne prend pas conscience et/ou qui ne sont pas corrigés par celui-ci.

Dans ce cas, les sanctions prévues au chapitre 14 (articles 107-109) du présent règlement peuvent être appliquées après avoir recueilli l'avis des enseignants responsables de la surveillance des dits stages et de la Coordination du bachelier .

La Coordination du bachelier peut prolonger le stage déclaré insuffisant à cause d'une telle faute, après avoir recueilli l'avis des enseignants.

#### **7.6.2. Dispositions spécifiques au département des sciences économiques et de gestion – bachelier en gestion hôtelière**

##### **Article 69**

Dans le programme d'études du bachelier en gestion hôtelière, des stages sont prévus tant au Château de Namur, hôtel d'application, que dans d'autres établissements hôteliers en Belgique et à l'étranger.

Dans une démarche d'apprentissage d'autonomie, il est demandé à l'étudiant de trouver lui-même sa maison de stage et d'en faire la proposition à la responsable de la coordination des stages du bachelier, qui effectue ensuite les démarches administratives selon les dispositions légales en la matière.

Les stages sont organisés individuellement, sous la responsabilité de la HEPN, et selon les modalités suivantes :

##### **1<sup>er</sup> bloc d'études**

4 semaines de travaux pratiques prenant la forme d'un stage en restauration sont intégrées dans le programme d'études. Il s'effectue de préférence en Belgique ou dans les pays

limitrophes. Des exceptions peuvent être accordées en fonction du projet soumis par l'étudiant.

En outre, des activités de renforcement dans la maîtrise de la salle et de la cuisine sont organisées.

Les étudiants ayant un pré-requis dans l'hôtellerie doivent également s'inscrire à ces activités et présenter l'évaluation. Néanmoins, ils peuvent être dispensés de la participation aux cours de technologie salle et cuisine.

Les objectifs de leur stage seront réfléchis individuellement en fonction de leurs compétences et des acquis d'apprentissage visés.

Durant l'année académique, l'étudiant effectue également de courtes périodes de stage au Château de Namur.

Les stages sont sanctionnés par l'évaluation du maître de stage ainsi que par la cote attribuée au rapport de stage de l'étudiant par la responsable des stages du bachelier.

### **Poursuite d'études**

Les étudiants effectuent un stage de 4 semaines en réception hôtelière ou en administration, si possible en Europe.

Des stages de courte durée sont également prestés au Château de Namur durant le premier quadrimestre.

Comme pour le 1<sup>er</sup> bloc d'études, le stage est sanctionné par l'évaluation du maître de stage et la cote attribuée au rapport personnel de l'étudiant.

### **Bloc finaliste**

Un stage de 15 semaines est effectué en administration hôtelière.

Il est vivement conseillé à l'étudiant d'effectuer son stage à l'étranger afin de permettre l'ouverture à d'autres univers professionnels ainsi que la pratique des langues étrangères étudiées.

Outre la description de l'environnement de travail et des tâches accomplies, il est demandé à l'étudiant, dans le cadre de son rapport, de développer une réflexion sur une problématique de gestion identifiée lors de son stage. Sur base d'un travail comparatif de procédures observées dans l'industrie hôtelière, il élabore des propositions originales.

L'étudiant est aidé dans sa tâche par un « coach ». Ce dernier est attribué par la responsable de stage et sélectionné, sur base volontaire, parmi les diplômés du bachelier. Le coach accompagne l'étudiant dans sa démarche et participe à l'évaluation en tant que membre du jury.

Au terme du stage, l'étudiant présente le résultat de sa recherche sur la problématique de gestion, oralement, devant un jury de professionnels.

Les modalités d'évaluation des stages détaillées peuvent être consultées sur les fiches UE présentes sur le site [www.hepn.be](http://www.hepn.be) ainsi que sur la plateforme Ebac-connect.

### **7.6.3. Dispositions spécifiques au département des sciences de la santé publique et de la motricité<sup>35</sup>**

#### **Article 70**

Les stages permettent le développement du savoir-faire et du savoir-être. Ils ont pour objectifs spécifiques l'intégration des connaissances dans une approche pratique et l'acquisition de compétences techniques et comportementales.

Le planning des stages est établi en fonction des objectifs pédagogiques et de l'offre de stage.

Les stages se font dans les établissements tant publics que privés avec lesquels un accord est conclu. Les étudiants y sont accompagnés par un enseignant lors d'activité d'intégration professionnelle supervisée. Lors d'activité d'intégration professionnelle non supervisée, l'étudiant est accompagné par le maître de stage.

L'étudiant est tenu de se conformer STRICTEMENT aux horaires établis et aux consignes contenues dans le dossier stage. La responsabilité de la Province de Namur serait dérogée en cas de présence des étudiants dans les lieux de stage, en dehors des dits horaires.

**Les renseignements et modalités des stages sont donnés aux étudiants au début d'année académique.**

En cas de stage à l'étranger, des frais à charge de l'étudiant doivent être prévus.

Les documents concernant le stage (objectifs, grilles d'évaluation, instructions pour la rédaction du rapport d'activités, ...) sont communiqués aux étudiants avant le début des stages et rassemblés dans un « dossier stage » par bloc d'études.

Pendant toute la durée du stage, l'étudiant doit être en mesure de présenter ce dossier au professeur et au responsable du stage. S'il n'est pas en mesure de le faire ou si le dossier est incomplet, l'enseignant se réserve le droit de le renvoyer du stage et de lui imposer la récupération des périodes non prestées.

Le stage fait l'objet d'une évaluation continue.

A l'issue du stage, l'équipe qui a suivi l'étudiant remet une cote pour le stage de même que l'enseignant. Ces notes entrent dans la constitution de la cote « stage » de l'étudiant (informations dans le dossier « stages »).

Tous les documents concernant les stages doivent être remis à la personne désignée pour leur traitement avant de pouvoir entamer le stage suivant.

---

<sup>35</sup> L'étudiant est tenu de se conformer au Règlement général des stages qui lui est remis en début d'année académique et qui constitue une annexe

### 7.6.3.1. Le volume des stages

#### Article 71

Les dispositions réglementaires imposent un volume minimal dans chaque discipline et par année d'études<sup>36</sup>.

### 7.6.3.2. Le rapport de stages

#### Article 72

L'accomplissement des stages implique la rédaction d'un rapport selon les instructions données en début d'année. Il est la propriété de l'étudiant.

Ce document personnel ne peut être ni prêté, ni copié ; en cas de fraude, le prêteur et l'emprunteur peuvent être sanctionnés.

Ce rapport doit être remis pour correction aux dates prévues par le responsable de la coordination des stages. L'étudiant le reçoit corrigé de manière à pouvoir améliorer le travail suivant.

Tout jour de retard dans la remise du rapport de soins entraîne une pénalité.

Après 10 jours de retard, sauf pour un motif légitime reconnu par la Coordination de stage, le rapport n'est plus corrigé. Néanmoins l'étudiant est tenu de le remettre, le nombre de rapports à réaliser chaque année étant réglementé. Cette cotation du rapport de stage entre dans la constitution de la cote « stage » de l'étudiant (informations dans le dossier «stages»).

### 7.6.3.3. La tenue correcte en stage et l'entretien du vêtement de travail

#### Article 73

La tenue portée en stage doit correspondre aux exigences de l'institution et de la HEPN.

Un port incorrect entraîne le renvoi du stage et l'obligation de prester à nouveau les périodes prévues à cette date.

Les modalités techniques sont communiquées aux étudiants en début d'année académique.

---

36 Décret du 18/07/2008 fixant les conditions d'obtention des diplômes de bachelier sage-femme et de bachelier en soins infirmiers, renforçant la mobilité étudiante et portant diverses mesures en matière d'enseignement supérieur, tel que modifié.

## **7.7. Le Travail de Fin d'Etudes**

### **7.7.1. Dispositions générales**

#### **Article 74**

L'étudiant réalise en fin de cursus un travail de fin d'études (TFE). Celui-ci constitue l'épreuve transversale finale.

Un document reprenant les objectifs de ce travail, le choix de la langue étrangère, les modalités de la rédaction, de l'encadrement et de l'évaluation ainsi que l'échéancier concernant les rapports d'avancement, les modalités d'autorisation de dépôt, la date de dépôt du travail et la période de l'exposé oral est remis à chaque étudiant.

L'étudiant réalise son travail de fin d'études dans le respect des balises relatives à l'utilisation de l'intelligence artificielle déterminées par la HEPN et disponibles en annexe n°8.

La partie écrite du TFE est accompagnée d'une déclaration sur l'honneur signée par l'étudiant faisant référence à l'absence de plagiat au sein du TFE.

Le TFE doit être remis OBLIGATOIREMENT à la date indiquée. Aucune dérogation ne sera admise, sauf circonstances exceptionnelles approuvées par la Coordination de bachelier.

La partie orale permet, dans chaque cas, à l'étudiant de défendre son travail.

Toutefois, tout manquement au respect des règles professionnelles et éthiques, apprécié par le président et les membres concernés du jury, concernant le Travail de Fin d'Etudes, peut entraîner le refus du Travail avant sa défense orale.

### **7.7.2. Dispositions spécifiques au département des sciences agronomiques et ingénierie biologique**

#### **Article 75**

Un travail de fin d'études est réalisé en relation avec le stage. Pour ce travail, l'étudiant est suivi et guidé par un enseignant de l'école (appelé Promoteur) et une personne de référence du stage (appelé maître de stage). Il peut, après demande et autorisation, se faire également superviser par un expert dans le domaine ou un garant scientifique du travail.

Le stage réalisé au Q1 débute le 14 septembre, celui réalisé au Q2 débute le 1<sup>er</sup> février. Un projet de contrat de stage, signé par le maître de stage, doit être rentré auprès du Responsable de stage le premier lundi qui suit le 14 juin de l'année académique précédente, pour un stage réalisé au Q1, et le premier lundi qui suit le 1<sup>er</sup> novembre de l'année académique en cours pour un stage réalisé au Q2.

### **7.7.3. Dispositions spécifiques au département des sciences de la santé publique et de la motricité**

#### **Article 76**

La note d'intention du Travail de fin d'études doit être remise à la Coordination de TFE à l'issue du cours de méthodologie de la recherche (les dates seront communiquées par les enseignants titulaires).

## Chapitre 8 : La promotion de la réussite<sup>37</sup>

### Article 77

La HEPN organise un service d'aide à la réussite (SAR) qui a pour mission d'informer, d'orienter et, de façon générale, d'accompagner les étudiants en vue de faire aboutir leurs projets d'études.

Le service d'aide à la réussite (SAR) propose, prioritairement à l'attention des étudiants de Bloc 1, une série d'outils et de dispositifs permettant d'appréhender les études supérieures avec un maximum de chances de réussite.

Accompagnement des étudiants visant notamment à les aider dans l'interprétation de leurs résultats académiques et plus spécifiquement à les guider dans le choix de leur programme d'études et des activités de remédiation. L'étudiant de Bloc 1 qui est en situation d'échec à l'issue de la première session d'examens est invité à signer une charte d'engagement avec la Haute École dans laquelle les deux parties s'engagent à mettre tous les moyens en œuvre pour favoriser sa réussite.

- 
- 
- 
- 
- 

---

<sup>37</sup> Décret du 18/07/2008 démocratisant l'enseignement supérieur, œuvrant à la promotion de la réussite des étudiants et créant l'Observatoire de l'enseignement supérieur, tel que modifié. Article 148 du décret du 07/11/2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, tel que modifié.

## Chapitre 9 : La mobilité<sup>38</sup>

### 9.1. Dispositions générales

#### Article 78

Un étudiant régulièrement inscrit peut suivre un ou plusieurs enseignements appartenant à un programme d'études menant au même grade académique ou à un grade académique différent organisé par un autre établissement d'enseignement supérieur reconnu par ses autorités compétentes en matière d'enseignement supérieur, avec l'accord de cet établissement.

Les crédits associés sont valorisés dans ses études aux conditions fixées par le jury de l'établissement auprès duquel il a pris son inscription.

Pour ce faire, l'étudiant doit introduire, auprès de la bureau relations internationales, un dossier dont les modalités et délais sont précisés en suivant ce lien : <https://hepn.be/international/selection-etudiants-en-mobilite>.

Toute demande d'informations complémentaires peut être adressée directement à la bureau relations internationales.

La HEPN se réserve le droit d'exclure la candidature des étudiants ne respectant pas la procédure ou n'effectuant pas correctement le suivi de son dossier.

Tout dossier incomplet ne sera pas traité.

Trente crédits au moins de chaque cycle d'études doivent être effectivement suivis auprès de la HEPN qui confère le grade académique qui sanctionne les études ou délivre le diplôme attestant la réussite de ces études. En cas de formation coorganisée par plusieurs établissements, cette obligation s'étend collectivement à l'ensemble des établissements participant à l'organisation.

### 9.2. Les programmes de mobilité

#### Article 79

Les étudiants en mobilité vers la HEPN sont soumis au présent règlement.

La bureau Relations internationales de la HEPN organise les mobilités des étudiants, des enseignants et du personnel administratif.

L'étudiant qui ne respecte pas l'entièreté des directives administratives émises par la cellule Relations internationales peut être amené à devoir rembourser la bourse obtenue.

---

<sup>38</sup> Articles 128 - 130 du décret du 07/11/2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, tel que modifié.

Le cas échéant, en cas de non-remboursement de cette bourse, l'étudiant sera considéré en dette vis-à-vis de la HEPN.

### **9.2.1. Erasmus+**

Les règles générales de mobilité Erasmus+ sont définies dans la Charte Erasmus+ (Commission européenne, DG Education & culture, Programme pour l'éducation et la formation tout au long de la vie) et dans la Charte des Etudiants (AEF-Europe).

Pour pouvoir bénéficier du programme Erasmus+, les étudiants doivent avoir réussi au minimum les 60 premiers crédits du bachelier, sauf dérogation exceptionnelle accordée par le Collège de direction.

### **9.2.2. Erasmus Belgica**

Ce programme offre aux étudiants la possibilité d'accomplir une partie de leur cursus ou un stage au sein d'une institution reconnue d'une Communauté de Belgique autre que la Communauté française. Erasmus Belgica suit les mêmes principes que le programme Erasmus+, mais avec des règles de gestion différentes, notamment en termes de durée minimum de mobilité et de financement.

### **9.2.3. Fonds d'aide à la mobilité étudiante dans l'enseignement supérieur-FAMES**

Le FAMES offre aux étudiants la possibilité d'effectuer une partie de leur cursus ou un stage dans un établissement/une organisation en dehors des pays programmes liés à Erasmus (liste consultable en suivant ce [lien](#)) ou des pays partenaires (liste consultable en suivant ce [lien](#), règles de financement spécifiques) . Les règles de fonctionnement de ce programme sont les mêmes que celles d'Erasmus+ SMS et SMP, mais avec des règles de gestion différentes, notamment en termes de durée minimum de mobilité et de financement.

### **9.2.4. Etudiants entrants – Incoming students**

Les étudiants en mobilité vers la HEPN sont soumis au présent règlement.

### **9.2.5. Etudiants en stage à l'étranger hors Erasmus et hors FAME**

Les étudiants qui effectuent une mobilité académique et/ou un stage à l'étranger sans participer au programme Erasmus+, Erasmus Belgica et FAME sont tenus de se conformer aux modalités de stages telles que définies au sein du bachelier concerné.

## Chapitre 10 : L'enseignement supérieur inclusif

### Article 80

La HEPN, au travers de son service d'accueil et d'accompagnement, s'engage en faveur du développement d'un enseignement inclusif.

L'enseignement inclusif pour les étudiants en situation de handicap est un enseignement qui, via la mise en place d'aménagements raisonnables, vise à supprimer ou à réduire les barrières matérielles, pédagogiques, culturelles, sociales et psychologiques rencontrées lors de l'accès aux études, au cours des études dans le cadre des activités d'apprentissage et lors des évaluations qui sont associées<sup>39</sup>.

#### **Etudiants bénéficiaires :**

L'étudiant bénéficiaire est un étudiant en situation de handicap, c'est-à-dire un étudiant qui présente des incapacités physiques, mentales, intellectuelles ou sensorielles durables dont l'interaction avec diverses barrières peut faire obstacle à sa pleine et effective participation à l'enseignement supérieur sur la base de l'égalité avec les autres.

#### **Modalités de dépôt de la demande de reconnaissance de handicap :**

L'étudiant qui souhaite bénéficier des dispositions relatives à l'enseignement supérieur inclusif introduit une demande de reconnaissance de handicap auprès du service d'accueil et d'accompagnement de la HEPN au moyen d'un formulaire téléchargeable sur le site [www.hepn.be](http://www.hepn.be).

Pour chaque année académique, le formulaire de demande de reconnaissance de handicap est à introduire le plus tôt possible et au plus tard le 31 octobre pour le premier quadrimestre ou le 1<sup>er</sup> mars pour le second quadrimestre. Les demandes introduites après ces dates ne seront prises en considération qu'en fonction de la justification d'une introduction tardive. En cas de renouvellement de la demande, le délai d'introduction est fixé au 31 octobre.

Le formulaire est à compléter en ligne ou à remettre en main propre au service d'accueil ou d'accompagnement ou à envoyer par mail à l'adresse suivante : [inclusif@hepn.province.namur.be](mailto:inclusif@hepn.province.namur.be).

Il sera accompagné de tout document probant à l'appui de sa demande, notamment :

- Soit la décision d'un organisme public chargé de l'intégration des personnes en situation de handicap ;
- Soit un rapport circonstancié au niveau de l'autonomie du demandeur au sein de l'établissement d'enseignement supérieur établi par un spécialiste dans le domaine médical ou par une équipe pluridisciplinaire datant de moins d'un an au moment de la première demande dans un établissement d'enseignement supérieur ;

---

<sup>39</sup> Article 1<sup>er</sup> du Décret du 30 janvier 2014 relatif à l'enseignement supérieur inclusif pour les étudiants en situation de handicap, tel que modifié.

- À titre informatif, les aménagements raisonnables dont le demandeur aurait bénéficié pendant ses études secondaires.

En cas de changement d'établissement d'enseignement supérieur en cours de cursus, les documents visés ci-dessus restent valables et sont transmis au nouvel établissement d'enseignement supérieur à sa demande après accord de l'étudiant.

En cas de modification de la situation de handicap de l'étudiant au cours du temps, un bilan d'actualisation peut être demandé par le service d'accueil et d'accompagnement.

Toute demande non rédigée dans les formes prescrites, incomplète ou reçue hors délai sera déclarée irrecevable.

### **Prises de décision par les autorités académiques :**

Après avoir pris connaissance de la demande, examiné le dossier et analysé les besoins avec l'étudiant demandeur, le service d'accueil et d'accompagnement soumet la demande de reconnaissance de handicap pour décisions aux autorités académiques, à savoir la Direction pédagogique .

La décision de la Direction pédagogique, dûment motivée, est notifiée à l'étudiant demandeur par mail (avec accusé de réception), dans un délai raisonnable, à l'adresse mentionnée dans la demande.

### **Plan d'accompagnement individualisé (PAI) :**

En cas de reconnaissance de la situation de handicap, un plan d'accompagnement individualisé (PAI) est élaboré par le service d'accueil et d'accompagnement, en accord avec l'équipe pédagogique du bachelier concerné, au plus tard dans les deux mois qui suivent l'acceptation de la demande par la Direction pédagogique, sur la base de l'analyse des besoins effectuée.

Le PAI contient au moins :

- Le programme annuel de l'étudiant ;
- Les modalités d'accompagnement et les aménagements raisonnables prévus sous les aspects matériels, pédagogiques, médicaux et psychologiques ;
- Le choix du personnel d'accompagnement ;
- La désignation éventuelle d'un ou de plusieurs étudiants accompagnateurs ;
- Le cas échéant, la convention de l'étudiant accompagnateur sera jointe au PAI dès sa signature ;
- L'accord de l'étudiant bénéficiaire.

Le PAI est prévu pour une année académique et est renouvelable pour chaque année du cursus de l'étudiant bénéficiaire.

Le PAI est signé par l'étudiant, par le service d'accueil et d'accompagnement et par la Direction pédagogique ou son délégué.

Si le PAI n'est pas signé par l'étudiant, les aménagements prévus ne seront pas mis en place.

La mise en œuvre du PAI fait l'objet d'une évaluation continue par le service d'accueil et d'accompagnement. Au cours de l'année académique, au moins une réunion de

coordination et d'évaluation entre les acteurs ou leurs représentants est organisée.

A la demande de l'étudiant bénéficiaire ou du service d'accueil et d'accompagnement, le PAI peut être modifié, moyennant l'accord des différents acteurs.

En cas de circonstances exceptionnelles, l'étudiant bénéficiaire et le service d'accueil et d'accompagnement peuvent, en cours d'année académique, mettre fin de commun accord au PAI.

L'étudiant est tenu de respecter son PAI et les règles concernant les aménagements spécifiques. Tout manquement aux obligations ou à l'exécution de bonne foi du PAI peut entraîner l'annulation de la demande et du PAI.

Aucune donnée confidentielle concernant l'étudiant ne peut être transmise dans le dossier de l'étudiant et dans le PAI, sans l'accord de l'étudiant.

### **Droit de recours en cas de rejet de la demande de reconnaissance de handicap ainsi que dans le cadre de la fixation et/ou de la modification et/ou de la fin prématurée du PAI**

- **Recours interne**

L'étudiant peut introduire, endéans les 10 jours ouvrables de la notification de la décision, un recours interne auprès du Collège de direction (hormis La Direction pédagogique ayant pris la décision) de la HEPN, par courrier électronique à l'adresse [directeur.president@hepn.province.namur.be](mailto:directeur.president@hepn.province.namur.be), par pli recommandé adressé Rue Henri Blès, 192 à 5000 NAMUR ou remis en main propre contre accusé de réception.

La décision du Collège de direction sera notifiée par écrit à l'étudiant dans les 15 jours ouvrables à compter du lendemain de l'introduction du recours interne, par pli recommandé, par voie électronique ou remis en main propre contre accusé de réception.

### **Droit de recours externe :**

Après avoir épuisé les voies de recours interne, en cas de décision défavorable, l'étudiant peut introduire un recours externe auprès de la CESI (Commission de l'Enseignement Supérieur Inclusif), accueillie au sein de l'ARES (180 rue Royale à 1000 Bruxelles).

Ce recours externe doit être introduit par lettre recommandée ou par courrier électronique dans les 5 jours ouvrables qui suivent la notification de refus formulée par l'instance de recours interne à l'établissement.

A compter de la date de réception de ce recours, la CESI a 15 jours ouvrables pour se prononcer et transmettre la décision par lettre recommandée ou par courrier électronique.

### **Droit de recours portant sur la mise en œuvre du PAI**

Lors de la communication du PAI à l'étudiant, les voies de recours éventuellement applicables quant à la mise à œuvre de celui-ci lui sont communiquées. [Disposition sous réserve d'adoption d'avant-projet de décret modifiant diverses dispositions relatives à l'enseignement supérieur]

## Chapitre 11 : Les jurys de la Communauté française

### Article 81

Des jurys de la Communauté française sont constitués au sein de la HEPN par cursus qu'elle organise et par année d'études et ce, à l'exception des cursus non organisés par la HEPN bien qu'étant toujours habilitée pour le faire.

Les candidats au jury doivent effectuer les activités d'apprentissage telles que les stages, activités d'insertion professionnelle, travaux pratiques en conformité avec les programmes d'études de la HEPN.

Le présent règlement des études est applicable aux étudiants inscrits à ces jurys sauf dispositions contraires précisées ci-dessous.

### 11.1. Conditions d'accès aux jurys de la Communauté française

#### Article 82

Sous peine de nullité de toutes les inscriptions, nul ne peut être inscrit à des jurys différents organisés par une ou plusieurs institution(s). Afin de contrôler les inscriptions multiples éventuelles, la HEPN transmet à son Commissaire du Gouvernement la liste des étudiants inscrits pour l'année académique en cours au plus tard le 10 novembre de l'année académique en cours.

L'accès aux épreuves est réservé aux personnes qui ne peuvent suivre régulièrement les activités d'apprentissage pour des motifs objectifs appréciés par le Collège de direction.

Outre les candidats dont le dossier établirait qu'il leur est loisible de s'inscrire régulièrement au cursus pour lequel l'inscription est sollicitée, nul ne peut s'inscrire à un jury de la Communauté française si :

- ✓ il est non finançable au sens du décret du 11 avril 2014 adaptant le financement des établissements d'enseignement supérieur à la nouvelle organisation des études ;
- ✓ si le grade académique visé au terme du cursus peut être obtenu dans le cadre d'une formation dispensée en horaire décalé ou dans l'enseignement supérieur de promotion sociale ;
- ✓ dans les cinq années académiques précédant celle pour laquelle l'inscription est demandée, il a fait l'objet d'un signalement officiel relatif à une fraude à l'inscription dans un établissement d'enseignement supérieur en Communauté française ;
- ✓ lors de l'année académique précédant celle pour laquelle l'inscription est demandée, il a fait l'objet, dans un établissement d'enseignement supérieur en Communauté française, d'une sanction disciplinaire ayant entraîné son éloignement pour le reste de l'année académique ;

- ✓ lors de l'année académique précédant celle pour laquelle l'inscription est demandée, il a été convaincu de fraude ou de tentative de fraude à un examen dans le cadre d'épreuves organisées par un établissement d'enseignement supérieur en Communauté française ou dans le cadre d'un jury de la Communauté française.

Une attestation de l'école mentionnant qu'il n'a pas subi ce type de sanction constitue la meilleure preuve pour ces deux dernières hypothèses.

## **11.2. Inscription**

### **11.2.1. Introduction et composition du dossier de demande d'inscription**

#### **Article 83**

Pour être pris en considération, le dossier complet de demande d'inscription doit :

- ✓ être introduit uniquement par courrier recommandé auprès de la Direction-Présidence pour le 30 septembre au plus tard de l'année académique en cours ;
- ✓ comprendre les documents suivants :
  - une demande manuscrite dûment motivée, datée et signée ;
  - une copie recto-verso d'un document d'identité ;
  - une copie du document faisant état d'un titre donnant accès à l'enseignement supérieur pour une inscription en première année (CESS ou équivalent,...)
  - pour les autres années, une attestation de réussite de l'année d'études antérieure ;
  - documents probants justifiant l'impossibilité de suivre régulièrement les cours (certificat médical, attestation d'emploi,...) ;
  - pour les cinq dernières années : attestations de fréquentation et relevés de notes pour les études supérieures poursuivies en Belgique et/ou à l'étranger ou documents probants couvrant toute autre activité.

### **11.2.2. Autorisation d'inscription**

#### **Article 84**

La décision d'autoriser l'inscription est prise par le Collège de direction.

En cas de refus d'inscription, la procédure décrite aux articles 14 et 15 du présent règlement est d'application.

Par année académique, l'inscription est conditionnée au versement sur le compte de la HEPN de frais d'inscription s'élevant à 300 €, et ce pour le 1<sup>er</sup> février au plus tard.

Ce droit d'inscription n'est en aucun cas remboursé.

L'étudiant inscrit à un jury n'a pas le statut d'étudiant régulier et ne peut donc se prévaloir des effets de droit y attachés.

En principe, l'inscription à un jury n'autorise pas la fréquentation des cours.

### **11.3. Règlement des examens – dispositions spécifiques**

#### **Article 85**

Les étudiants sont évalués sur chacune des activités d'apprentissage relevant de l'année d'études à laquelle les évaluations se rattachent.

La délibération du jury de la Communauté française porte sur l'ensemble de ces évaluations.

Le jury se réunit à cet effet au moins deux fois par an.

Le Règlement des examens est applicable aux étudiants inscrits à un jury de la Communauté française à l'exception des dispositions qui ne sont pas compatibles avec la situation des étudiants qui s'inscrivent auprès du jury de la Communauté française.

## CHAPITRE 12 : Les évaluations

### 12.1. Les conditions d'admission et d'inscription aux épreuves

#### Article 86

Les étudiants **réguliers** sont réputés inscrits d'office à toutes les épreuves de fin de premier ou deuxième quadrimestre pour l'ensemble des unités d'enseignement organisées durant ce quadrimestre auxquelles ils s'étaient inscrits pour l'année académique.

#### Article 87

Les étudiants **réguliers** doivent s'inscrire aux épreuves organisées au troisième quadrimestre. Les modalités pratiques relatives à cette inscription (délais, formulaires, ...) seront communiquées aux étudiants dans les meilleurs délais.

En cas de non-respect de ces modalités, l'inscription aux épreuves du troisième quadrimestre sera nulle et non avenue. **Article 88**

Pour rappel, à défaut d'avoir payé le solde du montant de son inscription au plus tard pour le 1<sup>er</sup> février ou dès l'inscription si celle-ci est postérieure, l'étudiant n'a plus accès aux activités d'apprentissage ni aux évaluations à partir de cette date. Il ne peut être délibéré ni bénéficier d'aucun report ou valorisation de crédits, même s'il reste considéré comme ayant été inscrit aux études pour l'année académique (voir chapitre 4 ci-dessus).

#### Article 89

Nul ne peut être admis à se présenter au cours d'une même session d'examens à la fois devant le jury d'examens de la HEPN et devant le jury de la Communauté française lorsque celui-ci est organisé.

#### Article 90

Pour des raisons exceptionnelles dûment motivées et appréciées, les autorités de la HEPN peuvent autoriser un étudiant à se présenter plus de deux fois aux évaluations d'une même unité d'enseignement au cours d'une même année académique.

#### Article 91

Les étudiants du 1<sup>er</sup> bloc d'études, n'ayant pas atteint, en fin de 1<sup>er</sup> quadrimestre, le seuil de réussite (10/20) à l'une des évaluations des UE du 1<sup>e</sup> bloc d'études, peuvent la ou les représenter lors des deux périodes d'évaluation suivante (fin des deux quadrimestres suivants : juin et septembre<sup>40</sup>).

Les étudiants qui souhaitent conserver une note en échec à l'issue de la première session de janvier doivent en faire part à leur Secrétariat étudiant au plus tard le 15 mars.

<sup>40</sup> Article 150, al. 1 et 2 du décret du 07/11/2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, tel que modifié.

## Article 92

Pour rappel, après les évaluations organisées à l'issue du premier quadrimestre et jusqu'au 15 février de l'année académique, les étudiants du 1<sup>er</sup> bloc d'études peuvent demander d'alléger leur programme d'activités du deuxième quadrimestre. Ce programme modifié est établi en concertation avec la Commission d'admission et peut comprendre des activités spécifiques de remédiation<sup>41</sup> (voir chapitre 5, point 5.2.4. ci-dessus).

## **12.2. Le refus d'inscription à une ou plusieurs épreuves**

### Article 93

Au plus tard le 15 mai, le Président du jury, par décision formellement motivée, peut refuser la participation aux examens des étudiants :

- qui n'ont pas suivi régulièrement les activités d'apprentissage du programme de l'année d'études à laquelle ils sont inscrits ;
- dont le dossier administratif ne serait pas complet.

Sa décision est notifiée par pli recommandé à l'étudiant dans les deux jours ouvrables.

L'étudiant dont l'inscription à l'épreuve est refusée peut, dans les 3 jours ouvrables de la réception de la notification du refus, introduire un recours par lettre recommandée auprès du Collège de direction. Celui-ci notifie sa décision à l'étudiant par pli recommandé dans les 3 jours ouvrables de l'introduction du recours.

## **12.3. Les modalités d'organisation et de déroulement des épreuves**

### **12.3.1. Périodes d'évaluation et horaires des examens**

#### Article 94

Les autorités de la HEPN sont tenues d'organiser au moins deux évaluations d'une même unité d'enseignement en fin [ou au cours, sous réserve d'adoption de l'avant-projet de décret précité] de deux quadrimestres différents d'une même année académique<sup>42</sup>.

La première période d'évaluation est organisée à la fin [ou au cours, sous réserve d'adoption de l'avant-projet de décret précité] du quadrimestre au cours duquel l'activité

---

<sup>41</sup> Article 150, al. 1 du décret du 07/11/2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, tel que modifié.

<sup>42</sup> Article 138 du décret du 07/11/2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, tel que modifié.

d'apprentissage a été organisée ; la deuxième période d'évaluation est organisée en fin du 3<sup>e</sup> quadrimestre.

Par exception au paragraphe 1<sup>er</sup>, les évaluations de certaines activités d'apprentissage – notamment les travaux pratiques, stages, rapports, travaux personnels, ...- peuvent n'être organisées qu'une seule fois sur une période regroupant trois quadrimestres successifs.

Pour des raisons de force majeure et dûment motivées, le jury peut prolonger une période d'évaluation d'un étudiant au quadrimestre suivant, sans toutefois pouvoir dépasser une période de deux mois et demi au-delà de la fin du quadrimestre.

Des examens peuvent être organisés en dehors des périodes prévues par le calendrier académique, quand le cours est terminé et/ou en fonction d'impératifs organisationnels liés à la réalisation d'évaluations pratiques sur des lieux de stages. Les dates et les lieux retenus pour ces examens seront affichés au plus tard 10 jours ouvrables avant ceux-ci, sous la responsabilité de la Direction administrative.

Les notes obtenues lors de ces examens sont comptabilisées dans les résultats de la 1<sup>ère</sup> session d'examens présentée par l'étudiant.

L'horaire des épreuves est communiqué, sous la responsabilité de la Direction administrative, au plus tard un mois avant le début de la période d'évaluation, par voie d'affichage aux valves et sur la plateforme E-bac de la HEPN. Il est réalisé en préservant, dans la mesure du possible, des délais suffisants entre les épreuves successives au cours d'une même période d'évaluation. Sauf cas de force majeure, la date et l'horaire d'une épreuve ne peuvent être modifiés moins de 10 jours ouvrables avant la date annoncée initialement. Toute modification est portée à la connaissance des étudiants concernés sans délai par voie d'affichage aux valves et par courrier électronique.

**Lors d'un examen oral à distance**, chaque étudiant doit se connecter 30 minutes à l'avance dans la classe virtuelle et attendre que l'enseignant le fasse accéder à une "salle de réunion privée" pour débiter son examen oral.

Chaque session d'examens est clôturée dès que toutes les décisions des jurys ont été rendues publiques, sauf pour les étudiants pour lesquels elle reste ouverte exceptionnellement.

### **12.3.2. Modalités d'évaluation**

#### **Article 95**

L'évaluation correspondant à un enseignement peut consister en un examen oral et/ou écrit, une évaluation continue, une évaluation intégrée ou tout autre travail effectué par l'étudiant.

En vue de la réalisation des travaux et autres évaluations, l'étudiant respecte les balises relatives à l'utilisation de l'intelligence artificielle déterminée par la HEPN et disponibles en annexe n°8.

Pour rappel les modalités d'évaluation sont reprises dans les fiches UE disponibles sur le site [www.hepn.be](http://www.hepn.be) . En cas de modification de celles-ci pour raisons de force majeure dans le courant de l'année académique, un message d'avertissement sera adressé aux étudiant via la plateforme électronique E-bac.

En cas d'évaluation à distance, chaque étudiant pourrait être amené à réaliser un **module de test avec des modalités précises à respecter**. Il ne s'agit pas d'une évaluation de connaissances. Cette procédure a pour objectif de permettre à l'étudiant de se familiariser avec les outils d'Ebac. Pour chaque test, l'étudiant pourra, selon une procédure définie, revenir avec les **questions et difficultés** rencontrées.

Si, en cours d'examen à distance, l'étudiant rencontre une difficulté technique, une procédure d'urgence est prévue.

Les examens oraux sont publics. Le public ne peut en aucun cas y interagir avec l'enseignant ou l'étudiant lors de l'épreuve, ni perturber son bon déroulement.

Dans le département des sciences de la santé publique et de la motricité, les examens nécessitant la présence de patients ne sont pas publics.

Les étudiants sont interrogés par l'enseignant chargé de l'activité d'apprentissage.

En cas d'empêchement de ce dernier le jour de l'évaluation, la Direction pédagogique peut, à titre exceptionnel et en dernier recours, désigner un remplaçant et/ou peut décider de modifier les modalités d'organisation de l'évaluation (date, horaire, forme, ...).

### 12.3.3. Absence aux épreuves

#### Article 96

En cas d'absence à une évaluation ou à une période d'évaluation, celle-ci doit être communiquée par téléphone ou par mail le jour même avant 08h30 au plus tard et le document écrit la justifiant doit être envoyé par mail au secrétariat du bachelier le lendemain de la notification.

L'étudiant qui, pour une raison de force majeure, ne peut participer à une évaluation à la date prévue, peut présenter cette évaluation au cours de la même période d'évaluation pour autant que l'organisation le permette et moyennant l'accord du Président du jury.

La légitimité du motif de force majeure est appréciée par le Direction pédagogique.

Lorsqu'une unité d'enseignement comprend plusieurs activités d'apprentissage, l'absence à l'une d'entre elles peut entraîner la notification de l'absence pour l'ensemble de l'unité de l'enseignement. Lorsqu'une activité d'apprentissage est soumise à plusieurs évaluations, l'absence à l'une d'elles peut entraîner la notification d'une absence pour l'ensemble de l'activité.

### 12.3.4. Notifications des résultats et consultation des copies<sup>43</sup>

#### Article 97

Sur simple demande au secrétariat étudiant du bachelier, au plus tard un mois après la période d'évaluation de fin de quadrimestre, l'étudiant reçoit le détail des résultats des évaluations auxquelles il a participé.

Pour les évaluations de fin de 1<sup>er</sup> quadrimestre, les étudiants du 1<sup>er</sup> bloc d'études peuvent recevoir leurs résultats au plus tard le 10 février, afin qu'ils aient la possibilité de demander éventuellement un allègement de leur programme d'études dans le cadre de l'aide à la réussite (voir chapitre 5, point 5.2.4.).

Les copies corrigées peuvent être consultées par l'étudiant, dans des conditions matérielles qui rendent cette consultation effective. Cette consultation se fera en présence du responsable de l'épreuve ou de son délégué, dans le mois qui suit la communication des résultats de l'épreuve, à une date déterminée par lui et annoncée au moins une semaine à l'avance aux valves de la HEPN.

L'étudiant doit être présent en personne, il ne peut pas se faire représenter.

Il peut être accompagné mais il doit s'agir d'un simple observateur.

Par ailleurs, l'étudiant peut demander à obtenir une copie de son examen (réponses et questionnaire), uniquement sous la forme d'une photographie.

L'étudiant doit en faire la demande obligatoirement pendant la consultation des copies organisée après chaque période d'évaluations.

L'étudiant qui obtient cette copie s'engage à n'en faire qu'un usage personnel et à ne pas la diffuser sous quelque forme que ce soit. Tout manquement à cet engagement peut faire l'objet de l'application d'une sanction disciplinaire en application du chapitre 14 du présent règlement.

Pour des raisons exceptionnelles empêchant l'organisation en présentiel, la consultation des copies pourrait se faire à distance. Dans ce cas, les modalités organisationnelles précises seront communiquées aux étudiants dans les meilleurs délais.

---

<sup>43</sup> Article 137 du décret du 07/11/2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, tel que modifié.

## **12.4. Les conditions de réussite**<sup>44</sup>

### **Article 98**

L'évaluation finale d'une unité d'enseignement s'exprime sous la forme d'une note comprise entre 0 et 20, le seuil de réussite pour acquérir les crédits associés étant 10/20.

Les crédits sont acquis de façon définitive.

La note finale de l'UE est établie selon les modalités reprises dans la fiche descriptive de l'UE (notamment la pondération relative des diverses activités d'apprentissage, la pondération de l'UE au sein du programme d'études, ...).

Les notes attribuées aux activités d'apprentissage ainsi qu'aux unités d'enseignement sont mathématiquement arrondies au point.

Une activité d'apprentissage peut être sanctionnée non pas par une note, mais par un code particulier dont la signification est explicitée.

Au cours d'une même année académique, l'étudiant est dispensé de repasser l'évaluation d'une activité d'apprentissage réussie, sauf s'il fait la demande expresse de la repasser en vue d'améliorer sa note (cette renonciation est définitive et seule la dernière note sera retenue, même si elle est inférieure à la première).

D'une année académique à l'autre, le jury peut dispenser l'étudiant d'activités d'apprentissage pour lesquelles il a obtenu une cote d'au moins 10/20.

Le jury motive ses décisions sur base de critères préalablement définis (voir chapitre 13, point 13.3. ci-dessous).

---

<sup>44</sup> Articles 139, 140 et 140bis du décret du 07/11/2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, tel que modifié.

## CHAPITRE 13 : Les délibérations<sup>45</sup>

### 13.1. Le jury<sup>46</sup>

#### Article 99

Un jury pour chaque cycle d'études menant à un grade académique est constitué. Un sous-jury distinct peut être constitué pour la première année du premier cycle.

Le jury est chargé de délibérer, de sanctionner l'acquisition des crédits associés aux UE, de proclamer la réussite d'un programme d'études et de conférer le grade académique qui sanctionne le cycle d'études.

Pour ses compétences de reconnaissance de l'équivalence et de la similarité de titres étrangers, de validation des PAE, d'admettre les étudiants aux études correspondantes et, dans ce contexte, de valoriser les acquis des candidats, le jury a donné délégation à la Commission d'admission (voir chapitre 5 ci-dessus).

Il est composé d'au moins 5 membres, dont un Président et un secrétaire. Les noms du Président et du secrétaire du jury sont publiés.

Le jury est présidé par la Coordination de bachelier concernée ou son délégué.

Le secrétaire du jury est la personne en charge du secrétariat étudiant.

Un jury comprend notamment l'ensemble des enseignants qui, au sein de l'établissement d'enseignement supérieur, sont responsables d'une unité d'enseignement au programme d'études qui n'est pas au choix individuel de l'étudiant.

Les responsables des autres unités d'enseignement du programme suivies au cours de l'année académique par au moins un étudiant régulièrement inscrit participent de droit à la délibération mais n'interviennent pas pour le calcul du quorum.

Le jury peut s'adjoindre des personnes étrangères à la HEPN. Celles-ci ont voix consultative. Leur nombre ne peut excéder le tiers du total des membres ayant voix délibérative.

---

<sup>45</sup> Articles 132 et 133 du décret du 07/11/2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, tel que modifié.

<sup>46</sup> Article 131 du décret du 07/11/2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, tel que modifié.

## **13.2. Les délibérations**

### **Article 100**

Les délibérations du jury peuvent se tenir en présentiel ou en distanciel et ont lieu à huis clos.

Tous les membres du jury ont le devoir de respecter le secret des délibérations et des votes éventuels.

Le jury statue souverainement et collégalement. Ses décisions sont motivées.

Pour délibérer valablement, la majorité plus un des membres du jury ayant voix délibérative doivent être présents.

Ont seuls voix délibérative le Président du jury et les enseignants responsables d'une unité d'enseignement obligatoire au programme d'études.

Une unité d'enseignement ne donne droit qu'à une seule voix, quel que soit le nombre de professeurs responsables de l'unité d'enseignement.

Les responsables des autres unités d'enseignement – non obligatoires – du programme suivies au cours de l'année académique par au moins un étudiant régulièrement inscrit participent de droit à la délibération.

Les décisions du jury sont prises à la majorité simple des voix des membres présents ayant voix délibérative.

En cas de parité, la voix du Président du jury est prépondérante.

L'absence ou l'abstention d'un membre du jury ne peut être invoquée pour surseoir à la décision ou l'invalidier.

Il est interdit aux membres du jury d'assister à l'examen, de le faire subir ou de participer à la délibération si l'étudiant est son conjoint ou l'un de ses parents ou alliés jusqu'au quatrième degré inclusivement.

Sauf cas de force majeure apprécié par le Président du jury, les membres du jury sont tenus d'assister aux examens qui les concernent et de participer à la délibération.

Le jury délibère sur base des évaluations portant sur les acquis de chaque étudiant pour chacune des unités d'enseignement suivies durant l'année académique. Il octroie également les crédits associés aux unités d'enseignement suivies en dehors du programme, mais présentes au sein du PAE de l'étudiant, et dont il juge les résultats suffisants.

En fin de deuxième et troisième quadrimestres, sur base des épreuves présentées par l'étudiant au cours de l'année académique et de leur moyenne, le jury octroie les crédits pour les unités d'enseignement dont l'évaluation est suffisante ou pour lesquelles le déficit est acceptable au vu de l'ensemble de ces résultats.

Le jury peut également délibérer en fin du premier quadrimestre les étudiants de première année de premier cycle en vue de leur réorientation éventuelle.

Pour les années terminales d'un cycle d'études, le jury peut délibérer sur le cycle d'études dès la fin du premier quadrimestre pour les étudiants ayant déjà présenté l'ensemble des épreuves du cycle.

Le jury prononce la réussite **de plein droit** d'une UE pour laquelle l'étudiant a obtenu une note supérieure ou égale à 10/20 à l'UE.

Le jury prononce, **après délibération**, la réussite d'une UE pour laquelle l'étudiant n'a pas obtenu une note supérieure ou égale à 10/20, considérant le déficit acceptable au vu de l'ensemble des résultats. Le jury motive ses décisions sur base de critères préalablement définis (voir chapitre 13, point 13.3. ci-dessous).

Lorsque le jury de délibération n'est pas en possession d'une note en début de délibération, cette note sera, en dernier recours, constituée de la façon suivante :

- Dans le cas d'une UE composée d'une seule activité d'apprentissage :  
la note manquante est le résultat de la moyenne des notes obtenues aux autres UE inscrites au programme annuel de l'étudiant, sans que cette note manquante ne puisse être inférieure à 10/20.
- Dans le cas d'une UE composée de plusieurs activités d'apprentissage :  
la note manquante est le résultat de la moyenne des notes obtenues aux autres activités d'apprentissage constitutives de l'UE, sans que cette note manquante ne puisse être inférieure à 10/20.

Le jury de délibération est également compétent pour octroyer la dérogation en matière de finançabilité visée à l'article 5 §2, al. 2 du décret du 11 avril 2014 adaptant le financement des établissements d'enseignement supérieur à la nouvelle organisation des études. Pour ce faire, il procède à une analyse des résultats de chacun des étudiants qui pourraient bénéficier de l'exception.

### **13.3. Les critères de délibérations**

#### **Article 101**

##### **13.3.1. Pour la réussite de l'UE**

1. seule UE en échec limité au sein du PAE
2. une seule activité d'apprentissage en échec au sein de l'UE
3. évaluation pédagogique formative de l'UE régulière et positive
4. implication dans les activités d'apprentissage de l'UE
5. amélioration des résultats de l'UE aux évaluations entre deux sessions
6. degré de maîtrise élevé des acquis d'apprentissage des activités d'intégration professionnelle inscrites au PAE

##### **13.3.2. Pour l'attribution d'une mention**

1. participation/implication aux activités d'apprentissage ;
2. évaluation pédagogique régulière et positive ;
3. adaptabilité au milieu professionnel.

## **13.4. Grade académique, mention<sup>47</sup> et diplôme**

### **13.4.1. Grade académique**

#### **Article 102**

A l'issue d'un cycle d'études, le jury confère à l'étudiant le grade académique correspondant, lorsqu'il constate que le nombre de crédits minimum est acquis, que les conditions du programme d'études ont été respectées, que les conditions d'accès aux études étaient satisfaites et que l'étudiant y a été régulièrement inscrit.

Trente crédits au moins d'un cycle d'études doivent avoir effectivement été suivis auprès de l'établissement d'enseignement supérieur qui confère le grade académique qui sanctionne les études ou délivre le diplôme attestant la réussite de ces études.

Par ailleurs, aucun grade académique de bachelier ne peut être conféré à un étudiant qui n'aurait pas suivi effectivement au minimum 60 crédits du programme correspondant et qui n'y aurait pas été régulièrement inscrit aux études menant à ce grade.

Aucun grade académique de bachelier de spécialisation ne peut être conféré à un étudiant qui n'aurait pas suivi effectivement au minimum 30 crédits du programme correspondant et qui n'y aurait pas été régulièrement inscrit aux études menant à ce grade.

### **13.4.2. Mention**

#### **Article 103**

Le jury détermine également la mention éventuelle accompagnant le grade sur base de l'ensemble des enseignements suivis au cours du cycle.

Les mentions sont la satisfaction, la distinction, la grande distinction et la plus grande distinction. Elles s'obtiennent généralement si le résultat global de l'étudiant atteint respectivement 60, 70, 80 et 90 % du maximum des points de l'ensemble des épreuves du cycle.

Le calcul du résultat global de l'étudiant est la moyenne arithmétique pondérée des notes obtenues pour chaque unité d'enseignement du programme d'études. Il en va de même pour les études de spécialisation.

Dans tous les autres cas, le grade académique est délivré sans mention.

Le jury apprécie si une mention peut être attribuée notamment en fonction du programme d'études de l'étudiant, lorsque celui-ci a obtenu une note inférieure à 10/20 à une ou

---

<sup>47</sup> Articles 130 et 132 du décret du 07/11/2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, tel que modifié.

plusieurs unités d'enseignement, s'il a obtenu une (des) dispense (s) ou si le pourcentage qu'il a obtenu est inférieur au pourcentage généralement exigé pour l'attribution de la mention.

Le jury délibère souverainement et motive ses décisions sur base de critères préalablement définis (voir chapitre 13, point 13.3. ci-dessus).

### **13.4.3. Diplôme <sup>48</sup>**

#### **Article 104**

Les diplômes attestant les grades académiques et les certificats sanctionnant la réussite d'études sont délivrés par le jury, dans les 3 mois de la proclamation au cours de laquelle le grade académique a été conféré.

L'étudiant inscrit au sein du bachelier en psychomotricité se voit délivrer un diplôme ou certificat conjoint unique signé par les deux Hautes Ecoles partenaires.

Les diplômes sont signés par la Direction-Présidence ainsi que par le président et le secrétaire du jury.

Les diplômes attestant les grades académiques sont délivrés accompagnés d'un supplément au diplôme, signé par le secrétaire du jury.

Pour le bachelier en psychomotricité, organisé en co-diplômation avec la HEAJ, un seul supplément au diplôme est délivré.

En cas de perte du diplôme, une attestation tenant lieu de diplôme sera délivrée.

## **13.5. Publicité des décisions**

#### **Article 105**

Le procès-verbal de la délibération mentionne la composition du jury d'examens et les résultats de la délibération. Il mentionne également, pour chaque étudiant, les motifs de la décision adoptée.

Le procès-verbal est signé par le Président, le secrétaire et au moins 3 membres du jury.

Il est conservé pendant 30 ans au siège de la HEPN.

---

<sup>48</sup> Articles 142-147 bis du décret du 07/11/2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, tel que modifié.

Les copies d'examens sont conservées pendant une durée de trois ans à dater de la fin de la session d'examens à laquelle elles se rapportent.

Pour les étudiants de première année et ceux en fin de cycle, les décisions du jury sont rendues publiques par proclamation, puis affichage aux valves électroniques pendant au moins 15 jours qui suivent la proclamation.

Pour les autres étudiants, les décisions du jury peuvent être rendues publiques uniquement par affichage aux valves électroniques.

Le nom du secrétaire de jury est publié aux valves de la HEPN en même temps que le résultat de la délibération.

L'affichage des résultats tient lieu de notification.

## **13.6. Droit de recours**<sup>49</sup>

### **Article 106**

Toute plainte relative à une quelconque irrégularité dans le déroulement des évaluations est adressée par courriel au secrétaire du jury d'examens, au plus tard dans les trois jours ouvrables, soit après la notification des résultats de la délibération dans l'hypothèse d'une contestation portant sur celle-ci, soit, dans le cas d'un examen écrit, après consultation des copies dans l'hypothèse d'une contestation portant sur l'évaluation.

L'étudiant recevra un accusé de réception par courriel dès réception de sa plainte par le Secrétaire du jury d'examens.

Le samedi n'est pas considéré comme un jour ouvrable.

Le secrétaire instruit la plainte et, au plus tard dans les deux jours ouvrables de sa réception, fait rapport au Président du jury.

Dans le jour ouvrable suivant la réception du rapport, le Président du jury d'examens réunit un jury restreint, composé, outre de lui-même, de deux membres du jury d'examens choisis parmi ceux non mis en cause dans l'irrégularité invoquée.

Ce jury restreint statue séance tenante, par décision formellement motivée et notifiée au(x) plaignant(s) dans les deux jours ouvrables, par courriel.

Au terme de cette procédure de recours, toute décision prise est susceptible d'un recours en annulation, dans les 60 jours de la notification, devant le Conseil d'Etat, rue de la Science 33 à 1040 Bruxelles.

---

<sup>49</sup> Article 134 bis du décret du 07/11/2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, tel que modifié.

# Chapitre 14 : Le règlement disciplinaire et les sanctions

## 14.1. Le règlement disciplinaire

### Article 107

Tout manquement aux règles qui suivent fera l'objet d'une sanction disciplinaire, sans préjudice des dispositions légales en vigueur.

#### **14.1.1. Les fautes graves et les fraudes**

Toutes les tentatives de fautes graves ou les fautes graves avérées telles que tricherie (y compris aux évaluations et aux examens, lors des stages et dans les documents relatifs aux stages), ... sont interdites.

Il en va de même pour les fraudes avérées ou tentatives de fraude telles que imitation de signature, faux, faux paraphe, usurpation d'identité, vol, faux travaux (inventions, ...),... Sont visés par le terme fraude les actes qui sont pénalement répréhensibles.

Aussi, le non-respect des consignes orales et/ou écrites de prévention de faute grave et/ou de fraude communiquées lors d'une évaluation ou lors d'un examen peut être assimilé à une faute grave et/ou une fraude avérée ou une tentative de faute grave (exemple : porter sur soi un gsm) ou de fraude.

Pour rappel, le plagiat caractérisé est une fraude. Il est interdit.

Une définition ainsi que quelques exemples de situation de plagiat se trouvent dans le glossaire en fin du présent règlement.

Les fautes graves et les fraudes seront sanctionnées en fonction de leur gravité et les fautes graves ou fraudes répétées le seront plus lourdement.

#### **14.1.2. Le prosélytisme – commerce**

Il est strictement interdit, tant aux étudiants qu'aux membres du personnel, de faire du prosélytisme politique, linguistique, philosophique ou religieux et du commerce.

#### **14.1.3. La tenue vestimentaire**

Pour chaque activité d'apprentissage ainsi que pour les examens, une tenue vestimentaire décente et adaptée à la culture du département et/ou du bachelier, est exigée. Elle sera appréciée par le Collège de direction.

Pour certaines activités d'apprentissage, le port d'un uniforme ou d'un équipement spécifique est obligatoire. En aucun cas, l'étudiant ne pourra s'y soustraire.

Vous trouverez ces spécificités dans le chapitre 7, point 7.4. du présent règlement.

Il y a lieu de distinguer les pratiques religieuses des signes religieux ou idéologiques qui modifient l'apparence des personnes. En ce sens, les accessoires vestimentaires qui ne permettent pas l'identification de la personne sont interdits.

En aucun cas l'étudiant ne pourra argumenter d'une pratique religieuse ou philosophique pour se soustraire à une activité d'apprentissage.

Lorsque l'activité exercée requiert le port d'un uniforme, tout ajout à celui-ci est interdit.

Dans le cadre du respect du décret sur la neutralité, le port d'insignes, d'accessoires ou de vêtements qui expriment ou affichent une opinion ou une appartenance politique, philosophique ou religieuse est interdit dans l'enceinte de l'établissement, sur les lieux de stage, durant les activités scolaires, extra muros et parascolaires.

Le port du couvre-chef (casquette, chapeau, foulard, bandana, bandeau, ...) est interdit à l'intérieur des bâtiments.

#### **14.1.4. Le comportement**

Tout comportement inadéquat tel que agression écrite, verbale et/ou physique, harcèlement (moral, sexuel, ...) y compris sur les réseaux sociaux, dégradation aux biens d'autrui, moqueries répétées, ... sera sanctionné, tant entre étudiants que vis à vis des personnes rencontrées (membres du personnel, maître de stage, ...), et ce, tant au sein de la HEPN que sur les lieux d'activités d'intégration professionnelle ou lors d'activités parascolaires.

Les horaires fixés pour les différentes activités d'apprentissage et d'évaluation ainsi que les délais impartis pour la remise des différents travaux doivent être respectés.

L'étudiant responsable de perturbations à ces différentes activités (bavardage, usage de matériel non autorisé en cours, attitudes déplacées, ...) s'expose à l'application de sanctions.

#### **14.1.5. Le téléphone portable ou tout autre matériel analogique**

L'utilisation du téléphone portable peut être interdite durant les cours.

Le cas échéant, en cas de non-respect de cette consigne, l'appareil sera confisqué pour une durée déterminée.

#### **14.1.6. L'utilisation des technologies de l'information et de la communication**

Chaque étudiant s'engage au respect de la charte relative à l'utilisation des technologies de l'information et de la communication (des systèmes informatiques, du courrier électronique et d'Internet) au sein de la Province de Namur. Cette charte figure à l'annexe 4 du présent règlement. Le non-respect de ces dispositions peut également entraîner une limitation temporaire ou définitive de l'accès aux ressources informatiques de la Province de Namur.

L'utilisation de tout matériel / support numérique doit être soumise à l'autorisation du professeur et réservée à l'activité pédagogique concernée.

#### **14.1.7. Le tabac, l'alcool, la drogue et autres substances illicites**

Il est strictement interdit de fumer dans les établissements d'enseignement.

Il est interdit de détenir, de vendre ou de consommer, dans l'établissement, de l'alcool (de quelque pourcentage que ce soit) et des produits stupéfiants. Il est également interdit de se présenter dans l'établissement en présentant des signes avérés d'imprégnation alcoolique

ou de consommation de drogue tels que : l'haleine alcoolisée, la démarche titubante, la tenue de propos incohérents, l'agressivité, des vomissements, des tremblements, un état de somnolence, ...

#### **14.1.8. Les locaux et le matériel**

Les étudiants sont priés de respecter les locaux et le matériel mis à leur disposition.

Ils sont responsables, conformément à la loi, des dégâts occasionnés par eux aux bâtiments, matériel et mobilier de l'institution. Une réparation des dommages peut être exigée.

Tout étudiant inscrit à La HEPN mais qui assiste à certaines activités de son programme d'études dans d'autres institutions est tenu de respecter les dispositions relatives au code de bonne conduite et à l'occupation des locaux telles que reprises dans les règlements des dites institutions.

Tout projet d'affichage sur les différents sites de la HEPN est soumis à l'accord de la Direction-Présidence ou de la Direction décentralisée pour ce qui relève de l'implantation de Ciney.

#### **14.1.9. Utilisation des noms et sigles**

L'usage du nom et/ou du logo de La HEPN et/ou de la Province de Namur est soumis, en dehors des supports aux activités pédagogiques (TFE, travaux, ...), à l'accord préalable de la Direction-Présidence.

#### **14.1.10. Le vol**

Tout vol caractérisé sera sanctionné.

#### **14.1.11. Les biens personnels**

La HEPN n'assume aucune obligation en matière de garde et/ou de conservation des biens personnels des étudiants et décline toute responsabilité pour tous vols, pertes, disparitions, dommages et accidents survenus à ces biens, que ce soit dans les locaux de l'école, les lieux de stage et de visite, les parkings attenants.

Les étudiants sont invités à interroger leur assureur "habitation privée" afin de vérifier l'extension des garanties de leur police d'assurance privée à leurs effets personnels durant leur séjour dans l'établissement.

#### **14.1.12. Les personnes étrangères à l'établissement**

Hormis l'assistance de tiers aux examens qui sont publics, il est interdit à tout étudiant de permettre, de favoriser ou de susciter l'entrée d'une personne étrangère à l'établissement - parente ou non - sans autorisation préalable des responsables préposés à cette fin.

#### **14.1.13. L'utilisation des œuvres protégées par le droit d'auteur**

La HEPN respecte les droits de toute personne qui participe à la création et à la diffusion d'œuvres protégées par le droit d'auteur telles que la musique, les films, les logiciels, les jeux et les autres œuvres littéraires, artistiques et scientifiques créés par des tiers. Les étudiants ne peuvent en aucun cas effectuer, sauvegarder, transmettre ou mettre à disposition des copies

non autorisées d'œuvres protégées par le droit d'auteur sur ses systèmes ; ses équipements ou autres médias. Les étudiants ne peuvent pas télécharger, mettre à disposition, sauvegarder ou distribuer des copies non autorisées d'œuvres protégées par le droit d'auteur via Internet en utilisant les systèmes, équipements ou autres matériels de la HEPN. Les étudiants ne peuvent pas utiliser le réseau pour installer des systèmes d'échange de fichiers ou pour gérer un serveur ou un index P2P. Les activités ou les fichiers constatés en violation avec ce règlement feront immédiatement l'objet d'une suppression, cessation ou confiscation.

Dans le cadre du bachelier en Gestion hôtelière, des enseignants remettent aux étudiants des documents réels de gestion provenant d'entreprises diverses en activité, avec leur consentement. Toutes les informations qui figurent dans ces documents de gestion, sont strictement confidentielles. Elles sont réservées à une exploitation dans le seul cadre des cours. Toute indiscretion de votre part, constituerait une faute grave.

## **14.2. Les sanctions**

### **Article 108**

Des sanctions peuvent être prises à l'encontre des étudiants qui ne respectent pas les dispositions du présent règlement et/ou qui agissent de façon incompatible avec l'esprit du Projet Pédagogique, Social et Culturel de La HEPN.

Les sanctions seront motivées et proportionnées à la gravité des faits, à leurs circonstances et aux antécédents de l'étudiant.

#### **14.2.1. Les types de sanctions**

##### **14.2.1.1. Les mesures d'ordre**

- a) Le rappel à l'ordre
- b) La réprimande écrite
- c) L'éloignement temporaire d'une activité d'enseignement
- d) La réparation d'un dommage

Les sanctions a), b), c) peuvent être prononcées par un membre de la direction ou tout autre membre du personnel. Le Collège de direction en sera informé.

La sanction d) ne peut être prononcée que par un membre de la direction.

Elles sont prononcées sur le champ ou dans les meilleurs délais de la connaissance des faits.

Le non-respect d'une mesure d'ordre et/ou l'application successive de plusieurs mesures d'ordre peuvent entraîner l'application de mesures disciplinaires.

D'autres sanctions (annulation de périodes prestées en stage, retrait de points, ...) peuvent être prises en fonction des circonstances et selon des règles établies dans chaque département.

#### **14.2.1.2. Les mesures disciplinaires**

- a) L'éloignement temporaire d'une activité d'évaluation
- b) L'exclusion d'une activité d'enseignement et/ou d'évaluation
- c) L'éloignement temporaire de 4 jours maximum
- d) L'éloignement temporaire de plus de 4 jours
- e) L'éloignement jusqu'au terme de l'année académique
- f) L'exclusion définitive

Les sanctions a), b) et c) sont prises par un membre du Collège de direction ou son délégué.

Les sanctions d), e) et f) sont prises par le Collège de direction.

Préalablement à l'application de toute mesure disciplinaire, l'étudiant sera convoqué à une audition par la direction.

La convocation précisera le motif de l'entretien et sera envoyée par courriel, par pli recommandé ou remise en mains propres contre accusé de réception, dans les 3 jours ouvrables de la constatation des faits.

L'audition a lieu, au plus tôt, le quatrième jour ouvrable qui suit la notification des charges. L'étudiant peut prendre connaissance des pièces du dossier et a la possibilité, lors de l'audition, de se faire assister par la personne de son choix.

Tant lors de l'instruction du dossier que lors de l'audition de l'étudiant, la direction peut être accompagnée d'un secrétaire et de toute autre personne de son choix.

Un procès-verbal sera dressé à l'issue de l'audition et lu à l'étudiant. Celui-ci sera invité à le contresigner et une copie lui sera remise.

Si l'étudiant ne se présente pas à l'audition, un procès-verbal de carence sera dressé et envoyé à l'étudiant par courriel ou par pli recommandé.

En cas de complément d'enquête, une nouvelle audition sera organisée.

La décision prise sera communiquée à l'étudiant par pli recommandé ou remise en mains propres contre accusé de réception, et ce dans les 3 jours ouvrables suivant la date de l'audition.

Une copie de ce courrier sera envoyée pour information à l'Administration Provinciale de l'Enseignement et de la Formation.

## 14.2.2. Les situations particulières

### Article 109

#### 14.2.2.1. En cas de faute grave

Toute faute grave avérée ou tentative de faute grave entraîne sur-le-champ la saisie de tout document ou matériel permettant de prouver celle-ci.

Dans les meilleurs délais, l'étudiant est entendu par un membre du Collège de direction ou par une autre personne expressément déléguée. Un procès-verbal de cette audition est rédigé et signé par les deux parties. Il est communiqué à l'étudiant qui peut continuer son cursus.

Pour l'étudiant convaincu de **tentative** de faute grave ou de faute grave avérée, la note de 0/20 sera indiquée au regard de l'ensemble de l'activité d'apprentissage concernée ainsi que pour toutes les autres activités qui y sont liées.

En cas de **récidive de tentative** de faute grave ou de faute grave avérée au cours du cursus au sein de la HEPN, la note de 0/20 sera indiquée au regard de l'ensemble de l'activité d'apprentissage concernée ainsi que pour toutes les autres activités qui y sont liées. L'étudiant sera en outre exclu de la HEPN et ce dès la fin de la période d'évaluation concernée.

L'étudiant peut faire appel de la décision devant le Collège de direction dans les 3 jours ouvrables suivant sa notification, par un courriel envoyé au secrétariat du jury. Le Collège de direction statuera dans les 10 jours ouvrables de la réception du recours et notifiera sa réponse par courriel à l'étudiant.

Les membres du Collège de direction ont voix délibérative, hormis le(s) membre(s) ayant pris part à l'audition de l'étudiant.

#### 14.2.2.2. En cas de fraude aux évaluations<sup>50</sup>

Toute tentative de fraude ou fraude avérée entraîne sur-le-champ la saisie de tout document ou matériel permettant de prouver celle(s)-ci.

La Direction-Présidence de la HEPN examine les éléments du dossier et décide du suivi à y accorder dans un procès-verbal.

Un courrier recommandé est adressé à l'étudiant concerné. Il reprend les faits qui motivent l'action de la HEPN, il mentionne le lieu et l'heure de l'audition de l'étudiant afin que celui-ci

---

<sup>50</sup> Circulaire FWB n°5418 du 23/09/2015

s'explique sur les faits qui lui sont reprochés. En cas d'absence lors de l'audition, un procès-verbal de carence est rédigé en présence de deux témoins.

A l'issue de l'audition, si la HEPN estime devoir poursuivre la procédure, elle adresse un courrier recommandé à l'étudiant dans lequel elle motive sa décision. Ce même courrier apporte, le cas échéant, une réponse aux éléments avancés par l'étudiant lors de l'audition.

En cas de fraude avérée ou de tentative de fraude aux évaluations, la mention FR (Fraude) sera indiquée sur le tableau de points au regard de l'ensemble de l'activité d'apprentissage concernée ainsi que pour toutes les autres activités qui y sont liées. Cette mention équivaut à 0/20 pour le calcul de la moyenne pondérée de l'ensemble des résultats. Outre la mention FR mentionnée ci-dessus, l'étudiant perd immédiatement sa qualité d'étudiant régulièrement inscrit, ainsi que tous les droits liés à cette qualité et les effets de droit liés à la réussite d'épreuves durant l'année académique concernée.

En cas d'exclusion de l'étudiant, celui-ci ne pourra pas s'inscrire dans un autre établissement d'enseignement supérieur durant les 3 années académiques suivantes.

#### ***14.2.2.3. En cas de non-remise ou remise tardive d'un document requis***

L'étudiant qui ne remet pas un document requis (travail, rapport de stage, ...) ou le remet tardivement sera sanctionné, sauf circonstances exceptionnelles dûment appréciées par le Directeur de département. Cette sanction pourra aller jusqu'à l'attribution d'une note de 0 pour le document concerné.

# Chapitre 15 : Règles en matière de reconnaissance et d'octroi du statut d'étudiant sportif

## Article 110

### **15.1. Définitions**

#### **15.1.1. L'étudiant sportif**

Un « étudiant sportif » est un étudiant régulièrement inscrit dans un département de la HEPN et qui répond à l'une des conditions suivantes :

1. Etre « Sportif de haut niveau » : étudiant dont la qualité de sportif de haut niveau, d'espoir sportif ou de partenaire d'entraînement est reconnue conformément au chapitre III du décret du 8 décembre 2006 visant l'organisation et le subventionnement du sport en Communauté française. A ce titre, il est repris comme sportif de haut niveau ou espoir sportif sur les listes de la Commission 14, sportif sur les listes Begold ou membre de l'équipe nationale de son sport.
2. Etre « Sportif Sub- top » : étudiant ne répondant pas aux critères de sportif de haut niveau mais qui pourrait éventuellement l'atteindre dans les années à venir étant donné leur marge de progression dans leur discipline sportive ou dont la charge de travail sportif justifie un accompagnement différencié de son double parcours.

Pour bénéficier du statut d' « étudiant sportif », l'étudiant concerné doit en faire la demande écrite et motivée et être reconnu par le référent sport de la Haute Ecole qui analyse son dossier en collaboration avec la cellule CASHES et les Fédérations sportives (voir ci-après).

#### **15.1.2. Le référent sport**

Le référent sport de la Haute Ecole est le lien « facilitateur » entre les différents acteurs essentiels de la double carrière, c'est-à-dire la réussite des études et de la carrière sportive. Il opère le lien :

- entre la direction académique et le sportif ;
- entre le guichet des sports et le sportif ;
- entre la direction académique et la CASHES

#### **15.1.3. CASHES**

La Cellule d'Accompagnement des Sportifs de Haut niveau dans l'Enseignement Supérieur (CASHES) est le résultat d'une synergie entre l'ASEUS (Association Sportive de l'Enseignement Universitaire et Supérieur) et l'ADEPS.

Cette cellule intervient pour une mise en réseau, ou encore en tant que facilitateur, à la demande :

- de l'étudiant sportif bénéficiant d'un statut,
- de l'étudiant sportif « Sub-top »,
- de l'entourage de l'étudiant athlète (parent ou coach),
- du référent de vie de l'athlète au sein de sa fédération sportive,

- du référent pour le sport de haut niveau de l'institution d'Enseignement Supérieur de l'étudiant athlète.

## **15.2. Modalités d'octroi du statut « étudiant sportif »**

### **15.2.1. Procédure d'introduction des dossiers :**

L'étudiant qui souhaite obtenir le statut d'étudiant sportif doit introduire pour le 1er octobre au plus tard ou au moment de son inscription si celle-ci est postérieure, sa demande écrite et motivée accompagnée d'un dossier complet directement auprès du référent sport de la Haute Ecole ([sar@hepn.province.namur.be](mailto:sar@hepn.province.namur.be)).

L'étudiant constitue un dossier qui comprend à minima les éléments suivants :

- Nom, prénom, date de naissance, département, bachelier, position dans le cycle d'études, ...
- Un CV sportif reprenant la charge d'entraînements, le planning annuel, les meilleures performances, compétitions nationales et internationales, contrat professionnel, etc.
- Les documents justificatifs du niveau sportif (lettre de la fédération, copie de la sélection nationale, ...)
- Les demandes précises et justifiées par rapport aux aides éventuelles (aménagement des études, logistique, ...);
- Les coordonnées de tous les intervenants (parents, clubs, fédérations, COIB, ...).

### **15.2.2. Analyse du dossier et procédure d'octroi du statut d'étudiant sportif**

Une fois le dossier jugé complet et pertinent, il est analysé par le référent sport et la commission interne au département en collaboration si nécessaire, avec la cellule CASHES et la fédération sportive concernée. Le référent sport peut demander à l'étudiant des compléments d'information.

L'analyse du dossier terminée, la HEPN confirme le statut d'« étudiant sportif de haut niveau » ou décide d'octroyer le statut d'« étudiant sportif Sub-top ». Par le biais d'un courrier officiel, la HEPN en informe l'étudiant dans les 15 jours calendrier de l'introduction de sa demande ; elle en informe également les professeurs du département concerné. L'étudiant doit alors prendre contact avec la coordination de bachelier afin de formaliser au travers d'une convention le programme annuel de l'étudiant et/ou les aménagements académiques (voir point 15.3.3. Ci- après) qui tiendront compte des contraintes sportives de l'étudiant d'une part et des contraintes pédagogiques du cursus de formation d'autre part. Cette convention sera signée par les parties et transmise pour information au référent sport. Le statut d'"étudiant sportif" est octroyé pour une année académique. Il peut être prolongé, sur demande de l'étudiant, pour une année académique supplémentaire. Toute demande de prolongation devra se faire par écrit auprès du référent sport de la Haute Ecole pour le 14 septembre au plus tard.

Le statut d'« étudiant sportif » pourra être retiré à tout moment par le Collège de direction dès lors que l'étudiant concerné ne remplit plus les conditions qui ont présidé à l'octroi du dit statut.

Le bénéficiaire du statut est tenu d'informer le référent sport de toute modification importante relative à l'évolution de sa situation sportive. Le référent sport en informe les autorités académiques.

### **15.2.3. Recours**

En cas de décision défavorable, l'étudiant peut introduire un recours auprès du Collège de direction de la HEPN, Rue Henri Blès 192 5000 Namur. Le recours doit être introduit, par voie électronique à l'adresse [directeur-president@hepn.province.namur.be](mailto:directeur-president@hepn.province.namur.be) ou par lettre recommandée, au plus tard dans les quinze jours calendrier de la notification de la décision. Après avis auprès du référent sport et de la cellule CASHES, le Collège de direction statue sur le recours au plus tard le quinzième jour calendrier qui suit la réception du recours. Si le recours est notifié durant les vacances scolaires, le délai est suspendu.

## **15.3. Avantages liés à un statut d'« étudiant sportif »**

### **15.3.1. Reconnaissance du statut**

Le simple fait d'obtenir le statut est déjà une reconnaissance pour l'étudiant vis-à-vis des étudiants et enseignants de la section. Ce statut permettra à l'étudiant sportif de concilier sa pratique sportive de haut niveau avec des études supérieures fondamentales pour son avenir. Il se verra conférer les avantages et aménagements jugés raisonnables liés à ce statut dans le cadre de la réglementation en vigueur.

### **15.3.2. Avantages académiques liés à l'obtention du statut**

#### ***15.3.2.1. L'allègement de son année d'études***

L'« étudiant sportif » qui le souhaite peut demander l'allègement de son programme annuel d'études (PAE); le programme est déterminé par l'étudiant et la Coordination de bachelier, en accord avec la commission pour le 31 octobre au plus tard. En cas de nécessité, le plan d'allègement peut être revu, et ce, jusqu'à la session d'examen (ex.: annulation du plan d'allègement si l'étudiant se rend compte qu'il peut présenter tous ses examens ; présentation de quelques examens supplémentaires si cela semble possible...).

#### ***15.3.2.2. Des aménagements spécifiques quant aux activités d'enseignement et aux évaluations***

L'« étudiant sportif » peut, à sa demande écrite et motivée, et dans la mesure du raisonnable, bénéficier :

- d'aménagement des activités d'enseignement (laboratoire, séances d'exercices, cours de langue, séminaire, date de dépôt d'un travail);
- d'aménagement de l'horaire/du calendrier ;
- d'absences justifiées aux activités d'enseignement ;
- d'aménagement des horaires et des modalités des évaluations ;
- d'une remédiation auprès de l'enseignant concerné au niveau de la matière dispensée ou auprès du service pédagogique de la Haute Ecole en termes de méthodes de travail (organisation, planification, suivi, ...)

Ces modalités spécifiques restent soumises à l'appréciation de la direction et des enseignants concernés et feront l'objet d'un accord écrit et signé par les parties.

Cette convention est révisable en cours d'année académique.

Afin de garantir la meilleure gestion possible de la double carrière de l'étudiant sportif, celui-ci ou tout acteur du monde sportif ou académique peut faire appel aux autorités académiques signataires de la convention ou au référent sport selon le sujet en cas de problème (conflit des calendriers scolaire et sportif, modification dans les obligations sportives ou académiques,...), de confusion ou d'imprécision sur la convention afin d'ajuster les clauses de la convention en cours d'année académique.

#### **15.4. Obligations liées au statut d'« étudiant sportif »**

Si la Haute Ecole accorde certaines facilités aux étudiant sportifs, le bénéficiaire du statut est tenu de respecter certaines règles et plus particulièrement :

- le respect des règles dans les demandes de facilités ;
- un rapport écrit concernant ses résultats sportifs et scolaires adressé au référent sport au terme de chaque quadrimestre.

## Chapitre 16 : Le statut d'étudiant entrepreneur

### Article 111

#### **16.1. Dispositions générales**

Un « étudiant entrepreneur » est un étudiant régulièrement inscrit dans un département de la HEPN et qui soit :

- souhaite développer un projet d'entreprise ou entrepreneurial parallèlement à ses études ;
- est en phase de lancement d'une entreprise
- est déjà fondateur ou dirigeant d'une entreprise.

#### **16.2. Octroi du statut**

##### **16.3.1. Critères d'octroi**

Le statut académique d'étudiant-entrepreneur de la HEPN peut être octroyé , sur demande au référent "étudiant entrepreneur" de la HEPN, à tout étudiant inscrit dans une formation organisée par la HEPN et qui répond à l'une des conditions suivantes :

- Être fondateur ou dirigeant d'une entreprise ;
- Être accompagné par un incubateur étudiant (par exemple, LinKube) dans la création d'entreprise.

##### **16.3.2. Durée du statut**

Le statut est octroyé pour une année académique. L'étudiant-entrepreneur qui souhaite prolonger son statut devra introduire une demande auprès de la Commission, selon les modalités définies par celle-ci.

##### **16.3.3. Retrait du statut**

Le statut peut être retiré à tout moment si l'étudiant-entrepreneur abandonne le projet pour lequel il a obtenu ce statut.

#### **16.3. Avantages accordés à l'étudiant-entrepreneur de la HEPN**

### **16.3.1. Reconnaissance du statut**

L'obtention du statut constitue une reconnaissance pour l'étudiant au sein de son institution d'enseignement supérieur et vis-à-vis de ses contacts entrepreneuriaux. Ce statut confère à l'étudiant les avantages et aménagements jugés raisonnables liés au statut dans le cadre de la réglementation en vigueur. Ce statut permettra également à l'étudiant de mettre en évidence ses capacités professionnelles et entrepreneuriales devant un futur employeur potentiel.

### **16.3.2. Encadrement personnalisé**

Au sein de la HEPN, l'étudiant-entrepreneur bénéficie de l'encadrement personnalisé d'un référent "étudiants entrepreneurs."

Le référent peut accompagner l'étudiant dans son projet entrepreneurial. Il constitue le point de contact de l'étudiant au sein de l'établissement afin de l'aider et de faciliter toute démarche utile (concernant par exemple l'allègement du programme d'étude, l'organisation et modalités d'évaluation et d'examen, de stage, de TFE, etc.) permettant à l'étudiant de mener parallèlement avec succès ses études et son projet entrepreneurial et d'atteindre les objectifs fixés dans son dossier soumis à la commission de sélection.

### **16.3.3. Avantages académiques liés à l'obtention du statut**

Différents avantages académiques peuvent être accordés à l'étudiant-entrepreneur de la HEPN. L'obtention de ces avantages est soumise à l'approbation des autorités de la Haute Ecole.

- Allègement :

L'étudiant-entrepreneur qui le souhaite peut demander un allègement de son programme d'étude. Le programme est défini par l'étudiant et le référent "étudiant entrepreneur", en accord avec la Coordination du bachelier. Dans tous les cas, le programme de l'année ne peut être inférieur à 15 crédits.

- Aménagements spécifiques :

L'étudiant-entrepreneur peut, à sa demande et dans la mesure du raisonnable, bénéficier d'aménagements des activités d'enseignement (laboratoire, séances de travaux pratiques, séminaires, délai de dépôt d'un travail, etc.) et d'aménagement quant aux horaires/calendrier et modalités des évaluations et des examens. Ces modalités spécifiques restent soumises à l'appréciation de la Coordination de bachelieret des enseignants concernés. Une demande devra être introduite, dans un délai raisonnable, auprès du(des) enseignant(s) concerné(s) par l'étudiant-entrepreneur ou son tuteur académique.

## Chapitre 17 : Données personnelles et protection de la vie privée

### Article 112

§1<sup>er</sup> Les données à caractère personnel communiquées par l'étudiant dans le cadre de son inscription sont traitées par la HEPN conformément au Règlement général sur la protection des données 2016/679 (RGPD) ainsi qu'à la loi relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

De plus amples informations quant au traitement de ces données sont disponibles à l'annexe 5.

Par ailleurs, certains établissements de la Province de Namur sont équipés d'un système de vidéosurveillance qui vise à améliorer la sécurisation des sites. Le traitement des images se fait dans le respect de la législation du 21 mars 2007 réglant l'installation et l'utilisation de caméras de surveillance.

§2 S'agissant de la collecte Saturn<sup>51</sup>, l'ARES respecte les dispositions du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données. L'autorisation de la commission vie privée en matière de collecte de données à visée statistique porte le numéro RN 69-2017 et est consultable sur le site de l'autorité de protection des données : <https://www.autoriteprotectiondonnees.be>.

Conformément à ce règlement, et dans les limites qu'il impose, l'étudiante dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition des données le concernant. Ce droit peut être, le cas échéant, exercé en s'adressant à :

ARES

Direction Etudes et Statistiques

180, Rue Royale

1000, Bruxelles

Courriel : saturn@ares-ac.be

La base de données Saturn peut être utilisée à des fins scientifiques ou statistiques.

§3 En ce qui concerne la plateforme e-paysage, les données collectées sont partagées avec l'ARES. La responsabilité en matière de traitement de données au sein de cette plateforme est assumée par l'ARES qui partage vos données avec les Commissaires et Délégués du Gouvernement et leurs services, avec les autres établissements d'enseignement supérieur auprès desquels vous introduisez ou introduirez une demande d'inscription, le Ministère de la Communauté française ainsi que toute autre autorité publique autorisée par l'ARES. La HEPN agit en tant que sous-traitant de l'ARES.

---

<sup>51</sup> Saturn est une collecte d'information relative à la population étudiante destinée à la Direction de l'Enseignement non obligatoire et de la Recherche scientifique, à l'Observatoire de l'enseignement supérieur et au service des Statistiques de l'ETNIC.

L'ARES traite vos données afin de permettre :

- 1° soutenir et simplifier les processus d'inscription et d'admission au parcours des étudiants dans l'enseignement supérieur en Communauté française ;
- 2° simplifier l'authentification des titres délivrés en Communauté française dans le cadre de la vérification des titres d'accès à l'enseignement supérieur et de la lutte contre les faux diplômes ;
- 3° réaliser ou faire réaliser des études scientifiques ou statistiques ;
- 4° permettre au Gouvernement de la Communauté française et à ses services de renforcer le pilotage de l'enseignement supérieur, notamment pour l'élaboration et la mise en œuvre de nouvelles politiques ou toute autre analyse.

Les données à caractère personnel relatives aux catégories suivantes de personnes concernées sont traitées via la plateforme e-paysage :

- 1° les étudiants dont l'inscription est prise en considération ;
- 2° les personnes qui suivent isolément des unités d'enseignement ;
- 3° les étudiants ayant introduit une demande d'allocation d'études auprès du Service d'allocations d'études de la Communauté française ;
- 4° les étudiants qui ne sont pas considérés comme étudiants résidents au sens de l'article 1er du décret du 16 juin 2006 régulant le nombre d'étudiants dans certains cursus de premier cycle de l'enseignement supérieur ;
- 5° les étudiants ayant introduit un recours auprès de la commission chargée de recevoir les plaintes des étudiants relatives à un refus d'inscription ;
- 6° les auteurs reconnus d'une fraude ;
- 7° les personnes ayant introduit une demande d'équivalence auprès du Service des équivalences de la Communauté française ;
- 8° les étudiants diplômés par un établissement d'enseignement supérieur en Communauté française.

Dans le cadre strict des finalités qu'ils poursuivent, les catégories d'utilisateurs visés à l'alinéa précédent, ainsi que l'Entreprise publique des Technologies Numériques de l'Information et de la Communication et la Banque-carrefour d'échange de données sont autorisés à utiliser le numéro de Registre national de la personne concernée ou, à défaut, le numéro d'identification de la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale.

Pour les étudiants régulièrement inscrits en son sein, la Haute Ecole met à disposition, au plus tard pour le 1er février de l'année académique, les données suivantes :

- 1° le numéro de Registre national attribué à l'étudiant ou, à défaut, le numéro d'identification de la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale ;
- 2° s'il échet, le prénom d'usage de l'étudiant ;
- 3° les données administratives relatives à l'admission et à l'inscription, en ce compris les études suivies, les réorientations, les modifications d'inscription, de même que les allègements ;
- 4° la régularité de l'inscription de l'étudiant ;
- 5° les données nécessaires à l'établissement du statut d'étudiant finançable et à la détermination de la manière dont il est pris en compte pour le financement des établissements d'enseignement supérieur ;

6° par inscription, le nombre de crédits inscrits au programme annuel de l'étudiant, le nombre de crédits acquis et, le cas échéant, le positionnement des crédits dans le premier bloc annuel ou parmi les conditions complémentaires d'accès ;

7° s'il échec, en cas de codiplômation, l'adresse électronique de l'étudiant fournie par l'établissement référent ;

8° s'il échec, les inscriptions préalables de l'étudiant à des études supérieures et les résultats de ses épreuves, tant en Communauté française qu'en dehors de celle-ci ;

9° s'il échec, le ou les diplôme(s) dont est déjà porteur l'étudiant ou délivré(s) à l'issue des études suivies.

Pour les personnes qui suivent isolément des unités d'enseignement, la Haute Ecole met à disposition les données suivantes :

1° le numéro de Registre national attribué à l'étudiant ou, à défaut, le numéro d'identification de la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale ;

2° le nombre de crédits associés aux unités d'enseignement suivies.

Pour ce qui concerne les étudiants diplômés, la Haute Ecole met à disposition, si elle en dispose, les données suivantes :

1° le numéro de Registre national attribué à l'étudiant diplômé ou, à défaut, son numéro d'identification de la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale ;

2° le nom et le prénom de l'étudiant diplômé et, s'il échec, les initiales de leurs autres prénoms ;

3° la date, le lieu et le pays de naissance de l'étudiant diplômé ;

4° le ou les diplôme(s) délivré(s) à l'issue des études suivies au sein de l'établissement d'enseignement supérieur, à partir de l'année académique 2014-2015.

Pour ce qui concerne les étudiants ayant introduit un recours auprès de la commission chargée de recevoir les plaintes des étudiants relatives à un refus d'inscription, cette dernière met à disposition les données à caractère personnel suivantes :

1° le nom et le prénom de l'étudiant ;

2° son domicile légal ;

3° s'il échec, son adresse électronique ;

4° s'il échec, le numéro de Registre national attribué à l'étudiant ou, à défaut, le numéro d'identification de la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale ;

5° la requête de l'étudiant ainsi que l'ensemble des pièces visées à l'article 97, § 3, alinéas 3 et 4 ;

6° s'il échec, les coordonnées téléphoniques de l'étudiant ;

7° s'il échec, les coordonnées de l'avocat de l'étudiant.

Si vous avez introduit une demande d'allocations d'études auprès du Service d'allocations d'études de la Communauté française, l'ARES traite certaines catégories de données vous concernant :

1° votre numéro de Registre national ou, à défaut, votre numéro d'identification de la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale ou, à défaut, votre numéro d'identification tel que délivré par le Service des allocations d'études ;

2° votre nom et votre prénom ;

3° la donnée relative à votre demande d'allocation d'études ;

4° la décision d'octroi ou de refus de l'allocation d'études ainsi que la date de la notification de la décision.

En fonction de votre situation, d'autres données complémentaires peuvent être traitées par l'ARES :

1° si vous êtes concerné, votre statut d'étudiant de condition modeste;

2° si vous avez contesté la décision prise, la date d'introduction de votre réclamation et la date d'introduction de votre recours, de même que la décision prise à votre égard.

La collecte des données visées est nécessaire afin de permettre aux différentes catégories de destinataires, dont la Haute Ecole, d'avoir accès à certaines informations – et donc certaines données à caractère personnel précises – leur permettant d'exécuter les missions qui leur sont dévolues en vertu de la législation ou de la réglementation existante.

En tant que personne concernée, vous disposez notamment des droits suivants :

1° le droit à l'information,

2° le droit d'accès aux données,

3° le droit de rectification,

4° le droit à la limitation du traitement,

5° le droit à l'effacement des données (si et seulement si les données ne sont plus utiles à l'ARES pour assurer un traitement adéquat).

L'ARES, en tant que responsable de traitement, facilite l'exercice de ces droits.

En cas de question ou de demande d'exercice des droits, si vous êtes concerné ou si vous vous estimez concerné, vous pouvez contacter le responsable de traitement et le délégué à la protection des données à l'adresse mail suivante : [vieprivee@ares-ac.be](mailto:vieprivee@ares-ac.be).

Si vous l'estimez nécessaire, vous pouvez également introduire une réclamation auprès de l'Autorité de protection des données (APD).

## **Chapitre 18 : Assurances scolaires**

### **18.1. L'assurance en responsabilité civile et protection juridique**

Est garantie par cette assurance contractée par la Province de Namur la responsabilité civile qui pourrait incomber au souscripteur et à ses préposés dans l'exercice de leurs fonctions, du chef de dommages corporels et matériels causés par un accident à des tiers et résultant de l'activité d'un service du souscripteur.

Par préposés, il convient d'entendre non seulement les membres du personnel, mais également les étudiants des établissements scolaires provinciaux.

Par tiers, on vise non seulement toute personne étrangère à la Province, mais également les membres du personnel ainsi que les étudiants, dès lors que ceux-ci sont considérés comme tiers entre eux.

Par activités scolaires, on entend toute activité durant laquelle les étudiants se trouvent ou devraient se trouver sous la dépendance ou le contrôle de la Direction, de son remplaçant ou de son délégué. La garantie porte ainsi sur toute la vie scolaire et parascolaire de l'établissement : stages, promenades, excursions, pratique de sports, jeux et délassements intellectuels, organisation de concours... à l'exception des activités dues exclusivement à l'initiative privée des étudiants et du personnel.

Cependant, la Province de Namur n'assume aucune obligation en matière de garde et/ou de conservation des effets personnels des étudiants et décline toute responsabilité pour tous vols, pertes, disparitions, dommages, accidents survenus à ces effets.

Les étudiants sont invités à interroger leur assureur "habitation privée" afin de vérifier l'extension des garanties de leur police d'assurance privée à leurs effets personnels durant leur séjour à l'école.

Il est évident que ce déclinatoire ne jouera pas si les déprédations sont dues à une faute du personnel provincial et/ou à un défaut des installations.

Il appartient à la compagnie d'assurances d'examiner chaque cas qui lui est soumis et de l'appréciation de ses propres critères.

La Province a souscrit également, dans les limites de la police responsabilité civile, une protection juridique qui s'étend aux frais de défense pénale des assurés pour des faits commis dans l'exercice des activités assurées, même lorsque les intérêts civils ont été réglés. Restent exclues, les réclamations portées devant les juridictions du Canada ou des USA et/ou introduites sous le droit du Canada ou des USA, ou sur tout territoire se trouvant sous la juridiction du Canada ou des USA.

### **18.2. L'assurance des dégâts corporels**

Elle est applicable en dehors de toute recherche de responsabilité d'un des assurés : c'est-à-dire lorsque l'accident survient et qu'aucune faute ne peut être imputée à charge d'un des assurés (ou que la victime renonce à l'invoquer).

Cette assurance garantit à la victime assurée ou à ses ayants droit le paiement dans certaines limites :

- des frais médicaux et des frais funéraires ;
  - d'indemnités d'invalidité permanente ou de décès.
1. L'assurance scolaire garantit le remboursement dans le cadre d'une intervention forfaitairement limitée et après l'intervention éventuelle de l'assurance maladie-invalidité des frais médicaux, pharmaceutiques, chirurgicaux, d'hospitalisation, de transfusion, de prothèses, de transport de la victime, de remplacement de lunettes...
  2. Si l'étudiant possède la qualité d'assuré pour le secteur soins de santé (cette qualité ressort du bon de cotisation transmis à l'organisme assureur-mutuelle), il lui appartient, en cas d'accident de :
    - déclarer l'accident à sa mutuelle ;
    - régler les honoraires du médecin, les frais d'hospitalisation, les frais pharmaceutiques... ;
    - obtenir auprès de la mutuelle son intervention dans les frais susvisés ;
    - inviter la mutuelle à établir une attestation mentionnant les taux d'intervention en regard des soins de santé ;
    - faire parvenir cette attestation à l'établissement qui la transmettra à ETHIAS.
  3. Si l'étudiant n'est pas assujéti à la sécurité sociale ou s'il n'a plus la qualité d'assuré, il lui appartient d'en aviser l'établissement d'enseignement, ainsi qu'ETHIAS.  
Les justificatifs des frais de soins de santé seront adressés à l'établissement qui les transmettra à ETHIAS.
  4. Tout accident, quelle qu'en soit la nature, dont est victime l'étudiant dans l'enceinte de l'établissement ou sur le chemin de celui-ci, doit être signalé dans les 48 heures ouvrables au secrétariat de ce dernier. Une déclaration devra être réalisée selon le formulaire prévu, dans les meilleurs délais.
  5. L'assurance scolaire couvre également le trajet aller et retour de l'école au domicile et vice-versa. En cas d'accident, si ces conditions ne sont pas remplies, la couverture n'est pas assurée.  
Toutes les factures sont réglées par l'étudiant qui constitue ensuite un dossier comportant :
    - les originaux des factures payées;
    - les preuves de paiement ;
    - les preuves de remboursement émises par la mutuelle et/ou l'assurance personnelle.

Chaque étudiant recevra un courrier accusant réception de la part d'Ethias avec le numéro de sinistre. Il devra par la suite envoyer directement à Ethias tous les documents en rapport avec son sinistre (factures des hôpitaux, médecins, tickets, ...). L'assurance indemnise directement les étudiants pour les sommes qui n'ont pas été couvertes par la mutuelle et/ou l'assurance personnelle.

### **18.3. L'assurance Ethias Assistance**

La Province a également souscrit une assurance Ethias Assistance comportant un volet "Assistance aux personnes" pour les étudiants en déplacement à l'étranger (voyage scolaire, stage...).

Afin que cette assurance puisse intervenir, les informations relatives au déplacement devront être transmises à la cellule assurances (assurance@province.namur.be) et ce, impérativement avant le départ à l'étranger. A défaut, les étudiants ne pourront être assurés.

# Les annexes

## Annexe 1 : Les droits d'inscription 2025-2026

### Les droits d'inscription 2025-2026

2025-2026	Minervel/Non boursiers	1* Frais relatifs à l'accès et à l'utilisation biblio, médiathèques et locaux de convivialité ainsi qu'à l'équipement et au matériel au service de l'étudiant dans la mesure où ils sont accessibles en dehors des enseignements organisés par l'établissement	2 Frais syllabi, documents, photocopies et consommables à l'usage de l'étudiant ou liés à la gestion administrative des dossiers des étudiants	3 a Frais spécifiques inhérents à la formation de l'étudiant : matériel et équipement spécifiques	3 b Frais spécifiques inhérents à la finalité de la formation de l'étudiant : activités socioculturelles et voyages pédagogiques	Total Frais	Total/Non boursiers ZS/26	Minervel payé par l'étudiant	Minervel payé par l'étudiant modeste
Agronomie Biotechnique NT	175,01 €	64,01 €	175,00 €	107,76 €	79,23 €	416,01 €	591,02 €	592,00 €	374,00 €
Agronomie Biotechnique T	227,24 €	116,23 €	175,00 €	82,50 €	0,00 €	317,50 €	544,74 €	545,00 €	374,00 €
Agronomie gestion des productions animales et végétales NT	175,01 €	64,01 €	175,00 €	60,00 €	79,75 €	382,84 €	584,77 €	585,00 €	374,00 €
Agronomie gestion des productions animales et végétales T	227,24 €	116,23 €	175,00 €	0,00 €	0,00 €	235,00 €	462,24 €	463,00 €	351,23 €
Agronomie ENV NT	175,01 €	64,01 €	175,00 €	94,71 €	81,25 €	410,96 €	585,97 €	586,00 €	374,00 €
Agronomie ENV T	227,24 €	116,23 €	175,00 €	82,50 €	0,00 €	317,50 €	544,74 €	545,00 €	374,00 €
Assistant de direction NT	175,01 €	64,01 €	175,00 €	0,00 €	50,00 €	295,00 €	470,01 €	471,00 €	359,01 €
Assistant de direction T	227,24 €	116,23 €	175,00 €	0,00 €	50,00 €	295,00 €	512,24 €	513,00 €	374,00 €
Coopération internationale NT	175,01 €	64,01 €	175,00 €	25,00 €	47,50 €	307,50 €	482,51 €	483,00 €	371,51 €
Coopération internationale T	227,24 €	116,23 €	175,00 €	0,00 €	10,00 €	245,00 €	472,24 €	473,00 €	361,23 €
Conseiller en Développement durable NT	175,01 €	64,01 €	175,00 €	43,50 €	0,00 €	278,50 €	453,51 €	454,00 €	342,51 €
Conseiller en Développement durable T	227,24 €	116,23 €	175,00 €	0,00 €	0,00 €	235,00 €	462,24 €	463,00 €	351,23 €
Conseiller en Gestion de crise	175,01 €	64,01 €	175,00 €	43,33 €	35,00 €	313,33 €	488,34 €	489,00 €	374,00 €
Conseiller en Gestion de crise NT	227,24 €	116,23 €	175,00 €	21,67 €	20,00 €	276,67 €	503,91 €	504,00 €	374,00 €
Conseiller en Gestion de crise T	175,01 €	64,01 €	175,00 €	175,00 €	107,50 €	517,50 €	692,51 €	693,00 €	374,00 €
Gestion hôtelière Management hôtelier NT	175,01 €	64,01 €	175,00 €	0,00 €	60,00 €	295,00 €	522,24 €	523,00 €	374,00 €
Gestion hôtelière Management hôtelier T	227,24 €	116,23 €	175,00 €	285,00 €	140,00 €	600,00 €	935,01 €	936,00 €	374,00 €
Gestion hôtelière Arts culinaires NT	175,01 €	64,01 €	175,00 €	120,00 €	110,00 €	465,00 €	692,24 €	693,00 €	374,00 €
Gestion hôtelière Arts culinaires T	227,24 €	116,23 €	175,00 €	102,67 €	27,00 €	364,67 €	539,68 €	540,00 €	374,00 €
Infirmiers responsable de soins généraux NT	175,01 €	64,01 €	175,00 €	50,00 €	0,00 €	285,00 €	512,24 €	513,00 €	374,00 €
Infirmiers responsable de soins généraux T	227,24 €	116,23 €	175,00 €	217,00 €	5,00 €	457,00 €	632,01 €	633,00 €	374,00 €
Sage-femme NT	175,01 €	64,01 €	175,00 €	6,00 €	9,00 €	250,00 €	477,24 €	478,00 €	366,23 €
Sage-femme T	227,24 €	116,23 €	175,00 €	50,00 €	98,33 €	378,33 €	553,34 €	554,00 €	374,00 €
Psychomotricité NT	175,01 €	64,01 €	175,00 €	0,00 €	235,00 €	470,00 €	692,24 €	693,00 €	374,00 €
Psychomotricité T	227,24 €	116,23 €	175,00 €	35,00 €	300,00 €	510,00 €	727,24 €	728,00 €	374,00 €
Spécialisation Pédiatrie et néonatalogie	227,24 €	116,23 €	175,00 €	0,00 €	20,00 €	255,00 €	482,24 €	483,00 €	371,23 €
Spécialisation Gériatrie et psychogériatrie	227,24 €	116,23 €	175,00 €	0,00 €	20,00 €	255,00 €	482,24 €	483,00 €	371,23 €

Gratuité pour les étudiants boursiers. Eventuelle contribution supplémentaire pour les étudiants hors UE (4175€) à ajouter.

## **Annexe 2 : Le calendrier académique 2025-2026**

Voir site internet de la HEPN.

## Annexe 3 : Les maladies transmissibles à déclaration obligatoire

Une des missions du service Promotion Santé dans l'Enseignement supérieur (PSE) concerne la **gestion des maladies infectieuses** transmissibles au sein du milieu scolaire.

Vous trouverez ci-dessous la liste de ces maladies qu'il convient de déclarer à l'école ou à notre service:

- **Méningites**
- **Diphtérie**
- **Poliomyélite**
- **Rougeole**

Pour ces 4 maladies : il convient de **contacter d'urgence** notre service  
au : **081/77 67 64 (Namur) – 081/776 826 (Ciney)**  
ou en dehors des heures d'ouverture :  
**081/776 801**



En cas de **méningite bactérienne à méningocoques**, il se pourrait que nous soyons amenés, conformément à la loi (AGCF 22/05/2014) à vous administrer en urgence un traitement médicamenteux préventif afin d'empêcher la propagation de la maladie.

Par ailleurs, si vous êtes atteint d'une des maladies ou infections suivantes, nous vous demandons de nous en informer rapidement :

- Hépatite A
- Gastro-entérites
- Scarlatine
- Tuberculose
- Coqueluche
- Oreillons
- Rubéole
- Varicelle
- Impétigo
- Gale
- Teignes du cuir chevelu
- Pédiculose (poux)

Si vous ou un membre de votre famille a été en contact avec une personne souffrant de tuberculose au cours des 2 années précédentes, veuillez contacter dès à présent notre service PSE (voir n° de téléphone ci-dessus). Nous sommes bien entendu à votre disposition pour tout renseignement complémentaire. Veuillez croire, Madame, Monsieur, Chers étudiants, en l'assurance de nos sentiments distingués.

Le service de Promotion de la Santé dans  
l'Enseignement Supérieur (PSE)

## **Annexe 4 : Charte relative à l'utilisation des connexions internet mises à disposition des enseignants, des étudiants et des visiteurs de l'ensemble des bâtiments provinciaux**

Cette présente charte s'applique aux personnes ayant obtenu un accès permanent ou temporaire aux connexions internet de la Province de Namur.

Le fait d'utiliser cette ressource entraîne l'acceptation des directives et conseils d'utilisation énumérés ci-dessous.

Les règles énumérées ci-après ne doivent pas être considérées comme une entrave à la liberté d'action, mais sont émises dans le but de garantir un fonctionnement optimal de tout équipement informatique et d'établir des lignes de conduite que chaque utilisateur devra respecter. Ces règles sont établies de manière à faciliter la gestion du parc informatique et à protéger le travail des utilisateurs.

En effet, différents problèmes peuvent survenir dans un environnement informatique : virus, défaillance mécanique, surtension, baisse de tension, piratage,... Ces problèmes pourraient être évités en tenant compte de certaines règles de conduite.

### **1) Préambule :**

L'utilisation des ressources informatiques est devenue une nécessité pour chacun à la Province de Namur. A la fois pour des raisons pédagogiques, scientifiques et administratives, chacun d'entre nous, a recours aux facilités que les ressources informatiques procurent. La Province de Namur entend permettre l'accès de ses enseignants, de ses étudiants et de ses visiteurs à ces facilités dans le cadre des besoins liés aux fonctions qu'ils occupent, et leur exprime ainsi la confiance qu'elle leur accorde.

Ainsi, en ce qui concerne le contrôle de l'utilisation de l'outil informatique à la Province de Namur, ils respecteront les prescrits du règlement général sur la protection des données 2016/679 du 27 avril 2016 (RGPD) ainsi qu'à la législation belge en la matière et notamment la loi relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel du 30 juillet 2018.

Au travers des principes éthiques que le présent document exprime, la Province de Namur entend rendre conscient des responsabilités qui incombent aux utilisateurs de telles ressources.

Bien évidemment, ces principes éthiques ne dispensent pas du respect des dispositions légales et contractuelles applicables, notamment des dispositions qui concernent la vie privée, la propriété intellectuelle et la criminalité informatique. Le non-respect de ces règles sera sanctionné par la Province de Namur au regard des régimes disciplinaires propres au département auquel appartient le contrevenant.

Dans ce même ordre d'idées, la Province de Namur rappelle que même si le coût d'utilisation des réseaux informatiques et l'outil informatique n'est pas imputé aux utilisateurs, ce coût n'est pas nul et est pris en charge par la Province.

## **2) Usage loyal des moyens informatiques et responsabilité vis-à-vis de l'image de la Province de Namur :**

La fourniture de service d'Internet doit être utilisée pour les buts auxquels cet outil est destiné : améliorer à tous les niveaux de fonctionnement de l'institution dans ses tâches d'enseignement, de recherche, d'administration et de service à la communauté (messagerie, les recherches documentaires, etc.).

Les connexions ne pourront être utilisées :

- à des fins lucratives ou pour diffuser des informations commerciales, et ce aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de la Province ;
- à des fins illicites comme, par exemple, pour tenter de s'introduire dans un site protégé sans en posséder les droits d'accès ;
- pour l'envoi de messages ou la consultation de sites dont le contenu est susceptible de porter atteinte à la dignité d'autrui, notamment l'envoi de messages ou la consultation de sites racistes, révisionnistes, prônant la discrimination sur base du sexe, de l'orientation sexuelle, du handicap, de la religion ou des convictions politiques d'une personne ou d'un groupe de personnes ;
- pour la consultation de sites à caractère érotique ou pornographique, même légalement tolérés.

En aucun cas, les fiches d'adresses électroniques mis à disposition par la Province de Namur ne peuvent être utilisées pour diffuser des prises de position personnelle, politique, religieuse ou autres.

Pour rappel, la plupart des sites Internet consultés conservent une trace de leur passage. Dans certains cas, les sites Internet identifient précisément la provenance du visiteur et son identité électronique (en l'occurrence, celle de la Province). Ainsi, l'image et la réputation de la Province de Namur pourraient être mises en cause dans ce contexte.

Certaines utilisations des moyens informatiques de la Province de Namur produisent des informations accessibles en dehors de la Province via le réseau externe ou diffusée grâce au réseau à l'extérieur de la Province.

La mise à disposition de telles informations, privées ou professionnelles, outre qu'elle engage la responsabilité de leurs auteurs ne peut nuire à la Province de Namur ou à ses membres.

En particulier, les messages, déclarations, exposés, documents (y compris les documents électroniques et les pages web) ainsi mis à disposition engagent la réputation de la Province de Namur.

## **3) Respect de la propriété intellectuelle :**

Lors de l'utilisation des moyens informatiques, chaque utilisateur veille au respect du droit d'auteur et des autres droits de propriété intellectuelle détenus par des tiers sur les

informations ou logiciels qu'il utilise ou auxquels il accède et ce conformément, entre autres :

- au chapitre II ainsi qu'à la section 3 (droit d'auteur) et 5 (base de données) du chapitre VII de la loi du 19 avril 2014 portant insertion du Livre XI "Propriété intellectuelle" dans le Code de droit économique, et portant insertion des dispositions propres au Livre XI dans les Livres I, XV et XVII du même Code
- à l'arrêté royal du 30 octobre 1997 relatif à la rémunération des auteurs et des éditeurs pour la copie dans un but privé ou didactique des œuvres fixées sur un support graphique ou analogue

En particulier, il est rappelé :

- Qu'une copie de logiciel, hormis celle de sécurité est toujours illégale sauf accord d'utilisation ou licence obtenue auprès du titulaire des droits d'exploitation de ce logiciel. Les autorisations prévues par ces accords devront être respectées strictement ;
- Que les signes distinctifs, inventions et/ou créations originales sont susceptibles de protection au titre d'un droit de propriété intellectuelle. Sous réserve des exceptions légales, l'exploitation sur l'Internet de telles créations suppose l'obtention auprès des titulaires des droits patrimoniaux, des droits et/ou des autorisations prévus par la loi ;
- Que le droit des marques protège bien souvent les noms de domaine des sites Internet ;
- Que les bases de données sont protégées au bénéfice de leur créateur dans l'Union Européenne, le cas échéant par le droit d'auteur ou par un droit spécifique ;
- Enfin, que les mentions relatives à l'auteur de l'œuvre, au titulaire des droits et à l'identification numérique de l'œuvre ne peuvent être supprimées ou modifiées sans l'accord de l'auteur et-ou des ayants droits.

#### **4) Respect des personnes et de leur vie privée :**

Lors de l'utilisation des ressources informatiques, par respect de l'éthique et du Règlement général sur la protection des données 2016/679 du 27 avril 2016 (RGPD) ainsi que de la législation belge en la matière et notamment la loi relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel du 30 juillet 2018, les personnes s'abstiennent de diffuser à l'intérieur ou à l'extérieur de la Province de Namur toute information illicite, immorale ou ayant pour objet ou pour but de nuire à la réputation d'un tiers. Elles s'engagent à veiller au caractère correct de l'information transmise. Toute transmission de donnée doit respecter dans son contenu et sa forme, les règles de savoir vivre en société et de respect tant d'autrui qu'envers les interlocuteurs. Les utilisateurs respectent le caractère confidentiel des messages et des informations relatives à autrui ou détenues par lui. Ainsi, ils ne tentent pas d'accéder à des informations privées d'autres utilisateurs du réseau, de lire ou de copier les fichiers d'autrui sans leur autorisation verbale ou écrite. Ils s'abstiennent de toute tentative d'intercepter les communications privées entre utilisateurs, qu'elles se composent de courrier électronique ou de dialogue direct.

La Province de Namur met en place un système de contrôle pour éviter les utilisations abusives.

La Province de Namur n'effectuera aucun contrôle systématique personnalisé a priori. La surveillance personnalisée ne pourra se faire qu'à la demande des autorités judiciaires, ou à celle explicite et motivée du Pouvoir Organisateur.

Lors de toute connexion, les utilisateurs veilleront dans toute la mesure du possible à éviter la contamination par virus ou code malicieux. Au cas où celle-ci a malgré tout eu lieu, l'utilisateur préviendra, par les moyens appropriés et le plus tôt possible, ses correspondants éventuels ainsi que le responsable du réseau du bâtiment.

Si possible, il indiquera la manière de parer aux dégâts que pourrait causer le virus.

Si l'utilisateur se rend compte que son outil informatique est infecté, il lui est strictement interdit de se connecter au réseau informatique.

#### **5) Exonération de responsabilité de la Province de Namur :**

La Province de Namur ne pourra, en cas d'utilisation non conforme de l'outil informatique, être tenue pour responsable du contenu des données envoyées ou reçues par les utilisateurs.

La Province de Namur n'assume aucune responsabilité à l'égard de l'utilisateur en ce qui concerne les sites visités et le contenu de ceux-ci.

L'utilisateur assume personnellement la responsabilité pénale qui peut découler de la visite de certains sites Internet.

La Province de Namur ne peut être tenue pour responsable de la diffusion par l'utilisateur des informations recueillies via Internet.

#### **6) Blocage des sites**

La Province de Namur se réserve le droit de bloquer, totalement ou partiellement, les connexions Internet et décline toute responsabilité en cas de défaillances techniques.

## **Annexe 5 : Police protection des données**

Les données à caractère personnel que vous nous communiquez dans le cadre de votre inscription sont traitées par la **HAUTE ECOLE DE LA PROVINCE DE NAMUR (Province de Namur)** conformément au Règlement général sur la protection des données 2016/679 (RGPD) ainsi qu'à la législation belge relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

### **QUELLES DONNEES TRAITONS-NOUS ?**

Les données traitées sont :

Données classiques : nom et prénom, lieu et date de naissance, sexe, nationalité, résidence principale, numéro de téléphone, adresse email, état civil, composition du ménage ... de l'étudiant ; parcours scolaire ; photo ; vidéo ; N° de registre national...

Données particulières : données médicales, données judiciaires pénales, ...

### **QU'EN FAISONS-NOUS ?**

Nous traitons les données dans le cadre de l'inscription et du suivi de l'étudiant tout au long de sa scolarité au sein de l'établissement provincial.

Plus précisément, nous traitons les données pour :

Le calcul des subventions aux établissements (sur la base du nombre d'étudiants – élimination des doubles inscriptions et informations correctes quant à la résidence)

Assurer le contrôle et la validation des inscriptions des étudiants ;

Assurer le suivi de l'étudiant tout au long de son inscription au sein de l'établissement scolaire ;

Organiser des activités parascolaires ;

Assurer la promotion de l'établissement ;

Le cas échéant, contacter les anciens étudiants dans le cadre des activités.

### **SUR QUELLE(S) BASE(S) ?**

Nous traitons les données dans le cadre de l'exercice de la mission d'intérêt public et des obligations légales dont est investie la Province de Namur.

Le cas échéant, nous traitons vos données sur base de votre consentement.

### **DESTINATAIRES DES DONNEES ?**

Nous transmettons vos données à :

- Nos pouvoirs de tutelle
- Maîtres de stage.

## DUREE DE CONSERVATION DES DONNEES ?

Nous conservons les données durant toute la scolarité de l'étudiant au sein d'un des établissements d'enseignement de la Province de Namur.

Les données peuvent être conservées à des fins d'archives.

Si vous l'acceptez, dans le cadre des activités « Alumni », nous traitons vos données durant une période de 5 ans suivant la fin de votre cursus ou jusqu'à ce que vous nous demandiez de cesser le traitement.

## LOCALISATION DE VOS DONNEES

Les données sont exclusivement stockées sur des serveurs localisés au sein de l'U.E.

## QUELS SONT VOS DROITS ?

De manière générale, dans le cadre des traitements de données effectués par la **HAUTE ECOLE DE LA PROVINCE DE NAMUR**, vous disposez des droits suivants :

**Accès et rectification** - Vous disposez du droit d'accéder à vos données et de les faire rectifier le cas échéant.

**Opposition** - Vous pouvez vous opposer au traitement de vos données que nous faisons sur la base de notre intérêt légitime.

**Retirer votre consentement** - Lorsque les données sont traitées en vertu de votre consentement, vous pouvez à tout moment revenir sur cette décision, sans remettre en cause le traitement passé.

**Effacement** - Vous pouvez obtenir l'effacement de vos données ou la limitation du traitement dans les conditions prévues aux articles 17 et 18 du Règlement général sur la protection des données.

**Portabilité** - Vous pouvez obtenir la communication des données que vous avez fournies sous format électronique ou leur transmission à un tiers dans les conditions prévues à l'article 20 du règlement général sur la protection des données.

## À QUI VOUS ADRESSER POUR EXERCER CES DROITS ?

Le **responsable de traitement** de vos données (Province de NAMUR, BP 50000 - 5000 NAMUR) et son **délégué à la protection des données** (BP 50000 - 5000 NAMUR, courriel : [privacy@province.namur.be](mailto:privacy@province.namur.be)), tél. : 081/77.58.95 se tiennent à votre disposition pour toute question et, moyennant justification de votre identité, pour toute demande relative aux droits exposés ci-dessus.

Si vous désirez de plus amples informations, ou si vous souhaitez introduire une réclamation, vous pouvez contacter l'Autorité de Protection des Données (Rue de la Presse, 35 – 1000 Bruxelles, Tél. + 32 2 274 48 00 – [contact@apd-gba.be](mailto:contact@apd-gba.be)).

## **Annexe 6 : Charte d'engagement des étudiants dans le cadre des évaluations à distance**

Tout(e) étudiant(e) de la HEPN, dans son utilisation des outils d'évaluation à distance, s'engage à respecter les principes suivants :

- ✓ ne pas laisser d'autres personnes utiliser mon identifiant et mon compte EBac;
- ✓ respecter les conditions d'utilisation énoncées sur EBac qui traitent des droits et obligations des personnes inscrites sur le site;
- ✓ faire les tests et examens moi-même, sans l'aide d'autres personnes, sauf si le travail en équipe est expressément mentionné;
- ✓ ne remettre que mes propres travaux, qui ne contiennent aucun matériel plagié, en tout ou en partie, et à citer correctement mes sources;
- ✓ ne pas participer à des activités malhonnêtes visant à améliorer mes résultats ou à nuire aux résultats d'autres personnes participant à la formation;
- ✓ ne pas divulguer publiquement les réponses aux questions posées dans les examens des différents cours;
- ✓ respecter les règles de propriété intellectuelle des contenus publiés ;
- ✓ ne pas reproduire et diffuser le matériel déposé sur EBac de quelque manière que ce soit, sans autorisation expresse.

Le non-respect de cette charte peut donner lieu à l'application de sanctions disciplinaires, conformément au chapitre 14 du présent règlement.

## **Annexe 7 : Charte d'utilisation des plateformes de la HEPN**

Date de création : 17/09/2019

Date de dernière modification : 19/08/2021

Dans le présent document, l'établissement, Haute Ecole de la Province de Namur, est désigné par l'abréviation HEPN.

Cette charte est susceptible d'être complétée par un avenant relatif à l'usage de la plateforme Gestac qui commencera à être mise à disposition à partir de l'année 2025-2026.

### **Services proposés**

La HEPN utilise une plateforme Claroline, ci-après dénommée Ebac Connect.

Ebac Connect est une plateforme d'apprentissage en ligne destinée à fournir aux enseignants, administrateurs et étudiants un système unique, et intégré pour créer des espaces d'activités personnalisés. Concrètement, Ebac Connect permet notamment de créer des utilisateurs (enseignants, étudiants...), d'attribuer des rôles à ceux-ci, de partager des ressources, d'organiser des activités, de communiquer...

L'objectif étant de promouvoir la créativité, l'innovation et la collaboration dans un environnement flexible et intuitif.

Claroline est fourni et hébergé par la Société Claroline.com à la HEPN qui assure la gestion mais aussi le soutien aux utilisateurs.

Lorsque vous quittez la HEPN, votre accès à Ebac Connect est supprimé. Les fichiers que vous n'auriez pas récupérés seront donc perdus.

### **Données de connexion**

L'accès à la plateforme Ebac Connect et à l'ensemble des services se fait à l'aide d'un identifiant et d'un mot de passe. Ces données sont strictement personnelles et inaccessibles. Vous êtes responsable de la conservation et de la confidentialité de ce mot de passe.

Vos données de connexion vous sont communiquées par courrier électronique (vérifier le dossier « courrier indésirable / spams) dans un délai qui est généralement de max 7 jours après la rentrée académique et une fois votre inscription totalement validée. Ce délai peut cependant être plus long en cas notamment de :

- problèmes techniques;
- problèmes liés à une collision de type homonymique;
- problèmes liés à une adresse email incorrectement communiquée, encodée et tout autre problème lié à votre boîte email.

Adresse pour accéder à la plateforme Ebac Connect de la HEPN : <https://ebac.hepn.be>

Si vous rencontrez des problèmes, voici le mail de contact : <https://www.hepn.be/helpdesk>

### **Charte**

#### **Introduction**

La présente charte vient en complément des principes généraux du droit. En effet, les utilisateurs sont tenus de respecter la législation en vigueur :

- le respect des personnes (pas d'atteinte à la vie privée ou au secret de la correspondance, ni d'injures ou de diffamation);

- la protection des mineurs contre les contenus dégradants, violents ou favorisant sa corruption;
- le respect de l'ordre public qui condamne le racisme, l'antisémitisme ou l'apologie du crime;
- le respect du droit d'auteur des œuvres littéraires, musicales, photographiques ou audiovisuelles mises en ligne, et d'une manière générale, le respect du code de la propriété intellectuelle.

### **Engagement de la HEPN**

La HEPN s'engage à respecter la législation en vigueur, notamment le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD / GDPR).

La continuité des services et le stockage de vos données sont assurés dans les meilleures conditions pendant toute la période de votre appartenance à la HEPN. L'établissement peut interrompre l'accès pour des raisons de maintenance technique ou autre sans être tenu pour responsable des conséquences de ces interruptions sur les utilisateurs. Dans la mesure du possible, l'établissement tiendra les utilisateurs informés lors de ce type d'incident.

Excepté dans le cas d'une suspicion d'utilisation non respectueuse de la charte, la HEPN n'exerce aucune surveillance ni aucun contrôle éditorial sur les messages envoyés et reçus dans le cadre de la messagerie électronique sur internet et autres outils de communication. Il ne pourra, de ce fait, être tenu pour responsable des messages échangés.

La HEPN se réserve le droit de vérifier que l'utilisation des services reste conforme aux objectifs pédagogiques et respecte la présente charte.

### **Droits des utilisateurs**

Au sein de la HEPN, les utilisateurs :

- bénéficient du droit d'usage des services proposés par la Haute Ecole; ce droit d'accès est personnel, incessible et lié à l'appartenance à la HEPN;
- ont droit au respect de la vie privée et à la confidentialité des informations personnelles.

### **Obligations des utilisateurs**

#### ***Respect de la loi***

Pour rappel, vous vous engagez à respecter la loi lors de l'utilisation des services mis à disposition, notamment :

- respect du droit des personnes, en ne portant pas atteinte à la vie privée d'autrui, en veillant à ne pas laisser diffuser de propos injurieux ou diffamatoires;
- respect de l'intégrité morale des mineurs;
- respect de l'ordre public en veillant à ne pas laisser diffuser sur la plateforme des propos discriminatoires, ou faisant l'apologie de crimes ou de délits;
- respect du droit d'auteur et de la propriété intellectuelle.

#### ***Respect de l'intégrité de la plateforme et des services***

Vous vous engagez :

- à ne rien entreprendre pour tenter d'altérer le fonctionnement normal de la plateforme et des services proposés;
- à ne tenter aucune manœuvre ayant pour but de contourner les mesures de sécurité mises en place pour en assurer le bon fonctionnement;

- à ne pas tenter de vous introduire dans des espaces de la plateforme auxquels vous n'avez pas le droit d'accéder. Si vous décelez une faille liée à la sécurité, vous vous engagez à la signaler à l'administrateur (celine.legrand@hepn.province.namur.be);
- à ne pas porter atteinte aux données des autres utilisateurs, en les modifiant ou en les supprimant contre leur gré;
- à signaler immédiatement à l'établissement (helpdesk@hepn.province.namur.be) toute perte de code d'accès, toute tentative de violation ou anomalie relative à vos codes d'accès.

### ***Obligations par services***

#### Généralités

L'utilisation des services informatiques proposés par la HEPN a pour objet exclusif de mener des activités pédagogiques, d'enseignement ou de recherche d'informations à vocation d'enseignement. Toutes utilisations à des fins lucratives, politiques ou publicitaires sont formellement interdites.

Ces activités s'effectuent dans le respect des règles juridiques et légales en vigueur.

Exception faite des accès à l'environnement de travail, l'établissement n'opère aucune gestion des différents services proposés. De ce fait :

- La HEPN n'assure aucun support particulier quant à l'usage de ces services.
- La HEPN n'a aucune obligation d'effectuer des sauvegardes des données déposées dans les espaces de stockage.
- La HEPN décline toute responsabilité en cas de pertes de données au niveau des espaces de stockage. Il est de votre responsabilité de multiplier les copies de vos fichiers à différents emplacements.
- La responsabilité quant à l'usage de ces services incombe exclusivement à l'utilisateur qui doit s'assurer de la conformité avec la loi.

#### Espaces de stockage

Vous vous engagez à :

- ne pas stocker des données illicites ou sans rapport direct avec votre formation ou votre activité au sein de la HEPN;
- utiliser les ressources et espaces de stockage d'une manière raisonnée et raisonnable;
- ne pas outrepasser les droits d'accès qui vous sont conférés;
- ne pas lire, modifier, copier ou détruire d'autres données que celles qui vous appartiennent en propre;
- ne pas permettre à des tiers non autorisés d'accéder au réseau sous quelque forme que ce soit.

#### Publication sur Internet

Dans le cadre d'activités pédagogiques, des espaces de publication et de travail en ligne peuvent être mis à votre disposition. Il convient de respecter la réglementation concernant la propriété intellectuelle, les droits d'auteur, les droits de la personnalité.

- Les règles suivantes s'imposent à tous pour une publication sur Internet :
- La publication de toute photographie se fait après l'obtention de l'autorisation de chaque personne représentée (du représentant légal si elle est mineure). En cas d'autorité parentale conjointe, l'accord des deux parents est nécessaire.

- La publication de toute production se fait après autorisation du ou des auteurs (ou de leur représentant légal).
- Les informations diffusées ne doivent pas être erronées.
- La source des documents est clairement indiquée.
- Aucune publicité commerciale ne doit figurer.

Il importe également de rappeler que toute personne publiant (à la HEPN ou en privé) des contenus sur Internet (site, forum, blog, réseaux sociaux) pouvant porter atteinte à l'intégrité et à la réputation de la HEPN ou de l'un de ses membres (étudiants, professeurs, personnel...), encourt les sanctions prévues par le règlement des études, ainsi que d'éventuelles sanctions pénales découlant d'une plainte ou d'une action de la personne lésée.

### ***Service de messagerie / outils de communication et de collaboration***

Le service de messagerie et autres outils de communication/collaboration sont utilisés exclusivement dans le cadre des activités relatives à la HEPN. Ces outils sont personnels et sont soumis au secret de la correspondance.

L'utilisateur accepte un éventuel contrôle a posteriori de l'usage de sa messagerie, ne portant que sur des indications générales (fréquence, volume, format des pièces jointes). Aucun contrôle éditorial ne sera effectué, sauf dans les hypothèses explicitement prévues par la loi et en conformité avec celle-ci. De ce fait, l'utilisateur est seul responsable des messages échangés.

### ***Sécurité***

Nous vous remercions de contribuer à la sécurité informatique des plateformes en adoptant un comportement approprié.

Il est demandé d'(de) :

- appliquer les règles de sécurité de bon sens ainsi que celles préconisées au sein de la HEPN;
- user raisonnablement de toutes les ressources partagées;
- signaler au responsable (helpdesk@hepn.province.namur.be) tout problème touchant à la sécurité.

L'utilisateur s'interdit :

- de masquer sa véritable identité;
- d'usurper l'identité d'autrui;
- de monopoliser les ressources informatiques et pénaliser de la sorte la communauté;
- mettre en place des techniques pour contourner les mesures de sécurité;
- se livrer à des actes de piratage ou à tout autre acte illicite.

### ***Divers***

L'utilisateur s'engage à fournir toutes les données demandées par le secrétariat du Bachelier de la HEPN.

L'utilisateur s'engage à fournir son adresse email personnelle au secrétariat de section de la HEPN et à prévenir directement celui-ci en cas de modification. Sans adresse email, l'utilisation de la plateforme est impossible.

L'adresse email fournie par l'utilisateur lui est personnelle. Cette adresse email ne peut être partagée avec un autre utilisateur dans le cadre de la plateforme en ligne. Dans le cas contraire, tous les utilisateurs liés à cette adresse email seront suspendus.

L'utilisateur s'engage à accepter la présente charte concernant Ebac Connect sans quoi son accès sera supprimé.

L'étudiant à l'obligation de prendre connaissance de cette présente charte d'utilisation des plateformes mises à disposition par la HEPN et en accepte les conditions.

Le non-respect des engagements en utilisant ces plateformes, expose le contrevenant, selon les cas, à des limitations ou suppressions d'accès aux services, à des sanctions disciplinaires telles que prévues dans le règlement des études, sans préjuger des poursuites civiles ou pénales auxquelles son comportement l'exposerait.

## **Annexe 8 : Balises relatives à l'utilisation de l'Intelligence artificielle**

### **Connaissance :**

- Comprendre les méthodes et fonctionnalités des IA.
- Comprendre le fonctionnement des algorithmes.
- Mettre en place un tableau de bord pour le suivi de l'évolution des IA.

### **Rester au contrôle :**

- Il est primordial que les utilisateurs fassent preuve d'esprit critique dans l'utilisation des IA.
- Si nous devons utiliser les IA pour concevoir des dispositifs d'apprentissage, des évaluations ou toute production, une compréhension humaine est indispensable. La décision finale doit toujours rester du ressort de l'humain.
- Si les étudiants utilisent les IA dans le cadre de leurs apprentissages ou leurs évaluations, une compréhension humaine est indispensable. La décision finale doit toujours rester du ressort de l'humain.

### **Formation et information :**

- Les enseignants, directions, services transversaux et les étudiants doivent être formés et informés afin de comprendre le fonctionnement et les enjeux liés aux IA.

#### Aspects éthiques et de protection des données :

- Les éléments liés à l'utilisation des IA et à la protection des données personnelles doivent être pris en compte et compris.
- L'utilisation des IA doit respecter les valeurs et les éléments législatifs et réglementaires de la HEPN.
- Les aspects liés au bien-être social (perte/manque de contacts humains, ...) doivent également être pris en considération en ce qui concerne le numérique et à l'utilisation des IA.
- L'utilisation des IA doit favoriser l'inclusion et non exclure les populations fragilisées ou en situation de fracture numérique. Il est important de garantir que tous les étudiants aient un accès équitable aux outils d'IA et aux opportunités d'apprentissage qui en découlent. Cela signifie veiller à ce que ces ressources soient disponibles pour tous, indépendamment de leur situation économique, de leurs compétences techniques ou de tout autre facteur potentiellement discriminatoire.

### **Sécurité :**

- L'utilisation des IA ne doit pas mettre en danger la sécurité de l'utilisateur ou de la HEPN.
- Les données sensibles doivent être protégées.

#### Triche et plagiat :

- Les IA doivent être des outils qui soutiennent l'apprentissage et aident l'apprenant. Il faut trouver l'équilibre entre la prévention du plagiat, de la tricherie et l'assistance à l'apprentissage. Les étudiants doivent être formés à utiliser l'IA de manière efficace, en comprenant ses forces et ses limites, et en l'utilisant comme un outil pour compléter leur propre réflexion et leur travail, plutôt qu'en tant que substitut.

- Une réflexion et une procédure particulière doivent être mises en place pour les travaux intégrés (ex. TFE).
- Les outils de vérification d'IA n'ont pas suffisamment de fiabilité et ne peuvent pas à eux seuls constituer une balise suffisante pour prévenir/interdire l'utilisation des IA chez les apprenants

**Esprit critique :**

- Les étudiants doivent être encouragés à exprimer des critiques constructives et à poser des questions sur l'IA. Il est important qu'ils se sentent à l'aise pour exprimer leurs préoccupations et pour explorer les implications sociales, éthiques et politiques de l'IA.
- La HEPN doit former les étudiants à aiguïser leur esprit critique face à l'utilisation des IA et de leurs productions.
- Il faut questionner en permanence la fiabilité des IA.

**Professionalisation :**

- Les applications et l'utilisation des IA dans le monde professionnel et citoyen doivent être à jour et intégrées dans les différents cursus.

**LE CONSEIL PROVINCIAL**  
**SIEGEANT EN SEANCE PUBLIQUE**

**Affaire n°2025-1302 : EPEEG- règlement-redevance pour occupation des locaux et infrastructures scolaires**

**VU** les articles 41, 162 et 173 de la Constitution ;

**VU** le décret du 14 décembre 2000 (M.B. 18.1.2001) et la loi du 24 juin 2000 (M.B. 23.9.2004, éd. 2) portant assentiment de la Charte européenne de l'autonomie locale, notamment l'article 9.1. de la Charte ;

**VU** le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment les articles L2212-32 et L-2212-38 ;

**VU** les dispositions légales et réglementaires en vigueur en matière d'établissement et de recouvrement des redevances provinciales ;

**VU** les recommandations émises par la circulaire du 30 mai 2024 relative à l'élaboration des budgets des provinces de la Région wallonne pour l'année 2025 ;

**VU** la résolution du Conseil provincial du 18 octobre 2019 fixant les tarifs pour les occupations de locaux scolaires provinciaux ;

**VU** la résolution du Conseil provincial du 4 septembre 2020 fixant les tarifs propres à l'école d'élevage et d'équitation de Gesves ;

**CONSIDERANT QU'**il est opportun de mettre les locaux provinciaux des établissements scolaires, en dehors de l'utilisation de ceux-ci dans un cadre scolaire, à disposition de tiers moyennant le paiement d'une redevance ;

**CONSIDERANT QUE** les infrastructures de l'Ecole d'élevage et d'équitation de Gesves, au vu de leur spécificités nécessitent une tarification distincte des autres locaux scolaires des établissements de la Province de Namur ;

**CONSIDERANT QUE** toute personne physique ou morale pourra introduire une demande d'occupation d'un local au sein de l'EPEEG, et ce pour l'organisation d'activités relevant du cadre professionnel et notamment, manifestations à caractère lucratif, expositions diverses, activités d'une

association (assemblée générale, souper...), formations, réunions, activités d'entreprise, etc. Les locaux ne pourront être affectés à des activités privées et/ou festives et notamment les fêtes de mariage, anniversaires, communions ou tout autre événement familial ou personnel de nature festive.

**CONSIDERANT QUE** les tarifs ont été fixés sur base d'une comparaison des tarifs appliqués pour des infrastructures similaires dans la Région, pour un même type d'affectation ;

**CONSIDERANT QUE** la redevance comprend les charges liées aux consommations en eau, électricité et chauffage ainsi que l'assurance incendie et le nettoyage « normal » des locaux, si, au vu de l'état des locaux, un nettoyage plus approfondi était nécessaire, celui-ci serait facturé à l'occupant ;

**CONSIDERANT QU'**une réduction des redevances est prévue selon deux catégories, en fonction du type de contreparties que l'occupant offre à la Province et plus particulièrement à l'Ecole ;

**CONSIDERANT QUE** la première catégorie bénéficiera d'une réduction de 50%, la deuxième bénéficiant d'une réduction de 30% ;

**CONSIDERANT QUE** des tarifs préférentiels seront appliqués lors de l'occupation des infrastructures par les mouvements de jeunesse agréés pour leurs séjours résidentiels d'été ;

**CONSIDERANT QUE** ces tarifs sont calqués sur la grille tarifaire imposée par l'ASBL Atout camps, à l'attention des organisateurs des mouvements de jeunesse;

**CONSIDERANT QUE** ce tarif préférentiel permettra aux mouvements de jeunesse d'organiser des séjours résidentiels dans des locaux adaptés, sécurisés et en bon état ;

**VU** la communication du dossier à la Directrice financière ffons faite en date du 4 juin 2025 conformément à l'article L2212-65 §1, 8° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

**VU** l'avis favorable rendu par la Directrice financière ffons en date du 4 juin 2025 « ok » ;

**VU** l'avis de la 2<sup>e</sup> commission ;

**VU** la proposition du Collège provincial ;

**CONSIDERANT QUE** la présente résolution est adoptée à **39** voix pour, **0** voix contre et **0** abstention(s) ;

**CONSIDERANT QUE** dès lors la présente résolution est adoptée ~~à la majorité~~ à l'unanimité ;

## Décide :

**Article 1<sup>er</sup> :** Il est établi, à partir du 1<sup>er</sup> août 2025 jusqu'au 1<sup>er</sup> août 2031, une redevance provinciale fixant les tarifs appliqués pour la mise à disposition de locaux et infrastructures de l'Ecole d'élevage et d'équitation de Gesves, à toute personne physique ou morale louant ces installations et ce pour l'organisation d'activités relevant du cadre professionnel et notamment, manifestations à caractère lucratif, expositions diverses, activités d'une association (assemblée générale, souper...), formations, réunions, activités d'entreprise, etc. Les locaux ne pourront être affectés à des activités privées et/ou festives et notamment les fêtes de mariage, anniversaires, communions ou tout autre événement familial ou personnel de nature festive.

**Article 2 :** Les montants de la redevance sont fixés comme suit, incluant les charges (consommations en eau, électricité et chauffage ainsi que l'assurance incendie et le nettoyage « normal » des locaux) :

### 1) Locaux et infrastructures diverses

<u>Infrastructure</u>	<u>Capacité</u>	<u>Tarif de base 2H</u>	<u>Tarif ½ journée (4h)</u>	<u>Tarif 1 journée (8h)</u>
Salle de cours epeeg (1)	10 places	30€	50€	100€
Salles de cours epeeg (2)	20 places	30€	50€	100€
Salles de cours EC@ (4)	20 places	30€	50€	100€
Cafétariat école (+ cuisine)	60 places	150€	270€	480€
Bar extérieur	200 places	250€	450€	800€
Restaurant Pol mertens (bar + cuisine)	100 (+50) places	320€	570€	1020€
Hall de sport Ec@		80€	150€	260€
Prairies/pâtures		65€	110€	200€
Cour de récréation		90€	175€	280€
Parking		60€	100€	190€

### 2) Boxes

<u>Type de boxe</u>	<u>Tarif journalier</u>	<u>Tarif externe par mois</u>	<u>Tarif élève par mois</u>
Boxe Nu	15€	175€	Néant
Boxe paille	25€	330€	290€
Boxe copeaux	35€	395€	345€
Cheval école			250€
Copeaux supplémentaires	12€/ballot	12€/ballot	10€/ballot

### 3) Espaces équestres

Espace	Capacité assise	Destination	Droit de piste
Centre équin	0	prélèvement	50€/cheval
Piste Pol Mertens	250	obstacle (parcours définit par nos soins) / dressage	15€/cheval/h
Petite piste	0	dressage / cours obstacle*	15€/cheval/h
Piste grand manège	100	dressage / cours obstacle*	15€/cheval/h
Carrière	300	obstacle (parcours définit par nos soins)	15€/cheval/h
Paddock	0	dressage / cours obstacle*	15€/cheval/h
cross	0	obstacle (parcours définit par nos soins)	15€/cheval/h

\*(parcours définit par nos soins)

Espace	Capacité assise	Tarif ½ journée (4h) – privatisation (événement, formation)	Tarif 1 journée (8h) – privatisation (événement, formation)
Centre équin	0	700,00€	1.200,00€
Piste Pol Mertens	250	400,00€	750,00€
Petite piste	0	400,00 €	750,00 €
Piste grand manège	100	700,00 €	1.200,00€
Carrière	300	700,00 €	1.200,00€
Paddock	0	700,00 €	1.200,00€
cross	0	700,00 €	1.200,00€

Pack	Tarif 1/2 jour (4h)	Tarif journée (8h)
Pack1 (restaurant/bar + parking + 1 piste)	1.250,00 €	2.200,00 €
Pack2 (restaurant/bar + parking + 2 pistes)	1.350,00 €	2.700,00 €
Pack 3 (restaurant/bar + parking + 3 pistes)	2.500,00 €	3.700,00 €
Site (en entier, boxes non-compris)	4.000,00 €	7.000,00 €

#### 4) Les hébergements

Hébergement	Lits	Tarif
Internat	75 lits	25€/personne/nuite
Chambre VIP	Commune (5 chambres)	40€/personne/nuite
Tiny House	3 lits	85€/nuite

**Article 3 :** Afin de valoriser les collaborations en lien avec le projet pédagogique de l'EPEEG, deux catégories de réduction sont proposées aux occupants organisant au sein des locaux, un événement à vocation pédagogique, et ce en fonction des contreparties apportées à la Province :

##### **Catégorie 1 : Réduction de 30 %**

Le bénéficiaire s'engage à assurer, lors de l'évènement organisé au sein des locaux provinciaux, les contreparties suivantes :

- Communication et promotion :
  - Mention de l'évènement sur les canaux de communication officiels de l'occupant, en citant au minimum la collaboration avec la Province et l'Ecole
  - Promotion réciproque de la Province et notamment de l'EPEEG et de l'occupant sur les réseaux sociaux, site web, affiches, etc. de chacun.
  - Affichage du logo de la Province sur tous les supports de communication de l'occupant.
  - Présence d'un stand/ de bandeaux Province/EPEEG sur le lieu de l'évènement.
- Pédagogie :
  - Accès gratuit pour les élèves de l'EPEEG à l'évènement ou à certaines activités organisées durant celui-ci.

##### **Catégorie 2 : Réduction de 50 %**

Le bénéficiaire s'engage à assurer toutes les contreparties reprises pour bénéficier de la catégorie 1, tout en proposant, en plus, un engagement pédagogique renforcé et une communication supplémentaire, tels que repris ci-dessous :

- Communication et promotion :
  - Promotion des activités de l'école via les réseaux sociaux de l'occupant pendant 1 mois.
- Pédagogie :

- Participation active des élèves de l'EPEEG à l'événement (ex : organisation, animation, démonstration, encadrement). La participation doit être en lien avec la formation pédagogique de l'EPEEG.
- Participation de l'occupant à une table ronde ou jury pédagogique, organisée en lien avec l'école.
- Organisation par l'occupant d'une visite ou activité dédiée aux élèves de l'EPEEG (ex : découverte de métiers, initiation, rencontre avec les professionnels, master classe,...).

La réduction ne pourra être accordée que sur base d'un engagement formel et écrit de l'occupant de respecter les contreparties qu'il s'engage à apporter à la Province. Ces contreparties devant être acceptées préalablement par la direction de l'Ecole.

Afin de permettre à la Province de vérifier la réalisation des contreparties et d'établir la facturation, dans les 15 jours après l'occupation des locaux, l'occupant s'engage à remettre, à la direction de l'Ecole, un dossier reprenant la preuve de la réalisation de celle-ci.

A défaut de remettre ce dossier dans le délai et /ou en cas de non- respect des engagements, la réduction de tarif sera annulée, le tarif plein étant appliqué."

**Article 4 :** Des tarifs préférentiels sont appliqués pour les mouvements de jeunesse agréés qui organisent leur séjour résidentiel au sein des infrastructures de l'EPPEG :

Descriptif	Tarifs	Inclus
Bâtiment principal (internat + cuisine + locaux)	3,75€/nuit/personne	Eau,gaz, électricité
Le bâtiment de l'École.Citoyenne@ (locaux + salle de sport + vestiaires)	2,75nuit/personne	Eau,gaz, électricité
Prairies	1,60€/nuit/personne	Eau et électricité

**Article 5 :** Les tarifs seront liés à l'indice des prix à la consommation (index), l'indice de départ étant celui du mois de juillet 2025. Les réajustements interviendront chaque année au mois d'août, à partir de 2026, selon la formule suivante :

$$\frac{\text{tarif de base} \times \text{nouvel indice}}{\text{Indice de départ}}$$

Le nouvel indice étant celui du mois de juillet de l'année en cours. L'indexation annuelle sera arrondie à l'euro supérieur si le montant de l'indexation est égal ou dépasse 0,50 cents ou inversement à l'euro inférieur.

**Article 6 :** La redevance est payable par facture.

Pour la facturation, le redevable dispose d'un délai de 30 jours à partir de la date d'envoi de la facture pour effectuer le paiement et selon les modalités reprises sur celle-ci.

Conformément à la loi du 4 mai 2023 portant insertion du livre XIX "Dettes du consommateur" dans le Code de droit économique, le redevable dispose d'un délai de minimum 14 jours calendrier, prenant cours le 3<sup>e</sup> jour ouvrable suivant l'envoi du rappel de paiement, pour effectuer ledit paiement.

A défaut de paiement à l'échéance, conformément à l'article L2212-65 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, le débiteur sera mis en demeure par courrier recommandé. Les frais administratifs inhérents à cet envoi seront mis à charge du redevable et s'élèveront à 15 € (montant maximum prévu par la circulaire budgétaire). Ce montant sera ajouté au principal sur le document de rappel.

Dans les cas non prévus par cette disposition, le recouvrement sera poursuivi devant les juridictions civiles compétentes.

**Article 7 :** Conformément au Règlement (UE) 2016/679 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation des données (RGPD), la Province de Namur certifie que les données à caractère personnel sont collectées uniquement à des fins d'établissement et de recouvrement des redevances adoptées par le Conseil Provincial et approuvées par la Région Wallonne, autorité de Tutelle. Elle s'engage à traiter toutes les données à caractère personnel de manière licite, loyale et transparente au regard des redevables concernés. Les données sont exactes et tenues à jour. En cas de données inexactes, celles-ci sont effacées ou rectifiées sans tarder. La Province s'engage à conserver les données dans les délais repris au registre des activités de traitement tenu à jour par le DPO. Les données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés par ou en vertu de la loi, ou à des sous-traitants du responsable de traitement. Pour toute question relative à leurs données, les redevables peuvent prendre contact avec le délégué à la protection des données à l'adresse courriel suivante : [privacy@province.namur.be](mailto:privacy@province.namur.be).

**Article 8 :** Le présent règlement sera transmis au Gouvernement Wallon conformément aux articles L3131-1 et suivants du Code de la démocratie locale et de la décentralisation pour exercice de la tutelle spéciale d'approbation.

**Article 9 :** Le présent règlement entrera en vigueur après accomplissement des formalités de la publication faites conformément aux articles L2213-2 et L2213-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

**Article 10 :** La résolution du 4 septembre 2020 fixant les tarifs propres à l'école d'élevage et d'équitation est abrogée.

Namur, le 13 juin 2025

Le Directeur général,  
Valéry ZUINEN TILKIN

Le Président,  
Christophe GILON

**PROVINCE DE NAMUR**  
**Direction du Vivre mieux**  
BP50000  
5000 NAMUR

**LE CONSEIL PROVINCIAL**

N/Réf : JFG

**Affaire N° 2025-0183 : Vivre Mieux - Asbl Centre d'Adaptation et de Reclassement Professionnel - Renouvellement du contrat de gestion pour une durée de 1 an.**

VU les articles L 2212-32 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ;

VU les articles L2223-13§2 et L2223-15 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation (C.D.L.D.) ;

VU le Code des sociétés et des associations ;

VU la résolution du Conseil Provincial du 29 avril 2022 par laquelle il approuve la signature d'un contrat de gestion entre la Province de Namur et l'Asbl Centre d'Adaptation et de Reclassement Professionnel avec prise d'effet au 1er janvier 2022 pour une durée de 3 ans ;

VU l'arrêté du 26 septembre 2024 par lequel le Collège provincial décide d'établir un rapport positif sur l'évaluation du contrat de gestion pour l'année 2023 ;

**CONSIDERANT** que la Province de Namur est membre de ladite Asbl ;

**CONSIDERANT** dès lors qu'il y a lieu de renouveler le contrat de gestion précité conformément à l'article L2223-15 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

**CONSIDERANT** que la Province de Namur souhaite, par ce contrat, confirmer son soutien aux projets développés par ladite Asbl dans le cadre des missions qui lui sont dévolues ;

VU les propositions du Collège provincial ;

VU l'avis de la 3<sup>ème</sup> Commission ;

**CONSIDERANT** que la présente résolution est adoptée à ...39... voix pour, ...0... voix contre et ...0... Abstentions ;

**CONSIDERANT** dès lors que la présente résolution est adoptée ~~à la majorité de~~ à l'unanimité ;

**DECIDE :**

**Article 1<sup>er</sup>** : D'approuver le contrat de gestion repris en annexe prenant effet au 1er janvier 2025 et pour une durée de 1 an entre la Province de Namur et l'Asbl Centre d'Adaptation et de Reclassement Professionnel.

**Article 2** : Expédition de la présente résolution sera adressée au Président de l'Asbl CARP.

Namur, le 13 juin 2025

  
**Le Directeur général,  
Valéry ZUINEN TILKIN**

  
**Le Président,  
Christophe GILON**

## PROVINCE DE NAMUR

Vivre Mieux

LE CONSEIL PROVINCIAL

N/Réf. : JFG

N° d’Affaire : 2025-0665 - Vivre Mieux - Asbl Service Provincial d'Aide Familiale (SPAF) -  
Assemblée générale statutaire du 20 juin 2025 - Approbation des points inscrits à l'ordre du jour.

VU l’article L 2212-32 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ;

**CONSIDERANT** que le Directeur général de l'Asbl Service Provincial d'Aide Familiale (SPAF) nous fait part de la tenue d’une Assemblée générale qui se tiendra le jeudi 20 juin 2025 à 16h30 pour y délibérer sur les points suivants inscrits à l'ordre du jour :

1. Approbation du procès-verbal de la séance précédente ;
2. Démission et nomination d'administrateurs ;
3. Rapport d'activités 2024 du SPAF: approbation ;
4. Comptes et bilans 2024:
  - a. Présentation et proposition d'approbation des comptes et bilans 2024 et rapport de Monsieur Pierre Sohet, Réviseur d'Entreprises;
  - b. Affectation des résultats Aide Familiale, Aide Ménagère Sociale et Garde à Domicile ;
5. Décharge aux administrateurs ;
6. Présentation et demande d'approbation des budgets 2025/2026 : Aide Familiale - Aide Ménagère Sociale — Garde à Domicile.

**CONSIDERANT** que le Conseil provincial doit se prononcer sur chaque point inscrit à l’ordre du jour avant la tenue de l’Assemblée générale de l’Asbl SPAF ;

VU les propositions du Collège provincial ;

VU l’avis de la 3<sup>ème</sup> Commission ;

**CONSIDERANT** que la présente résolution est adoptée à ...**39**... voix pour, **0**... voix contre et ...**0**... abstention(s) ;

**CONSIDERANT** dès lors que la présente résolution est adoptée ~~à la majorité de~~ à l’unanimité ;

**DECIDE :**

**Article 1er :** D’approuver le procès-verbal de la séance précédente.

**Article 2 :** D’approuver la démission et la nomination d'administrateurs.

**Article 3 :** D’approuver le rapport d'activités 2024 du SPAF.

**Article 4** : D'approuver les comptes et bilans 2024 :

a. Présentation et proposition d'approbation des comptes et bilans 2024 et rapport de Monsieur Pierre Sohet, Réviseur d'entreprises.

b. Affectation des résultats Aide Familiale, Aide Ménagère Sociale et Garde à Domicile.

**Article 5** : D'approuver la décharge aux administrateurs.

**Article 6** : D'approuver la présentation et la demande d'approbation des budgets 2025/2026 : Aide Familiale - Aide Ménagère Sociale — Garde à Domicile.

**Article 7** : Expédition de la présente résolution sera adressée à la Présidence de l'Asbl Service provincial d'aide familiale (SPAF) ainsi qu'aux représentants de la Province de Namur.

Namur, le 13 juin 2025

  
Le Directeur général,

Valéry ZUINEN TILKIN

  
Le Président,

Christophe GILON

PROVINCE DE NAMUR  
Vivre mieux  
BP 50000 - 5000 NAMUR

## LE CONSEIL PROVINCIAL

Réf. : JFG

**Affaire N° 2025/ 0761:** Asbl Service Provincial d'Aide Familiale de Namur - SPAF – Désignation des mandataires provinciaux à l'Assemblée générale et proposition de candidatures au Conseil d'administration pour la législature 2024-2030.

VU l'article L2212-32 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation relatif aux attributions du Conseil provincial;

**CONSIDERANT** que la Province de Namur est membre de l'Asbl Service Provincial d'Aide Familiale de Namur (SPAF en abrégé) ;

VU que le Décret du 28 mars 2024 a modifié l'article 2223-14 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation qui concerne les Asbl ;

**ATTENDU** que désormais, cet article prévoit en son §1<sup>er</sup>, alinéa 4 :

« Les délégués à l'Assemblée générale sont désignés à la proportionnelle du Conseil provincial conformément aux articles 167 et 168 du Code électoral suivant un clivage majorité/opposition » ;

Que l'alinéa 5 prévoit :

« Les administrateurs représentant la Province sont désignés, au cas où l'Asbl ne compte qu'une seule Province, à la proportionnelle du Conseil provincial conformément aux articles 167 et 168 du Code électoral, suivant un clivage majorité-opposition et, au cas où l'Asbl compte plus d'une Province, à la proportionnelle de l'ensemble des Conseils provinciaux des Provinces associées conformément aux articles 167 et 168 du Code électoral, (...) ;

**ATTENDU** que suivant cette adaptation du décret, la clé D'Hondt n'est plus appliquée par groupe politique, mais, selon un clivage majorité/opposition ;

VU les statuts de l'Asbl Service Provincial d'Aide Familiale de Namur qui prévoient, notamment, que la Province de Namur dispose de 10 représentants à l'Assemblée générale et de 5 sièges au Conseil d'administration ;

**CONSIDERANT** qu'à la suite des élections provinciales du 13 octobre 2024 et aux modifications qui en découlent dans la composition des Collège et Conseil provinciaux namurois, il convient, d'une part, de procéder à la désignation de représentants provinciaux à l'Assemblée générale de l'Asbl SPAF et, d'autre part, de présenter la candidature de mandataires provinciaux à la fonction d'administrateur, proportionnellement à la composition dudit Conseil ;

**CONSIDERANT** qu'au sein de l'Assemblée générale du SPAF, en application de la clé D'Hondt suivant un clivage majorité/opposition, 7 sièges reviennent à la majorité et 3 sièges reviennent à l'opposition ;

**CONSIDERANT** qu'au sein du Conseil d'administration du SPAF, en application de la clé D'Hondt suivant un clivage majorité/opposition, il convient de proposer les candidatures de cinq administrateurs dont trois sièges reviennent à la majorité et deux sièges à l'opposition ;

**CONSIDERANT** qu'il convient aux groupes politiques de se mettre d'accord concernant la répartition des mandats, étant entendu que les administrateurs doivent être membres de l'association et donc être désignés à l'assemblée générale et que Madame la Députée provinciale Isabelle JOIRET doit être désignée et élue d'office parmi le groupe politique LES ENGAGÉS en application des statuts de l'ASBL SPAF ;

**CONSIDERANT** qu'il convient également de proposer la candidature d'un ou deux membres observateurs issus des groupes politiques de l'opposition au sein du Conseil d'administration, en fonction de la répartition des mandats d'administrateurs décidée par les groupes politiques de l'opposition ;

VU les propositions du Collège provincial ;

VU l'avis de la 3ème commission ;

**CONSIDERANT** que la présente résolution est adoptée à ...39... voix pour, ...0... voix contre et ...0... abstention(s) ;

**CONSIDERANT** dès lors que la présente résolution est adoptée ~~à la majorité de~~ à l'unanimité ;

**DECIDE :**

**Article 1er :** De désigner en qualité de représentants de la Province de Namur au sein de l'Assemblée générale de l'Asbl Service Provincial d'Aide Familiale de Namur :

- Mme Isabelle JOIRET (majorité)
- Mme/Mr Pierre Rondiat (majorité)
- Mme/Mr Pauline Derambre (majorité)
- Mme/Mr Christophe Gilon (majorité)
- Mme/Mr Jean-Marc Van Esen (majorité)
- Mme/Mr Laetitia Biogniez (majorité)
- Mme/Mr Lécile Clément (majorité)
- Mme/Mr Catherine Collard (opposition)
- Mme/Mr Mathieu Liessens (opposition)
- Mme/Mr Tema Bwandinga (opposition)

**Article 2 :** De proposer la candidature des représentants suivants à la fonction d'administrateur au sein de l'Asbl Service Provincial d'Aide Familiale de Namur :

- Mme Isabelle JOIRET (majorité)
- Mme/Mr Pierre Rondiat (majorité)

- Mme/Mr *Cécile Clément* .....(majorité)
- Mme/Mr *Catherine Collard* .....(opposition)
- Mme/Mr *Tena Bwandinga* .....(opposition)

**Article 3 :** De proposer la candidature des représentants suivants en qualité d'observateur au Conseil d'administration de l'Asbl Service Provincial d'Aide Familiale de Namur :

Mme/Mr *Régine Gallegno* pour le groupe *PTB*  
 Mme/Mr */* pour le groupe (optionnel)

**Article 4 :** Ces désignations valent pour toute la durée de la législature 2024-2030 et prendront fin à la date des élections provinciales suivantes à moins d'une démission ou d'une révocation des représentants désignés.

**Article 5 :** La présente résolution annule et remplace la résolution du Conseil provincial du 21 février 2025.

**Article 6 :** D'adresser une expédition conforme de la présente résolution à la Présidence de l'Asbl Service Provincial d'Aide Familiale de Namur - SPAF ainsi qu'aux représentants provinciaux désignés.

Namur, le 13 juin 2025

  
**Le Directeur général,**  
**Valéry ZUINEN TILKIN**

  
**Le Président,**  
**Christophe GILON**

PROVINCE DE NAMUR

Vivre mieux

BP 50000 - 5000 NAMUR

## LE CONSEIL PROVINCIAL

Réf. : JFG

**Affaire N° 2025/ 0769:** Vivre Mieux - Asbl Centre d'Adaptation et de Reclassement Professionnel - CARP – Désignation des mandataires provinciaux à l'Assemblée générale et proposition de candidatures au Conseil d'administration pour la législature 2024-2030.

VU l'article L2212-32 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation relatif aux attributions du Conseil provincial;

**CONSIDERANT** que la Province de Namur est membre de l'Asbl Centre d'Adaptation et de Reclassement Professionnel (CARP en abrégé) ;

VU que le Décret du 28 mars 2024 a modifié l'article 2223-14 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation qui concerne les Asbl ;

**ATTENDU** que désormais, cet article prévoit en son §1<sup>er</sup>, alinéa 4 :

« Les délégués à l'Assemblée générale sont désignés à la proportionnelle du Conseil provincial conformément aux articles 167 et 168 du Code électoral suivant un clivage majorité/opposition » ;

Que l'alinéa 5 prévoit :

« Les administrateurs représentant la Province sont désignés, au cas où l'Asbl ne compte qu'une seule Province, à la proportionnelle du Conseil provincial conformément aux articles 167 et 168 du Code électoral, suivant un clivage majorité-opposition et, au cas où l'Asbl compte plus d'une Province, à la proportionnelle de l'ensemble des Conseils provinciaux des Provinces associées conformément aux articles 167 et 168 du Code électoral, (...) ;

**ATTENDU** que suivant cette adaptation du décret, la clé D'Hondt n'est plus appliquée par groupe politique, mais, selon un clivage majorité/opposition ;

VU les statuts 11 et 20 de l'Asbl Centre d'Adaptation et de Reclassement Professionnel qui stipulent que l'Assemblée générale est composée de 14 membres dont 9 membres représentant la Province de Namur et que l'association est administrée par un conseil composé de 9 membres dont 7 membres représentent la Province de Namur ;

**CONSIDERANT** qu'à la suite des élections provinciales du 13 octobre 2024 et aux modifications qui en découlent dans la composition des Collège et Conseil provinciaux namurois, il convient, d'une part, de procéder à la désignation de représentants provinciaux à l'Assemblée générale de l'Asbl CARP et, d'autre part, de présenter la candidature de mandataires provinciaux à la fonction d'administrateur, proportionnellement à la composition dudit Conseil ;

**CONSIDERANT** qu'au sein de l'Assemblée générale du CARP, en application de la clé D'Hondt suivant un clivage majorité/opposition, 6 sièges reviennent à la majorité et 3 sièges reviennent à l'opposition ;

**CONSIDERANT** qu'au sein du Conseil d'administration du CARP, en application de la clé D'Hondt suivant un clivage majorité/opposition, il convient de proposer les candidatures de sept administrateurs dont cinq sièges reviennent à la majorité et deux sièges à l'opposition ;

**CONSIDERANT** qu'il convient aux groupes politiques de se mettre d'accord concernant la répartition des mandats ;

**CONSIDERANT** qu'il convient également de proposer la candidature d'un ou deux membres observateurs issus des groupes politiques de l'opposition au sein du Conseil d'administration, en fonction de la répartition des mandats d'administrateurs décidée par les groupes politiques de l'opposition ;

**VU** les propositions du Collège provincial ;

**VU** l'avis de la 3ème commission ;

**CONSIDERANT** que la présente résolution est adoptée à .....<sup>39</sup> voix pour, ..<sup>0</sup> voix contre et ...<sup>0</sup> abstention(s) ;

**CONSIDERANT** dès lors que la présente résolution est adoptée ~~à la majorité~~ /à l'unanimité ;

**DECIDE :**

**Article 1er :** De désigner en qualité de représentants de la Province de Namur au sein de l'Assemblée générale de l'Asbl Centre d'Adaptation et de Reclassement Professionnel :

- Mme/Mr *Marie Depraetere* .....(majorité)
- Mme/Mr *Hélène Bonniver* .....(majorité)
- Mme/Mr *Véronique Cavillot* .....(majorité)
- Mme/Mr *Laetitia Brogniez* .....(majorité)
- Mme/Mr *Pascal Jacquiez* .....(majorité)
- Mme/Mr *Philippe Bullot* .....(majorité)
- ~~Mme/Mr~~ *Mathieu Liessens* .....(opposition)
- ~~Mme/Mr~~ *Emilie Maloto* .....(opposition)
- ~~Mme/Mr~~ *Benedicte Rolhet* .....(opposition)

**Article 2 :** De proposer la candidature des représentants suivants à la fonction d'administrateur au sein de l'Asbl Centre d'Adaptation et de Reclassement Professionnel :

- Mme/Mr *Marie Depraetere* .....(majorité)

- Mme/Mr *Helène Bonniver* .....(majorité)
- Mme/Mr *Véronique Cavillot* .....(majorité)
- Mme/Mr *Laetitia Brogniez* .....(majorité)
- Mme/Mr *Pascal Jacquiez* .....(majorité)
- Mme/Mr *Matthieu Liessens* .....(opposition)
- Mme/Mr *Benedicte Roehet* .....(opposition)

**Article 3 :** De proposer la candidature des représentants suivants en qualité d’observateur au Conseil d’administration de l’Asbl Centre d’Adaptation et de Reclassement Professionnel – CARP :

Mme/Mr *Elise Bouillon* pour le groupe *PTB*  
 Mme/Mr ..... pour le groupe (optionnel)

**Article 4 :** Ces désignations valent pour toute la durée de la législature 2024-2030 et prendront fin à la date des élections provinciales suivantes à moins d’une démission ou d’une révocation des représentants désignés.

**Article 5 :** La présente résolution annule et remplace la résolution du Conseil provincial du 21 février 2025.

**Article 6 :** D’adresser une expédition conforme de la présente résolution à la Présidence de l’Asbl Centre d’Adaptation et de Reclassement Professionnel - CARP ainsi qu’aux représentants provinciaux désignés.

Namur, le 13 juin 2025

**Le Directeur général,  
 Valéry ZUINEN TILKIN**

**Le Président,  
 Christophe GILON**

**PROVINCE DE NAMUR****Vivre Mieux****LE CONSEIL PROVINCIAL**

N/Réf. : JFG

**Affaire N° 2025 -1052 : Vivre Mieux - Intercommunale des Modes d'Accueil pour Jeunes Enfants - IMAJE - Assemblée générale statutaire du 16 juin 2025 - Ordre du jour - Approbation**

VU l'article L1523-12 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ;

**CONSIDERANT** que par sa lettre du 9 mai 2025 le Président l'Intercommunale des Modes d'Accueil pour Jeunes Enfants informe l'Administration provinciale de la tenue d'une Assemblée générale statutaire le 16 juin 2025 pour y délibérer sur les points suivants inscrits à l'ordre du jour :

1. Rapports de rémunérations pour l'année 2024;
2. Rapports d'activités 2024 (IMAJE, Le Lien, Ecoute-Enfants et L'Enjeu);
3. Rapport de gestion 2024;
4. Approbation des comptes et bilan 2024;
5. Rapport du Commissaire Réviseur;
6. Décharge au Commissaire Réviseur;
7. Décharge aux administrateurs;
8. Désaffiliation de deux affiliés : APP CHRSM et CPAS de Gembloux ;
9. Approbation du PV de l'Assemblée générale du 25/11/2024 ;
10. Ratification du nouveau Conseil d'administration.

VU la résolution du Conseil provincial du 21 février 2025 désignant les représentants provinciaux suivants à l'Assemblée générale :

Les Engagés (2) : Camille CASTAIGNE , Pauline DESSAMBRE

MR (2) : Arnaud MAQUILLE , Pauline TARGEZ

PS (1) : Patricia BRABANT

VU les propositions du Collège provincial ;

VU l'avis de la 3ème commission

**CONSIDERANT** que la présente résolution est adoptée à ...39... voix pour, ...0... voix contre et ...0... abstentions ;

**CONSIDERANT** dès lors que la présente résolution est adoptée à la majorité /à l'unanimité ;

**DECIDE :**

Article 1er : D'approuver les rapports de rémunérations pour l'année 2024.

Article 2 : D'approuver les rapports d'activités 2024 (IMAJE, Le Lien, Ecoute-Enfants et L'Enjeu).

Article 3 : D'approuver le rapport de gestion 2024.

Article 4 : D'approuver le rapport du Commissaire Réviseur.

Article 5 : D'approuver les comptes et bilan 2024.

Article 6 : D'approuver la décharge au Commissaire Réviseur.

Article 7 : D'approuver la décharge aux administrateurs.

Article 8 : D'approuver la désaffiliation de deux affiliés : APP CHRSM et CPAS de Gembloux.

Article 9 : D'approuver le PV de l'Assemblée générale du 25/11/2024.

Article 10 : D'approuver la ratification du nouveau Conseil d'administration.

Article 11 : La présente résolution sera notifiée aux représentants provinciaux et à la Présidence d'IMAJE.

Namur, le 13 juin 2025

**Le Directeur général,**

**Valéry ZUINEN TILKIN**

**Le Président,**

**Christophe GILON**



**Service d'appui, services techniques et  
transition territoriale**

## **AU CONSEIL PROVINCIAL DE NAMUR**

**Affaire n° 2025/0609 : A.S.B.L. G.I.G. (« Groupement d'informations géographiques ») - Désignation des délégués à l'assemblée générale et des candidats administrateurs pour la législature 2024-2030.**

**LE CONSEIL PROVINCIAL,**

Siégeant en séance publique,

**VU** le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment les articles L2212-32 et L2223-14 ;

**ATTENDU QUE** le Conseil provincial doit désigner les personnes qui représenteront la Province de Namur dans les structures dont elle est membre pour la législature 2024-2030, à la suite des élections locales du 13 octobre 2024 ;

**ATTENDU QUE** la Province de Namur est membre de l'A.S.B.L. G.I.G. (« Groupement d'informations géographiques ») ;

**VU** l'article 4, alinéa 2 des statuts, selon lequel la Province de Namur dispose de 5 représentants à l'assemblée générale de l'A.S.B.L. G.I.G. ;

**VU** l'article 13, alinéa 1<sup>er</sup> des statuts, selon lequel cette représentation doit respecter la clé d'Hondt selon un clivage majorité-opposition ;

**ATTENDU QU'**il convient donc de désigner 3 représentants pour les groupes politiques de la majorité et 2 représentants pour les groupes politiques de l'opposition ;

**CONSIDÉRANT QU'**il appartient aux groupes politiques de se mettre d'accord, chacun pour ce qui les concerne ;

**VU** l'article 19, alinéa 3 des statuts, selon lequel le conseil d'administration de l'A.S.B.L. G.I.G. est actuellement composé de la Province de Liège, de la Province de Namur et de la Province du Luxembourg ;

**VU** l'article 19, alinéa 5 des statuts, selon lequel chaque province est représentée par deux personnes physiques et selon lequel cette représentation doit s'opérer à la proportionnelle de l'ensemble des conseils provinciaux associés mais sans considération du clivage majorité-opposition ;

**ATTENDU QUE** cette représentation est la suivante : 3 représentants pour le groupe politique MR ; 2 représentants pour le groupe politique LES ENGAGES ; 1 représentant pour le groupe politique PS ;

**VU** l'article 19, alinéa 7 des statuts, selon lequel chaque groupe politique démocratique qui dispose d'au moins un élu au sein d'une des provinces associées et d'au moins un élu au Parlement wallon et non représenté(s) conformément au système de la représentation proportionnelle a droit à un siège surnuméraire avec voix délibérative ;

**ATTENDU QU'**il convient donc d'octroyer un mandat d'administrateur en surnuméraire avec voix délibérative au groupe politique PTB et au groupe politique ECOLO ; que cet octroi nécessite aussi une négociation interprovinciale, avant de laisser aux groupes politiques concernés le soin de proposer chacun la candidature d'un administrateur ;

**VU** l'article 19, alinéa 8 des statuts, selon lequel chaque province est respectivement représentée au sein du conseil d'administration par un Inspecteur général disposant des compétences techniques utiles au fonctionnement efficace de l'association ;

**VU** la proposition du Collège provincial ;

**VU** l'avis de la 4ème Commission ;

**CONSIDÉRANT QUE** la présente résolution est adoptée à : 39 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention(s) ;

**CONSIDÉRANT QUE** dès lors, la présente résolution est adoptée ~~à la majorité~~ / à l'unanimité.

#### DÉCIDE :

#### Article 1<sup>er</sup> :

Le Conseil provincial désigne en tant que délégués de la Province de Namur à l'assemblée générale de l'A.S.B.L. G.I.G. pour la législature 2024-2030 :

Monsieur / Madame	Nicolas Rouard	(majorité)
Monsieur / Madame	François Bellot	(majorité)
Monsieur / Madame	Valérie Lecomte	(majorité)
Monsieur / Madame	Marina Mont	(opposition)
Monsieur / Madame	Maxe Eijbert	(opposition)

#### Article 2 :

Le Conseil provincial désigne pour la législature 2024-2030 les candidats administrateurs suivants, sous réserve d'une concertation interprovinciale :

Monsieur / Madame	François Bellot	(MR)
Monsieur / Madame	Nicolas Rouard	(LES ENGAGES)

**Article 3 :**

Le Conseil provincial désigne pour la législature 2024-2030 et à titre de représentant surnuméraire de la Province de Namur au sein du conseil d'administration de l'A.S.B.L. G.I.G. Monsieur Pierre SQUERENS, Inspecteur Général des Services d'appui, services techniques et transition territoriale.

**Article 4 :**

Le Conseil provincial charge le Collège provincial de l'exécution de la présente résolution et d'en informer les instances de l'A.S.B.L. G.I.G.

Namur, le 13 juin 2025

**Le Directeur général**

  
**Valéry ZUINEN TILKIN**

**Le Président**

  
**Christophe GILON**



## Service des Marchés publics

**AFFAIRE N°2025/0865 : ST<sup>3</sup>P - CE2025/25 - Marché de travaux relatif à la remise à ciel ouvert du ruisseau « Le Frizet » à Namur - Approbation de la procédure et des documents du marché**

### LE CONSEIL PROVINCIAL,

VU la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

VU la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

VU l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés dans les secteurs classiques ;

VU l'arrêté du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;

VU les articles L 2222-2 et suivants du Code de la démocratie locale et de la décentralisation relatifs aux organes compétents en matière de marchés publics ;

VU l'article L3122-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation disposant que les actes des autorités provinciales portant sur l'attribution des marchés sont transmis au Gouvernement, accompagnés de leurs pièces justificatives, dans les quinze jours de leur adoption, et ne peuvent être mis à exécution avant d'avoir été ainsi transmis ;

**CONSIDÉRANT** que les crédits pour ce marché sont inscrits au budget extraordinaire 2025 ;

**CONSIDÉRANT** que l'estimation de la dépense a été fixée par le Service Technique du Territoire et de la Transition - Pôle Gestion intégrée des cours d'eau à 376.922,10€ HTVA, soit 456.075,74€ TVAC ;

**CONSIDÉRANT** que la dépense est inscrite à l'article 484017/27201/000 du budget extraordinaire, engagement n° 7411 ;

**CONSIDÉRANT** que ce marché est éligible à un subside -Subside européen et régional : « Plan de relance de la Wallonie - Projet 99 – Résilience Biodiversité-Climat » ;

**CONSIDÉRANT** que le mode de passation du marché proposé est la procédure négociée directe avec publication préalable, sur base de l'article 41 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, le montant estimé du marché étant inférieur au seuil de 750.000 € HTVA ;

**CONSIDÉRANT** que cette procédure se déroule en une seule phase ;

**CONSIDÉRANT** que le délai de réception des offres dans le cadre d'une telle procédure est de minimum 22 jours ;

**CONSIDÉRANT**, en effet, l'article 41 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics permettant l'application de l'article 37, §5 de la même loi, lequel autorise une réduction de 5 jours du délai de réception des offres, si les offres sont soumises par voie électronique, ce qui est le cas en l'espèce ;

**CONSIDÉRANT** que dès lors, l'ouverture des offres aura lieu dans un délai minimal de 17 jours à dater de l'envoi de l'avis de marché pour publication ;

**CONSIDÉRANT** que le choix de l'offre économiquement la plus avantageuse sera déterminé sur base du rapport qualité prix, les critères d'attribution étant repris dans le cahier des charges ;

**CONSIDÉRANT** que la présente décision a une incidence financière supérieure à 30.000€ HTVA ;

**CONSIDÉRANT** que l'avis du Directeur financier a dès lors été sollicité en date du 21 mai 2025, conformément à l'article L2265-2, 8° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

**VU** qu'il ressort de l'avis rendu le 28 mai 2025 par la Directrice financière ff ce qui suit :

« positif » ;

**VU** les conditions du présent marché reprises dans le cahier des charges et définies, notamment, en fonction de la législation relatives aux marchés publics ;

**VU** la proposition du Collège provincial ;

**VU** l'avis de sa 4<sup>ème</sup> Commission ;

**CONSIDÉRANT** que la présente résolution est adoptée à 39 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention(s) ;

**CONSIDÉRANT** dès lors que la présente résolution est adoptée ~~à la majorité~~ à l'unanimité ; »

#### ARRÊTE :

**Article 1 :** Il est décidé de lancer une procédure de marché public de travaux en vue de la remise à ciel ouvert du ruisseau « Le Frizet » à Namur pour un montant estimé de 376.922,10€ HTVA, soit 456.075,74€ TVAC.

- Article 2 :** Le mode de passation du marché, à savoir la procédure négociée directe avec publication préalable, sur base de l'article 41 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, le montant estimé du marché étant inférieur au seuil de 750.000 € HTVA, est approuvé.
- Article 3 :** Les documents du marché sont approuvés.
- Article 4 :** L'ouverture des offres aura lieu dans un délai minimum de 17 jours, délai légal, à dater de la publication de l'avis de marché.

Namur, le 13 juin 2025

Le Directeur général

Valéry ZUINEN TILKIN

Le Président

Christophe GILON

**Service des Marchés publics**

**AFFAIRE N°2025-1010 : 2025/12 - MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX VISANT LA RÉALISATION DE DEUX ZONES D'EXPANSION DE CRUE A OLLOY-SUR-VIROIN - APPROBATION DE LA PROCÉDURE ET DES DOCUMENTS DE MARCHÉ.**

**LE CONSEIL PROVINCIAL,**

VU la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

VU la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions ;

VU l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

VU l'arrêté du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;

VU les articles L 2222-2 et suivants du Code de la démocratie locale et de la décentralisation relatifs aux organes compétents en matière de marchés publics ;

VU l'article L3122-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation disposant que les actes des autorités provinciales portant sur l'attribution des marchés sont transmis au Gouvernement, accompagnés de leurs pièces justificatives, dans les quinze jours de leur adoption, et ne peuvent être mis à exécution avant d'avoir été ainsi transmis ;

**ATTENDU** que ce marché fait suite au subside de 865.590 € accordé par la Ministre Tellier pour la réalisation de deux zones d'immersion temporaire sur le ruisseau de Noyés à Olloy-sur-Viroin (« Plan de relance de la Wallonie - Projet 99 – Résilience Biodiversité-Climat ») et à la désignation d'un auteur de projet en vue de la réalisation de deux zones d'immersion temporaire attribué par décision du 21 décembre 2023 à la société GREISCH INGENIERIE (0444.668.289) au montant total de 172.698,00 €HTVA soit 208.964,58 € TVAC (cf. dossier COP n°68350 & 71491) ;

**ATTENDU** que l'estimation de la dépense à prendre en considération (hypothèse la plus défavorable financièrement - option 1 incluse) est de 1.181.031,75 € HTVA soit 1.429.048,42 € TVAC ;

**ATTENDU** que les crédits pour ce marché sont prévus au budget extraordinaire à l'article 484017/27201/000 ;

**ATTENDU** que le mode de passation du marché proposé dans le cadre de ce marché est la procédure ouverte avec publication d'un avis de marché au seul bulletin des adjudications, le montant estimé du marché étant inférieur au seuil européen de 5.538.000 € HTVA ;

**QUE** le délai de réception des offres sera de minimum 30 jours soit le délai légal en cas de recours à la procédure électronique ;

**ATTENDU** que la présente décision a une incidence financière supérieure à 30.000€ HTVA ;

**QUE** l'avis du Directeur financier a dès lors été sollicité en date du le 16 mai 2025, conformément à l'article L2265-2, 8° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

**QU'**il ressort de l'avis rendu le 28 mai 2025 par la Directrice financière ff ce qui suit :

« *Positif* »

**VU** les conditions du présent marché reprises dans le cahier des charges et définies en fonction de la législation relatives aux marchés publics ;

**VU** la proposition du collège provincial ;

**VU** l'avis de sa 4<sup>ème</sup> Commission ;

**CONSIDERANT** que la présente résolution est adoptée à 39 voix pour, 0 voix contre et 0 abstentions ;

**CONSIDERANT** dès lors que la présente résolution est adoptée ~~à la majorité~~ à l'unanimité ; »

#### **ARRÊTE :**

- Article 1 :** Il est décidé de lancer une procédure de marché public de travaux de de réalisation de deux zones d'immersion temporaire à Olloy-sur-Viroin (Viroinval) pour un montant estimé de 1.181.031,75 € HTVA soit 1.429.048,42 € TVAC .
- Article 2 :** Le mode de passation du marché, à savoir une procédure ouverte avec publication d'un avis de marché au seul Bulletin des adjudications, le montant estimé du marché étant inférieur au seuil européen de 5.538.000 € HTVA, est approuvé.
- Article 3 :** Les documents du marché sont approuvés.
- Article 4 :** Le dossier sera transmis au pouvoir subsidiant.

Namur, le 13 juin 2025

Le Directeur général

Valéry ZUINEN TILKIN

Le Président

Christophe GILON



**Service des Marchés publics**

**AFFAIRE N°2025-1239 : 2025/31 - Marché de travaux de rénovation et de mise en conformité des infrastructures sportives de l'EPEEG - Approbation de la procédure et des documents de marché.**

**LE CONSEIL PROVINCIAL,**

VU la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

VU la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions ;

VU l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

VU l'arrêté du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;

VU les articles L 2222-2 et suivants du Code de la démocratie locale et de la décentralisation relatifs aux organes compétents en matière de marchés publics ;

VU l'article L3122-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation disposant que les actes des autorités provinciales portant sur l'attribution des marchés sont transmis au Gouvernement, accompagnés de leurs pièces justificatives, dans les quinze jours de leur adoption, et ne peuvent être mis à exécution avant d'avoir été ainsi transmis ;

**ATTENDU** que les crédits pour ce marché sont prévus au budget extraordinaire ;

**CONSIDÉRANT** que l'estimation de la dépense a été fixée par l'auteur de projet à 2.109.501,14 € HTVA soit 2.236.071,21 € TVAC (6%) ;

**QUE** la dépense est prévue à l'article 735079/27101/000 du budget extraordinaire ;

VU la circulaire du 20 juillet 2023 du ministre des pouvoirs locaux relative à l'élaboration des budgets des Provinces de la Région wallonne ;

**CONSIDÉRANT** qu'il ressort de la circulaire précitée que "*Tant que les crédits nécessaires et suffisants n'auront pas été prévus au budget et n'auront pas été définitivement approuvés, les autorités provinciales s'abstiendront d'attribuer des marchés de travaux (...)*" ;

**QUE**, à ce stade, rien ne s'oppose dès lors l'approbation des conditions et des documents du marché mais qu'il sera nécessaire de veiller à disposer de crédits en suffisance au moment de l'attribution ;

**QUE** l'attribution du marché ne sera possible que sous réserve d'approbation de la MB1 par la tutelle ;

**ATTENDU** que le mode de passation du marché proposé dans le cadre de ce marché est la procédure ouverte avec publication d'un avis de marché au seul bulletin des adjudications, le montant estimé du marché étant inférieur au seuil européen de 5.538.000 € HTVA ;

**QUE** le délai de réception des offres sera de minimum 35 jours à dater de l'envoi de l'avis de marché pour publication ;

**QUE** l'article 36, §4 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics permet une réduction de 5 jours du délai de réception des offres, si les offres sont soumises par voie électronique, ce qui est le cas en l'espèce ;

**QUE** dès lors, le délai de réception des offres sera de minimum 30 jours ;

**ATTENDU** que la présente décision a une incidence financière supérieure à 30.000€ HTVA ;

**QUE** l'avis du Directeur financier a dès lors été sollicité en date du 26 mai 2025, conformément à l'article L2265-2, 8° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

**QU'**il ressort de l'avis rendu le 27 mai 2025 par le Directeur financier ff. ce qui suit :

*«Le disponible sur l'article est insuffisant. Merci des lors de préciser dans les documents, notamment dans la résolution que c'est 'sous réserve d'approbation de la MB1 par la tutelle' » ;*

**VU** les conditions du présent marché reprises dans le cahier des charges et définies en fonction de la législation relatives aux marchés publics ;

VU la proposition du collège provincial ;

VU l'avis de sa 4<sup>ème</sup> Commission ;

CONSIDERANT que la présente résolution est adoptée à 39 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention(s) ;

CONSIDERANT dès lors que la présente résolution est adoptée ~~à la majorité~~ à l'unanimité ; »

#### ARRÊTE :

- Article 1 :** Il est décidé de lancer une procédure de marché public de travaux de rénovation et de mise en conformité des infrastructures sportives de l'Ecole d'Elevage et d'Equitation de Gesves pour un montant estimé de 2.109.501,14 € HTVA soit 2.236.071,21 € TVAC (6%).
- Article 2 :** Le mode de passation du marché, à savoir une procédure ouverte avec publication d'un avis de marché au seul Bulletin des adjudications, le montant estimé du marché étant inférieur au seuil européen de 5.538.000 € HTVA, est approuvé.
- Article 3 :** Les documents du marché sont approuvés.
- Article 4 :** Le dossier sera transmis à l'autorité subsidiante.

Namur, 13 juin 2025

Le Directeur général

Valéry ZUINEN TILKIN

Le Président

Christophe GILON